

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 MAI 1901.

1° Proposition de loi réduisant la durée du temps de service militaire ⁽¹⁾. — 2° Proposition de loi apportant des modifications à la loi sur la milice ⁽²⁾. — 3° Proposition de loi modifiant certaines dispositions législatives en matière de milice et réorganisant le volontariat ⁽³⁾. — 4° Proposition de loi sur le volontariat ⁽⁴⁾. — 5° Proposition de loi concernant le remplacement des miliciens ⁽⁵⁾. — 6° Proposition de loi tendant à alléger au profit des classes inférieures le poids des charges militaires ⁽⁶⁾. — 7° Proposition de loi tendant à développer le volontariat ⁽⁷⁾. — 8° Proposition de loi organisant le volontariat ⁽⁸⁾. — Proposition de loi apportant des modifications à la loi sur la milice et à l'organisation de l'armée ⁽⁹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽¹⁰⁾, PAR M. HELLEPUTTE

MESSIEURS,

DIFFICULTÉS QUE PRÉSENTE EN BELGIQUE LA SOLUTION DU PROBLÈME MILITAIRE.
SITUATION POLITIQUE INTERNATIONALE DU PAYS.

Trois circonstances rendent plus difficile en Belgique que dans la plupart des autres pays, la solution du problème militaire : notre situation politique internationale ; le manque de confiance des Chambres et du pays dans les

⁽¹⁾ Proposition de loi, n° 15.

⁽²⁾ Proposition de loi, n° 59.

⁽³⁾ Proposition de loi, n° 59.

⁽⁴⁾ Proposition de loi, n° 60.

⁽⁵⁾ Proposition de loi, n° 62.

⁽⁶⁾ Proposition de loi, n° 72.

⁽⁷⁾ Proposition de loi, n° 73.

⁽⁸⁾ Proposition de loi, n° 83.

⁽⁹⁾ Proposition de loi, n° 142.

⁽¹⁰⁾ La Section centrale, présidée par M. HEYNEN, était composée de MM. DELBEE, VERSTEELEN, DE COCK, CARTUYVELS, HELLEPUTTE, VANDEWALLE.

déclarations faites par les autorités militaires au sujet des besoins de la défense nationale; l'insuffisance des garanties morales et religieuses offertes par l'armée aux familles dont elle réclame les fils.

* * *

La Belgique vit et se développe sous l'égide des traités qui, en reconnaissant son indépendance, lui garantissent l'intégrité de son territoire et lui imposent une perpétuelle neutralité.

Jusqu'à présent, les Puissances qui ont assumé vis-à-vis de la Belgique cette mission tutélaire n'ont pas manqué à leurs engagements, et rien ne permet d'affirmer qu'elles agiront autrement dans l'avenir.

Normalement, la Belgique ne peut donc être entraînée dans aucun conflit extérieur, les traités lui interdisent d'y prendre part.

Seuls des faits de guerre non prémédités par les Puissances, se produisant indépendamment de leur volonté et même contrairement à leur volonté, peuvent, à un moment donné, entraîner pour l'armée belge l'obligation de défendre le territoire national contre une agression étrangère.

C'est l'unique éventualité qui puisse assigner à l'armée une autre mission que celle du maintien de l'ordre à l'intérieur.

Elle suffit à justifier l'existence d'une armée, organisée de façon à pouvoir s'acquitter de tous ses devoirs.

Mais de là résulte pour notre état militaire un caractère spécial, qui doit se refléter dans son organisation.

Certains ne tiennent aucun compte des engagements des Puissances. Ils prétendent, sans se préoccuper des conséquences qu'une pareille attitude peut avoir pour l'avenir de la Belgique, que les Puissances ne se soucient aucunement des traités; qu'elles feront envahir, sans scrupule, dès qu'elles y trouveront intérêt, le territoire dont elles ont elles-mêmes garanti l'intégrité. Mais, forcés de reconnaître que nous ne pouvons songer à faire la guerre sans y être directement provoqués par la violation du sol national, ceux-là même déclarent que la raison d'être de notre armée est d'enlever aux Puissances toute envie d'exécuter les noirs projets qu'ils les soupçonnent capables de nourrir contre nous.

Ils veulent uniquement, disent-ils, que les Puissances aient intérêt à ne pas faire passer leurs troupes par la Belgique, de peur qu'amenés à les combattre, nous ne formions l'appoint de force décidant de la victoire.

D'après le compte rendu officiel de la dernière séance de la Commission militaire, M. le colonel Ducarne, examinant quels seraient les résultats de l'organisation militaire qu'il préconise, a conclu en disant que : « jamais un voisin ne s'aviserait de mettre les pieds chez nous ».

Ceux qui ont foi dans les traités comme ceux qui les comptent pour rien, ceux qui veulent l'augmentation des effectifs comme ceux qui veulent leur maintien ou leur réduction, sont donc conduits à cette même conclusion : *la destinée de l'armée belge est de ne pas se battre.*

• Bien plus : ceux qui veulent le développement de nos forces militaires sont d'avis que c'est le plus sûr moyen d'éviter toute lutte sanglante.

L'armée belge est une sentinelle postée à la frontière, mais tandis qu'une sentinelle ordinaire peut à tout instant être engagée dans le combat, le fait pour l'armée belge de garder la frontière nous donne la certitude qu'elle n'aura pas à la défendre.

Dire de notre armée qu'elle doit exister pour ne pas faire la guerre est une affirmation dont l'apparence paradoxale n'entame pas la rigoureuse exactitude.

C'est la conséquence de notre situation internationale. S'il existe en Belgique des divergences de vues sur l'organisation de l'armée, sur ses effectifs, sur la question des forteresses, il n'en existe pas, il ne saurait en exister, sur la façon de comprendre le rôle de l'armée belge.

Ceux qui voudraient renoncer à la neutralité peuvent seuls avoir sur ce point d'autres idées. mais à peine oseraient-ils les avouer.

Dans d'autres pays, non assujettis à une perpétuelle neutralité, la mission de l'armée est différente, parce que la politique de la nation est autre.

Tel songe à reconquérir des provinces perdues; tel a un programme d'unité nationale, de développement économique, d'hégémonie politique, d'expansion coloniale, pour la réalisation duquel il sait d'avance qu'il se heurtera à des résistances.

L'armée doit appuyer ces revendications, soutenir ces prétentions, les faire triompher au besoin par la force.

En Belgique, aucune idée semblable ne peut tenter les esprits.

Qu'on le regrette ou qu'on s'en réjouisse, les faits sont tels.

Nous avons le droit de nous défendre si nous sommes attaqués, c'est tout.

Mais ceux dont nous aurons le plus à redouter les attaques sont précisément nos garants.

Et si nous sommes en état de nous défendre, nous n'aurons pas à nous défendre parce que nous ne serons pas attaqués.

De là résulte — il serait puéril de se le dissimuler — une difficulté, beaucoup plus grande qu'ailleurs, de faire accepter par l'opinion publique des charges militaires trop lourdes.

De là encore la nécessité d'une organisation spéciale adéquate à une situation politique, spéciale elle aussi. C'est un tort de l'oublier.

Depuis 1840, la Belgique a dépensé pour l'armée une somme de trois milliards.

C'est le chiffre indiqué par notre honorable collègue, M. Delbeke, à la Commission militaire. Il n'a pas été contesté.

Mais ce n'est là qu'une partie des charges imposées au pays.

Il faut tenir compte des salaires perdus par nos soldats.

Admettons que le salaire moyen des jeunes gens enrôlés dans l'armée ne soit que de 2 francs par jour. En comptant trois cents jours ouvrables, c'est, étant donné le contingent actuel, une perte annuelle de 24,000,000 de francs.

Or, depuis la Révolution — il est permis de passer sous silence la ridicule échauffourée de Risquons-Tout — nous n'avons plus tiré un coup de canon.

Quoi d'étonnant si la nécessité de dépenses aussi énormes est mise en question?

Si l'obligation du service militaire paraît plus lourde chez nous que dans d'autres pays?

Si toute aggravation, soit des dépenses, soit surtout des charges personnelles, se heurte à de vives répugnances?

LE PATRIOTISME NE FAIT PAS DÉFAUT CHEZ LES BELGES, NI L'ESPRIT MILITAIRE.

On a essayé d'expliquer ces répugnances par un manque de patriotisme et par l'absence, chez les Belges, d'esprit militaire.

Cette explication ne résiste pas à l'examen, et toute notre histoire la condamne.

M. le lieutenant-général Brialmont est un de ceux qui, dans ces vingt dernières années, ont le plus contribué à l'accréditer.

« Dût-on, » dit-il⁽¹⁾, « nous accuser de dénigrer notre pays et de manquer » de civisme, nous prouverons que le patriotisme vrai, celui qui se manifeste » par des actes virils et des sacrifices librement consentis, est très faible en » Belgique et que nos compatriotes aiment à se vanter de qualités et de » vertus qu'ils ne possèdent pas à un haut degré.

« Courbés pendant des siècles sous le joug de l'étranger, les Belges n'ont » guère pris les armes que pour défendre les privilèges et les libertés de » leurs communes. »

Nous voulons bien croire à l'excellence des intentions de l'honorable général, mais nous devons regretter son injustice et protester contre cette offense à notre honneur national.

M. Léon Chomé, directeur de la *Belgique militaire*, a résumé la thèse de M. le lieutenant-général Brialmont dans cette phrase :

« C'est parce que nos aïeux ont toujours dédaigné les institutions mili- » taires et qu'ils n'ont jamais accompli convenablement les devoirs que leur » ordonnait le patriotisme que, huit siècles durant, ils ont saigné sous le » talon des despotes étrangers. »

M. Pergameni, professeur à l'Université de Bruxelles, a répondu à cette affirmation audacieuse :

« Quel tissu d'erreurs énormes ! Et combien M. Chomé, qui cite un passage » de M. Vanderkindere se rapportant à une tout autre question, aurait bien » fait de relire l'admirable discours que M. Pirenne, l'un de nos meilleurs » historiens nationaux, consacrait à l'histoire de notre pays, le 1^{er} octo- » bre 1899, à l'occasion de la distribution des prix du concours universi- » taire. Il y aurait vu que la Belgique n'a jamais cessé d'être une nation » s'appartenant elle-même, et que loin « d'avoir vécu à genoux devant la » botte de maîtres étrangers » et « d'avoir saigné sous le talon des maîtres » étrangers pendant huit siècles », les Belges n'ont jamais été gouvernés que » par leurs princes légitimes, dont l'autorité était limitée par les chartes et » les privilèges.

⁽¹⁾ *Situation militaire de la Belgique*, 1882, p. 5.

» Il est absolument inexact de parler de domination étrangère en Belgique
 » avant l'annexion du pays à la République française », affirme M. Pirenne.
 » Il a mille fois raison. Depuis le plus haut moyen âge, chacune de nos
 » provinces a constitué une petite principauté autonome se gouvernant
 » elle-même. Même à partir de Charles-Quint, même sous les Espagnols et
 » les Autrichiens, cette situation persiste. Que le prince soit un roi d'Espagne
 » ou un empereur, il n'a dans chacune des provinces belges que les pouvoirs
 » que lui donnent les constitutions et les privilèges tels qu'il les a jurés lors
 » de son inauguration.

.
 » Voilà la vérité. Elle est bonne à dire, car elle prouve que la Belgique
 » n'est pas une nation factice née des hasards de la politique en 1830, mais
 » qu'elle est une *patrie* ainsi que le proclame M. Pirenne, et que « nous la
 » tenons de nos ancêtres comme un très vieil héritage.
 » Que les militaristes nous laissent donc tranquilles avec leur légende de
 » despotes étrangers ⁽¹⁾. »

.

Il n'y a pas de peuples dont l'histoire soit plus belle que celle de nos provinces et fasse mention d'une résistance aussi persévérante et aussi courageuse à toutes les oppressions.

Après avoir été exposées à tant d'influences étrangères, — nous ne disons pas de dominations, — elles ont gardé intacts leurs caractères nationaux, et le lien qui les rattachait les unes aux autres, loin de se relâcher, s'est fortifié à travers les épreuves jusqu'à les unir indissolublement pour former la Belgique actuelle.

« ... Les Belges, dit J.-B. Nothomb ⁽²⁾, ont un caractère particulier et indélébile qu'on retrouve également sous la grossièreté des temps barbares, dans l'enthousiasme des Croisades et de la lutte communale, dans l'aisance de la prospérité industrielle et parmi les raffinements de la civilisation. L'histoire les présente comme inconciliables avec d'autres nations; si, en conservant leurs traits primitifs, ils ne sont pas parvenus à se *faire peuple*, il faut qu'ils aient été arrêtés par des obstacles qu'il importe de constater. »

* * *

Quant à l'esprit militaire, s'il faut entendre par là le culte de la force, poussée jusqu'à l'oubli du droit; le goût des conquêtes, fût-ce au prix de l'injustice; l'amour de la gloire, fût-ce au mépris de la liberté des autres, eh bien! non, les Belges n'ont pas cet esprit, et c'est leur honneur.

Mais si c'est du courage qu'il s'agit, ou de la volonté de défendre les libertés publiques compromises, le sol de la patrie envahi; du sacrifice à une cause volontairement embrassée, chaque page de nos annales, depuis César

(1) *Messenger de Bruxelles*, 4 mars 1900.

(2) *Essai historique et politique sur la Révolution belge*, 4^e édition, 1876, t. I^{er}, p. 386.

jusqu'aux héros de la guerre des Paysans, proclamé que ce courage-là, les Belges l'ont eu.

Faut-il rappeler leur résistance aux armées romaines, la part prise aux Croisades, les luttes pour l'autonomie des communes à une époque où d'autres peuples de l'Europe, aujourd'hui très puissants, naissaient à peine à la civilisation ?

Ils ont produit des généraux comme Tilly, que l'on peut mettre au rang des meilleurs hommes de guerre.

« ... Il est peu de nations qui aient conquis plus de renommée militaire » que les *Wallons* ⁽¹⁾. Il suffit d'ailleurs de citer les bandes d'ordonnance, » cette cavalerie si brillante et si redoutée, qui fut pendant longtemps la » force et la gloire des derniers ducs de Bourgogne, de Charles-Quint et de » ses successeurs ; l'infanterie wallonne qui, durant plus d'un siècle, régna en » quelque sorte sur tous les champs de bataille de l'Europe et contribua à » soutenir la puissance et la splendeur de l'Espagne ; les gardes wallones ; les » régiments nationaux des Pays-Bas qui, sous le gouvernement de la maison » d'Autriche, allèrent verser sur la terre étrangère des flots d'un noble » sang.... »

Tel est le langage d'un ancien ministre de la guerre, le lieutenant général baron Guillaume, dans son *Histoire des régiments nationaux des Pays-Bas*.

Tout ce livre respire une enthousiaste admiration pour les vaillants soldats qu'il a sauvés de l'oubli.

C'est à un Belge, le comte de Clerfayt, un des meilleurs généraux de son temps, qui s'illustra dans la guerre contre les armées de la République française, que la ville de Vienne a fait élever un monument avec cette inscription :

« Que la Flandre pleure un concitoyen qui faisait sa gloire, l'empereur » d'Autriche le soutien de son trône, l'armée un chef adoré, et la religion un » de ses plus fervents adeptes. »

C'est grâce à un régiment belge, les dragons de Ligne, que l'Autriche fut victorieuse à Collin du grand Frédéric, et c'est un régiment belge qui, à Marengo, compromit un instant la fortune de Napoléon.

Il existe un ouvrage trop peu connu publié en 1835 sous ce titre : « *Fastes militaires des Belges* ». C'est l'histoire des faits de guerre où nos compatriotes s'illustrèrent.

Ces faits sont anciens, et il faut se donner la peine de lire pour les connaître.

Mais le siècle qui vient de finir et au milieu duquel nous avons vécu, dont nos parents ont vu l'aurore et nous ont raconté les débuts, prouve-t-il que la valeur militaire des Belges ait faibli ?

M. Cruyplants, major honoraire de la garde civique, vient de terminer, dans la *Belgique militaire*, l'histoire des *Conscrits* de 1813. Elle est des plus honorables pour les soldats et les officiers belges. Sur tous les champs de bataille où ils parurent, ils forcèrent l'admiration de leurs camarades.

(1) Le nom de *Wallon* était attribué aux corps militaires recrutés dans les provinces belgiques flamandes et wallones.

Après l'Empire, de nombreux Belges firent campagne aux Indes néerlandaises et s'y couvrirent de gloire.

Ils eurent des imitateurs. En 1882, il y avait dans l'armée des Indes néerlandaises plus de deux mille cinq cents Belges (1).

Au lendemain de la Révolution, un corps belge passe en Portugal pour défendre contre Don Miguel les droits de Dona Maria au trône de ce pays (2).

En 1840, des officiers belges prennent part, en Afrique, aux opérations de l'armée française et reçoivent, pour leur belle conduite au feu, les félicitations du duc d'Orléans.

Quelques années plus tard, la *Légion mexicaine* accompagne une de nos princesses par de-là les mers. D'autres Belges vont défendre les États-Pontificaux, à l'appel d'un prélat belge, ancien élève de notre école militaire, compagnon de promotion du général Brialmont, M^{re} Xavier de Mérode.

Au Mexique comme à Rome, ils combattent aux côtés de l'armée française. Ils n'eurent pas à souffrir de la comparaison.

L'armée française cependant était alors à l'apogée de sa réputation, et les malheurs de la défaite n'avaient pas encore terni l'éclat des lauriers de Crimée, d'Afrique et d'Italie.

Il y a quelques mois, un comité se forma pour la défense des intérêts belges en Chine. Plus de trois mille hommes s'offrirent à partir pour l'Extrême-Orient.

L'État Indépendant du Congo n'a jamais manqué d'hommes pour le recrutement de sa force publique, et ici, cependant, aux dangers de la guerre s'ajoutent ceux, plus déprimants, du climat.

Et si l'armée belge était appelée à combattre, personne ne peut douter qu'officiers et soldats se montreraient dignes de leurs devanciers.

L'esprit militaire des Belges n'a jamais été contesté, sauf de nos jours, et — chose étrange — par des Belges qui prétendent incarner cet esprit, au suprême degré, dans leur propre personne.

Ce ne sont pas des étrangers, ce sont des Belges qui reprochent aux Belges de manquer d'esprit militaire!

Cela proviendrait-il de ce que ces Belges n'ont connu leurs compatriotes que pendant la paix, tandis que les étrangers ont pu les apprécier pendant la guerre?

Ni le patriotisme ni la bravoure ne font défaut aux Belges. Mais l'esprit pratique de nos populations, habituées à proportionner l'effort au résultat, comprend difficilement les sacrifices énormes, financiers et personnels demandés au pays pour former une armée dont la destinée est de ne pas se battre.

Sans doute, ce n'est pas une raison de ne pas avoir d'armée, et il importe de ne pas tirer du fait indiscutable que nous signalons, des conclusions qui ne sont ni dans notre pensée ni dans la logique des choses.

(1) EUG CRUYPLANTS *Histoire de la participation des Belges aux campagnes des Indes Orientales Néerlandaises*. Bruxelles, 1885.

(2) J.-J.-Th. TIMMERMANS. *Les tirailleurs belges au service du Portugal en 1832 et 1834*. Bruxelles, 1900.

En empêchant en 1870 l'envahissement de notre territoire par l'armée française, et puis par l'armée allemande, nos soldats ont rendu un service signalé, plus avantageux au pays que bien des victoires.

Il ne s'agit pas non plus de mettre en doute la valeur de l'armée. Nous sommes tout à fait convaincu que si elle avait à défendre le pays, elle serait à la hauteur des meilleures armées du monde, et que la réputation du nom belge sortirait victorieuse d'une pareille épreuve.

Mais les faits sont les faits. On n'y peut rien changer. Obligé d'avoir une armée pour la défense de l'ordre à l'intérieur et éventuellement pour garder la frontière, nous disons qu'il faut, dans l'organisation de cette armée, tenir compte de ces faits.

Et c'est ce que l'on n'a jamais voulu faire. Ce que les Belges d'aujourd'hui, aussi patriotes que leurs aïeux, repoussent, écrivait il y a un an le *Bien public*, « ce n'est pas « l'impôt du sang », dont il n'est pas question aussi » longtemps que la Belgique n'est pas en péril, c'est *l'impôt du temps* qu'on » prélève sur eux en les retenant trois ou quatre ans dans les casernes, au » grand dam de leur vocation et avec grand péril pour leurs âmes, et qu'on » rêve de généraliser. »

Faut-il que les mêmes règles président au recrutement, à l'organisation et la puissance des effectifs, pour une armée qui certainement paraîtra sur les champs de bataille et pour une armée qui très probablement n'y paraîtra jamais ?

Cela semble au moins douteux.

Personne ne conteste qu'il faille une armée pour assurer le maintien de l'ordre à l'intérieur.

Personne ne conteste que cette armée puisse, à un moment donné, comme en 1870, être appelée à garder nos frontières pour empêcher qu'un chef de corps voulant échapper à un danger trop pressant, ou voulant s'assurer le bénéfice d'une manœuvre hardie, passe sur notre territoire, y entraîne les troupes adverses et transporte chez nous le théâtre d'une guerre dont nous ne devons être que les simples spectateurs.

Sur ces deux points, tout le monde est d'accord.

Les divergences portent sur la manière de mettre l'armée à même de suffire à ces deux missions.

Or, il faut bien le reconnaître, le programme des autorités militaires a toujours consisté à demander le plus d'hommes possible et à les demander au service forcé, c'est-à-dire à la conscription.

Est-il logique de ne tenir aucun compte du sentiment des populations, de leur imposer un régime qu'elles ont toujours combattu ?

« La conscription, dit le lieutenant général Brialmont, fut introduite en » Belgique en 1798. Cette mesure mit le comble au mécontentement qu'avait » provoqué d'autres actes arbitraires ou violents, dont les principaux étaient » la levée de lourds impôts, l'enlèvement des cloches et la vente du mobilier » des églises (1). »

(1) *Situation militaire de la Belgique*, 1882, p. 16.

Et il ajoute en note :

- « La conscription n'avait fonctionné en Belgique que de 1702 à 1703.
- » Pendant cette courte période, Louis XIV força les villes à fournir des mili-
- » ciens, qui étaient désignés par le sort et devaient servir trois ans.
- » Sous le régime autrichien, il n'y eut que des soldats volontaires, enga-
- » gés à vie ou pour un terme illimité. »

Voilà donc un système qui remonte aux plus mauvais jours de notre histoire.

C'est celui que l'on exalte, que l'on proclame indispensable, que l'on étend de plus en plus, dont on fait la base intangible de tout notre système militaire.

Tout adoucissement, tel le remplacement, telle la substitution, est déclaré odieux : il faut le supprimer !

Ceux qui le défendent sont accusés d'être les adversaires de la patrie, tandis qu'ils ne sont en réalité que les défenseurs de la liberté du citoyen, et que leur préoccupation est de rendre l'armée plus populaire.

« M. De Lantsheere fait remarquer, » ainsi s'exprime le compte rendu officiel de la dernière séance de la Commission militaire, « que l'on veut en réalité » dépouiller la conscription d'un correctif qui depuis l'an VI jusqu'à la fin » de l'Empire a été jugé indispensable, ajoutant que par une amère dérision » il se voit forcé, lui, petit-fils d'un homme exilé et emprisonné pour brigandage, réduit à demander comme une faveur le maintien de cette loi révolutionnaire de l'an VI contre laquelle les paysans belges ont répandu leur » sang. »

N'est-ce pas que ce rapprochement est éloquent !

Quant au système du volontariat, si conforme à nos traditions nationales, on ne se donnait même pas la peine de l'examiner sérieusement, et l'on se refusait même obstinément à en faire un loyal essai.

Il a fallu l'expression de la ferme volonté, presque un ordre de l'opinion publique pour qu'enfin l'on y prêtât quelque attention. Forcés de lui ouvrir plus largement les rangs de l'armée, les adversaires du volontariat veulent aussitôt regagner le terrain perdu.

Le volontariat est accompagné d'une augmentation du contingent, de façon que la conscription n'aura rien perdu, et se trouvera finalement aggravée par la suppression du remplacement.

Est-ce une gageure ou de l'aveuglement ? Et si l'on voulait rendre l'armée impopulaire, s'y prendrait-on autrement ?

Le programme belge en matière militaire doit être : le volontariat comme base du recrutement; l'obligation du service imposée le moins possible; des effectifs de paix aussi réduits que possible; des effectifs de guerre suffisants.

Au lieu de cela, l'on a jusqu'à présent fait la guerre au volontariat; sans cesse des effectifs croissants étaient réclamés, qui augmentaient les charges personnelles, car ils devaient être fournis par la conscription.

MANQUE DE CONFIANCE DANS LES DÉCLARATIONS DES AUTORITÉS MILITAIRES.

A l'impopularité de ces mesures est venu se joindre le mécontentement provoqué par la manière de les réaliser.

Arracher au Parlement des concessions successives, dont chacune était présentée comme la dernière, mais qui, à peine consentie, était suivie d'une nouvelle demande : telle a été la politique pratiquée jusqu'à présent. Si bien que la question militaire est, pour les Chambres, un rocher de Sisyphe qu'elles ont été condamnées à rouler depuis leur existence.

En matière militaire, pas plus qu'en aucune autre, il n'est possible de faire abstraction des modifications qui se produisent autour de nous.

Les adversaires les plus ardents des dépenses militaires ne supporteraient pas un instant l'idée de voir nos soldats armés de fusils à pierre, tandis que toutes les armées sont fournies de fusils à répétition.

Aussi n'est-ce pas sur des questions de ce genre que portent les plaintes, mais sur un système pratiqué délibérément et avec une persévérance que rien ne décourage.

Il consiste à céder au Parlement le but final que l'on a en vue, à réduire de parti pris l'estimation des travaux que l'on fait décréter, à proclamer que le sacrifice demandé doit clore l'ère des augmentations, alors que l'on sait fort bien qu'il n'en est pas ainsi.

Nous n'allons pas refaire ici l'histoire du Budget de la guerre ou du contingent de l'armée. Nous nous bornerons à rappeler deux faits parmi les plus récents et les plus caractéristiques.

Tout le monde se souvient du mécompte financier auquel conduisirent les forts de la Meuse.

Il n'est plus possible de soutenir aujourd'hui que les erreurs commises dans les prévisions ne pouvaient être évitées.

Ces plaintes sont générales dans le pays. La presse des divers partis s'en est fait l'organe. Voici comment un journal, qui n'a jamais passé pour antimilitariste, la *Gazette*, s'exprimait naguère à ce sujet.

« Il est très possible que le génie militaire soit allé de l'avant sans compter.
» C'est assez son habitude. Sous prétexte que les Chambres disputent systématiquement l'argent à l'armée, on s'y est accoutumé à ne leur plus présenter que la note des travaux faits, de façon à leur forcer la main. On s'y est ainsi pris pour les fortifications d'Anvers. Le procédé est blâmable; il a été malheureusement accrédité dans l'esprit de nos généraux par un long et heureux usage. Nous avons eu ici des ministres de la guerre qui ont été de véritables maîtres dans l'art de mystifier les Chambres et qui en ont fait une institution... »

Mais ces erreurs ne sont rien en regard de ce qui s'est passé pour les effectifs.

Lorsque la construction des forts de la Meuse fut proposée, la première chose qui préoccupa la Chambre fut de savoir si le contingent de l'armée ne devrait pas être augmenté.

A cette question : « Comment doivent se répartir, dans le système projeté,

les forces dont nous pouvons disposer? », elle reçut la réponse suivante, qui est à citer tout entière :

« Sur pied de guerre, l'armée doit être répartie en troupes de campagne et en troupes de forteresse.

» Le Comité de défense de 1848 assignait à la défense des places alors existantes, 61,790 hommes

» La Commission de 1851 fixa ce chiffre à 71,000 hommes.

» La Commission de 1859, tout en approuvant la création d'une grande position défensive à Anvers, vota le maintien des places de Diest, Termonde, Ostende, Charleroi, et des citadelles de Gand, Tournai, Namur et Liège; — les effectifs de défense peuvent être évalués (d'après les documents de l'époque) à environ 60,000 hommes.

» L'effectif total de l'armée était alors (1^{er} janvier 1859) de 97,089 hommes.

» Il est actuellement de plus de 123,000 hommes pour les dix plus récentes classes de milice, et il monte à plus de 137,000 hommes, en y comprenant les hommes non mariés des 11^e, 12^e et 15^e classes.

» Depuis 1859, Gand, Tournai, Charleroi et Ostende ont été démolis, et la défense de Termonde, de Diest, de Namur, de Liège et du poste fortifié de Huy, exigerait 20,000 hommes, dont 12 à 13,000 pour les forteresses de la Meuse.

» Eu égard à l'étendue à donner aux têtes de pont de Namur et de Liège, il convient, en effet, de compléter la garnison des forts par une force mobile destinée à relever les unités qui les occuperont, à parer aux coups de main imprévus et à coopérer à la surveillance intérieure et extérieure.

» Dans leur état actuel, Namur et Liège exigeraient les mêmes garnisons en infanterie. En artillerie, par contre, il faudra un surcroît de quelques batteries.

» Il suit de ce qui précède que, déduction faite des 20,000 hommes dont la destination vient d'être indiquée, l'effectif de l'armée permettrait de pourvoir à la constitution de l'armée de campagne et à la défense d'Anvers, dans des conditions meilleures qu'on ne l'aurait pu jusqu'ici.

« Il en résulte encore que l'établissement de nouvelles fortifications sur la Meuse ne doit nullement affaiblir nos forces de campagne. Au contraire, par suite de leur érection, l'armée aura plus de liberté et de sécurité dans ses mouvements, et soit qu'elle opère seule, soit qu'elle puisse compter sur des secours étrangers, elle sera en mesure d'assurer la défense du pays plus en avant, sans abandonner le principe de la concentration et en maintenant ses rapports avec le réduit stratégique d'Anvers »

Il n'y avait pas deux manières de comprendre cette réponse : les forts de la Meuse ne devaient entraîner aucune augmentation du contingent.

Aujourd'hui la nécessité d'assurer la défense de ces forts est le grand, nous pourrions dire l'unique argument en faveur de l'augmentation des effectifs de guerre.

Ils étaient à peine construits, que M. le lieutenant général Brialmont faisait à un journaliste du *Matin* la déclaration suivante :

« Il est parfaitement exact que, actuellement, notre armée n'est pas suffi-

» sante pour garnir complètement les forts de la Meuse, tout en laissant
 » libres les troupes nécessaires à la guerre active. Je n'ai pas à faire mystère
 » de cette opinion, que j'ai hautement proclamée et que je soutiendrai encore
 » à brève échéance avec la même énergie et, je l'espère, avec succès.

» J'estime qu'il nous faut 245,000 hommes, et nous en avons la moitié.
 » Pour défendre efficacement notre neutralité, nous avons besoin à la fois
 » des forts et des soldats. Mais quoi : c'est là l'histoire de toutes les réformes
 » qui ne se font pas en un jour. Comment les Chambres auraient-elles
 » accordé les soldats nécessaires à la défense des citadelles si nous n'avions
 » pas de citadelles à défendre? Il fallait, comme on dit vulgairement, com-
 » mencer par un bout, et nous avons commencé par les citadelles. Il faudra
 » bien, maintenant, qu'on en arrive à leur donner des garnisons, c'est-à-dire
 » à voter le service personnel et obligatoire, et je suis convaincu qu'on y
 » arrivera avant peu. »

Le Parlement était joué.

Ce qui aggrave le cas de ceux qui l'ont induit en erreur, c'est que l'on proclame aujourd'hui, et l'on a fait état de cet argument à la Commission, on proclame que : « ainsi que l'a dit de Moltke au colonel baron Lahure, » « l'organisation de la défense de la Meuse sans un notable renforcement de » « l'armée de campagne, est une solution incomplète, SINON DANGEREUSE ». »

On n'avait donc pas hésité à augmenter pour le pays les dangers auxquels on déclarait vouloir parer! Comment qualifier pareille attitude?

Et qui peut faire grief au Parlement de rester sceptique à l'endroit des déclarations les plus catégoriques des autorités militaires?

Nous voulons bien admettre que c'est le plus pur patriotisme qui a dicté la conduite du général Brialmont. Et comme il n'est pas donné à l'homme de pénétrer dans la conscience d'autrui, nous sommes prêts à croire que l'honorable général n'a fait que suivre les inspirations de la sienne, qui lui commandait avant tout de sauver le pays.

Mais qui n'aperçoit combien un pareil système est humiliant pour le Parlement?

Et comment s'étonner qu'en matière militaire, il ne croit plus à aucune déclaration, fût-elle faite par un gouvernement qui jouit de son entière confiance?

C'est qu'en réalité les ministres ne sont plus maîtres de leurs propres paroles.

Ils sont des victimes immolées sur l'autel d'un patriotisme mal inspiré.

*
* *

Lors du vote de la loi sur la garde civique, nous fûmes témoins d'une tactique analogue.

Pendant la période de préparation du projet, on déclara que la garde civique réorganisée pourrait rendre d'utiles services en temps de guerre. Elle devait assurer une partie du service des places et rendre un plus grand nombre de soldats disponibles pour l'armée de campagne. Elle devait être une armée de second rang.

Ainsi il devenait inutile d'augmenter le contingent de l'armée.

A peine fut-on assuré que le projet serait voté, que l'utilité de la garde civique en temps de guerre fut contestée

Or le 13 février dernier, M. le colonel Wouters, le distingué directeur général de la garde civique, faisait une conférence à l'Hôtel de ville de Gand sur le rôle de la garde civique en cas de mobilisation de l'armée. Voici ses conclusions d'après les comptes rendus des journaux :

« Dans un pays, dit-il, où il y a 40,000 citoyens armés de fusils, je considérerais comme un crime de ne pas les utiliser le jour où la nation serait en danger.

» Dans les diverses lois concernant la garde civique, les Chambres se sont toujours inspirées de ce principe que la garde civique doit assurer l'ordre et se charger des services secondaires, pour lesquels l'armée devrait se diviser en de nombreux détachements.

» L'orateur a examiné le rôle de la garde civique en cas de défense du pays, en cas de mobilisation de l'armée. Il a successivement passé en revue deux hypothèses. 1° Celle où l'armée est mobilisée, où elle peut être appelée à rester pendant un temps plus ou moins long aux frontières, à attendre les événements. Cette hypothèse se réalisa en 1870, lorsqu'on dut craindre à un certain moment que les armées française et allemande ne vinssent continuer la guerre sur notre territoire, 2° le cas où, les frontières étant franchies, la situation se dessine, et l'armée sait ce qu'elle a à faire. Dans le premier cas, la garde civique doit rester dans les villes où elle se trouve, sans pouvoir être mobilisée; en effet, par ce fait, toute la vie sociale serait elle-même arrêtée.

» Passant au second cas, l'orateur a montré comment se forment la mobilisation et la concentration des armées, et les progrès que l'on a atteints depuis 1870, grâce à l'accroissement constant des effectifs et à diverses circonstances permettant l'accélération.

» Le grand point, c'est le désir chez les Puissances d'arriver les premières. On prévoit l'emploi de masses de cavalerie, dont on se servirait pour troubler la mobilisation et la concentration des adversaires.

» Il indique ensuite les différents points fortifiés, qui, tant en France qu'en Allemagne constituent un danger pour la Belgique.

» Si des troupes de cavalerie devaient, à un certain moment donné, envahir la Belgique, coupant les fils télégraphiques, détruisant les lignes de chemins de fer, la mobilisation serait rendue impossible.

» La cavalerie française, notamment, serait en quelques heures de Lille à Gand ou de Maubeuge à Bruxelles.

» Tandis que l'armée se mobiliserait, la garde civique aurait à faire un service excessivement sérieux, qu'aucune autre force ne pourrait effectuer à sa place, et, dit l'orateur, si la garde civique n'existait pas, il faudrait l'inventer.

» Le jour où le pays serait sur le point d'être envahi, grâce à des services très bien organisés aux frontières, on sera averti de toute tentative sérieuse de violation du territoire. Les gardes civiques seront là pour défendre les villes. Il ne faut que la bonne volonté de la garde pour empêcher une

» cavalerie de faire une invasion dans une ville, et soumettre celle-ci à toutes
» les exactions.

» A son avis, les villes devraient être divisées en secteurs, pour chaque
» compagnie ou bataillon, et tous les préparatifs étant pris, on se rendrait
» sans difficultés aux postes prévus, le jour où les frontières seraient
» menacées.

» L'orateur regrette qu'il faille une loi pour mobiliser la garde civique.
» La situation peut, en effet, être perdue, avant même que la proposition
» de loi ne soit déposée aux Chambres.

» En un mot, la garde civique doit servir à donner la sécurité à l'armée,
» pour se mobiliser, et doit supporter le premier choc. »

Voici donc la garde civique, dont le rôle utile en cas de guerre était contesté, devenue une armée qui doit supporter le premier choc.

Nous ne demandons pas mieux. Mais alors où est la nécessité d'une augmentation du contingent? Au sein de la Commission militaire, M. Wauters a cependant proclamé la nécessité de cette augmentation.

En vérité, que faut-il et à qui faut-il croire? Et qui nous définira une bonne fois le système militaire que l'on veut réaliser? On demande au Parlement de se laisser conduire les yeux bandés à une situation que l'on ne veut pas définir. Il n'y consentira pas.

* * *

La Commission militaire vient de formuler ses conclusions. Avant elle, la Sous-Commission militaire avait fait connaître les siennes.

D'après les communiqués officiels faits aux journaux, la Sous-Commission militaire propose un effectif de guerre de 180,000 hommes et un contingent annuel de 18,500 hommes.

Or, que voyons-nous? A peine ces chiffres sont-ils produits, la Commission elle-même ne les a pas encore votés que déjà des réclamations se produisent parmi les partisans de l'augmentation indéfinie de l'armée!

Si la Chambre les adoptait, elle se préparerait à coup sûr une nouvelle déception.

On a beaucoup vanté la modération de ces résolutions. Ces éloges seraient peut-être mérités si l'on comparait ces propositions à des réclamations antérieures, si l'on pouvait surtout les considérer comme la formule définitive d'un système.

Mais elles apparaissent bien plutôt comme une concession faite au malheur des temps.

Le 5 février 1900, le Comité directeur de la Fédération des Sociétés d'anciens militaires envoyait une adresse aux Sociétés d'anciens militaires.

Ce Comité directeur est composé de MM. :

BRIALMONT, lieutenant général, Président.

FALIZE, lieutenant général, président de la Société générale des officiers retraités (Bruxelles).

KRAUS, lieutenant général, président d'honneur de l'Association des anciens soldats belges de 1870-1871 (Gand).

VAN KERCKHOVE, général-major, président du Cercle des anciens officiers (Mons).

DESCHAPPER, général-major, représentant le Cercle des anciens officiers (Liège)

FOURCAULT, général-major, président de la Société patriotique des officiers retraités (Anvers).

GOEDERT, président de la Fédération des Sociétés d'ex-sous-officiers.

MALEVÉ, avocat, président de la Fédération nationale des Sociétés d'anciens militaires (sous-officiers, caporaux et soldats).

LÉON CHOMÉ, directeur de la *Belgique Militaire*.

Or, ce n'est pas 180.000 hommes, c'est 245,000 hommes que ce Comité réclame. A-t-il définitivement renoncé à son chiffre?

Et les généraux du Comité directeur sont-ils isolés parmi les autorités militaires? Est-ce qu'au sein même de la Commission militaire ils ne comptent pas de partisans?

Deux généraux, membres de la Commission, MM. Hellebaut et De Ruydts, se sont abstenus au vote sur le maintien de l'effectif de paix actuel. Ils le considèrent comme absolument insuffisant. Il faut louer leur franchise, mais aussi tenir comp'te de leur déclaration pour l'avenir.

La *Belgique militaire*, appréciant le projet de la Sous-Commission, s'exprime ainsi :

« Nous nous garderons bien de critiquer ce projet, qui, en somme, s'il » était adopté, renforcerait la défense nationale. *On doit souhaiter plus et » mieux : on ne peut, à l'heure qu'il est, réclamer davantage. La nation, insti- » guée et trompée par des politiciens sans patrie, ne témoigne pas d'un bien » vif désir de voir la défense du pays renforcée, assurée.*

On peut être assuré, dès à présent, que si la Chambre adopte les propositions de la Commission, à bref délai de nouvelles augmentations seront réclamées. Et comme le Ministre d'aujourd'hui ne peut engager le Ministre de demain, et que la Commission actuelle peut dans quelques mois faire place à une autre, il n'y a aucune raison de croire que nous touchons à la solution définitive du problème.

Tout cela est déplorable, et rien n'a nui davantage à l'armée dans l'opinion publique et au sein du Parlement.

Nous comprenons fort bien que l'on soit partisan du service général.

C'est un système défendable; pour ceux qui croient ne devoir tenir aucun compte des traités, c'est le plus logique en même temps que le plus radical.

Nous nous expliquons même que les militaires inclinent vers ce système.

Cela est naturel chez eux. On n'a pas connu jusqu'à présent une administration qui n'ait cherché à s'étendre le plus possible.

La nature administrative se rapproche en cela de celle de l'individu, elle tend à accroître sa puissance, ses attributions, le domaine où s'exerce son activité.

C'est pourquoi il faut tenir pour assuré, en matière militaire, que certaines réclamations ne s'arrêteront que le jour où toute la matière enrôlable sera enrôlée.

C'est l'idéal qui est au fond des cœurs.

Cet idéal est avouable. Eh bien ! qu'on l'avoue.

Mais il est contraire à la dignité du Parlement de voter des mesures dont on lui cache la véritable portée, de s'engager dans une voie dont on lui dissimule l'issue.

L'opinion publique, trop fréquemment égarée, finit par ne plus avoir aucune confiance dans les déclarations qui lui sont faites, et les sympathies pour l'armée font place à une désaffection imméritée pour l'institution qui en est l'objet, explicable si l'on songe aux causes qui l'ont produite.

INSUFFISANCE DES GARANTIES MORALES ET RELIGIEUSES OFFERTES AUX FAMILLES.

Encore si l'armée présentait, pour ceux que l'on enrôle de force dans son sein, des garanties suffisantes au point de vue moral et religieux ! Non seulement elle les prive de leur liberté, elle entrave leur carrière, mais elle cause dans les esprits et dans les cœurs des ruines souvent irréparables.

C'est l'une des raisons qui rendent la conscription si antipathique dans notre pays.

Nous demandons à nos adversaires politiques et à tous ceux qui ne partagent pas nos croyances de se mettre un instant à la place des parents dont les fils sont réclamés par l'armée.

Sur cent conscrits de nos campagnes, il en est certes nonante-neuf qui s'acquittent régulièrement de leurs devoirs religieux.

Au bout de six semaines de présence à l'armée, il n'y en a plus dix.

Ont-ils abandonné leurs croyances ? Leurs convictions se sont-elles modifiées ?

Chez quelques-uns, sans doute ; ceux-là sont irrémédiablement perdus.

Mais la majorité, à peine exemptée du service et rentrée dans ses foyers, reprend ses pratiques religieuses d'autrefois.

N'est-il pas d'évidence qu'il faut mettre au compte des influences subies à l'armée, cet oubli momentané ou définitif de leurs devoirs ?

Et qui peut s'étonner que les parents s'effraient de voir la conscription leur enlever leurs enfants ?

A ces ruines religieuses, il faut ajouter les ruines morales, qui en sont les conséquences fatales.

On s'est plaint des critiques qui s'élèvent parfois des milieux catholiques contre l'armée.

Est-ce à l'institution qu'elles s'adressent ? Ce serait une erreur de le croire.

Dans un pays comme la Belgique, où l'armée ne peut exister que pour défendre l'ordre et assurer l'intégrité du sol national, où il est impossible qu'elle ait à remplir des missions de conquête, à faire prévaloir la force sur le droit, l'armée est digne de toutes les sympathies des catholiques, et ceux-ci les lui accordent sans réserve.

Un orateur catholique illustre, Donoso Cortès, dans un discours prononcé à la Chambre des députés d'Espagne, le 30 janvier 1850, lors de la discussion du budget, a prononcé ces paroles :

« Je ne sais, Messieurs, si votre attention a été frappée comme la mienne » de la ressemblance, de la presque identité que l'on trouve entre les deux » personnes, au premier abord les plus distinctes et les plus contraires, de » la ressemblance entre le prêtre et le soldat ?

» Ni le prêtre ni le soldat ne vit pour soi; ni l'un ni l'autre ne vit pour sa » famille; pour l'un et pour l'autre la gloire est dans l'abnégation, dans le » sacrifice.

» La charge du soldat est de veiller à l'indépendance de la société civile. » La charge du prêtre est de veiller à l'indépendance de la société religieuse. » Le devoir du prêtre est de mourir, de donner sa vie, comme le bon pasteur, » pour ses brebis. Le devoir du soldat est de donner, comme un bon frère, » sa vie pour ses frères.

» Si vous considérez tout ce qu'a de laborieux et de pénible la vie sacer- » dotale, le sacerdoce vous paraîtra, et il l'est en effet, une véritable milice. » Si vous considérez la sainteté du ministère du soldat, la milice vous paraîtra » comme un véritable sacerdoce. »

Nous ne croyons pas que personne ait magnifié davantage la mission de l'armée ou défini plus exactement l'idéal du soldat.

Un de nos officiers les plus instruits, M. le lieutenant d'artillerie A. Colon, adjoint d'Etat-Major a publié récemment dans la *Revue de l'armée belge* une étude sur le feld-maréchal Bénédek. Ceux qui veulent savoir jusqu'où peut aller l'abnégation militaire doivent lire ces pages.

C'est l'histoire d'un soldat qui, par obéissance à son souverain, accepte une mission que sa raison condamne; qui, pour éviter à la dynastie l'impopularité d'une défaite inévitable en assume lui-même la responsabilité; et qui, par respect de la parole donnée brûle les documents qui portent en eux sa justification, et emporte dans sa tombe le secret dont la seule révélation doit venger sa mémoire.

Le monument élevé à Blankenberghe à l'héroïque sergent de Bruyne prouve qu'il y a chez nous des soldats qui sont à la hauteur de cet idéal, et des citoyens qui les admirent parce qu'ils les comprennent.

Comment se fait-il qu'ayant une idée si haute de l'armée, considérée dans son principe, les catholiques soient amenés en fait à redouter son influence sur leurs enfants?

Il y a là une contradiction qui trouve son explication dans l'insuffisance du service de l'aumônerie dans notre armée, dans les difficultés que le soldat rencontre pour l'accomplissement de ses devoirs religieux et aussi dans l'attitude de ceux-là même qui devraient nous rassurer.

Il est malheureusement exact que beaucoup considèrent l'armée comme un instrument de propagande antireligieuse, selon l'opinion d'un journal d'Anvers, le *Koophandel* :

« A l'armée, l'esprit des jeunes gens devient plus viril, les soldats ne » craignent ni enfer ni diable, et ils secouent le joug des prêtres. Si tous

» les jeunes gens étaient astreints au service militaire, c'en serait vite fait
» de la domination de l'Église sur nos populations rurales. »

Et ces déclarations sont parfois confirmées par des chefs militaires eux-mêmes.

Écoutez ce discours du général Bouyet prononcé le 29 mars 1897 à la loge l'*Union et Progrès* :

« Le vrai motif de nos maîtres pour maintenir la criante injustice du
» remplacement, c'est que si les fils des gros fermiers, des propriétaires
» quittaient leur village pour aller passer un ou deux ans dans nos grandes
» villes de garnison, ces jeunes gens rentreraient chez eux éveillés, dégourdis,
» décidés à ne plus subir aveuglément le joug de leur curé et à voter selon
» leur conscience, mais jamais selon la consigne. L'exemple partant des
» fils de notabilités de la commune serait bientôt suivi par les autres jeunes
» gens et adieu la prédominance des campagnards cléricaux dans les futures
» élections.

» Le clergé se résigne, faute de mieux, à voir les valets de fermes, les
» ouvriers agricoles, quitter le village pour aller à la caserne; s'ils reviennent
» convertis au libéralisme, c'est bien un mal incomparablement moindre que
» que ne le serait la conversion à nos idées des conscrits influents par leurs
» richesses ou par leur éducation. »

Nous laisserons à un autre officier, le général de Miribel, le chef de l'état-major général français, l'espoir des armées de la République, et dont la mort prématurée a cause de si unanimes regrets, le soin de répondre.

« Mais, disait-il à un personnage officiel qui lui tenait un pareil langage,
» ne comprenez-vous donc pas, monsieur, que ces tentatives d'imposer
» l'athéisme à toute l'armée constituent un double crime : 1° Un crime contre
» ces soldats auxquels vous demandez d'abord leur sang, — cela est légi-
» time, — mais auxquels vous voulez ensuite arracher leur âme, — ceci est
» monstrueux; — 2° Un crime contre la patrie à laquelle vous enlevez, par
» cette castration morale de ses fils, la plus noble part de ses éléments de
» vie, de force et de défense. »

Les autorités militaires devraient depuis longtemps avoir porté leur attention sur ce point.

Si elles veulent que l'armée soit populaire, il faut qu'elle ne heurte pas les sentiments de la population; le bon sens le plus vulgaire suffit pour comprendre cela.

Des progrès ont été réalisés, c'est incontestable, mais il en reste beaucoup à faire.

Nous avons à peine besoin de dire qu'il ne s'agit ni de transformer l'armée en une école d'active propagande religieuse ni de porter atteinte à la liberté des cultes, garantie par la Constitution; il s'agit tout simplement de faire en sorte que l'armée ne soit pas une école d'irréligion et que le soldat puisse y vivre conformément aux inspirations de sa conscience et aux désirs de ses parents.

Aucune des propositions soumises à la Section centrale ne s'occupe de l'aumônerie militaire.

Nous n'avons donc pas à nous étendre sur les réformes qu'il conviendrait d'y apporter.

Nous avons cru cependant qu'en ce moment, où l'organisation de l'armée est sur le point d'être modifiée, il importait d'attirer sur ce côté, et non le moins important du problème, l'attention des Chambres, du Gouvernement et du pays.

PROPOSITIONS SOUMISES A LA SECTION CENTRALE. EXAMEN EN SECTION.

Neuf propositions de loi ont été soumises à l'examen de la Section centrale; huit avaient fait l'objet d'un examen préalable en section.

La proposition n° 13, *réduisant la durée du temps de service militaire*, est due à l'initiative de MM. Colfs, Maenhaut, Mabilie, Levie, Van Brussel, Victor Delporte.

Elle a été adoptée, par la 1^{re} section, par 9 voix contre 2 et 2 abstentions.

»	»	»	2°	»	8	»	1 et 7	»
»	»	»	3°	»	10	»	1 et 5	»
»	rejetée	»	4°	»	8	»	3 et 6	»
»	adoptée	»	5°	»	9	»	2 et 1	»
»	»	»	6°	»	10	»	0 et 7	»

La proposition n° 39, *apportant des modifications à la loi sur la milice*, est due à l'initiative de MM. Lorand, Berloz, Malempré, François, Félix Cambier, Vandewalle.

Elle a été adoptée, par la 1^{re} section, par 7 voix contre 0 et 4 abstentions.

»	»	»	2°	»	9	»	0 et 7	»
»	»	»	3°	»	15	»	1 et 4	»
»	»	»	4°	»	8	»	7 et 2	»
»	rejetée	»	5°	»	8	»	3 et 1	»
»	adoptée	»	6°	»	7	»	0 et 10	»

La proposition n° 59, *modifiant certaines dispositions législatives en matière de milice et réorganisant le volontariat*, est due à l'initiative de MM. Verhaegen, Levie, Victor Delporte, Mabilie, De Ponthière.

Elle a été adoptée, par la 1^{re} section, par 9 voix contre 5

»	»	»	2°	»	5	»	1 et 8 abstentions.	
»	»	»	3°	»	5	»	1 et 10	»
»	rejetée	»	4°	»	7	»	7 et 2	»
»	adoptée	»	5°	»	5	»	2 et 1	»
»	rejetée	»	6°	»	4	»	4 et 5	»

Il y a lieu d'observer que la 6° section n'a émis qu'un seul vote sur l'ensemble des projets n° 59, 60, 62, 72, 73 et 83. Le résultat de ce vote est indiqué ci-dessus et reproduit pour chacun des projets suivants.

La proposition n° 60, *sur le volontariat*, est due à l'initiative de M. Woeste.

Elle a été adoptée, par la 1^{re} section, par 8 voix contre 5 et 1 abstention.

»	»	2°	»	2	»	0 et 0	»
»	»	3°	»	9	»	2 et 5	»
»	rejetée,	4°	»	7	»	7 et 2	»
»	adoptée,	5°	»	7	»	2 et 1	»
»	rejetée,	6°	»	4	»	4 et 5	»

La proposition n° 62, *concernant le remplacement du milicien*, est due à l'initiative de MM. Colfs, Degroote, Maenhaut, Vandenbogaerde et Van Brussel.

Elle a été adoptée, par la 1^{re} section, par 8 voix contre 6

»	rejetée,	2°	»	2	»	0	
»	»	3°	»	6	»	1 et 9 abstentions.	
»	»	4°	»	7	»	5 et 4	»
»	adoptée,	5°	»	7	»	3 et 4	»
»	rejetée,	6°	»	4	»	4 et 5	»

La proposition n° 72, *tendant à alléger au profit des classes inférieures le poids des charges militaires*, est due à l'initiative de MM. Hoyoïs, Nerinx, Visart de Bocarmé, Francotte, Snoy, Harmignie.

Elle a été adoptée, par la 1^{re} section, par 10 voix contre 3 et 1 abstention.

»	»	2°	»	1	»	0 et 1	»
»	rejetée,	3°	»	3	»	3 et 10	»
»	»	4°	»	7	»	4 et 5	»
»	adoptée,	5°	»	7	»	1 et 3	»
»	rejetée,	6°	»	4	»	4 et 5	»

La proposition n° 74, *tendant à développer le volontariat*, est due à l'initiative de MM. Hoyoïs, Francotte, Snoy, Harmignie, Segers et Nerinx.

Elle a été adoptée, par la 1^{re} section, par 8 voix contre 5 et 1 abstention.

»	»	2°	»	1	»	0 et 1	»
»	rejetée,	3°	»	3	»	3 et 10	»
»	»	4°	»	7	»	5 et 4	»
»	adoptée,	5°	»	5	»	2 et 3	»
»	rejetée,	6°	»	4	»	4 et 5	»

La proposition n° 83 *organisant le volontariat* est due à l'initiative de M. Hoyoïs.

Elle a été rejetée, par la 1^{re} section, par 7 voix contre 7.

»	»	2°	»	2	»	0.	
»	»	3°	»	3	»	3 et 10 abstentions.	
»	»	4°	»	7	»	7 et 2	»
»	adoptée	5°	»	5	»	2 et 3	»
»	»	6°	»	4	»	4 et 5	»

Dans toutes les Sections les membres se sont mis d'accord pour ne désigner qu'un seul rapporteur pour les diverses propositions.

Un grand nombre de membres n'ont voté que sous certaines réserves résultant de la multiplicité des projets de lois et de ce fait que plusieurs des projets se rapportaient au même objet.

Ils ont exprimé le vœu de voir la Section centrale coordonner les diverses propositions de façon à soumettre à la Chambre une proposition d'ensemble.

La proposition de loi n° 142 *apportant des modifications à la loi sur la milice et à l'organisation de l'armée*, et due à l'initiative de MM. de Broqueville et Van der Linden, a été renvoyée directement par la Chambre à la Section centrale chargée de l'examen des autres propositions de loi relatives à l'armée.

Votre Section centrale a examiné ces propositions avec le désir très vif d'arriver à une solution qui puisse donner satisfaction à tous les intérêts.

La pensée qui l'a guidée peut être ainsi exprimée :

Réduire les charges personnelles imposées aux citoyens.

Faire bénéficier surtout les classes laborieuses de cette réduction.

Assurer pour le temps de guerre et en tenant compte de la situation internationale de la Belgique, la présence d'effectifs suffisants pour mettre le pays à l'abri d'événements analogues à ceux qui ont failli se produire en 1870.

Ne pas compromettre, par une réduction excessive des effectifs de paix, le maintien de l'ordre à l'intérieur.

Veiller à ce que l'instruction des troupes soit assurée.

Encourager le volontariat sous toutes ses formes.

Lui demander un noyau de troupes solides, à long service, devant garantir en toutes circonstances la cohésion de l'armée, et faciliter l'éducation militaire des soldats à service réduit.

C'est dans des vues d'ensemble que la Section centrale a étudié ces diverses questions. Il y a, en effet, une connexité évidente entre elles.

Elle espère que les solutions qu'elle propose pourront être acceptées par tous.

PROPOSITIONS DE LA SECTION CENTRALE.

Après avoir examiné chacune des huit propositions de loi qui lui étaient soumises et les avoir amendées suivant l'avis de la majorité de ses membres, la Section centrale a pour répondre au désir des sections coordonné le résultat de ses travaux.

Elle soumet ainsi au vote de la Chambre une proposition résultant de la fusion des diverses propositions partielles.

Nous examinerons successivement les diverses parties de cette proposition dans l'ordre même où elles se présentent, et qui est d'ailleurs celui de la loi de milice.

ARTICLE PREMIER.

Mode de recrutement de l'armée.

Cet article modifie légèrement le texte de l'article 1^{er} de la loi de milice actuelle et qui est ainsi conçu :

« Le recrutement de l'armée a lieu par des engagements volontaires et par » des appels annuels. »

En vue de mieux marquer que le volontariat sera dorénavant le mode principal de recrutement, l'article 1^{er} nouveau serait rédigé comme suit :

« Le recrutement de l'armée a lieu par des engagements volontaires.
» Des appels annuels suppléent, s'il y a lieu, à l'insuffisance du nombre » des engagements volontaires. »

MM. le baron de Broqueville et Vanderlinden (propos. n° 142) avaient proposé une rédaction analogue.

« Le recrutement de l'armée a lieu par des engagements volontaires; il » est complété s'il y a lieu, par des appels annuels. »

ART. 2.

Volontaires déduits du contingent annuel.

Actuellement, deux catégories de volontaires sont déduits du contingent :

1^o Les volontaires dits du contingent, c'est-à-dire les inscrits de la classe qui s'engagent avant le tirage au sort. Jusqu'à présent, ces volontaires ont été très peu nombreux, aucun avantage ne leur étant accordé.

2^o Les volontaires inscrits de la classe qui, étant déjà au service, tirent un numéro qui les appelle au service.

La Section centrale a émis, à l'unanimité des membres présents, l'avis que tous les volontaires en service doivent être déduits du contingent l'année où ils sont en âge de milice.

On ne voit pas, en effet, pourquoi seuls les volontaires tirant un mauvais numéro sont comptés dans le contingent.

Par là le volontariat n'est aucunement encouragé.

Il est d'ailleurs injuste qu'un canton de milice ayant fourni beaucoup de volontaires, doive quand même fournir, par le tirage au sort, autant d'hommes que s'il n'avait pas fourni de volontaires du tout.

Il y a donc lieu d'étendre à tous les volontaires en service la pratique admise depuis 1896 pour les volontaires du contingent.

Suppression progressive du tirage au sort.

La Section centrale insiste sur le bien considérable qui résulterait de la suppression du tirage au sort.

Considérée en elle-même, cette institution est difficile à justifier. Dans la pratique, elle donne lieu à de regrettables abus.

Chaque année, des plaintes s'élèvent sur tous les points du pays au sujet des désordres qui se produisent le jour du tirage au sort.

Il y a deux ans, dans un article de la *Revue générale*, M. Edg. de Ghélin, faisait le relevé douloureusement éloquent des scènes de brutalité auxquelles avait donné lieu le tirage au sort.

Il publiait le tableau suivant :

Ingelmunster.	Un cabaretier assailli, mourant.
Ensival.	Plusieurs ouvriers italiens grièvement blessés.
Lauwe.	Un conscrit reçoit de nombreux coups de couteau.
Ardoye.	Plusieurs rixes. Deux paysans poignardés, en danger de mort.
Swevezele.	Deux jeunes gens affreusement blessés.
Malines.	Coups de couteau dans les faubourgs et sur la Grand'Place. Un homme poignardé.
Westerloo.	Un conscrit décharge son revolver sur deux personnes qu'il blesse; un homme poignardé meurt sur le coup.
Mons.	Bagarres. Un jeune homme grièvement blessé.
Carnières.	Un vieillard aurait été étranglé.
Enghien.	Un homme reçoit deux coups de poignard.
Hérinnes.	Pierre Cochez affreusement assassiné.
Wavre.	Coups de couteau. Un conscrit grièvement blessé.
Bellem.	7 février, un conscrit se fait assommer par un cabaretier.
Gilly.	Le 8, des conscrits assaillent à coups de briques un boulanger et le blessent grièvement.
Zoersel.	Le 10 ou le 11, le garde champêtre assommé.
Marcinelle.	Le 12, un jeune homme poignardé, état fort grave.
Florenville.	Le 14 ou le 15, plusieurs conscrits blessés, un très grièvement.
Charleroi.	Le 14, un passant assailli et laissé pour mort.
Schaerbeek.	Le 16 ou 17, une femme dangereusement blessée.
Bottelaere.	Le 17, un milicien poignardé.
Anvers.	Le 19, la police doit charger; plusieurs blessés.

« Et dans notre travail, certainement incomplet, ajoutait l'auteur, nous » n'avons tenu compte ni des cabarets saccagés ni des bagarres où ces affreux » couteaux n'ont guère fait que briller. Et la funèbre liste que nous dressons » ce 18 février, n'est pas close encore. Et plusieurs de ces attentats se sont » accomplis après l'envoi d'une circulaire où M le Ministre de l'Intérieur, » non content d'attirer sur ce point l'attention des autorités, prenait la peine » d'indiquer les mesures de précaution que permet la législation actuelle.

» Réorganisons l'armée, disent quelques-uns. Ah! si avant de lutter pour » le triomphe de tel ou tel système, nous commençons par combattre des » excès qui désolent les familles et déshonorent le pays! L'impôt du sang » qu'il faut abolir, le voilà! »

Divers moyens ont été proposés pour mettre un terme à ces excès, mais ils sont d'application difficile.

La suppression du tirage au sort apparait comme un véritable bienfait pour les jeunes gens et leur famille.

La Section centrale espère que les mesures qu'elle propose rendront cette suppression possible au moins dans certains cantons.

Lorsque dans un canton le nombre de volontaires sera égal ou supérieur au contingent à fournir, le tirage au sort ne devra plus avoir lieu.

S'il y a un excédent il sera attribué aux cantons limitrophes.

Ceux-ci seront classés d'après le nombre de volontaires qui manquent pour parfaire le contingent.

L'excédent sera attribué d'abord au canton auquel il manque le moins de volontaires, puis au canton qui le suit immédiatement et ainsi de suite.

Combinée avec les encouragements accordés au volontariat, ce système aura pour effet de diminuer les inconvénients du tirage au sort.

On peut espérer que, dans plusieurs cantons, le tirage au sort sera supprimé et du coup l'un des griefs principaux contre l'organisation militaire actuelle.

ART. 3 et 4.

Maintien du remplacement.

Parmi les critiques produites contre notre régime militaire, la plus grave consiste dans cette accusation que les charges pèsent principalement, exclusivement disent quelques-uns, sur les classes inférieures.

L'abolition du remplacement est donc réclamée comme une réforme sociale nécessaire.

Les classes supérieures peuvent, dit-on, s'exonérer à prix d'argent; les classes inférieures ne le peuvent pas.

C'est là une injustice, une atteinte à l'égalité qui doit exister entre les citoyens d'un même pays.

Cette critique du remplacement a été réfutée vingt fois, et ce serait prendre inutilement le temps de la Chambre que de reproduire ici les discussions auxquelles elle a donné lieu.

Le remplacement peut être discuté dans son principe et dans son mode d'application.

En principe, il ne peut être combattu par aucune bonne raison.

Seuls les partisans du service général sont logiques lorsqu'ils l'attaquent.

Aussi longtemps que tout le monde ne doit pas être soldat, on ne voit pas pourquoi l'on ne permettrait pas à ceux qui ont le désir de l'être, de le devenir en lieu et place de ceux qui, pour des motifs dont ils sont seuls juges, tiennent à en être exemptés.

Ces motifs peuvent être absolument légitimes : c'est une carrière qui ne peut être entravée; l'obligation de venir en aide à sa famille; vingt autres raisons devant lesquelles le bon sens doit s'incliner.

Ce peut être aussi une répugnance invincible pour la profession militaire.

Les exemples de mutilation volontaire en vue d'échapper au service ne sont pas rares. En Allemagne, il a fallu décider qu'il ne suffirait plus d'être

estropié pour être exempté. L'homme mutilé y est astreint à des fonctions secondaires compatibles avec son état physique.

Le 18 décembre dernier, M. le Ministre de la Guerre a donné à la Chambre la statistique des remplacés de 1900, d'après leur situation sociale.

Les 1,720 remplacés de la levée de milice de 1900 se répartissent comme suit :

Professions libérales	279	soit 16.22 %
Rentiers	490	— 11.05 %
Industriels et manufacturiers. . .	260	— 15.12 %
Commerçants	323	— 18.77 %
Agriculteurs	440	— 25.57 %
Marins et bateliers	46	— 0.93 %
Artisans.	180	— 10.47 %
Gens à gages	32	— 1.87 %

Ces chiffres prouvent-ils que les classes supérieures seules ont intérêt au maintien du remplacement ?

En 1848, la Chambre française — une Chambre républicaine — a eu à se prononcer sur le remplacement; 663 voix contre 140 votèrent en faveur de ce système.

Victor Hugo, ayant été par erreur porté parmi les absents, protesta par la lettre suivante :

« MONSIEUR,

» Le *Moniteur* me porte, par erreur, comme absent, lors du vote d'hier
 » J'étais présent et j'ai contribué par mon vote à la solution immédiate de
 » cette question du remplacement, qui excitait tant d'anxiété dans le pays.
 » J'ai voté contre l'ajournement, de même que j'ai voté aujourd'hui, avec le
 » regret que mon tour d'inscription ne me permit pas de prendre la parole,
 » contre l'interdiction du remplacement militaire, interdiction contraire à la
 » liberté, aux intérêts supérieurs de la civilisation et à ce fécond développe-
 » ment de toutes les aptitudes dans toutes les directions, qui font la grandeur
 » de la France.

» 21 octobre 1848.

» VICTOR HUGO. »

Nous ne nions pas que l'armée soit un service public qui doit à tout prix être assuré.

Mais nombreux sont les services dont la société ne pourrait se passer, telles la police, la magistrature, la gendarmerie, les nombreuses administrations publiques, et cependant jamais il n'a été question d'imposer ces services aux citoyens.

D'autre part, jamais on n'a manqué de citoyens qui volontairement se sont offerts à les assurer.

Dans l'armée, les officiers ne sont pas recrutés par le service forcé, et il ne manque pas de candidats non plus.

Le seul argument que l'on pourrait produire pour défendre le service forcé serait l'impossibilité d'y pourvoir autrement.

Si l'on ne trouvait pas de remplaçants en nombre suffisant, les inscrits désignés par le sort devraient marcher : nécessité fait loi.

Mais jusqu'à présent, l'offre de remplaçants a toujours dépassé la demande.

Et cependant, ils ont été pendant longtemps traités dans l'armée comme des parias.

Aujourd'hui, le mépris dont ils étaient l'objet est loin d'avoir complètement disparu.

Avoir été volontaire à prime est encore aux yeux de quelques-uns une espèce de tare dont il n'est pas possible de se débarrasser.

On voit refuser l'épaulette, la croix de l'Ordre de Léopold à d'excellents soldats, uniquement parce qu'ils ont été volontaires à prime. Cela peut paraître incroyable, mais cela est.

Quelques-uns, disposés à accepter le remplacement pour le temps de paix, le combattent pour le temps de guerre.

C'est un devoir, disent-ils, pour tout citoyen de défendre sa patrie si celle-ci est en danger.

Et il n'est pas admissible que l'on expose la vie d'un autre en lieu et place de la sienne.

Cet argument, le plus fort que l'on puisse produire, ne tient pas.

Nous pourrions faire observer tout d'abord que depuis la constitution du royaume aucun de nos soldats n'a perdu la vie pour la défense du pays.

Ceux qui exposent leur vie en Belgique sont les gendarmes, les agents de police, les pompiers, les douaniers.

Tous sont recrutés par engagements volontaires, et jamais les candidats n'ont fait défaut.

C'est là une circonstance de fait dont la valeur est incontestable; nous n'avons cependant pas besoin de l'invoquer.

Que tout citoyen doive défendre sa patrie en danger, même au prix de sa vie, personne ne songe à le contester, à condition que la patrie fasse appel à son concours.

Au sens littéral de ces mots, cela voudrait dire que tout le monde doit être soldat. Ce serait le service général, système logique, défendable, mais qui n'est pas appliqué ni réclamé chez nous.

En Belgique, la patrie, sur cent jeunes gens en âge de milice, en appelle vingt-cinq environ à sa défense. Elle remet au sort le soin de les désigner. Il en résulte que les septante-cinq autres laissent à ces vingt-cinq le soin de se faire au besoin tuer pour défendre la patrie.

Et bien! la question qui se pose est celle-ci :

Y a-t-il quelque chose de plus immoral à ce que tout ou partie de ces vingt-cinq acceptent librement de courir les dangers de la guerre au lieu de se les laisser imposer par le sort?

Une convention entre parties après le tirage au sort est-elle plus condamnable qu'une convention avant le tirage au sort?

Une convention librement consentie, mûrement délibérée, est-elle plus immorale qu'une convention basée sur l'aveugle désignation du sort?

Tout est là.

Celui qui joue sa fortune sur un coup de dé, qui la tire au sort, est considéré comme un fou ou comme un être méprisable.

Mais l'on trouve très moral que l'on joue sa vie sur un coup de dé.

Ce jeu est organisé et imposé par la loi. Et l'on ne veut pas qu'un tempérament quelconque corrige les tristes conséquences d'un système absurde, qu'une impérieuse nécessité peut seule faire tolérer.

Notez que la patrie est intéressée à ce que ceux qui la défendent aient la vocation militaire, ne marchent pas contre leur gré, ne se sentent pas inaptes au service qui leur est demandé.

Le sort peut désigner des peureux, des paresseux, même des lâches.

Ne vaut-il pas mieux que, se rendant compte de leurs défauts, ceux-ci se fassent remplacer par des hommes courageux ? L'armée et la patrie n'y gagneront-elles pas ?

De ce point de vue, le remplacement est un système essentiellement favorable à l'armée.

Que dirait-on d'un système qui recruterait le corps de nos officiers par le tirage au sort parmi les jeunes gens qui fréquentent nos universités ?

Napoléon avait sans doute à cœur les intérêts de l'armée. Cependant il avait admis le remplacement. Taine dans *Les origines de la France contemporaine* s'exprime ainsi ⁽¹⁾ :

« Napoléon est un créancier intelligent; il sait que cette dette est « la » plus affreuse et la plus détestable pour les « familles », que ses débiteurs » sont des hommes réels, vivants et partants divers, qu'un chef d'État doit » tenir compte de leurs différences, je veux dire de leur condition, de leur » éducation, de leur sensibilité, de leur vocation, que, non seulement dans » leur intérêt privé, mais encore dans l'intérêt public, non seulement par » prudence, mais aussi par équité, on ne doit pas les astreindre tous, indis- » tinctement, au même métier machinal, à la même corvée manuelle, à la » même servitude prolongée et indéfinie de l'âme et du corps »

 » il autorise ou institue le remplacement de gré à gré, par convention privée » entre un conscrit et le suppléant volontaire, valide, vérifié dont le conscrit » répond. S'ils ont fait entre eux ce marché, c'est librement, en pleine » connaissance de cause, et parce que chacun des deux trouve son avantage » dans l'échange; l'État, n'a pas le droit de les frustrer inutilement l'un et » l'autre de cet avantage, et de s'opposer à un échange dont il ne souffre » pas. Or il n'en souffre pas, et souvent même il y gagne. Car, ce dont il a » besoin, ce n'est pas d'un tel, Pierre ou Paul, mais d'un homme aussi capa- » ble que Pierre ou Paul de tirer un coup de fusil, de faire de longues » marches, de résister aux intempéries, et tels sont les remplaçants qu'il » accepte. Ils doivent être tous « d'une santé forte, d'une constitution » robuste », d'une taille suffisante; de fait, étant plus pauvres que les rem- » placés, ils sont plus habitués aux privations et à la fatigue; la plupart, » ayant l'âge viril, valent mieux pour le service que des adolescents levés » par anticipation et trop jeunes; quelques-uns sont d'anciens soldats, et,

(1) *Le régime moderne*, t. I, pp. 292 et suiv.

» dans ce cas, le remplaçant vaut deux fois le remplacé conscrit tout neuf,
 » qui n'a jamais porté le sac ni bivouaqué en plein air.

» En conséquence, sont admis à se faire remplacer « les réquisitionnaires
 » et les conscrits de toutes les classes qui ne pourraient supporter les
 » fatigues de la guerre, et ceux qui seront reconnus plus utiles à l'État en
 » continuant leurs travaux et leurs études qu'en faisant partie de l'armée ».
 » Napoléon a trop d'esprit pour se laisser conduire par l'exigence aveugle
 » des formules démocratiques. »

Taine ajoute en note cette remarque à coup sûr intéressante de Gebelin :

« Presque tous les cahiers du tiers état en 1789 demandent l'abolition du
 » tirage au sort, et presque tous les cahiers des trois ordres sont pour le
 » service volontaire contre le service obligatoire; la plupart demandent,
 » pour armée, une milice de volontaires engagés au moyen d'une prime;
 » cette prime ou prestation en argent serait fournie par les communautés
 » d'habitants, ce qui, en fait, était déjà le cas pour plusieurs villes. »

Cette opinion de Napoléon avait frappé M. le lieutenant général Brialmont.
 A l'époque où il était partisan du remplacement, il écrivait ⁽¹⁾ :

« La première République française avait aboli le remplacement; mais
 » elle fut obligée de le rétablir par la loi de l'an VI, qui institua la
 » conscription.

» Napoléon, qu'on n'accusera pas d'avoir poussé trop loin la tolérance en
 » pareille matière, reconnut également la nécessité du remplacement : « Chez
 » une nation, dit-il, où il y aurait égalité de fortune, chacun devrait servir
 » de sa personne; chez un peuple où les fortunes sont inégales, il convien-
 » drait de laisser aux riches la faculté de se faire remplacer et d'en tirer
 » seulement quelque argent pour concourir à l'équipement de la réserve des
 » conscrits. »

» On objectera peut-être l'exemple de la Prusse, qui a banni le remplace-
 » ment de ses mœurs. Mais cet exemple est peu concluant. Le système
 » prussien doit ses origines à des circonstances exceptionnelles... »

M. le général Brialmont fait remarquer qu'en Prusse des jeunes gens
 cherchent à échapper au service militaire, même par l'expatriation.

Puis il ajoute :

« Si pareille chose se remarque dans un pays où règne encore l'esprit du
 » Grand Frédéric et où l'état militaire jouit de la plus grande considération,
 » on doit désespérer de faire jamais admettre, chez des peuples moins favo-
 » rablement disposés, le principe de l'abolition du remplacement ou du
 » service obligatoire pour tout le monde, principe éminemment juste et
 » libéral en théorie, mais peu équitable, funeste même dans la pratique. Le
 » devoir des hommes d'État et des militaires se réduit donc à faire en sorte
 » que le remplacement détruise le moins possible ce caractère d'honneur et
 » de désintéressement qui rehausse la carrière des armes et qui en fait le
 » plus bel ornement. C'est à quoi l'on s'est appliqué depuis longtemps en
 » Belgique. »

(1) *Considérations politiques et militaires sur la Belgique*, 1832, t. III, p. 224.

Et ailleurs il s'exprime ainsi :

« Je n'admettrai jamais que la mission de notre siècle soit de mettre un fusil aux mains de tous les citoyens valides. L'intérêt public exige, au contraire, que chacun ait sa profession et sa spécialité; que celui-ci rende la justice et que celui-là fasse respecter ses arrêts; que l'un crée la richesse et que l'autre la protège.

» Sans doute, il est respectable le principe qui impose à tous les citoyens le devoir de contribuer à la défense commune; mais ce principe doit être limité dans ses applications par l'intérêt de la société, qui demande que les arts, les sciences, les lettres, le commerce, l'industrie, l'agriculture et les professions libérales ne soient pas entravées dans leur développement et que le trésor public ne soit pas épuisé par les dépenses résultant d'un déploiement inutile ou exagéré des forces militaires (1). »

« Si l'aphorisme de Franklin « *Time is money* » est vrai, on doit reconnaître qu'il n'y a rien d'exorbitant ni d'injuste à offrir de l'argent en échange du temps que les citoyens, désignés par le sort, consacrent au service militaire. Mais, dira-t-on, l'État n'exige pas seulement du milicien qu'il lui donne son temps, il exige encore, dans certaines circonstances, qu'il lui donne sa vie. Or quand le sacrifice peut aller jusque là, il n'y a plus de compensation possible.

» Ce raisonnement serait péremptoire, si l'impôt du sang pesait uniquement sur le militaire; mais rien n'est moins exact. Dans un pays où tout citoyen valide est garde civique, s'il n'est pas soldat, l'impôt du sang est général, et nul n'est soustrait au grand principe de l'égalité devant le sacrifice.

» La question se réduit donc à ceci : l'argent peut-il servir à compenser le temps perdu ?

» Tout homme de bon sens répondra affirmativement à cette question (2). »

Nous savons que depuis lors, M. le lieutenant général Brialmont est devenu un adversaire déterminé du remplacement, quelque bien qu'il soit organisé en Belgique.

Mais nous avons été heureux de remarquer que dans ces tout derniers jours, un certain retour se manifeste chez lui vers ses opinions premières.

Lors de la réunion du Comité directeur de la Fédération nationale des anciens militaires, il a prononcé les paroles suivantes :

« La suppression du remplacement, dont nos sociétés se sont pour ainsi dire uniquement occupées, est d'ailleurs moins importante et moins urgente que le renforcement de l'armée, car, si la Belgique doit un jour perdre son indépendance, ce ne sera pas à cause de son inique mode de recrutement, mais parce qu'elle n'aura pas mis en action les forces nécessaires pour défendre efficacement sa neutralité. »

(1) *Études sur l'organisation des armées et particulièrement de l'armée belge*, 1867, p. 16.

(2) *Idem*, 1867, p. 127.

L'abolition du remplacement est donc, au point de vue de la défense du pays, une question secondaire.

Ce changement d'avis de M. le lieutenant général Brialmont n'est qu'une manifestation particulière d'une véritable modification d'opinion qui s'est produite chez les partisans les plus avérés du service personnel et que la presse a mis en lumière. M. Hermann Dumont écrivait récemment dans la *Réforme* :

« Cette question (le service personnel), quoi qu'on en ait dit, m'a toujours paru d'importance secondaire. Au point de vue purement militariste, un homme en vaut un autre, et même dans la conception prussienne de l'armée, qui est celle de notre corps d'officiers, une brute aux muscles puissants doit être un meilleur soldat que le bourgeois ayant assez d'intelligence pour apprécier la puérile imbécillité des consignes militaires; quant à espérer que la présence sous les drapeaux de quelques fils de famille fera adoucir les rigueurs de la discipline pour ceux qui n'ont ni argent ni influence, il faut être naïf pour l'espérer. Est-ce que les Français sont mieux partagés que nous sous ce rapport? »

» Il ne reste à invoquer contre l'institution du remplacement que le principe d'égalité des citoyens. Mais au point de vue des résultats pratiques et vraiment démocratiques, cette réforme ne nous rapportera rien, elle ne modifiera pas l'esprit de l'armée, elle ne suffira pas à nous donner des soldats citoyens. »

Et l'*Indépendance* :

» Un officier général que nous interrogeons dernièrement à ce sujet nous fit cette déclaration catégorique :

« Le service personnel est un principe que nous ne pouvons abandonner, parce qu'il est juste, au point de vue social et national, abstraction faite de tout esprit de parti. Mais au point de vue strictement militaire, si l'on nous donnait, ne fussent-ils composés que de remplaçants, les effectifs que nous considérons comme indispensables à la défense du pays, nous nous tiendrions pour satisfaits; car le remplaçant n'est pas un mauvais soldat sur le champ de bataille. »

» L'aveu nous étonna, car nous pensions que dans le monde militaire tout au moins, le remplacement était unanimement condamné et à tous les points de vue.

» Nous nous trompions. Même dans l'armée, le remplacement a encore des partisans, mais — sauf un peut-être, le général Bourlard, qui donna publiquement son avis lors de la démission du général Brassine — des partisans discrets qui ne se soucient guère de se compromettre pour un système inique.

» Les uns ont des contacts cléricaux qui ne laissent pas d'influencer, sans qu'ils en conviennent, leur opinion militaire.

» Les autres, au contraire, militaires avant tout, n'attendent pas grand-chose des nouvelles recrues que l'abolition du remplacement verserait dans la troupe. La fraternisation des classes les intéresse moins que la discipline, et ils paraissent craindre que, dans les casernes, l'égalité disciplinaire ne soit plus qu'un vain mot.

» Nous en avons rencontré plusieurs ces jours-ci, et s'ils ne nous ont pas
 » caché leur manière de voir, ils nous ont conjuré de ne pas les
 » nommer. »

La Chambre sait que notre regretté collègue, le comte Léon Visart de Bocarmé, — auquel ses anciens frères d'armes ont eu l'heureuse pensée d'élever un monument funéraire, — reconnaissait, dans les dernières années de sa vie, que le remplacement ne nuisait plus du tout à l'armée.

Et c'est de la plume du rédacteur en chef de la *Belgique militaire* que sont tombées — à propos des manœuvres au camp de Beverloo — les lignes suivantes dans lesquelles il y a peut-être encore plus de vérité que leur auteur ne croit en avoir mis.

« Nos solides gars de la campagne supportent cependant avec aisance les
 » manœuvres et marches anodines qu'on exige d'eux. Quand on voit ce qui
 » se passe, on redoute l'avènement du service personnel. Oui, grands dieux!
 » que sera-ce quand les fils à papa seront sous les armes? Il faudra les
 » mettre dans du coton! »

Le principe du remplacement est donc inattaquable au point de vue social comme au point de vue militaire.

MESURES EN FAVEUR DES CLASSES INFÉRIEURES. — RÉTABLISSEMENT DE LA SUBSTITUTION.

Reste le mode d'application.

Pour se faire remplacer, il faut de l'argent. Ceux qui n'en ont pas sont actuellement obligés de servir.

C'est une inégalité.

Trois remèdes ont été proposés pour la faire disparaître.

Le premier consiste à supprimer le remplacement et à introduire le service personnel.

Ce système ne ferait qu'aggraver les inconvénients. On réaliserait l'uniformité, non l'égalité, car, on l'a dit souvent, et l'expérience des armées étrangères est là pour le prouver, l'inégalité se produirait dans une mesure beaucoup plus considérable dans l'armée elle-même.

Le nombre des ordonnances, c'est-à-dire des soldats domestiques, augmenterait. Aujourd'hui les officiers seuls ont des ordonnances; désormais tout soldat fortuné aurait à son service un soldat pauvre. Serait-ce l'égalité?

Et l'on ne voit pas en quoi l'obligation de servir imposée demain à tout le monde diminuerait les charges de ceux qui servent déjà aujourd'hui.

Ce serait l'égalité dans la contrainte. Ce qu'il faut chercher à réaliser, c'est l'égalité dans la liberté.

* * *

Le deuxième remède consiste à mettre à même de se faire remplacer tous les citoyens qui en ont le désir.

Le prix du remplacement est aujourd'hui de 1,600 francs. Celui qui n'a pas 1,600 francs doit marcher; celui qui les a peut se libérer du service.

Voilà l'inégalité, flagrante, incontestable, qu'il faut faire disparaître dans la mesure du possible.

La Section centrale s'en est préoccupée. Ralliée à l'unanimité moins une voix au maintien du remplacement, elle s'est efforcée de n'en plus faire le privilège des classes aisées, mais de le rendre accessible à un plus grand nombre d'intéressés.

Un premier moyen auquel elle recourt est la diminution du prix du remplacement.

La diminution du temps de service en réduisant les services rendus par le remplaçant entraîne logiquement une réduction correspondante de la prime qui doit lui être payée.

D'autre part la Section centrale propose d'accorder aux remplaçants la même rémunération qu'aux miliciens.

Elle a donc cru pouvoir abaisser à 1,000 francs le maximum fixé aujourd'hui à 1,800 francs de la somme à payer par le remplacé.

Quant à la prime à payer au remplaçant, elle pourra varier d'après l'arme dans laquelle le remplaçant servira.

La Section centrale a en effet émis, à l'unanimité des voix moins deux, l'avis que les remplaçants devraient être admis dans toutes les armes selon les nécessités du recrutement.

L'un des deux membres qui ont voté non aurait voulu incorporer tous les remplaçants dans la cavalerie. La Section centrale n'a pas cru pouvoir se rallier à un système aussi exclusif. Elle croit qu'il faut laisser plus de liberté à l'autorité militaire.

* * *

Cependant, la Section centrale, à l'unanimité moins une voix, a été d'avis de faciliter davantage encore l'exemption du service militaire aux citoyens peu fortunés. Sur la proposition de l'honorable M. Woeste, elle a rétabli la substitution.

« La loi du 8 janvier 1817, ainsi s'exprime l'honorable membre dans l'Exposé des motifs de sa proposition, avait admis tout à la fois la substitution et le remplacement. La substitution exonérait de toute responsabilité le substitué à raison des obligations transférées au substituant; il en était autrement du remplacement. Mais la loi du 3 juin 1870, ayant affranchi le remplacé de la responsabilité du service du remplaçant moyennant un cautionnement en argent prélevé sur le prix du remplacement, a cru pouvoir supprimer la substitution. Cependant celle-ci, consistant dans l'échange de numéros entre deux inscrits, était de nature à favoriser le volontariat. C'est pourquoi j'estime qu'il y a lieu de la rétablir, en la permettant, conformément à un principe déjà posé par la loi de 1817, entre les inscrits des quatre dernières classes. Toutefois, il est nécessaire que les substitués présentent certaines garanties. L'article 4 de la proposition de loi, tout en autorisant la substitution, en détermine les conditions : celles-ci sont empruntées à l'arrêté royal du 4 octobre 1873, qui a réglé la situation des volontaires avec prime. »

Le tableau suivant est extrait de l'Exposé des motifs de la proposition de l'honorable M. Colfs concernant le remplacement militaire.

Il nous donne le nombre de substituants jusqu'en 1870 et rend compte des effets de la loi du 3 juin 1870 :

Effectif des hommes en soldes.

	1840	1850	1860	1870	1880	1890	1895	1896	1897	1898
Volontaires.	11,547	9,727	8,574	8,319	7,415	11,149	11,236	10,860	10,592	10,562
Volontaires à prime ⁽¹⁾	"	"	"	"	6,278	5,086	6,707	5,048	4,509	4,561
Substituants ⁽²⁾	2,338	2,500	6,132	7,707	"	"	"	"	"	"
Remplaçants ⁽³⁾	2,972	2,658	4,801	4,487	825	73	73	71	79	69
TOTAL.	16,877	14,685	19,597	20,513	14,516	16,508	18,056	15,270	15,270	15,192
Miliciens.	14,485	15,050	18,251	26,498	28,491	28,015	29,525	54,074	54,074	27,616
TOTAL GÉNÉRAL.	31,360	29,715	37,848	47,011	43,007	44,523	47,581	49,344	49,344	42,808

⁽¹⁾ Institués par les lois des 3 juin 1870 et 18 septembre 1875.

⁽²⁾ Supprimés par la loi du 3 juin 1870.

⁽³⁾ Remplaçants de frères ou présentés par les miliciens que le Département de la guerre n'a pu faire remplacer.

La substitution ne peut donner lieu à des inconvénients sérieux du moment qu'elle est entourée des précautions nécessaires.

Dans le système de la Section centrale, voté par cinq voix contre une et une abstention, un jeune homme désigné pour le service peut se substituer un inscrit de la classe, ou un inscrit de l'une des quatre classes précédentes non désigné pour le service.

Le membre qui a voté non n'est pas adversaire de la substitution, mais il aurait voulu ne la permettre qu'entre inscrits d'un même canton.

Le Gouvernement n'intervient pas dans la convention entre le substituant et le substitué, sauf pour vérifier si le substituant répond aux conditions nécessaires.

Le substituant libère le substitué de tout service. Il touche la rémunération dans les conditions où le substitué la toucherait lui-même.

Le remplacement suppose un contrat fait entre le jeune homme désigné pour le service et le Gouvernement. C'est ce dernier qui fournit le remplaçant. Remplaçant et remplacé sont absolument étrangers l'un à l'autre : il ne se connaissent pas et n'ont pas besoin de se connaître. Tout autre est la situation réciproque du substituant et du substitué. Ici la convention est entre eux.

Ce seront souvent des relations de parenté, d'amitié, des convenances réciproques qui amèneront la substitution. Par le fait, elle se trouvera pouvoir être pratiquée par les inscrits de toutes les classes de la population. Elle est, comme l'a dit l'honorable M. Woeste, la forme démocratique du remplacement.

* * *

L'honorable M. Colfs, d'accord avec certains de nos collègues, a proposé en outre de graduer le prix du remplacement selon la fortune du remplacé, la prime payée au remplacé étant d'ailleurs uniforme.

Son système (proposition n° 62) peut se résumer ainsi :

Celui qui demande un remplaçant au Gouvernement doit verser une somme variant d'après son degré de fortune. Le taux minimum ne pourra pas être supérieur à 300 francs, le taux maximum à dix fois le taux minimum. Un arrêté royal fixera les catégories intermédiaires, d'après le chiffre des contributions directes payées par les parents du milicien ou lui-même. La contribution foncière sera, pour ce calcul, toujours portée au compte du propriétaire.

Ceux qui ne paient pas de contributions directes, bien qu'étant dans une situation aisée, devront indiquer dans leur déclaration dans quelle catégorie ils entendent être placés pour la fixation du prix de leur remplaçant.

Plusieurs membres au sein de la Section centrale ont fait observer combien il serait difficile de traduire ce système dans la pratique. Tout au moins devrait-on commencer par établir dans toute sa rigueur l'impôt sur le revenu.

Aujourd'hui il amènerait ce résultat singulier. Celui dont la fortune est connue paiera non seulement pour son propre compte, mais encore pour le compte de son voisin plus riche que lui peut-être, mais dont la fortune échappe à l'impôt. L'honorable auteur de la proposition s'est rendu compte lui-même de cette difficulté. Il demande que ceux qui seraient convaincus de fausse déclaration ne puissent jouir de la faculté du remplacement qu'à la condition de payer le taux de la catégorie dans laquelle ils doivent être inscrits, majoré de trois fois la prime fraudée.

Au cours de la discussion, un des cosignataires de la proposition en a modifié les termes dans le sens suivant :

- « Le prix payé par le Gouvernement pour les remplaçants sera uniforme.
- » Le prix payé au Gouvernement par les remplacés sera différencié d'après
- » la catégorie dans laquelle ils seront classés.
- » Les miliciens qui tireront un numéro défavorable seront à ce point de
- » vue classés en trois catégories.
- » La 1^{re} catégorie payera un prix de remplacement de 3,000 francs au plus.
- » La 2^e catégorie un prix intermédiaire entre celui de la 1^{re} catégorie et
- » de la 3^e catégorie.
- » La 3^e catégorie un prix qui ne sera pas supérieur à 300 francs.
- » Un arrêté royal fixera chaque année le prix du remplacement de telle
- » manière que le prix de la 1^{re} catégorie sera du décuple, et celui de la
- » 2^e catégorie du quintuple de celui de la 3^e catégorie.
- » Les intéressés se classeront dans l'une de ces catégories en faisant une
- » déclaration au bourgmestre de leur commune, dans la huitaine qui suivra
- » le tirage au sort.
- » Si le Collège échevinal trouve la déclaration inexacte, elle classera l'in-
- » téressé dans une autre catégorie. L'intéressé pourra se rallier à l'avis du
- » Collège échevinal.

» En cas de désaccord entre l'intéressé et le Collège échevinal, la décision
 » sera portée devant un conseil constitué à cet effet, par le Gouvernement,
 » par circonscription provinciale. Il entendra l'intéressé qui pourra se
 » fournir de tous moyens de preuve.

» Ce conseil statuera en dernier ressort.

» Dans le cas où l'intéressé n'admet pas le prix du remplacement déter-
 » miné en dernier ressort, il sera incorporé comme milicien. »

Sous cette forme nouvelle, le système n'a pas davantage rallié les suffrages de votre Section centrale.

Celle-ci a été d'avis que la complication du système n'est pas compensée par ses avantages, et elle l'a rejeté à l'unanimité des sept membres présents.

* * *

Deux des propositions soumises à la Section résolvent d'une façon plus complète la question de l'allègement des charges militaires au profit des classes inférieures.

La première, due à l'honorable M. Hoyoïs, propose de défalquer du contingent les volontaires, mais au profit des inscrits désignés pour le service appartenant aux classes les moins aisées

Telle qu'elle a été amendée par la Section, cette proposition fait l'objet de l'article 3 des propositions de la Section centrale.

Une autre proposition, due à nos honorables collègues MM. le baron Ch. de Broqueville et Van Der Linden, est plus radicale.

Ici le tirage au sort est supprimé. Si les engagements volontaires sont insuffisants pour constituer l'effectif de l'armée, le supplément s'obtient par voie d'appel, sans tirage au sort, des jeunes gens appartenant aux familles les plus aisées.

On le voit, ces deux propositions s'inspirent exactement du même principe : alléger les charges militaires qui pèsent sur les classes inférieures

Celle de l'honorable baron de Broqueville atteint son but d'une manière complète.

Celle de l'honorable M. Hoyoïs ne l'atteint que dans une mesure partielle, variable selon les circonstances.

Le sort désignant les jeunes gens réclamés pour le service, et le tirage au sort se faisant parmi tous les inscrits hormis les volontaires, il peut arriver que les jeunes gens désignés par le sort n'appartiennent pas aux classes aisées.

Celles-ci resteront dans ce cas libres de tout service, et les jeunes gens non dans l'aisance ne seront exemptés qu'en partie.

La Section centrale n'a pas voulu aller aussi loin que le proposaient MM. de Broqueville et Van Der Linden. Elle s'est prononcée contre leur système par trois voix contre trois et une abstention. En revanche, elle a admis, par quatre voix contre deux et une abstention, la proposition de l'honorable M. Hoyoïs.

Le membre qui s'est abstenu et deux des membres qui ont voté contre la proposition de l'honorable M. de Broqueville ont déclaré que sans combattre le principe de la proposition, la mesure leur semblait en tout cas prématurée et peu en rapport avec l'état de l'opinion publique à l'heure actuelle.

On a fait valoir contre la proposition de MM. le baron de Broqueville et

Van Der Linden qu'elle constitue une inégalité, un privilège excessif au profit des classes inférieures.

Le tirage au sort, a-t-on dit, met tout le monde sur le même pied : c'est l'égalité dont il ne faut pas se départir sans raison grave.

Sans doute la proposition laisse subsister le remplacement. Mais cela même la rend plus dangereuse, car presque tous les citoyens aisés se feront remplacer et nous finirons par n'avoir dans l'armée que des remplaçants, ce qui serait un abus et compromettrait l'institution du remplacement elle-même.

De plus, la base choisie pour la détermination du degré d'aisance est le montant des contributions directes, patentes comprises.

Les valeurs mobilières échappent à l'impôt; il en résultera que les propriétaires fonciers surtout seront frappés. De là, au détriment des campagnes, une criante injustice.

Les partisans de la mesure ont répondu qu'en fait le tirage au sort ne réalise pas l'égalité, que même le service général ne la réaliserait pas.

Le service militaire est un impôt, le plus lourd des impôts.

Le tirage au sort, comme aussi le service général, prélève cet impôt d'une manière uniforme sur tous les citoyens.

Il n'en est ainsi pour aucun autre impôt, et c'est justice.

L'égalité n'est pas dans la même mesure appliquée à tous, elle est dans la proportion entre les charges imposées et la situation des citoyens auxquels on les impose.

Le montant des impôts en Belgique est de 233,000,000 de francs en chiffre rond.

Que dirait-on si chaque citoyen était uniformément frappé d'un impôt de 34 francs par année?

Cette charge écrasante pour les pauvres serait dérisoire pour les riches.

L'impôt doit être proportionné à la fortune des citoyens.

Au surplus, la possession des biens impose à leurs détenteurs des devoirs envers la société.

Il est juste que la richesse assume certaines charges sociales.

Ce serait de la saine démocratie et de la saine politique que de confier certaines fonctions publiques à des citoyens fortunés qui les exerceraient gratuitement.

Les seules qui chez nous répondent à cet objectif sont les fonctions de Sénateur et de membre de certaines commissions.

Mais les charges militaires devraient logiquement être mises sur la même ligne.

Outre que les personnes fortunées sont mieux à même que d'autres de les assumer, elles ont un intérêt plus grand au maintien de l'ordre comme à la défense du pays.

Leur devoir et leur intérêt concourent donc à légitimer la charge qu'on veut leur imposer.

L'honorable M. Bertrand écrivait dans *Le Peuple* du 30 décembre 1895 :

« Autrefois, pendant que le paysan cultivait la terre et que l'artisan » travaillait, c'étaient les princes, les seigneurs qui avaient pris pour eux la » mission de défendre le territoire contre les attaques du dehors. Les nobles » étaient utiles alors; ils risquaient leur vie en cas de nécessité. Aujourd'hui

» le bourgeois n'a plus le courage des seigneurs de jadis. C'est sur les
» pauvres, nous le répétons, qu'elle se décharge de ses devoirs les plus
» élémentaires. »

Si l'hommage rendu par notre honorable collègue à l'ancienne aristocratie est mérité, l'attaque dirigée contre la bourgeoisie actuelle ne l'est point.

Mais la proposition des honorables MM. de Broqueville et Van Der Linden lui enlèverait jusqu'à l'occasion de se produire.

Elle ferait disparaître aussi toutes les critiques faites contre le remplacement au nom des classes inférieures, puisque celles-ci seraient libérées de tout exercice.

En même temps, le tirage au sort et son cortège de misères auraient vécu.

Quant aux campagnes, il ne faut pas perdre de vue que les agriculteurs ne payent pas de patente; l'équilibre se trouve ainsi rétabli dans une large mesure à leur avantage.

Au surplus, la répartition du contingent se ferait par cantons de milice; dans chaque canton, les citoyens appartiendront sensiblement à la même catégorie.

Seront désignés pour le service à la campagne les plus riches des cultivateurs, en ville les plus riches des citadins.

Il ne saurait donc y avoir de privilège ni pour les citadins ni pour les campagnards.

Les facilités accordées pour l'accomplissement du service militaire, réduit à trois mois avec trois rappels de trente-six jours, auront pour effet d'engager beaucoup de jeunes gens à renoncer au remplacement.

Celui-ci ne prendra donc pas l'extension redoutée, tandis que tout au contraire un grand nombre de jeunes gens de familles riches se mettront en mesure de pouvoir éventuellement contribuer au maintien de l'ordre ou à la défense du pays.

Ces arguments n'ont pu déterminer la Section à se rallier à cette proposition, qui, comme nous le disons ci-dessus, a été écartée par trois voix contre trois et une abstention.

ART 5.

Réduction du temps de service.

La réduction du temps de présence sous les drapeaux est l'une des revendications les plus générales dans le pays.

Ce n'est pas seulement en Belgique qu'elle est réclamée.

On peut dire que dans tous les pays elle préoccupe l'opinion publique.

Chose digne de remarque, à mesure que les effectifs des armées croissent, que les contingents annuels augmentent, à mesure aussi la réduction du temps de service est réclamée avec plus d'insistance.

La réduction du temps de service apparaît comme une conséquence fatale de l'augmentation des armées, du service général notamment.

Il n'en saurait être autrement si l'on songe à la perturbation produite dans le pays par l'appel annuel sous les armes d'un nombre aussi considérable de jeunes gens, dont la carrière se trouve entravée sinon brisée.

A la demande de la Section centrale, le Gouvernement a communiqué le tableau suivant de la durée du service dans les diverses armées européennes :

Durée du service dans les

ETATS.	Durée des obligations militaires.	DURÉE DE LA PRÉSENCE		
		Détail.	Infanterie.	Cavalerie.
ALLEMAGNE	Armée active 7 ans.	Prem. instruction	2 ans	3 ans
	Landwehr 1 ^{er} ban 5 "	Rappels	2 de 8 sem. (armée active) 2 de 8 à 14 j. (Landwehr 1 ^{er} ban)	Comme l'infanterie.
	(5 ans pour ceux qui ont servi 5 ans dans l'armée active) Landwehr 2 ^e ban 7 "			
	Landsturm 2 ^e ban 6 "			
	TOTAL 25 ans.	TOTAL	2 ans, 16 sem. et 16 à 28 j.	3 ans, 16 sem. et 16 à 28 j.
ANGLETERRE	Service long 12 ans.	Prem. instruction	12, 7 ou 3 ans	12 ou 7 ans.
	• court 7 "	Rappels	Les hommes de la réserve sont astreints en moyenne tous les 2 ans à 1 séance de tir à la cible et à 2 exer- cices d'une durée d'une demi-heure.	"
	Exceptionnellement . . . 5 "			
	Les volontaires passent ensuite, suivant le cas, dans une des sec- tions A, B, C ou D de la réserve. SECTION A. — Volontaires du service court qui s'engagent pen- dant 1 an à servir à l'extérieur. Ils passent ensuite dans la sec- tion B ou C SECTION B. — Volontaires de 5 et de 7 ans; les premiers y restent inscrits pendant 9 ans, les autres pendant 5 ans SECTION C. — Volontaires du ser- vice court qui ont quitté l'armée active avant l'expiration de leur terme. Ils y restent jusqu'à la fin de la douzième année. SECTION D. — Volontaires qui ont fait un terme de service actif de 12 ans et qui contractent un engagement de 4 ans dans la réserve.			
AUTRICHE- HONGRIE	Armée active 10 ans.	Prem. instruction	3 ans; 2 ans pour les hom- mes incorporés direc- tement dans la Landwehr.	Comme l'infanterie.
	Landwehr 2 "	Rappels	3 de 4 sem. (armée active). 1 de 4 semaines (Landwehr). 4 de 5 semaines pour ceux incorporés directement dans la Landwehr. 5 de 5 sem pour la Honved.	Id.
	(12 ans pour les hommes incorporés directement dans la Landwehr) Landsturm 1 ^{er} ban 5 "			
	" 2 ^e " 5 "			
	TOTAL 22 ans.	TOTAL	3 ans, 16 sem. et 2 ans, 20 sem. pour ceux incor- porés directement dans la Landwehr, 2 ans, 25 sem dans la Honved.	Comme l'infanterie.
BULGARIE	Armée active 10 ans.	Prem. instruction	2 ans.	3 ans.
	" de 2 ^e ligne 7 "	Rappels	3 sem. (rés. de l'arm. act.) 3 sem. (armée de 2 ^e ligne). 1 sem. (milice nat. 1 ^{er} ban). 3 jours (— 2 ^e ban).	Comme l'infanterie.
	Milice nationale 1 ^{er} ban. 4 "			
	" 2 ^e " 4 "			
	TOTAL 25 ans	TOTAL	2 ans, 7 semaines et 3 jours	3 ans, 7 sem. et 3 jours

différentes armées européennes.

SOUS LES DRAPEAUX.				Observations.
Artillerie de campagne.	Artillerie à pied.	Génie.	Train.	
2 ans, artillerie montée. 2 ans, " à cheval. Comme l'infanterie.	Comme l'infanterie. Id	Comme l'infanterie. Id.	1 an Comme l'infanterie.	
2 (3 artill. à cheval) ans, 16 sem et 16 à 28 jours	Comme l'infanterie	Comme l'infanterie.	1 an, 16 semaines et 16 à 28 jours	
7 ans. "	7 ans. "	7 ou 5 ans "	5 ans. "	
Comme l'infanterie. Id	Comme l'infanterie. Id.	Comme l'infanterie Id.	Comme l'infanterie. Id.	
Comme l'infanterie.	Comme l'infanterie.	Comme l'infanterie.	Comme l'infanterie.	
Comme la cavalerie. Comme l'infanterie.	Comme l'infanterie. Id.	Comme l'infanterie. Id.	Comme l'infanterie. Id.	
Comme la cavalerie.	Comme l'infanterie.	Comme l'infanterie.	Comme l'infanterie.	

ÉTATS.	Durée des obligations militaires.	DURÉE DE LA PRÉSENCE		
		Détail.	Infanterie.	Cavalerie.
DANEMARK	Ligne 8 ans. Renfort 8 . TOTAL 16 ans.	Prem. instruction Rappels TOTAL	6 mois, except. 2 et 14 m. 2 exercices de 25 j. (ligne). 7 (except. 3 ou 15) m. 20 j.	15 mois, exception 19 mois. Comme l'infanterie. 14 (except. 20) mois, 20 j.
ESPAGNE	Armée active 5 ans. 1 ^{re} réserve 5 " . 2 ^e " 6 " . TOTAL 12 ans.	Prem. instruction Rappels	1 ¹ / ₂ et 2 ans .	3 ans. .
FRANCE	Armée active 5 ans. Réserve de l'armée active 10 " . Armée territoriale 6 " . Réserve de l'arm. territ. 6 " . TOTAL 25 ans	Prem. instruction Rappels TOTAL	3 ans (1 ou 2 ans pour certaines catégories de dispensés). Les hommes qui ne servent qu'un an ou plutôt dix mois, constituent les ² / ₃ du contingent de l'infan- terie. 2 pér. de 28 j. (rés arm. act.) 1 pér. de 14 j. (arm. territ.) 3 ans (2 m.) 2 mois et 10 j ou 1 an et 10 jours.	3 ans. Comme l'infanterie. 3 ans, 2 mois, 10 jours.
GRÈCE	Armée active 2 ans. Réserve de l'armée active 10 " . (12 ans pr les dispensés.) Armée territoriale 8 " . Réserve de l'arm. territ. 10 " . TOTAL 30 ans.	Prem. instruction Rappels TOTAL	20 mois. 2 de 40 jours (rés. arm. act.) 22 mois, 20 jours.	Comme l'infanterie. . Comme l'infanterie.
HOLLANDE	Armée active 1 an. Réserve 4 ans. Provisoirement 6 ans. TOTAL 5 ans. Provisoirement 7 ans. V. B Ils participent ensuite avec tous les jeunes gens âgés de 25 ans à un nouveau tirage au sort qui décide ou non de leur incorpora- tion dans la schutterij. L'effectif de celle-ci est fixé à 2 % de la popu- lation. Schutterij 5 ans. Réserve de la schutterij. 5 " . TOTAL 10 ans.	Prem. instruction Rappels TOTAL Portion restante.	8 mois. Les hommes désignés pour la portion restante (1) sont ensuite maintenus pendant 4 ¹ / ₂ mois. 2 de 50 à 55 jours. Bat. de forteresse : 1 de 50 à 55 jours. 10 mois à 10 mois 10 jours. 14 ¹ / ₂ mois à 14 m. 25 jours. 1 mois en moins pour les bat. de forteresse.	1 an. Tous les hommes sont en- suite maintenus dans la portion restante pendant 6 mois. 1 de 50 à 55 jours, et 1 de 21 jours. 19 mois, 21 jours, à 19 mois, 26 jours pour tout le con- tingent.
ITALIE	Armée active 3 ans. (2 ans pour la moitié du contingent.) Réserve de l'armée active 5 " . (6 ans pour la moitié du contingent.) Milice mobile 4 " . " territoriale 7 " . TOTAL 19 ans.	Prem. instruction Rappels TOTAL	50 mois (18 mois pour les hommes du service de 2 ans). 1 de 20 jours (rés. arm. act.) 1 de 20 j. (milice mobile). 51 ¹ / ₂ mois; 19 ¹ / ₂ mois pour les hommes du ser- vice de 2 ans	55 mois (21 mois pour les hommes du service de 2 ans). 55 mois; 21 mois pour les hommes du service de 2 ans.

SOUS LES DRAPEAUX.				Observations.
Artillerie de campagne	Artillerie à pied.	Génie.	Train.	
12 mois, except. 0 et 5 m. 1 exerc. de 25 j (ligne).	4, 6 ou 17 mois. Comme l'artill. de camp.	5 ou 14 mois. Comme l'artill. de camp.	Fourni par l'artillerie.	(1) Contingent maintenu sous les drapeaux jusqu'à ce que les hommes de la levée suivante soient suffisamment dressés. Dans l'infanterie, à quelques hommes près, toute la classe est divisée en 2 séries : la 1^{re} est maintenue pendant 4 1/2 mois après la période de 1^{re} instruction, la 2^e est rappelée pendant 4 1/2 mois après le départ de la 1^{re}. Dans les troupes montées, les miliciens sont appelés à l'activité, l'une moitié vers le 1^{er} mars — époque fixée pour les miliciens des troupes à pied, — l'autre moitié, vers le 1^{er} septembre. Ils servent tous pendant 48 mois : 12 mois de 1^{re} instruction et 6 mois dans la portion restante.
12 (exc. 0 ou 3) mois, 25 j.	4 (6 ou 17) mois, 25 j.	5 (ou 14) mois, 25 jours.	.	
Comme la cavalerie.	Comme la cavalerie	Comme la cavalerie	N'existe pas	
3 ans (1 ou 2 ans pour certaines catégories de dispensés). Les hommes qui ne servent qu'un an ou plutôt dix mois constituent les 2/3 du contingent de l'artill. de campagne Comme l'infanterie.	Comme l'artillerie de campagne Les hommes qui ne servent qu'un an ou plutôt dix mois constituent les 2/3 du contingent de l'artillerie à pied. Comme l'infanterie.	Comme l'artillerie de campagne Les hommes qui ne servent qu'un an ou plutôt dix mois constituent le 1/4 du contingent du génie Comme l'infanterie	Comme l'artillerie de campagne Les hommes qui ne servent qu'un an ou plutôt dix mois constituent les 1/3 du contingent du train. Comme l'infanterie	
Comme l'infanterie.	Comme l'infanterie.	Comme l'infanterie.	Comme l'infanterie.	
Comme l'infanterie.	Comme l'infanterie.	Comme l'infanterie.	Comme l'infanterie.	
Comme l'infanterie.	Comme l'infanterie	Comme l'infanterie.	Comme l'infanterie.	
1 an Tous les hommes sont ensuite maintenus dans la portion restante pendant 6 mois. 1 de 50 à 55 jours	Comme l'infanterie Les hommes désignés p ^r la portion restante sont ensuite maintenus pendant 5 2/3 mois. 1 de 50 à 55 jours	9 mois (6 mois pour les télégraphistes de places). Les hommes désignés pour la portion restante sont ensuite maintenus pendant 2 1/2 mois 2 de 50 à 55 jours.	Fait partie de l'artillerie de campagne	
19 mois à 19 mois, 5 jours p ^r tout le contingent.	9 mois à 9 mois, 5 jours. 12 2/3 mois à 15 mois.	11 (8) m. à 11 (8) m., 10 j. 15 1/2 m à 15 m., 25 j.		
Comme la cavalerie.	Comme l'infanterie.	Comme l'infanterie.	Fait partie de l'artill. de campagne et du génie La durée de la 1 ^{re} instruction est la même que dans l'infanterie. Il n'est pas soumis à des rappels.	
Comme l'infanterie. Id.	Id. Id.	Id. Id.		
55 mois 20 jours, 21 mois 20 jours p ^r les hommes du service de 2 ans.	Comme l'infanterie.	Comme l'infanterie.		

ÉTATS.	Durée des obligations militaires.	DURÉE DE LA PRÉSENCE		
		Détail.	Infanterie.	Cavalerie.
NORVÈGE	Ligne. 6 ans.	Prem. instruction	75 jours.	117 jours.
	Landvaern 6 »	Rappels	3 de 24 jours (ligne).	Comme l'infanterie.
	Landstorm 4 »	TOTAL. . . .	145 jours.	189 jours.
PORTUGAL	TOTAL. . . . 16 ans.			
	Armée active 5 ans ⁽¹⁾	Prem. instruction	2 ans.	Comme l'infanterie.
	Première réserve. . . 5 » ⁽²⁾	Rappels	»	»
ROUMANIE	Deuxième » 7 ans.			
	TOTAL. . . . 15 ans.			
	Armée perman. Armée territor.		Arm. perm. Arm. territ.	Arm. perm. Arm. territ.
RUSSIE ⁽¹⁾	Arm. act. 7 ans 7 ans.	Prem. instruction	50 mois	2 à 5 mois
	Réserve. 2 » 2 »	Rappels	1 de 15 jours (réserve de l'arm. act.)	1 de 15 jours
	Milice. 6 » 6 »		1 de 10 jours (milice)	1 de 10 jours
SERBIE	Landstorm. 10 » 10 »	TOTAL. . . .	30 mois et 25 jours.	2 à 3 mois et 25 jours.
	TOTAL. . . 25 ans 25 ans.			Comme l'infanterie.
SUÈDE ⁽¹⁾	Armée active 5 ans.	Prem. instruction	5 ans.	Comme l'infanterie.
	Réserve de l'armée active (15 ans pour les hommes ayant servi 5 ans.) 15 »	Rappels	2 de 6 semaines (réserve).	Id.
	Opolichenie. 4 »	TOTAL. . . .	5 ans et 12 semaines.	5 ans et 12 semaines.
SUISSE	TOTAL. . . . 21 ans.			
	Armée active 2 ans.	Prem. instruction	8 mois.	15 mois.
	Réserve de l'armée active 8 »	Rappels	1 mois (réserve arm. act.).	Comme l'infanterie.
TURQUIE	Milice nationale, 1 ^{er} ban. 7 »		1 mois (mil. nat., 1 ^{er} ban).	
	» » 2 ^e » 7 »	TOTAL. . . .	10 1/2 mois.	17 1/2 mois.
	TOTAL. . . . 24 ans.			
TURQUIE	Bevåring, 1 ^{er} ban. . . . 8 ans.	Prem. instruction	68 jours.	90 jours.
	» 2 ^e » 4 »	Rappels	22 jours (bevåring 1 ^{er} ban).	»
	Landstorm 8 »	TOTAL. . . .	90 jours.	Comme l'infanterie.
TURQUIE	TOTAL. . . . 20 ans.			
	Élite 12 ans.	Prem. instruction	45 jours.	80 jours.
	(Cavalerie 10 ans.)	Rappels	4 de 16 jours (élite).	10 de 10 jours (élite).
TURQUIE	Landwehr 12 »		2 de 5 jours (Landwehr).	
	(Cavalerie 14 ans.)	TOTAL. . . .	119 jours.	180 jours.
	Landsturm 6 »			
TURQUIE	TOTAL. . . . 30 ans.			
	Nizam (armée active) . . 5 ans.	Prem. instruction	5 ans, 5 mois pour ceux qui paient une taxe de 1,100 francs, 6 ou 9 mois pour certaines catégories de dispensés.	Comme l'infanterie.
	Ichtiat (réserve de l'armée active) 3 »	Rappels	»	
	Rédif (Landwehr) 8 »			
TURQUIE	Moustahiz (Landsturm). 6 »			
	TOTAL. . . . 20 ans.			

SOUS LES DRAPEAUX.				Observations.
Artillerie de campagne.	Artillerie à pied.	Génie.	Train.	
80 jours. Comme l'infanterie.	Comme l'infanterie. Id.	60 jours. Comme l'infanterie	18 jours. 2 de 24 jours (ligne).	(1) En réalité, 2 ans. (2) 6 ans pour ceux qui ne servent activement que 2 ans.
152 jours	145 jours.	152 jours.	66 jours.	
Comme l'infanterie. .	Comme l'infanterie. .	Comme l'infanterie .	Comme l'infanterie .	
Arm. perm. Arm. terr. Comme l'infanterie Id.	Arm. perm. Arm. terr. Comme l'infanterie. Id.	Arm. perm. Arm. terr. Comme l'infanterie Id.	Arm. perm. Arm. terr. Comme l'infanterie Id.	(1) La durée du service est réduite à 4 ans dans l'infanterie et dans l'artil- lerie montée. Dans toutes les armes, les hommes réunissant certaines con- ditions d'instruction gé- nérale, sont renvoyés après 4, 3 et 2 ans de présence. Enfin, le ser- vice est réduit à 1 an pour une faible portion du contingent lorsque des raisons budgétaires né- cessitent cette mesure, de même que pour certains engagés volontaires, avant le tirage au sort.
Comme l'infanterie.	Comme l'infanterie.	Comme l'infanterie.	Comme l'infanterie.	
Comme l'infanterie. Id.	Comme l'infanterie. Id.	Comme l'infanterie Id.	Comme l'infanterie. Id.	
Comme l'infanterie.	Comme l'infanterie.	Comme l'infanterie	Comme l'infanterie	
Comme la cavalerie Comme l'infanterie.	Comme l'infanterie Id.	Comme l'infanterie Id.	Comme la cavalerie. Comme l'infanterie	
Comme la cavalerie	Comme l'infanterie.	Comme l'infanterie	Comme la cavalerie.	
Comme l'infanterie .	Comme l'infanterie. .	Comme l'infanterie .	Comme l'infanterie .	
Comme l'infanterie.	Comme l'infanterie.	Comme l'infanterie	Comme l'infanterie	
55 jours. 4 de 18 jours (élite). 2 de 6 jours (Landwehr).	Comme l'art de campagne Id. Id.	50 jours. Comme l'infanterie. Id.	42 jours. 4 de 14 jours (élite).	
159 jours.	Comme l'art de campagne	121 jours.	98 jours.	
Comme l'infanterie.	Comme l'infanterie.	Comme l'infanterie	Comme l'infanterie.	(1) Dans le projet de réorganisation de l'armée suédoise, le temps de pré- sence sous les armes est fixé à 365 jours répartis comme suit : 4 ^e infante- rie, 245 jours la 1 ^{re} année, 30 jours pendant chacune des 3 ^e , 4 ^e et 5 ^e années et 15 jours durant la 6 ^e an- née, 2 ^e cavalerie, artil- lerie et génie : 284 jours la 1 ^{re} année, 42 jours pen- dant la 2 ^e et la 3 ^e année.

Pour l'infanterie, et en ne considérant que la première instruction, les pays se rangent d'après la durée du service dans l'ordre suivant :

Suisse	45 jours.
Suède	68 —
Norvège	73 —
Danemark	6 mois.
Hollande	8 —
Serbie	8 —
Grèce	20 —
Portugal	2 ans.
Espagne	2 —
Allemagne	2 —
Bulgarie	2 —
Italie	30 mois.
Roumanie	30 —
Autriche-Hongrie	3 ans.
France	3 —
Turquie	3 —
Russie	5 —
Angleterre	12, 7 ou 3 ans.

On est frappé des différences énormes qui existent d'un pays à l'autre.

C'est que la durée du service n'est pas une question qui puisse être envisagée isolément.

La nature des services demandés à l'armée, le rôle que l'armée est appelée à jouer en temps de paix et en temps de guerre, le mode de recrutement, les aptitudes des miliciens au moment de leur incorporation, le chiffre du contingent annuel, toutes ces circonstances ont sur la durée à laquelle le service militaire peut être réduit une influence considérable.

En Belgique, les points principaux à envisager sont les suivants :

Le temps requis pour la formation du soldat; la nécessité de maintenir, en temps de paix, des effectifs suffisants pour assurer l'ordre dans le pays et pour permettre l'instruction du cadre d'officiers.

*
* *

Faisons remarquer, tout d'abord, que les effectifs de guerre sont indépendants de la durée du service actif.

Du moment que le chiffre du contingent annuel est fixé, le rappel d'un même nombre de classes donnera le même effectif de guerre, quelle que soit la durée du service actif.

Il n'en est évidemment pas de même des effectifs de paix; la durée du service a ici une influence qu'il est inutile de démontrer.

Il n'entre pas dans la mission de la Section centrale de traiter la question du contingent.

La Constitution impose le vote annuel du contingent. Celui-ci ne peut être déterminé par la loi de milice.

Si l'expérience prouvait que les mesures votées par la Chambre diminuent outre mesure les effectifs de paix, il suffirait de relever le chiffre du contingent lors du premier vote qui suivrait cette constatation.

Inversement, s'il était prouvé que l'effectif dépasse les besoins, il suffirait de réduire le contingent.

Il faut d'ailleurs ne pas perdre de vue que le chiffre du contingent étant modifié, les effectifs de guerre s'en ressentiront dans un sens ou dans l'autre. La Section centrale a cru bien faire en se plaçant dans l'hypothèse du maintien du contingent actuel.

Elle s'est trouvée en présence de deux propositions : l'une de l'honorable M. Lorand; l'autre de l'honorable M. Colfs.

M. Lorand propose que les miliciens incorporés dans l'infanterie, l'artillerie de siège et le génie ne puissent être tenus sous les drapeaux plus d'un an que s'ils n'ont pas satisfait à un examen de capacité militaire, qui sera réglé et organisé par arrêté royal.

Ceux qui auront été présents sous les armes plus de six mois pourront demander à subir cet examen et seront renvoyés en congé illimité, s'ils le passent avec succès.

La cavalerie, l'artillerie montée et le train seraient recrutés par des engagements volontaires. Si ces engagements volontaires ne suffisaient pas, les miliciens incorporés dans ces armes pourraient être incorporés pour des termes doubles de ceux indiqués ci-dessus.

Le Ministre de la Guerre, en temps de paix, pourra rappeler sous les armes les soldats renvoyés en congé illimité, pendant un mois tous les deux ans, jusqu'à la cinquième année à dater de leur incorporation.

La Section ne s'est pas ralliée à ce système. Plusieurs membres ont fait observer qu'ils ne peuvent admettre que la durée du service dépende d'un examen.

Ou bien cet examen sera très facile et alors tout le monde y satisfera aisément, ou bien il sera difficile et alors le service se trouvera prolongé.

Et comme il est impossible de fixer dans une loi le détail d'un examen, ni surtout la manière de le faire subir, la durée du service imposé aux miliciens dépendra en réalité du Ministre de la Guerre qui fera le programme et des examinateurs qui l'appliqueront.

On ne peut supposer que tous les miliciens subiront leur examen devant un même jury; ce serait impraticable.

On ne peut supposer non plus que les différents jurys jugeront exactement de la même manière les candidats.

De là des différences qui peuvent conduire à de criantes injustices et qui donneront lieu en tout cas à de nombreuses et vives récriminations.

Les examens prennent dans notre pays une extension excessive et abusive.

Appliqués à l'envoi en congé illimité de nos soldats, ils n'engendreront que des difficultés.

Le Bulletin de la presse et de la bibliographie militaires, dans un article fort intéressant sur le budget de la guerre en France pour 1900, rend compte

d'une discussion qui s'est élevée au sujet d'un système d'examen analogue à celui proposé par l'honorable M. Lorand.

Voici comment elle s'exprime :

« Pour ne pas dépasser les crédits de l'armée et pour atténuer les lourdes
» charges du service militaire, la *France militaire* propose d'envoyer dans la
» réserve, après deux ans révolus, tous les soldats astreints à trois années de
» service, justifiant d'une sérieuse instruction militaire, particulièrement
» dans le tir. Cette perspective de renvoi anticipé aurait pour résultat, dit
» cet organe, de stimuler la bonne volonté et l'application, dont profiteraient
» amplement les corps de troupes.

« Quant aux dispensés en vertu de l'article 35 (motifs d'études), ils ne
» seraient libérés après un an, que pour autant qu'ils auraient été promus
» caporaux et jugés aptes, après examens, à faire des sous-officiers et des
» officiers à la fin des périodes d'instruction.

« Il y aurait ainsi équivalence si pas égalité de service.

« La proposition de la *France militaire* a déjà été formulée plusieurs fois,
» et entre autres par M. Berry, député, au cours de la discussion du Budget
» de la guerre de 1898. Elle a été combattue alors par MM. le lieutenant-
» colonel Guérin et Jourde, qui ont fait valoir que les cultivateurs, les
» ouvriers n'oseraient affronter l'examen, et que la mesure ne profiterait
» qu'aux commis, aux comptables, c'est-à-dire aux demi-lettrés. On créerait
» ainsi une nouvelle classe de privilégiés, et l'on désorganiserait davantage
» encore les cadres, car c'est parmi ces demi-lettrés que se recrutent pas mal
» de caporaux, sergents et fourriers. M. Jourde a ajouté que le système
» préconisé par M. Berry aurait pour conséquence de ne conserver à la
» caserne que les soldats les moins expérimentés et les mauvais sujets, et que
» c'est à ces non-valeurs que l'on devrait confier les recrues pour les guider
» et les initier aux vertus militaires.

« Les mêmes reproches ont été adressés, en 1891, par le général von
» Boguslawsky, au système similaire, qui fonctionnait en Allemagne sous le
» nom d'hommes « en congé du Roi ». Les hommes de mauvaise conduite
» et d'instruction suffisante étaient maintenus pendant la 5^e année. Celle-ci
» prenait alors l'apparence d'une période de punition, exerçant une influence
» mauvaise sur les hommes qui, bien que de bonne conduite, n'avaient pu être
» envoyés en congé. De ces derniers, on faisait des mécontents, et ce noyau
» d'hommes de la 5^e classe, sur lequel on comptait pour aider à faire l'édu-
» cation militaire des nouveaux arrivants, ne présentait ainsi aucune con-
» sistance.

« C'est un des principaux motifs pour lesquels le général von Boguslawski
» se montra partisan, dès la première heure, de l'introduction du service de
» 2 ans. Lorsqu'en 1887, les chefs furent consultés en Allemagne sur l'op-
» portunité de cette réforme, il fut le seul colonel qui répondait affirmati-
» vement, et l'on sait que la brochure qu'il fit paraître en 1891, en faveur
» du service de 2 ans, triompha de l'argumentation contraire du général
» von Falkenstein et des dernières résistances que l'institution rencontrait
» en Allemagne. Le service de 2 ans fut mis à l'essai la même année et inscrit
» dans la loi du 3 avril 1893. »

Si maintenant nous supposons — ce qui est le but de la proposition — le service réduit à 6 mois pour tous les miliciens, il en résultera fatalement une augmentation énorme du contingent.

Le Gouvernement consulté par la Section centrale sur ce que deviendraient les effectifs de paix dans l'hypothèse des propositions Colfs et Lorand, a répondu comme suit :

CALCUL.

1° Des effectifs moyens en solde en cas d'application des systèmes Colfs et Lorand sans augmentation du contingent annuel;

2° De l'augmentation de contingent annuel nécessaire pour compenser la perte d'effectif que produirait l'application de ces systèmes.

REMARQUES.

1° Le nombre de volontaires en solde est supposé le même dans les systèmes Colfs et Lorand que dans le système actuel;

2° On a admis dans le système Lorand, comme durée moyenne de service actif, y compris les rappels, 14 mois pour les troupes à pied et 25 mois pour les troupes à cheval.

I.

Effectifs moyens en solde (1899).

ARMES	Volontaires purs.	Miliciens. V A P. (1) Volontaires du contingent.	TOTAUX.
Infanterie de ligne et chasseurs.	4.822	15.878	20.700
Grenadiers, Carabiniers.	525	2.644	3.164
Cavalerie.	1.150	4.085	5.215
Artillerie de campagne	500	2.757	3.297
Artillerie de forteresse	786	3.814	4.600
Génie	205	1.579	1.584
Train	97	287	384
Bataillon d'administration.	277	779	1.056
TOTAUX GÉNÉRAUX.	8.400	31.600	40 000

(1) V. A. P. == volontaires avec prime

II.

*Durée du service actif (système actuel, Colfs et Lorand).
Répartition du contingent annuel.*

15,500 hommes.

Répartition du contingent :		7,956	1,044	1,208	800	1,348	45	527	240	132
		Infanterie,								
		Ligne et Chasseurs.	Carabiniers et Grenadiers.	Cavalerie.	Artillerie de campagne.	Artillerie de forteresse.	Pontoniers et ouvriers.	Génie.	Bataillon d'admini- stration.	Train.
Durée ⁽¹⁾ du service actif (en mois).	Système actuel, durée moyenne : 55 1/2 mois.	29	36	48	48	56	56	56	56	29
	Système Colfs, durée moyenne : 21 mois.	18		50				24		18
	Système Lorand, durée moyenne : 15 1/2 mois.	14		25				14		25

(1) Y compris les rappels.

III.

*Tableau des effectifs moyens en solde dans les systèmes Colfs et Lorand.
(Voir tableau I pour les effectifs actuels.)*

ARMES.	SYSTÈME COLFS.	SYSTÈME LORAND.
Infanterie	16,530	15,900
Cavalerie	3,680	5,220
Artillerie de campagne	2,270	1,900
Artillerie de forteresse	3,330	2,230
Génie	1,120	730
Train	270	330
Bataillon d'administration	800	630
TOTAUX	28,000	23,000
Différence avec le système actuel	12,000	17,000
	40,000	40,000

IV.

Calculs employés pour l'établissement du tableau III.

A. — Effectifs généraux.

$$\text{Système Colfs : } 8,400 + \frac{31,600 \times 21}{33,5} = 28,000 \text{ (chiffre rond).}$$

$$\text{Système Lorand : } 8,400 + \frac{31,600 \times 15,5}{33,5} = 23,000 \text{ (chiffre rond).}$$

8,400, nombre de volontaires, système actuel.

31,600, nombre de miliciens, V. A. P., volontaires du contingent, système actuel.

33,5, durée moyenne du service actif, système actuel.

21,0, — — — système Colfs.

15,5, — — — système Lorand.

B. — Effectifs par arme (voir tableau I).

Exemple : cavalerie (système Colfs), volontaires :

$$1,130 + \frac{4,085 \times 30}{48} = 3,680 \text{ (chiffre rond).}$$

1,130, nombre de volontaires, système actuel.

4,085, nombre de miliciens, V. A. P., et volontaires du contingent, système actuel.

48, durée du service actif, cavalerie, système actuel.

30, — — — système Colfs.

V.

Calcul de l'augmentation de contingent annuel nécessaire dans les systèmes Colfs et Lorand.

$$\text{Système Colfs : } \left(12,000 + \frac{8}{100} 12,000 \right) \frac{12}{21} = 7,400 \text{ (chiffre rond).}$$

$$\text{Système Lorand : } \left(17,000 + \frac{8}{100} 17,000 \right) \frac{12}{15,5} = 14,200 \text{ (chiffre rond).}$$

12,000, déchet effectif de paix dû au système Colfs.

17,000, — — — Lorand.

21 0, durée moyenne du service actif, système Colfs.

15,5, — — — Lorand.

$\frac{8}{100}$, déchet du contingent (abstraction faite des volontaires) après 21 ou 15,5 mois (1).

(1) Le % est sensiblement le même, le déchet initial ainsi que celui subi pendant la première année étant considérables vis-à-vis de ceux subis respectivement de 12 à 21 mois et de 12 à 15,5 mois (voir tableau IV).

VI.

Calcul du déchet % du contingent annuel, abstraction faite des volontaires qui y sont comptés numériquement (Art. 5. Loi sur la milice) ou qui en sont déduits (volontaires pour 5 ans ayant amené un numéro passible d'appel.)

BASES. — Contingent de 1898.

13.300 — 459 volontaires faisant partie du contingent = 12.841 hommes.

A. — Déchet initial avant l'appel à l'activité.	retardataires	255	} 452
	dispensés	192	
	remplacés non suppléés	5	
B. — Déchet après l'appel à l'activité.	après un an	489	} 692
	après deux ans	692	

D'où :

Déchet total après 21 mois :

$$452 + 489 + \frac{692 - 489}{12} \times 9 = 1,085$$

Déchet total après 15.5 mois :

$$452 + 489 + \frac{692 - 489}{12} \times 3.5 = 997$$

Soit $\frac{8}{100}$ environ
de 12.841.

VII.

L'effectif moyen en solde est formé par les volontaires purs . . .	8.400
et par les autres catégories	31.600
	40.000

SYSTÈME COLFS. — Effectif moyen 8.400 volontaires.
et par les autres catégories actuelles, soit 31.600 diminuées dans la proportion de $\frac{21}{33.5}$, nombre moyen de
mois de service 19.600

28.000

SYSTÈME LORAND. — Effectif moyen 8.400 volontaires
et par les 31.600 diminuées dans la proportion de $\frac{15.5}{33.5}$. 14.600

23.000

* * *

Ces calculs supposent que dans le système de M. Lorand tous les miliciens servent pendant 14 mois dans les troupes à pied et 25 mois dans les troupes à cheval.

C'est là une supposition favorable qui ne se réalisera pas, car il y aura, en

toute hypothèse, un certain nombre de miliciens qui passeront leur examen au bout de 6 ou de 12 mois.

Et cependant l'effectif de paix tombe à 23,000 hommes.

Si les miliciens ne servent que 8 mois et 14 mois (y compris les rappels), ce qui est le but de la proposition, le déchet sera tel qu'il ne permettra certainement pas de maintenir le contingent actuel.

Les auteurs de la proposition ne s'arrêtent pas à cette objection.

Ils reconnaissent que, partisans de la nation armée, ils verraient volontiers introduire le service général. Celui-ci, même avec le service réduit à 6 mois, donnerait des effectifs largement suffisants.

Au surplus, ils contestent que les effectifs actuels soient nécessaires pour le maintien de l'ordre.

La majorité de la Section centrale s'est montrée très peu favorable à une modification aussi radicale et aussi aventureuse de notre organisation militaire.

Partisan de la réduction et d'une meilleure répartition des charges militaires, elle ne veut pas assumer la responsabilité de mesures qui risqueraient de désorganiser l'armée et de n'en plus faire qu'une cohue militaire sans cohésion, sans discipline et sans résistance.

Elle ne veut pas non plus, tandis que tout le pays réclame contre l'obligation du service et demande le volontariat, se rallier à un système qui serait le service forcé pour tous les citoyens sans exception.

Elle a rejeté la proposition de l'honorable M. Lorand par cinq voix contre une et une abstention.

* * *

La proposition de l'honorable M. Colfs répond davantage au vœu de l'opinion publique et aux exigences de l'armée.

Elle réduit la durée du service actif à 13 mois plus trois rappels de 1 mois pour l'infanterie de ligne, les chasseurs à pied, les carabiniers, les grenadiers et le train.

A 24 mois pour l'artillerie de siège, le génie, les pontonniers, les artificiers et le bataillon d'administration.

A 30 mois pour les batteries à cheval, les batteries montées et les escadrons de la cavalerie.

Le premier point sur lequel s'est portée l'attention de la Section centrale est de savoir si ces termes de service sont suffisants pour former nos soldats des diverses armes.

Déjà l'on aura remarqué qu'ils sont plus longs que dans beaucoup d'armées européennes.

L'auteur de la proposition les a justifiés dans les développements de sa proposition n° 73 du 22 février 1898, dont sa proposition actuelle ne fait que reproduire les diverses stipulations.

* * *

Mais la Section centrale, poussant plus loin l'examen, a voulu savoir dans

quelle mesure la proposition se concilie avec la façon dont se fait actuellement l'instruction du soldat.

Il est admis en général que l'instruction des hommes doit être faite de telle sorte que les jeunes soldats soient en état d'entrer en campagne vers le mois de mars; l'incorporation se fait ainsi en octobre ou novembre.

Ces dates présentent divers avantages :

Les exercices de corps, les marches, les manèvements des armes, les manœuvres, etc., peuvent se faire à une époque de l'année où les jeunes gens supportent plus aisément les fatigues qu'au cœur de l'été par exemple;

Pendant la période d'hiver, les armées sont peu en état de soutenir une guerre. On peut prévoir que les hostilités ne débiteront pas avant le mois de mars; dès lors, les hommes de la dernière levée sont prêts à entrer en campagne;

L'absence des recrues appartenant aux familles nécessiteuses, pendant l'hiver, au moment où les travaux des champs ne réclament pas la présence des travailleurs, et où l'entretien des familles ouvrières est le plus coûteux, réduit les charges imposées aux classes pauvres.

Combien de temps faut-il pour *former un bon soldat*?

On peut dire que neuf mois suffisent pour l'infanterie et le train; douze mois pour l'artillerie de siège et le génie; dix-huit mois pour la cavalerie et l'artillerie de campagne.

Ces chiffres ne sont pas arbitraires; ils se justifient par les considérations suivantes :

Toutes les nations admettent que les jeunes soldats qui ont six mois d'instruction *sont prêts à entrer en campagne*, et l'époque du recrutement est fixée d'après ce principe, mais à condition cependant que les recrues soient encadrées ou soutenues par des troupes qui ont complété leur instruction.

En fait, actuellement, l'instruction de l'infanterie se fait en neuf mois environ :

La première période, d'octobre en janvier, comporte l'*instruction des recrues*, c'est-à-dire les exercices de corps, les marches, la gymnastique, le maniement des armes et l'escrime;

La deuxième période, de janvier à mars, comporte des tirs réduits dans les casernes et dans les stands, les mouvements d'ensemble (école de compagnie et très souvent l'école de bataillon et de régiment);

La troisième période, de mars à juillet, comporte l'achèvement de l'instruction, tirs dans les camps, manœuvres de garnison et travaux de campagne.

L'instruction des corps spéciaux (artillerie, génie, pontonniers) exige un apprentissage des travaux particuliers de l'arme. Cette instruction spéciale dure une campagne, de mars à octobre. L'instruction du milicien ne sera donc complète qu'au bout de douze mois.

Quant à la cavalerie, la mission qui lui est aujourd'hui dévolue pour couvrir la mobilisation, de même que certains services d'organisation, exigent des dispositions particulières des hommes et une instruction plus longue. Après dix-huit mois, les miliciens sont formés; un an suffit ensuite à les perfectionner.

A l'appui des considérations ci-dessus, on peut invoquer la méthode

d'instruction indiquée dans les règlements militaires français, et qui diffère peu de celle qui est adoptée dans l'armée allemande.

En France, l'incorporation a lieu à la mi-novembre.

Jusqu'au 15 mars, on s'occupe de l'instruction individuelle de la recrue, qui doit être en état de faire campagne à cette date.

Du 15 mars aux manœuvres d'automne on s'occupe de l'instruction des divers groupes, compagnies, bataillons, régiments. Ceux-ci doivent être à même de manœuvrer à rangs serrés ainsi qu'en terrains variés et être exercés à toutes les applications du service de campagne aussi bien de nuit que de jour.

L'instruction de la cavalerie est conduite de façon que les recrues soient utilisables en campagne vers le 1^{er} avril.

On admet donc dans les meilleures armées que, à part les manœuvres d'ensemble des grandes unités, qui d'ailleurs se rapportent plutôt à l'instruction des officiers qu'à celle des troupes (grandes manœuvres d'automne en terrain varié), l'instruction du soldat est terminée, pour l'infanterie, neuf mois après l'incorporation.

Il faut douze mois pour le génie et l'artillerie de siège et dix-huit mois pour la cavalerie et les batteries à cheval de l'artillerie.

* * *

On ne peut cependant conclure de là qu'il faut réduire respectivement à neuf, douze et dix-huit mois la durée de présence sous les drapeaux.

Il convient de tenir compte de la nécessité d'avoir des effectifs permanents suffisants pour la garde des frontières, l'instruction du cadre et le maintien de l'ordre à l'intérieur.

Si la durée de service était réduite à ce qui est indiqué ci-dessus, le pays serait dépourvu de toute troupe d'infanterie pendant trois mois de l'année, de juillet à octobre.

Pendant trois mois seulement, l'armée disposerait de troupes d'infanterie capables d'entrer en campagne et de maintenir l'ordre.

Cela n'est pas admissible.

Pour parer à ces inconvénients, on pourrait songer à faire l'incorporation à différentes époques de l'année, mais il n'est pas nécessaire, si l'on adopte une plus longue durée de service, de recourir à ce moyen, qui est vivement critiqué en France, parce qu'il rend plus difficile l'instruction des cadres et des hommes.

S'il faut six mois pour instruire un soldat, en sorte qu'il puisse être employé à la défense du pays ou au maintien de l'ordre, et si la durée totale du temps de service dans l'infanterie est de $12 + 6 = 18$ mois, les appels ne se faisant qu'une fois par an, on dispose en permanence d'au moins une classe instruite, même en faisant abstraction totale des volontaires. La présence de ceux-ci, — et nous pensons que le nombre en sera considérable, — permettra de faire les rappels d'un mois au moment où ils seront les plus utiles aux soldats pour leur formation aux opérations de la guerre.

Pour le génie, les mêmes considérations conduisent à une durée de service de $12 + 12 = 24$ mois, et pour la cavalerie $18 + 12 = 30$ mois.

Les termes de service proposés par la Section centrale permettent donc d'assurer l'instruction des troupes et des cadres dans de bonnes conditions.

* * *

Reste la question des effectifs de paix. Elle est importante au point de vue du maintien de l'ordre.

Dans le système de la Section centrale, l'effectif de paix serait, d'après le calcul du Gouvernement, réduit à 28.000 hommes.

Il y aurait donc une diminution de 12.000 hommes sur l'effectif actuel.

Pour maintenir celui-ci avec la durée du service prévue par la Section centrale, il faudrait augmenter, d'après le Gouvernement, le contingent annuel de 7,400 hommes.

Le Gouvernement dans la réponse à la sixième question de la Section centrale de 1900, chargée d'examiner la proposition de M. Colfs et celle de M. Lorand a déclaré qu'une réduction des effectifs de paix n'est pas possible.

Cette déclaration n'était appuyée d'aucune preuve. La Section centrale n'a pas cru qu'elle était de nature à faire repousser une réduction de la durée du service.

Voici comment s'exprimait à ce sujet l'honorable Rapporteur M. Delbeke :

« *Le maintien de l'ordre dans le pays.* — On ne peut méconnaître qu'à ce point de vue il n'y ait une connexité réelle entre la durée du service et le contingent. Si, en effet, le maintien de l'ordre intérieur requiert la présence sous les armes du nombre actuel de soldats, il faut assurer cette présence, soit par la durée du service, soit par le chiffre du contingent.

« Mais la majorité de votre Section centrale ne croit pas à cette nécessité. Elle pense que, même dans notre pays à grandes agglomérations industrielles et dans les circonstances les plus critiques, le Gouvernement peut répondre de l'ordre avec les 28,000 hommes que lui assure la proposition de l'honorable M. Colfs, avec les 45,000 hommes de la garde civique réorganisée, avec 2,800 hommes de la gendarmerie et surtout avec la mobilisation des classes qui peut se faire, selon les cas, en un délai qui n'excède pas de douze à quarante-huit heures. Les mouvements révolutionnaires ne sont pas si soudains que la force armée présente ne puisse y faire face en attendant le rappel des classes. »

Les propositions que nous avons l'honneur de faire à la Chambre donnent au Gouvernement de très larges satisfactions.

Elles comportent le remplacement par des ouvriers, employés ou fonctionnaires permanents, de tous les militaires occupés à des fonctions administratives ou à des travaux qui les distraient du service de l'armée.

Quel est le nombre de ces soldats?

Il résulte d'explications échangées au sein de la Commission militaire qu'il s'élève à 22 % du total des hommes en solde. Le nombre de ceux-ci étant de 40,000 hommes, il y aurait réellement au service de l'armée 8,800 hommes de plus qu'aujourd'hui.

Le déchet de 12,000 hommes se trouve compensé par là dans une grande mesure.

Il apparaît que la compensation sera totale si l'on tient compte :

- 1° De l'augmentation qui se produira dans le nombre de volontaires ;
- 2° De la diminution des congés.

Ainsi, en supposant que l'effectif actuel soit en réalité nécessaire pour le maintien de l'ordre, cet effectif sera obtenu.

On ne peut oublier d'ailleurs que ce n'est qu'exceptionnellement que l'armée intervient en cas de troubles.

Dans la plupart des cas, la police, la gendarmerie et la garde civique suffisent à cette mission.

L'augmentation de la gendarmerie est réclamée avec instance par un grand nombre de nos collègues de la Chambre. On pourrait y trouver un supplément, non négligeable, de sécurité.

Enfin le rappel des classes dans les cas extrêmes assurerait aux troupes le complément d'effectif dont elles auraient besoin.

On n'aperçoit donc pas la nécessité d'augmenter le contingent pour assurer le maintien de l'ordre en temps de paix.

Jusqu'à présent d'ailleurs, chaque fois qu'une augmentation du contingent a été réclamée, ça été pour avoir des effectifs de guerre plus considérables. C'est pour cela que le contingent a passé de 10,000 à 12,000 et à 15,300 hommes. C'est pour cela que le rappel d'un plus grand nombre de classes a été autorisé.

Et à la Commission militaire, l'augmentation du contingent a été réclamée avant même qu'il fût question d'une réduction du temps de service. Elle a été réclamée pour la défense du pays et non pour le maintien de l'ordre.

Dans les propositions de la Commission, la réduction du temps de service est une compensation consentie pour adoucir les charges résultant d'une augmentation du contingent.

L'augmentation réclamée du contingent n'est nullement la conséquence de la réduction du temps de service.

Il n'entre pas dans la mission de la Section centrale d'examiner la question des effectifs de guerre. Aucune des propositions qui lui sont soumises n'y est relative, et au surplus, comme nous l'avons fait remarquer plus haut, la Chambre est amenée chaque année à se prononcer sur le chiffre du contingent.

Il suffit à la Section d'avoir établi que la mesure dans laquelle elle réduit la durée du service n'est pas excessive, et qu'elle n'entraîne pas, comme le feraient des propositions moins modérées, l'augmentation du contingent actuel.

ART. 6.

Encouragements au volontariat.

1 Au lendemain de la Révolution, un aventurier militaire, appelé Bernier de Valanthiennes, proposa au Regent l'organisation d'un corps de volontaires.

Dans une lettre à l'aide de camp de service du Régent, il expose ainsi son idée :

« MONSIEUR,

» J'ai soumis à M. le marquis de Chasteler, à M. le Ministre de la Guerre
 » et à M. le général Mellinet, le plan de la formation d'un corps franc, dont
 » dépendrait une *compagnie infernale*, qui, sous la blouse, serait revêtue de
 » l'uniforme ennemi, afin de pouvoir pénétrer, de nuit comme de jour, dans
 » les lignes, les rangs ennemis, y porter la mort et le désordre; s'emparer
 » ou enclouer l'artillerie; escorter ou couper les convois; se charger des
 » missions; tourner les flancs de l'ennemi; en un mot, faire à l'ennemi, de
 » toutes les manières possibles, sans considérations de péril, tous les torts
 » possibles — et ce corps formé à l'instar de celui de mon ancien ami, le
 » colonel de Chambure, lors du siège de Dantzig, pourrait être de la plus
 » grande utilité pour la patrie. J'abrège pour ne pas fatiguer Monsieur le
 » Régent. »

Malgré la singularité d'un pareil projet et le peu de confiance que devait inspirer son auteur, le Régent en accueillit le principe.

Le 8 avril 1831, le *Bulletin officiel* publia un arrêté du Régent, portant organisation des bataillons volontaires.

Un bataillon de volontaires, de quatre compagnies de 140 hommes et 4 officiers chacune, était formé dans chaque province de la Belgique.

Chaque bataillon devait porter le nom de la province où il était formé, sous la dénomination de tirailleurs francs.

M. le colonel Cuvelier a fait l'histoire de ces bataillons dans un ouvrage paru en 1894 ⁽¹⁾; nous en extrayons ces renseignements.

Les résultats furent déplorables.

Le 10^e bataillon de tirailleurs du Luxembourg, commandé par le major Petithan, se signala par sa bravoure dans la journée du 7 août, à l'affaire de Kermpt. Ce fut un volontaire de ce bataillon qui planta le drapeau sur le clocher de ce village.

Le bataillon eut plus de soixante-dix hommes hors de combat, et le major Petithan faillit être tué.

Mais les *Tirailleurs francs* donnèrent, en général, l'exemple de l'indiscipline et se livrèrent à de regrettables violences.

Le général Daine, dans son rapport au Roi, s'exprime ainsi à leur sujet :

« Le décret du 8 avril, outre les larmes de tant de familles ruinées, coûtera
 » à la nation plus d'or qu'il n'en eût fallu pour organiser vingt bataillons de
 » ligne armés et équipés, tant en pertes de matériel qu'en dilapidations de
 » tout genre. »

(¹) *Histoire des bataillons des tirailleurs francs en Belgique*, par Alphonse CUVELIER, major d'infanterie. Bruxelles, Deprez, 1894.

Dès le 19 août, le nouveau ministre de la guerre, de Brouckere, licencia les *Tirailleurs francs*.

Les hommes propres au service qui voulaient s'engager dans les rangs de l'infanterie régulière, pour un terme de deux ans au moins, furent incorporés dans le 12^e régiment de ligne et dans les autres corps.

Les *Tirailleurs francs* n'avaient eu que quatre mois d'existence.

Cette expérience éphémère semble avoir fait une grande impression dans notre armée, où les partisans du volontariat sont peu nombreux.

« Cet officier général (le général Daine) », dit le colonel Cuvelier, « dans son rapport au Roi, a fait un tableau des scènes d'insubordination auxquelles les *Tirailleurs francs* se sont livrés. Il les a stigmatisés en des termes flétrissants que nous avons reproduits à regret, mais qu'il était bon de rappeler ici, ne fût-ce que pour confondre une fois de plus les partisans d'une armée composée exclusivement de volontaires. »

L'argument n'est pas décisif. La façon dont les *Tirailleurs francs* avaient été recrutés et organisés ne permettait point d'espérer d'autres résultats.

Le Gouvernement avait voulu : « 1^o éloigner les éléments dangereux qui compromettaient l'ordre dans les villes ; 2^o satisfaire l'opinion publique qui réclamait le renforcement de l'armée pour faire face aux préparatifs menaçants des Hollandais » (p. 186).

C'était donc la lie de la population que l'on avait voulu enrégimenter.

Les lieutenants, sous-lieutenants, sous-officiers et caporaux étaient élus par les volontaires !

Les volontaires furent mal nourris, mal logés, mal équipés.

Quand le Gouvernement reconnut la faute qui avait été commise par l'étrange création des *Tirailleurs francs*, au lieu d'améliorer l'organisation, il l'entrava lui-même « par tous les moyens, opposant un défavorable système d'inertie aux sollicitations et aux propositions des chefs qui avaient assumé la responsabilité de soumettre, d'instruire et de dresser les volontaires » (p. 99).

Comment tirer quelques conclusions sérieuses d'une pareille expérience ?

Il n'en est pas moins vrai qu'à chaque proposition faite au Parlement ou ailleurs, d'encourager le volontariat comme mode de recrutement de l'armée, les autorités militaires ont opposé un dédaigneux silence ou un refus catégorique d'examen.

Cohue militaire, troupes mal instruites, bandes indisciplinées, sans moralité en temps de paix, sans cohésion en temps de guerre, tels étaient, quand, par exception, on se donnait la peine de répondre quelque chose, les affirmations qui tenaient lieu d'arguments.

Les partisans du volontariat ne se sont pas découragés.

Ils ne se sont laissés rebuter ni par le dédain ni par le parti pris.

Aujourd'hui, leur victoire est complète dans l'opinion publique.

Des neuf propositions soumises à l'examen de la Section centrale, cinq sont relatives à l'organisation du volontariat ; des quatre autres, aucune ne le combat, toutes supposent son existence.

Dans les sections, ceux de nos honorables collègues qui en ont combattu le principe appartiennent à la gauche socialiste.

Ils l'ont combattu parce que, faisant disparaître le grief principal contre l'armée, il rendrait plus difficile la propagande socialiste au sein de l'armée.

Il tombe sous le sens en effet que l'homme qui est volontairement entré au service militaire ne peut se plaindre de s'y trouver.

Moins il y aura de soldats forcés et moins le service sera long, moins nos soldats seront exposés à subir les effets des excitations socialistes.

Il ne s'agit pas de désorganiser l'armée, mais de l'organiser mieux. Les volontaires doivent être recrutés avec soin, bien instruits, complètement formés, de façon à fournir non pas des soldats de rebut, mais l'élite de l'armée, un noyau permanent et résistant, facilitant l'instruction des recrues et assurant une plus grande cohésion des troupes au moment des rappels.

L'organisation des armées modernes fait qu'il n'y a plus de vieilles troupes.

A côté de défauts, ces vieilles troupes avaient cependant bien des avantages, et l'on se prend un peu partout à les regretter.

Le volontariat de carrière, en assurant à l'armée des soldats à long terme de service, lui rendra les qualités que l'absence des vieilles troupes lui a fait perdre.

L'organisation du volontariat, telle que la Section centrale le comprend, ne peut rien compromettre.

Il n'est pas question de supprimer le recrutement par la conscription. Celui-ci sera maintenu dans toute la mesure où il sera nécessaire pour assurer des contingents suffisants.

Ce que la Section centrale propose, c'est que l'on fasse enfin une épreuve loyale et sérieuse de ce que le volontariat peut donner en Belgique.

Si l'épreuve échoue, rien ne sera compromis. Si, comme nous en avons la confiance, l'expérience réussit, nous aurons amélioré l'armée et nous aurons augmenté les sympathies dont elle doit jouir dans le pays

* * *

Les propositions de la Section centrale maintiennent, comme nous l'avons dit, les *volontaires du contingent*.

Actuellement, les volontaires du contingent ne jouissent d'aucun avantage sur les miliciens : leur rémunération est la même.

La Section centrale, par cinq voix contre une et une abstention, propose de leur accorder une rémunération de 10 francs supérieure à celle du milicien.

Elle propose en outre, à la même majorité, d'admettre comme volontaires du contingent non seulement les inscrits de la classe, mais encore les inscrits de l'une des quatre classes précédentes pourvu qu'ils n'aient pas d'obligations militaires.

On ne voit pas en effet pour quelle raison les volontaires du contingent ne devraient être recrutés que parmi les inscrits de la classe.

Tel jeune homme empêché cette année de souscrire un engagement peut être à même de le faire une année suivante.

Il faut seulement que les jeunes gens admis comme volontaires du contingent ne soient pas trop âgés.

En limitant à quatre le nombre des classes au sein desquelles ils peuvent être recrutés, la Section reste dans des limites très modérées, puisque dès aujourd'hui les volontaires peuvent s'engager jusqu'à 33 ans et même jusqu'à 40 s'ils ont déjà servi.

* * *

Les principales innovations proposées par la Section centrale sont relatives surtout aux volontaires de carrière, appelés aujourd'hui volontaires purs, et à une catégorie spéciale et nouvelle de volontaires que nous désignons sous le nom de volontaires de douze mois.

Cette partie des propositions de la Section centrale s'inspire principalement de la proposition n° 60 de l'honorable M. Woeste, puis des propositions n° 83 de l'honorable M. Illoyois, n° 59 de l'honorable M. Verhaegen et n° 142 de l'honorable M. de Broqueville.

Sous le régime actuel, le nombre des volontaires de carrière est de 8,400 sur un effectif (de paix) total de 40,000 hommes en solde.

Cependant, les engagements volontaires ne sont guère encouragés.

Les volontaires n'ont pas la rémunération accordée aux miliciens.

Leur engagement est de huit années de service actif, sauf qu'ils peuvent être envoyés en congé au bout de cinq ans.

C'est parmi eux que se recrute presque exclusivement le cadre des sous-officiers. Mais la situation de ceux-ci est si peu enviable que le recrutement se fait avec peine, et que la plupart quittent l'armée dès qu'ils le peuvent, de telle sorte que le cadre des sous-officiers est composé d'éléments trop jeunes pour exercer sur la troupe l'ascendant nécessaire, et avoir l'expérience requise pour former de bons instructeurs.

Ce mal existe dans beaucoup d'armées. Il résulte à la fois de la diminution du temps de service, de l'augmentation du contingent et de l'insuffisance des avantages faits aux gradés inférieurs. Partout aussi l'on tâche d'y porter remède et l'on recourt aux mêmes moyens.

Nous trouvons, dans le *Bulletin de la Presse et de la Bibliographie militaire* (30 avril 1900), l'indication de ce qui s'est fait tout récemment en Allemagne.

« Au cours de la discussion de la loi du 25 mars 1899, le Ministre de la
» Guerre a fait ressortir que le temps de service restreint impose au personnel instructeur des fatigues excessives et qu'en outre, le recrutement
» des sous-officiers et des *Gefreite* de la réserve et de la Landwehr, capables
» de conduire de petits détachements, était devenu presque impossible. »

Les *Gefreite* n'existent pas en Belgique. Ce sont des gradés qui tiennent le milieu entre nos premiers soldats et nos caporaux.

» Dans le but d'alléger la tâche du personnel et de préparer des gradés pour les nouvelles formations à créer en temps de mobilisation (réserve et Landwehr), on a introduit dans la susdite loi un article, aux termes duquel les anciens soldats, qui consentiraient à rester une troisième année sous les drapeaux, ne feraient partie de la réserve que pendant trois ans au lieu de cinq.

» Ce moyen n'ayant pas donné les résultats voulus, une somme de 1,075,000 francs a été inscrite au Budget de 1900, à l'effet de pouvoir accorder une prime d'engagement et une haute-paie aux soldats qui consentiraient à rester une troisième année sous les drapeaux. On espère parvenir de la sorte à conserver, pendant trois ans, un nombre assez grand de soldats instruits pour alléger la tâche des instructeurs et permettre le recrutement des gradés subalternes de la réserve et de la Landwehr.

» Un ordre de cabinet a réglé comme suit l'allocation de ces hautes-paies et primes d'engagement :

» a) Les hommes des troupes à pied, de l'artillerie montée et du train, qui serviront volontairement une troisième année, recevront une prime d'engagement de fr. 62 50 et une haute-paie de fr. 3 75 par mois. Ceux de la cavalerie, qui serviront volontairement une quatrième année, ne recevront que la haute-paie de fr. 3 75. La haute-paie est allouée à partir du jour du départ en congé de la classe dont les rengagés font partie;

» b) Les hommes de toutes armes, qui s'engageront d'emblée pour quatre ans, et les volontaires de quatre ans, recevront une prime de 125 francs et, à partir de la troisième année, — ceux de la cavalerie à partir de la quatrième, — une haute-paie de fr. 3 75 par mois.

» La prime d'engagement n'est payée qu'une seule fois, à l'occasion du premier engagement. Les hommes qui auront touché la prime de fr. 62 50 ne pourront toucher celle de 125 francs.

» Ne recevront ni prime ni haute-paie, les rengagés des catégories ci-après :

» a) Les aides-musiciens et musiciens-gagistes ainsi que les trompettes au-dessus du complet (ils touchent un supplément de fr. 1 87 par mois);

» b) Les ordonnances d'officiers;

» c) Les hommes qui apprennent le métier d'armurier;

» d) Les ouvriers hors rang;

» e) Les ouvriers des sections de boulangerie militaire;

» f) Les infirmiers.

» Les rengagés pour trois ans avec prime ne peuvent être employés en dehors de leur unité (compagnie ou batterie) ni être nommés sous-officiers, à moins qu'il n'y ait pénurie d'engagés pour quatre ans. »

En Belgique, des encouragements aussi faibles seraient de nul effet.

Les mesures proposées par la Section centrale ont pour but d'encourager le service à long terme et d'améliorer la situation des sous-officiers.

Les volontaires de carrière reçoivent, lors de leur engagement, la même rémunération que les miliciens.

Ils peuvent ne s'engager que pour un terme de milice. Mais la rémunération de ceux qui à l'époque de leur envoi en congé illimité restent en activité de service, est augmentée, lorsqu'ils ont trente mois de service actif, de 15 francs. Les volontaires de carrière devenus sous-officiers reçoivent par mois 15 francs de plus que les volontaires non promus.

La répartition de ces indemnités se fera de la manière suivante :

Pour les trente premiers mois de service, la rémunération sera répartie entre la famille du volontaire et le volontaire.

Pour le service actif subséquent, l'indemnité est accordée entièrement au volontaire.

Le volontaire orphelin a droit à l'indemnité entière.

La Section centrale a été unanime à stipuler que le volontaire du contingent orphelin aura droit aussi à l'indemnité entière. Il devrait en être de même pour le milicien orphelin. L'attribution à l'orphelin de la moitié seulement de l'indemnité est manifestement contraire à l'esprit de la loi de 1896, ainsi que le prouvent les développements de cette loi et le rapport de la Section centrale.

Pour se rendre un compte exact de la situation qui serait faite dans ces conditions à nos volontaires de carrière et à nos sous-officiers, il faut ne pas perdre de vue qu'en sus de la rémunération indiquée ils continuent à jouir de leur solde.

Celle-ci s'élève approximativement et par semaine (argent touché par le soldat) aux sommes renseignées au tableau suivant :

GRADES.	Cavalerie.	Artillerie de campagne	Train.	Infanterie.	Génie.	Artillerie de forteresse.
Adjudant sous-officier	14 50	14 50	14 50	14 50	14 50	14 50
Maréchal des logis chef ou sergent-major	12 .	12 .	12 .	9 .	10 .	10 .
1 ^{er} sergent ou 1 ^{er} maréchal des logis	8 50	—	8 50	6 50	—	8 50
Sergent ou maréchal des logis . . .	7 40	7 40	7 40	5 40	7 40	6 30
Adjudant de batterie ou 1 ^{er} sergent-major	12 65	12 65	12 65	10 60	10 60	10 60
Brigadier ou caporal	5 55	5 55	5 55	2 50	3 30	3 30
Soldat de 1 ^{re} classe	1 95	1 95	1 95	1 15	1 95	1 95
Soldat de 2 ^e classe	1 75	1 90	1 90	0 75	1 10	1 10

Enfin, d'après la loi actuelle sur les pensions militaires, les soldats et sous-officiers qui ont 55 ans d'âge et au moins trente ans de service actif jouissent

d'une pension qui atteint un maximum pour quarante ans de service actif. L'importance de ces pensions est indiquée par le tableau ci-dessous :

GRADES.	PENSION DE RETRAITE POUR ANCIENNETÉ.		
	Médium de 30 ans de service effectif.	Accroissement pour chaque année de service, y compris les campagnes de guerre	Maximum à 40 ans, y compris les campagnes de guerre.
Adjudant-sous-officier; commis aux écritures du bataillon d'administration; conducteur d'artillerie de 1 ^{re} classe; maître artificier, sous-officier de gendarmerie; chef de musique comptant au moins dix années de grade	500 .	28 40	850 .
Sous-officier; infirmier-major; magasinier-dépensier; portier; cuisinier; tisancier; gâpiste; maître-armurier, tailleur, cordonnier, bottier et sellier; sergent armurier, conducteur d'artillerie de 2 ^e classe; brigadier et soldat de gendarmerie	420 .	14 .	580 .
Caporal; brigadier; brigadier du bataillon d'administration .	328 .	8 20	410 .
Soldat; claqueur tambour; trompette; infirmier et ouvrier du bataillon d'administration, maître ouvrier des pontonniers; brigadier artificier; premier ouvrier et ouvrier; maréchal ferrant; élève musicien; pupille de l'armée âgé de plus de 16 ans.	274 .	6 80	342 .

L'honorable M. de Broqueville avait proposé d'accorder aux volontaires de carrière qui auraient atteint 50 ans et qui auraient au moins trente années de service une pension « qui ne sera pas inférieure à 1 franc par jour ».

La Section centrale tout en étant d'avis que des améliorations devraient être apportées aux pensions a cru devoir réserver cette question, qui se rattache à la loi sur les pensions militaires.

D'ailleurs d'autres mesures doivent être prises en faveur des sous-officiers; la Section centrale doit se borner à les signaler. Telles sont, notamment :

1^o L'octroi, aux sous-officiers mariés, d'un logement convenable ou d'une indemnité de logement;

Les logements militaires actuels, quand il y en a de disponibles, ne se composent généralement que de deux chambres, rarement de trois et d'une cave;

Ils sont trop exigus. Les habitations construites aujourd'hui par les nombreuses sociétés de maisons ouvrières sont toutes beaucoup plus spacieuses.

2^o La création d'une caisse de pension pour les veuves et orphelins des sous-officiers morts en activité de service.

Des caisses de ce genre existent dans la plupart des administrations de l'État. Il serait équitable d'en organiser une aussi pour les veuves et les orphelins des sous-officiers.

Si ces diverses améliorations étaient réalisées on pourrait être certain que nombre de jeunes gens s'engageraient en qualité de volontaires de carrière et resteraient à l'armée par goût, assurés de pouvoir s'y créer une position

convenable, et le problème si ardu et si important du bon recrutement des sous-officiers serait résolu.

* * *

Les volontaires de douze mois étaient prévus dans les propositions de l'honorable M. Verhaegen et de l'honorable M. Hoyois.

L'honorable M. le baron de Broqueville propose un service de trois mois, plus trois rappels de trente-six jours, soit en tout six mois et demi.

Ces propositions s'inspirent du même principe : l'armée étant formée d'un noyau de volontaires de carrière complété, dans la mesure des besoins, par des appels de miliciens, il faut permettre aux jeunes gens qui, sans avoir aucune répugnance pour le service militaire, désireux même de pouvoir, dans l'éventualité d'un danger, être utile à leur pays, se trouveraient entravés dans leur carrière par un service à trop long terme, il faut leur permettre de se former pendant le temps le plus court possible.

Leur formation ne doit pas nécessairement être complète; elle ne saurait l'être pour tous en un temps aussi court.

Mais tous seront suffisamment instruits pour être versés dans l'armée formée par les volontaires de carrière et les miliciens à terme de service plus long.

Le volontariat à court terme correspond à la mission de l'armée belge.

En Belgique, les probabilités de guerre sont très faibles, presque nulles. Elles existent cependant, et si elles venaient à se réaliser, il est nécessaire que les effectifs soient suffisants pour que l'armée puisse garder la frontière et au besoin défendre le pays.

Grâce au service à court terme, la plupart des citoyens, — et ils sont heureusement nombreux — qui, dans des circonstances aussi graves, veulent contribuer à la défense de leur pays, pourront se mettre à même de le faire efficacement.

Bon nombre d'armées ont des réserves dites d'alimentation, composées de jeunes gens inscrits mais qui n'ont pas fait de service.

En cas de guerre, ils doivent pourvoir aux déchets qui se produiraient, aux pertes subies. Ils reçoivent alors une rapide et, nécessairement, fort sommaire instruction et sont dirigés sur l'armée.

Les volontaires à court terme proposés par la Section centrale rendront certainement plus de services et de meilleurs services que ces réserves d'alimentation.

Reste à déterminer la durée de leur service.

Deux objections ont été faites à la proposition de MM. de Broqueville et Van Der Linden.

La première est tirée du temps trop court de service. A cela, ces Messieurs ont répondu en citant l'opinion de plusieurs officiers supérieurs de l'armée auxquels ils avaient soumis leur projet.

L'un de ces officiers a fait observer que « l'instruction mécanique, théorique et pratique des miliciens les moins doués demande six mois, avec un travail effectif moyen de quatre heures par jour.

• • • • •

» Le *Département de la Guerre* estime lui-même que l'on peut, après cette période, distraire *entièrement* du service du rang un certain nombre d'hommes qui sont indispensables pour occuper des emplois ou pour exécuter des travaux spéciaux dans l'armée. *Ils sont considérés comme aptes à servir utilement dans le rang en cas de danger national.*

» Il est indiscutable que, si leur instruction se fait pendant la bonne saison, en été au moment où les journées sont très longues et cela dans les belles plaines du camp de Beverloo, à proximité des logements, la durée du travail pourra être portée à trois ou quatre heures le matin et autant l'après-midi, théories comprises. C'est-à-dire que la durée de l'instruction effective journalière pourra être *doublée* sans inconvénient.

» Si, de plus, il est tenu compte des qualités intellectuelles et morales ainsi que du stimulant donné par leurs intérêts sociaux aux miliciens dispensés, on peut dire qu'en *trois mois* de séjour au camp de Beverloo, pendant l'été, ces miliciens posséderont, *au moins*, le degré d'instruction que la partie moyenne des autres recrues de leur contingent aura acquis en six mois. Beaucoup d'officiers d'une grande expérience pratique et de beaucoup de jugement pensent de même. »

La seconde objection a été ainsi formulée :

Un terme de service aussi court est séduisant. Si le nombre de volontaires à court terme est considérable, on aura grand-peine à recruter encore un nombre suffisant de volontaires et de miliciens à long terme. Et comme il faudra bien assurer un minimum d'effectif pour le temps de paix, c'est au service général que l'on ira directement.

Mais du moment où tout le monde devra servir, tout le monde préférera ne servir que six mois et demi, et l'on aura ainsi indirectement réalisé la nation armée.

Il a été répondu que le remède naturel à cet inconvénient, remède d'application facile, était la fixation de l'effectif minimum nécessaire pour le temps de paix, et que rien ne pouvait empêcher d'obtenir cet effectif par les volontaires de carrière d'abord, par l'appel de miliciens à long terme ensuite.

Dès lors, la faculté de se libérer du service militaire en six mois et demi serait réservée à ceux qui, s'étant fait inscrire pour le service réduit, ne seraient pas appelés au service à long terme. Mais on peut se demander si le nombre des volontaires sera bien aussi considérable et si l'hypothèse envisagée a quelque chance de se réaliser.

Au surplus, les inconvénients de la nation armée sont :

1° De ne fournir que des troupes mal formées par suite de l'extrême réduction du temps de service ;

2° D'imposer le service à tous les citoyens.

Le premier ne peut se produire du moment où un minimum de militaires à long terme est maintenu.

Et le second ne se produira pas davantage du moment où le service est *volontaire*.

La Section centrale a préféré cependant ne pas abaisser à moins de douze mois la durée du service. Ces douze mois seraient répartis : neuf mois pendant la première année et un mois pendant chacune des trois années suivantes.

L'avant-projet de réorganisation de l'armée dû au général Brassine, Ministre de la Guerre, prévoyait un contingent de réserve dans lequel la durée du service était réduite à six mois (trois mois la première année, deux mois la deuxième année et un mois la troisième année).

Il prévoyait aussi l'admission de volontaires d'un an.

Les propositions de la Section centrale restent donc au-dessous de ce que le Département de la Guerre était disposé à admettre. Leur modération ne peut qu'assurer leur succès.

* * *

Actuellement, les volontaires sont admis à l'armée à partir de l'âge de 16 ans, mais ils font au moins cinq années de service actif.

Les propositions soumises à la Section centrale prévoient que le service de douze mois pourra également être accompli à partir de 16 ans.

Un membre a émis des doutes sur le point de savoir si, à 16 ans, le développement physique des jeunes gens est suffisant pour leur permettre de supporter sans danger les fatigues qui résulteront d'une formation militaire intense.

La Section, partageant ces doutes, a relevé à 18 ans l'âge à partir duquel on pourra faire le service de douze mois.

Elle a été amenée à ne pas le relever davantage par la considération suivante :

Pour les jeunes gens qui font des études supérieures, l'époque la plus favorable au service de douze mois sera le moment où ils quittent les établissements d'enseignement moyen et où ils entrent à l'université. Ils feront leur service entre le collège et l'université, ou bien la première année de leurs études universitaires.

Les plus studieux, les plus intelligents pourront faire simultanément leur service militaire et leur première année d'étude et subir leur examen universitaire de fin d'année.

Les autres remettront cet examen à l'année suivante.

Mais en tout cas, il semble que ce soit de cette façon que les études seront le moins entravées.

Or, un grand nombre de jeunes gens entrent à l'université à 18 ans.

* * *

Les volontaires de douze mois auront toute facilité pour que leurs études ou leur formation professionnelle soit entravée le moins possible.

C'est pourquoi ils auront le choix de leur ville de garnison, sauf pour les périodes de camp ou de manœuvres.

Ils pourront loger hors de la caserne moyennant l'autorisation, toujours révocable, de leur chef de corps.

Ceux qui logeront hors de la caserne devront évidemment se nourrir et se loger à leurs frais.

Cela permettra à nombre de jeunes gens de continuer à rester dans leur famille.

Enfin les rappels d'un mois ne pourront coïncider avec la période des examens.

Ces avantages nombreux seront compensés par l'absence de solde et de rémunération, et l'obligation pour les volontaires de s'équiper à leurs frais.

A la fin de leur service actif, ces volontaires pourront se présenter à l'examen de sous-officier ou d'officier de réserve.

Cependant, le fait d'avoir subi l'examen avec succès ne leur donnera pas le droit d'exercer ces fonctions.

On a fait remarquer avec raison, au sein de la Section centrale, que le nombre de sous-officiers ou d'officiers de réserve pourrait être excessif.

Ils n'auront donc que la préférence pour une nomination au grade de sous-officier ou d'officier en cas de l'appel de la réserve au service actif, les plus anciens ayant la priorité.

* * *

Les volontaires de toute catégorie seront admis à contracter mariage dans les mêmes conditions que les miliciens. Pour ceux d'entr'eux qui se réengagent, c'est le premier engagement qui réglera l'exercice de cette faculté.

« Actuellement, dit l'honorable M. Woeste, aux termes de l'article 1^{er} de la » loi du 16 août 1887, les volontaires ne peuvent se marier que quand ils » sont envoyés en congé illimité, et comme leur envoi en congé illimité » dépend de l'arbitraire du Ministre de la Guerre, leur droit de se marier » peut être suspendu au delà du terme du célibat imposé aux miliciens. » Désormais, il n'en sera plus ainsi. »

On n'aperçoit pas la raison pour laquelle un volontaire devrait sous ce rapport être traité autrement qu'un milicien.

L'interdiction du mariage doit être limitée à ce qui est indispensable, aussi bien en ce qui concerne sa durée que le nombre des militaires auxquels elle s'applique

* * *

C'est également en vue d'augmenter le nombre des volontaires que, conformément à la proposition de l'honorable M. Woeste et à celle de l'honorable M. de Broqueville, la section propose l'affichage annuel, aux frais de l'État, dans toutes les communes, des dispositions de la loi relatives aux volontaires ainsi que des prescriptions principales des arrêtés qui seront pris en exécution de la loi.

Elle propose en outre de distribuer chaque année aux inscrits de la classe un exemplaire de ces dispositions.

L'expérience prouve que les meilleures lois restent souvent sans effet, et cela pendant de longues années, faute d'être connues des intéressés.

ART. 7.

Préférence pour l'admission aux fonctions publiques.

Le désir de reconnaître les services rendus par les volontaires, et par là d'encourager les engagements volontaires, a amené divers auteurs de propositions à accorder aux volontaires un droit de préférence pour l'admission à certaines fonctions.

La proposition de l'honorable M. Verhaegen (n° 59) est la plus complète en ce sens Elle stipule que :

« La préférence, pour l'admission à un emploi salarié de l'État, de la » province ou de la commune, est accordé, à titres égaux, aux anciens volon- » taires, miliciens et remplaçants envoyés en congé illimité et aux citoyens » qui, s'étant offerts à contracter un engagement volontaire, n'y ont pas été » admis.

» L'octroi de subsides ou de participation pécunière sur les fonds de l'État, » de la province ou de la commune aux établissements publics, tels que » bureaux de bienfaisance et des hospices, wateringues et polders, fabriques » d'église, société nationale des chemins de fer vicinaux, etc., est subordonné » à la production préalable, par ces derniers, de la preuve que tous les » emplois salariés conférés par eux depuis la promulgation de la présente » loi l'ont été de la manière prescrite à l'État, aux provinces et aux com- » munes. »

Une longue discussion s'est engagée sur ce point au sein de la Section centrale.

Diverses objections ont été faites.

La première vise la difficulté d'application. Ou bien, a-t-on dit, les communes, etc., seront libres de régler comme elles le voudront le recrutement de leurs agents, et alors la mesure pourra n'être qu'une déclaration platonique en faveur des anciens militaires.

Ou bien, l'autorité supérieure interviendra, et alors l'autonomie des administrations dans la question si importante du choix de leurs agents sera complètement vinculée.

D'autre part, il est certaines fonctions pour lesquelles les candidats sont peu nombreux. Trouvera-t-on parmi les anciens volontaires qui se présentent des candidats possédant les qualités essentielles nécessaires pour occuper ces fonctions?

Comment réglera-t-on ce droit de préférence, c'est-à-dire en quoi consistera la préférence? Il ne peut s'agir d'un droit absolu de priorité, il faut évidemment que le candidat soit apte aux fonctions.

Or, supposons que l'admission à ces fonctions soit subordonnée à un examen. Le volontaire devra-t-il avoir obtenu le même nombre de points que le candidat qui n'a pas été volontaire? Dans ce cas, le droit de préférence sera de peu d'effet.

Si sa qualité est un titre d'une portée plus effective, comment le traduira-t-on dans la pratique?

Enfin, la constitutionnalité de la proposition a été mise en doute. Tous les

Belges, dit la Constitution. sont également admissibles aux emplois. Or tous les Belges ne peuvent passer par l'armée. On établit donc une différence entre les citoyens, contraire à l'esprit comme au texte de notre pacte fondamental.

A cette dernière objection, il a été répondu que tout le monde peut se présenter pour contracter un engagement militaire, et que dans l'esprit des auteurs des propositions les candidats qui n'auraient pas été admis à contracter un pareil engagement devraient évidemment être mis sur le même pied que les anciens volontaires eux-mêmes.

Il est entendu que la non-admission ne devrait pas être basée sur une des causes d'indignité prévue à l'article 34 de la loi sur la milice.

En ce qui concerne la réglementation de la préférence, sans méconnaître qu'elle peut donner lieu à quelques difficultés d'application, la Section a été d'avis que ces difficultés ne sont pas insurmontables. Aujourd'hui déjà, cette préférence existe pour un certain nombre de fonctions, telles que celles de garde forestier, garde-pêche, etc.

Les préférences existent très nombreuses aux chemins de fer pour les fils d'agents en service dans cette administration.

Il ne manque donc pas d'exemples dont on pourra s'inspirer. Chaque administration en cause fixera la règle selon ses exigences particulières.

Il y a cependant une circonstance dont il serait tenu compte d'une manière générale. Elle est relative aux conditions d'âge. Une limite d'âge existe pour l'admission à presque toutes les fonctions.

Il devrait être entendu que les miliciens volontaires pourront dépasser cette limite de toute la durée du service actif fourni à l'armée.

Sans cette stipulation, le volontaire, loin de jouir d'une préférence, serait sur un pied d'infériorité, vis-à-vis des candidats qui n'auraient pas été à l'armée.

Mais la Section centrale a été d'avis qu'il convenait de limiter la préférence aux emplois de l'État. La proposition (n° 85) de l'honorable M. Hoyois est conçue dans ce sens, avec cette restriction qu'elle énumère limitativement les administrations pour lesquelles le droit de préférence existerait.

La Section centrale ne s'est pas ralliée à cette limitation. Elle a, par cinq voix contre deux, décidé d'admettre la préférence pour tous les emplois de l'État.

Elle n'a pas voté sur la proposition plus étendue de l'honorable M. Verhaegen, celui-ci s'étant rallié à la proposition admise par la section.

Cependant, il n'a pas paru équitable à la Section centrale d'exclure de toute préférence les anciens militaires non volontaires.

Elle a donc, par quatre voix contre trois, admis que l'exercice du droit de préférence se ferait dans l'ordre suivant :

- 1° Les anciens volontaires;
- 2° Les anciens miliciens;
- 3° Les candidats qui, s'étant offerts à contracter un engagement volontaire, n'ont pas été admis au service pour une cause autre que celles prévues à l'article 34 de la loi sur la milice.

A mérite égal, la préférence sera accordée à celui qui aura fourni le service actif le plus long dans l'armée.

ART. 8.

*Remplacement par des agents permanents des soldats distraits
du service militaire proprement dit.*

Des critiques très vives ont été produites depuis longtemps contre ce fait que, parmi les jeunes gens appelés au service militaire, un grand nombre exercent en réalité de tout autres fonctions. Ces critiques sont fondées et il importe d'y faire droit.

Il résulte de renseignements communiqués à la Section centrale que plus de 10 % de l'effectif de guerre ne figurent pas dans le rang sur le champ de bataille.

Ainsi donc, tandis que de nombreux officiers supérieurs se plaignent de l'insuffisance des effectifs de guerre, il y a un dixième de ces effectifs qui ne paraîtrait pas sur le champ de bataille en cas de guerre.

Quant aux effectifs de paix, le tableau suivant donne la répartition des troupes distraites (en temps de paix) du service actif pour assurer les services techniques et administratifs.

**TROUPES DISTRAITES EN TEMPS DE PAIX DU SERVICE ACTIF POUR ASSURER
LES SERVICES TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS.**

Bataillon d'administration.

	Hommes.
a. Services généraux et service judiciaire	57
b. Boulangeries	204
c. Boucheries	131
d. Fourrages	259
e. Service sanitaire	508

Services administratifs et techniques des corps.

	Infanterie	Cavalerie	Artillerie	Train	Génie.	TOTAUX.
Secrétaires	19	8	9	1	1	38
Gardes-magasinières	19	8	9	1	1	38
Musiciens	456	"	"	"	"	456
Maîtres ouvriers	253	52	31	4	5	323
Sous-officiers comptables	670	96	228	16	40	1,030
Maréchaux-ferrants et ouvriers de batterie	"	88	425	22	"	535
Services techniques (établissements).	"	"	128	"	"	128
Artificiers	"	"	9	"	"	9
Compagnies spéciales, ouvriers	"	"	174	"	115	289
— armuriers	"	"	150	"	"	150
— artificiers	"	"	102	"	115	217

TOTAL. 3,213

REPORT. . . . 4,132

*Personnel des troupes actives employées aux services
techniques et administratifs.*

Soldats d'infanterie, d'artillerie, etc., employés dans les établissements	{	de l'intendance	180
		de l'artillerie	430
		du génie.	50
Sous-officiers, caporaux ou soldats	{	secrétaires-archivistes .	430
		plantons.	220
		ordonnances d'officiers montés	1,190
		ordonnances d'officiers non montés.	2,220
Soldats ouvriers (tailleurs, cordonniers, etc.) du corps .		480	
Soldats employés aux services accessoires (presses autographiques, buanderies, cuisines, etc.). . . . (moyenne).		1,020	
Troupes employées au ministère		170	
Troupes employées dans les écoles . . (pour mémoire)			
TOTAL.		6,410	
TOTAL GÉNÉRAL sur l'effectif (de paix) de 44,902 hommes. . . .		40,562	

En supprimant les emplois inutiles, en remplaçant par des ouvriers et employés permanents les hommes que l'on demande aujourd'hui au contingent de milice, on accroîtrait considérablement les effectifs militaires proprement dits.

Quand un contingent de 13,300 hommes est incorporé, plus de 3,000 hommes peuvent se dire qu'ils vont à l'armée pour tout autre chose que pour être soldats. Ils en auront bien l'uniforme et le nom, mais ils n'en exerceront pas les fonctions.

Nous ne sommes pas seuls à souffrir de ce mal. Il sévit dans d'autres armées, et l'on se préoccupe d'y porter remède.

En France, lors de la discussion du budget pour 1900, le rapporteur M. Pelletan et divers députés ont produit les arguments et les chiffres exposés depuis plusieurs années au Parlement et dans la presse.

« Les compagnies, escadrons et batteries voient leurs effectifs disponibles réduits considérablement par les cuisiniers, tailleurs, cordonniers, perruquiers, etc.

» Les presses régimentaires se sont également développées : il en est qui emploient 1 officier, 2 sous-officiers et 7 ou 8 soldats. Les compagnies ont à peine 50 à 60 hommes disponibles pour les exercices sur 125 inscrits au contrôle; les escadrons 43 ou 46 (non compris 46 recrues) sur 131 sous-officiers et soldats; les batteries 55 sur 103. Quant aux quatrièmes bataillons, leurs compagnies, a dit un député, sont réduites à l'état de squelette. »
(*Bulletin de la Presse et de la Bibliographie militaires.*)

Chez nos voisins des Pays-Bas, un arrêté royal paru l'année dernière autorise les chefs de corps à utiliser des hommes de peine civils pour les corvées dans les casernes et leurs dépendances.

Des mesures ont été prises en vue de réduire le plus possible le nombre des militaires employés et distraits des exercices et d'obtenir de meilleurs résultats du service réduit à huit mois.

En Allemagne aussi, des plaintes se sont produites. Cependant, dans ce pays, les services administratifs sont presque exclusivement confiés à des fonctionnaires civils, d'où résultent deux avantages principaux :

1° Les officiers de troupe peuvent se livrer entièrement à l'instruction et à l'éducation militaire des hommes ;

2° La direction administrative peut être concentrée et la gestion des services simplifiée.

Le Département de l'administration de l'armée comprend la *section des caisses* (Kassenabtheilung); la *section des subsistances* (Verpflegungsabtheilung); la *section de l'habillement* (Bekleidungsabtheilung); la *section du logement* (Unterkunftsabtheilung); la *section du bâtiment* (Bauabtheilung).

Le personnel des services administratifs comprend des fonctionnaires et des employés, avec une hiérarchie totalement distincte de la hiérarchie militaire.

* .

Remplacer les pseudo-militaires par des agents permanents, voilà une mesure qui s'impose dans l'intérêt des services administratifs aussi bien que dans l'intérêt de l'armée.

Les services administratifs en employant des ouvriers, employés et fonctionnaires permanents auront, en effet, un personnel moindre, plus stable et, par le fait, plus expérimenté.

L'armée se trouvera renforcée de tous les éléments actuellement distraits de son service.

La Section centrale est d'ailleurs d'avis qu'il faut réduire le plus possible les services administratifs et recourir autant qu'il se peut à l'industrie privée sans compromettre les services eux-mêmes.

La substitution d'ouvriers, employés et fonctionnaires permanents aux militaires actuellement en service se ferait au fur et à mesure des vacances produites par le départ des titulaires actuels.

Ce personnel serait recruté de préférence parmi les anciens volontaires et militaires. Ils seraient traités comme les ouvriers, employés et fonctionnaires des autres administrations de l'État quant aux salaires, traitements et pensions.

Quoique ces ouvriers et employés ne soient pas appelés à figurer dans le rang sur le champ de bataille, certains d'entre eux pourront, dans des circonstances données, être engagés dans le combat.

La Section centrale a désiré savoir quel est leur nombre.

Voici la réponse du Département de la Guerre.

QUESTION.

Un nombre relativement considérable de militaires (10 %, en chiffre rond de l'effectif de guerre) ne sont pas appelés à « figurer dans le rang sur le champ de bataille ».

Parmi ces militaires, n'en est-il pas cependant qui peuvent être éventuellement engagés dans le combat, tandis que d'autres ne sauraient l'être à raison même de leurs fonctions?

Quel est, le cas échéant, l'effectif de chacune de ces deux catégories?

RÉPONSE.

Parmi les 13,583 militaires de grade inférieur à celui d'officier qui ne sont pas appelés à figurer dans le rang sur le champ de bataille, 10,701 peuvent être éventuellement engagés dans le combat, et 2,884 ne sauraient l'être en raison de leurs fonctions.

Cette question a son importance. Il faut, en effet, que les hommes prenant part au combat soient comptés comme troupes régulières.

Le Section centrale pense que le meilleur moyen d'éviter toute difficulté est de considérer ces ouvriers, fonctionnaires et employés permanents comme des militaires.

La qualité de militaire leur serait acquise par le fait de leur acceptation au service et de la lecture qui leur est donnée des lois militaires.

Exception pourrait être faite pour les 2,884 hommes qui ne peuvent en aucun cas, à raison même de leurs fonctions, être appelés à prendre part au combat. Mais comme on n'aperçoit pas les avantages qui en résulteraient, la Section pense que mieux vaut n'avoir qu'un seul et même régime pour ces ouvriers et employés.

La Chambre remarquera que tout en proposant de remplacer les miliciens par des agents permanents, la Section centrale a maintenu à l'article 83 de la loi sur la milice (art. 5 du projet de la Section centrale) une rédaction qui prévoit l'incorporation d'un certain nombre d'hommes dans le bataillon d'administration, le train, etc.

Il doit en être ainsi pour ceux de ces services pour lesquels l'armée sur pied de guerre exige un nombre d'hommes plus considérable que sur le pied de paix. Il faut donc rendre possible la formation d'un nombre d'hommes supplémentaires qui, avec les agents permanents, pourront fournir les effectifs nécessaires pour le cas de guerre.

Vote sur l'ensemble des conclusions de la Section centrale.

Telles sont, Messieurs, les propositions que votre Section centrale a l'honneur de vous soumettre.

Elle espère que la Chambre voudra bien s'y rallier. Elles auront pour effet d'augmenter la sympathie que mérite l'armée :

Dans le Parlement, en faisant disparaître toute équivoque sur le programme à réaliser en matière militaire;

Dans le pays, en donnant à l'armée une organisation plus conforme à nos traditions nationales et à notre caractère historique.

Elles mettront fin à une période trop longue de défiance et d'hésitation. En élevant l'armée dans l'estime des citoyens, elles rendront plus intimes les liens qui doivent unir la nation à l'institution chargée de lui assurer, avec l'indépendance, l'ordre et la paix.

L'ensemble des propositions de la Section centrale a été voté à l'unanimité des six membres présents.

Le Rapporteur,
G. HELLEPUTTE.

Le Président,
W. HEYNEN.

PROPOSITIONS DE LA SECTION CENTRALE.

ARTICLE PREMIER.

L'article 1^{er} de la loi sur la milice est modifié comme suit :

ART. 1^{er}. — Le recrutement de l'armée a lieu par des engagements volontaires. Des appels annuels suppléent, s'il y a lieu, à l'insuffisance du nombre de ces engagements.

ART. 2.

L'article 5 § 1^{er} de la loi sur la milice est modifié comme suit :

ART. 5. — Le contingent est réparti par le Roi entre les provinces et par le Gouverneur de la province entre les cantons de milice composés soit d'une, soit de plusieurs communes voisines appartenant à un même arrondissement administratif. Les volontaires en service astreints par leur âge à l'inscription de la milice, sont comptés numériquement dans le contingent de leur canton.

Sont également comptés numériquement dans le contingent à fournir par le canton, les volontaires du contingent visés par l'article 6 littera B.

Si dans un canton de milice le nombre de volontaires à déduire du contingent égale ou dépasse le contingent à fournir par le canton, le tirage au sort est supprimé.

L'excédent éventuel viendra en déduction du contingent à fournir par les cantons limitrophes.

Ceux-ci seront rangés suivant l'ordre

EERSTE ARTIKEL.

Het eerste artikel van de militiewet wordt gewijzigd als volgt :

EERSTE ARTIKEL. — De werving van het leger geschiedt door middel van vrijwillige dienstverbintenissen. *Jaarlijksche oproepingen*, vullen, zoo daartoe reden bestaat, het ontoereikend getal van deze vrijwillige dienstverbintenissen aan.

ART. 2.

Artikel 5, § 1, van de militiewet wordt gewijzigd als volgt :

ART. 5. — Het contingent wordt verdeeld door den Koning onder de provinciën en door den Gouverneur der provincie onder de militiekantons, samengesteld hetzij uit ééne, hetzij uit verscheidene naburige gemeenten, die tot een zelfde bestuursarrondissement behooren. Vrijwilligers in dienst, door hunnen ouderdom tot de inschrijving voor de militie verplicht, worden opgenomen in het getal van 't contingent van hun kanton.

De vrijwilligers van het contingent, die zijn bedoeld in artikel 6, littera B, worden eveneens opgenomen in het getal van 't contingent, dat het kanton leveren moet.

Is, in een militiekanton, het van het contingent af te rekenen getal vrijwilligers even groot als het contingent dat het kanton leveren moet of is het hooger, dan wordt de loting afgeschaft.

Het mogelijke teveel zal van het contingent, dat de aangrenzende kantons leveren moeten, worden afgerekend.

Deze kantons worden gerangschikt naar

croissant du nombre de volontaires qui manquent pour parfaire le contingent.

L'excédent sera attribué dans cet ordre aux divers cantons.

ART. 3.

L'article 16 de la loi sur la milice est complété comme suit :

Les volontaires contribuant à la formation du contingent ne prennent point part au tirage au sort.

Celui-ci a lieu parmi tous les autres inscrits de la classe pour le total du contingent à fournir par le canton.

La déduction des volontaires se fait par priorité en faveur des inscrits qui, appelés au service, appartiennent à des familles qui ne sont pas dans l'aisance et auront réclamé avant le tirage le bénéfice de la présente disposition.

Les formalités à remplir par ces inscrits et l'ordre dans lequel ils seront exemptés seront déterminés par arrêté royal.

ART. 4.

L'article 64^{ter} de la loi sur la milice est modifié comme suit :

ART. 64^{ter}. — Le prix du remplacement est fixé chaque année par arrêté royal, trois mois avant le tirage.

Il ne peut dépasser 1000 francs.

ART. 5.

L'article 85 de la loi sur la milice est modifié comme suit :

ART. 85. — Les miliciens, les volontaires avec prime, les remplaçants et les substituants sont envoyés en congé illimité lorsqu'ils ont passé au service actif à partir du jour de l'appel sous les armes de leur contingent le temps ci-après déterminé :

Quinze mois, dans le cours des deux pre-

de orde van toeneming van het getal vrijwilligers die ontbreken om het contingent voltallig te maken.

Het teveel wordt naar deze orde aan de verschillende kantons toegekend.

ART. 3.

Artikel 16 van de militiewet wordt aangevuld als volgt :

Vrijwilligers, bijdragende tot de vorming van het contingent, nemen geen deel aan de loting.

Tot deze wordt overgegaan onder al de andere ingeschrevenen der klas voor het geheele bedrag van het door 't kanton te leveren contingent.

De afrekking van de vrijwilligers geschiedt bij voorrang ten bate van de ingeschrevenen die, dienstplichtig zijnde, behooren tot niet bemiddelde familiën en, vóór de loting, aanvragen om het voorrecht van deze bepaling te genieten.

De formaliteiten, door deze ingeschrevenen in acht te nemen, evenals de orde naar welke zij worden vrijgesteld, worden bij koninklijk besluit bepaald.

ART. 4.

Artikel 64^{ter} van de militiewet wordt gewijzigd als volgt :

ART. 64^{ter}. — De prijs der plaatsvervangning wordt elk jaar, drie maanden vóór de loting, bij koninklijk besluit vastgesteld.

Hij mag geen 1,000 frank overtreffen.

ART. 5.

Artikel 85 van de militiewet wordt gewijzigd als volgt :

De miliciens, vrijwilligers met premie, plaatsvervangers en nummervervisselaars worden met onbepaald verlof naar huis gezonden, wanneer zij, te rekenen van den dag waarop hun contingent onder de wapens werd geroepen, werkelijken dienst deden gedurende den hierna bepaalden tijd :

Vijftien maanden, in den loop van de twee

nières années s'ils appartiennent à l'infanterie de ligne, aux chasseurs à pied, aux carabiniers, aux grenadiers ou au train.

Vingt-quatre mois, pendant les trois premières années, s'ils appartiennent à l'artillerie de siège ou au génie, aux pontonniers, aux artificiers ou au bataillon d'administration.

Trente mois, pendant les quatre premières années, s'ils appartiennent aux batteries à cheval, aux batteries montées ou aux escadrons de la cavalerie.

Les miliciens, les volontaires avec prime, les remplaçants et les substituants dont le service actif est de quinze mois peuvent être rappelés en outre, pour un mois au plus, pendant trois années.

Ils ont droit à six semaines de congé au cours de leurs quinze mois de service.

Les miliciens, les volontaires avec prime, les remplaçants et les substituants dont le service actif est de vingt-quatre ou de trente mois auront droit à douze semaines de congé

ART. 6.

Les deux premiers paragraphes de l'article 100 de la loi sur la milice sont modifiés comme suit :

Les engagements volontaires se font dans les conditions suivantes :

A. — *Volontaires de carrière.*

Des engagements peuvent être contractés pour une durée d'au moins un terme de milice par tout Belge âgé de 16 ans au moins et de 35 ans au plus s'il n'a pas encore servi, de 40 ans au plus s'il a déjà servi.

Ces volontaires sont assimilés aux miliciens au point de vue du service actif des rappels et des congés.

A l'expiration du terme pour lequel ils se sont engagés, ils peuvent s'engager pour

première jare, zoo zij behooren tot de infanterie, de jagers te voet, de karabiniers, de grenadiers of den trein ;

Vier en twintig maanden, gedurende de drie eerste jaren, zoo zij behooren tot de vestingartillerie of de genie, de pontonniers, de vuurmakers of het bataljon van administratie ;

Dertig maanden, gedurende de vier eerste jaren, zoo zij behooren tot de rijdende batterijen, de bereden batterijen of de eskadrons der ruitery.

Miliciens, vrijwilligers met premie, plaatsvervangers en nummervervisselaars, wier werkelijke dienst vijftien maanden belooft, kunnen daarenboven, gedurende drie jaar, voor ten hoogste ééne maand opnieuw onder de wapens worden geroepen.

Zij hebben recht op een verlof van zes weken gedurende hunne vijftien maanden dienst.

Miliciens, vrijwilligers met premie, plaatsvervangers en nummervervisselaars wier werkelijke dienst vier en twintig of dertig maanden belooft, hebben recht op twaalf weken verlof.

ART. 6.

De twee eerste paragrafen van artikel 100 der militiewet worden gewijzigd als volgt :

De vrijwillige dienstverbintenissen worden aangegaan onder de volgende voorwaarden :

A. — *Vrijwilligers van beroep.*

Dienstverbintenissen kunnen worden aangegaan, voor een duur van ten minste één militietermijn, door elken Belg die den leeftijd heeft bereikt van ten minste 16 jaar en van ten hoogste 35 jaar zoo hij nog niet diende, van ten hoogste 40 jaar, zoo hij reeds diende.

Deze vrijwilligers worden met de miliciens gelijkgesteld, wat betreft den werkelijken dienst en het verleen van verlof.

Na afloop van den termijn voor welken zij eene dienstverbintenis aangingen, mogen

un nouveau terme, qui doit être de deux ans au moins.

A l'époque de leur envoi en congé illimité, les volontaires peuvent rester en activité de service.

La rémunération des volontaires de carrière est réglée comme suit :

Pendant les trente premiers mois de service actif, ils reçoivent une rémunération égale à celle des miliciens; pour les mois suivants, leur rémunération est augmentée de 15 francs par mois.

Les volontaires promus au grade de sous-officier reçoivent en plus 15 francs par mois.

La rémunération est répartie conformément à l'article 4 de la loi du 30 juin 1896 pendant les trente premiers mois de service actif.

Pour le service actif subséquent, l'indemnité est accordée entièrement au volontaire.

Le volontaire orphelin a droit à l'indemnité entière.

Les miliciens, les volontaires du contingent, les volontaires de douze mois, les volontaires avec prime, les remplaçants et les substituants peuvent, à l'expiration de leur service actif, rester en activité de service dans les conditions stipulées ci-dessus; ils sont dès lors assimilés aux volontaires de carrière. Il leur est tenu compte, dans ce cas du service actif déjà effectué.

B. — *Volontaires du contingent.*

Les jeunes gens en âge de milice peuvent, avant la date du tirage au sort, s'engager pour un terme de milice. La même faculté est accordée aux jeunes gens des quatre classes précédentes qui n'ont pas été désignés par le sort ou qui se sont fait remplacer ou substituer. Ces volontaires sont assimilés aux miliciens au point de vue du service actif, des rappels, des congés et de l'envoi en congé illimité.

zij eene verbintenis aangaan voor eenen nieuwen termijn, die ten minste twee jaar moet bedragen.

Vrijwilligers kunnen, wanneer zij met onbepaald verlof naar huis worden gezonden, in werkelijken dienst blijven.

De bezoldiging van de vrijwilligers van beroep wordt bepaald als volgt :

Gedurende de dertig eerste maanden van werkelijken dienst, ontvangen zij dezelfde bezoldiging als de miliciens; voor de volgende maanden wordt hunne bezoldiging verhoogd met 15 frank per maand.

Vrijwilligers, die den graad van onder-officier bekomen, verkrijgen daarenboven 15 frank per maand.

De bezoldiging wordt verdeeld overeenkomstig artikel 4 der wet van 30 Juni 1896 gedurende de dertig eerste maanden werkelijken dienst.

Voor den werkelijken dienst die daarop volgt, wordt den vrijwilliger het geheele bedrag der bezoldiging toegekend.

De vrijwilliger, die wees is, heeft recht op het geheele bedrag der bezoldiging.

Miliciens, vrijwilligers van het contingent, vrijwilligers voor twaalf maanden, vrijwilligers met premie, plaatsvervangers en nummervwisselaars mogen, na afloop van hunnen werkelijken dienst, onder de bovenvermelde voorwaarden in werkelijken dienst blijven; van dat oogenblik af, zijn zij gelijkgesteld met de vrijwilligers van beroep. In dit geval, komt de reeds afgedane werkelijke dienst voor hen in aanmerking.

B. — *Vrijwilligers van het contingent.*

Jongelingen, die den leeftijd voor de militie hebben bereikt, mogen, vóór den dag der loting, eene dienstverbintenis aangaan voor een militietermijn. Hetzelfde recht wordt toegekend aan de jongelingen van de vier vorige klassen die door de loting niet werden aangewezen of zich deden vervangen of van nummer verwisselden. Deze vrijwilligers worden, in 't opzicht van werkelijken dienst, van terugroepingen, van verlofdagen en van onbepaald verlof, gelijkgesteld met de miliciens.

Leur rémunération est supérieure de 10 francs à celle des miliciens.

Elle est répartie conformément à l'article 4 de la loi du 30 juin 1896.

Le volontaire orphelin a droit à l'indemnité entière.

C. — Volontaires de douze mois.

Les jeunes gens âgés de 18 ans au moins peuvent, jusqu'à l'âge du tirage au sort, s'engager pour douze mois de service actif, à répartir neuf mois pendant la première année, un mois pendant chacune des trois années suivantes.

Ils sont libérés par là de tout autre service militaire, sauf les rappels avec leur classe en temps de trouble ou de guerre.

Ils ne reçoivent pas de rémunération ni de solde.

A la demande de leurs parents ou tuteurs, ils peuvent, moyennant l'autorisation de leur chef de corps, loger hors de la caserne, à condition de se nourrir et de se loger à leurs frais.

Ils doivent s'équiper à leurs frais. Les armes leur sont fournies.

Ils peuvent choisir leur ville de garnison, sauf pour les périodes de camp ou de manœuvres.

Toute facilité, compatible avec leur apprentissage militaire, leur sera donnée pour leurs études scientifiques ou leur formation professionnelle.

Les rappels d'un mois ne peuvent coïncider avec la période des examens.

Au bout de leurs douze mois de service actif, ils sont autorisés à se présenter à un examen pour le grade de sous-officier ou d'officier de réserve. Ils peuvent obtenir ainsi un droit de préférence par ancienneté pour l'exercice de ces fonctions.

Hunne bezoldiging bedraagt 10 frank meer dan die der miliciens.

Zij wordt verdeeld overeenkomstig artikel 4 der wet van 30 Juni 1896.

De vrijwilliger, die wees is, heeft recht op het geheele bedrag der bezoldiging.

C. — Vrijwilligers voor twaalf maanden.

Jongelingen, die ten minste 18 jaar oud zijn, mogen, tot den ouderdom waarop zij moeten loten, eene dienstverbintenis aangaan voor twaalf maanden werkelijken dienst, aldus te verdeelen : negen maanden gedurende het eerste jaar, ééne maand gedurende elk van de drie volgende jaren.

Daardoor zijn zij van elken anderen militairen dienst vrijgesteld, behoudens de terugroepingen met hunne klas in tijden van onlusten of oorlog.

Zij ontvangen noch bezoldiging noch soldij.

Op aanvraag van hunne ouders of voogden mogen zij, met machtiging van hunnen korpsoverste, buiten de kazerne gehuisvest zijn, mits zij zich op hunne kosten voeden en huisvesten.

Zij moeten zich op eigen kosten uitrusten. De wapens worden hun geleverd.

Zij mogen hunne garnizoensstad uitkiezen, behalve wanneer zij de oefeningen van het kamp of manœuvres moeten bijwonen.

Voor zoover dit met hunne militaire opleiding overeenstemt, wordt hun genoegzame tijd verleend voor hunne wetenschappelijke studiën of de opleiding in hun beroep.

De terugroepingen voor ééne maand mogen niet geschieden binnen den tijd waarop er tot de examens wordt overgegaan.

Na afloop van hunne twaalf maanden werkelijken dienst, zijn zij gemachtigd een examen af te leggen voor den graad van onder-officier of van officier der reserve. Op die wijze kunnen zij een recht van voorkeur, naar dienstdijd, verwerven tot het waarnemen van die ambten.

**D. — Volontaires avec primes
et remplaçants.**

Les volontaires avec prime et les remplaçants sont assimilés aux miliciens pour la durée du service actif, les rappels, les congés, la rémunération et l'envoi en congé illimité.

La rémunération visée à l'article 73^{bis} § 2 est une rémunération supplémentaire. Elle variera d'après l'arme dans laquelle servira le volontaire avec prime.

E. — Substituants

Tout inscrit d'une classe de milice désigné pour le service a le droit de se substituer un inscrit de la même classe ou de l'une des quatre classes précédentes, à condition que le substituant réunisse les conditions énumérées aux 2^o, 3^o, 4^o et 5^o de l'article 65.

Le substituant est assimilé en tout et pour tout au milicien.

F. — Les volontaires de toute catégorie peuvent contracter mariage dans les mêmes conditions que les miliciens. Cette faculté sera réglée exclusivement par le premier engagement, sans qu'on puisse avoir égard, pour en suspendre l'effet, à des engagements successifs.

ART. 7.

L'article 103 de la loi de milice relatif à l'admission aux emplois de l'État est complété comme suit :

La préférence pour l'admission aux emplois de l'État est accordée :

- 1^o Aux anciens volontaires ;
- 2^o Aux anciens miliciens ;
- 3^o Aux candidats qui, s'étant offerts à contracter un engagement volontaire n'y ont pas été admis ou qui, ayant été désignés par le sort, n'ont pas été admis au service pour une cause autre que celles prévues à l'article 34 de la loi sur la milice.

**D. — Vrijwilligers met premien
en plaatsvervangers.**

Vrijwilligers met premie en plaatsvervangers worden met miliciens gelijkgesteld, wat betreft den duur van den werkelijken dienst, de terugroepingen, de verlofdagen, de bezoldiging en het bekomen van onbepaald verlof.

De bij artikel 73^{bis} § 2 voorziene bezoldiging, is eene aanvullende bezoldiging. Het bedrag daarvan verschilt volgens het wapen bij hetwelk de vrijwilliger met premie dient.

E. — Nummervervisselaars.

Elke tot den dienst aangewezen ingeschrevene van eene militieklass, heeft het recht een ingeschrevene van dezelfde klas of van eene der vier vorige klassen in zijne plaats te stellen, mits de nummervervisselaar voldoet aan de vereischten van n^o 2, 3, 4 en 5 van artikel 65.

De nummervervisselaar wordt in alles en voor alles met den milicien gelijkgesteld.

F. — Vrijwilligers van elke soort kunnen een huwelijk aangaan in dezelfde voorwaarden als miliciens. Deze bevoegdheid wordt uitsluitend geregeld door de eerste dienstverbintenis, zonder dat men, tot schorsing van de uitwerking daarvan, de opvolgende verbintenissen in aanmerking moge nemen.

ART. 7.

Artikel 103 van de militiewet betreffende het toelaten tot Staatsambten, wordt aangevuld als volgt :

De voorkeur voor het toelaten tot Staatsambten wordt verleend :

- 1^o Aan gewezen vrijwilligers ;
- 2^o Aan gewezen miliciens ;
- 3^o Aan kandidaten die, eene vrijwillige dienstverbintenis willoende aangaan, niet werden toegelaten, of, na door de loting aangewezen geweest te zijn, tot den dienst niet werden toegelaten om eene andere reden dan die voorzien bij artikel 34 der militiewet.

A mérite égal dans une même catégorie, la préférence est accordée au candidat qui a fourni le service actif le plus long dans l'armée.

La préférence ne dispense pas des conditions d'admission à l'emploi sollicité.

Exception est faite cependant pour la limite d'âge. Celle-ci pourra être dépassée, jusqu'à un maximum de dix années, de toute la durée du service actif fourni à l'armée par le candidat.

ART. 8.

Les services d'administration de l'armée et, en général, les fonctions dont les titulaires ne sont pas appelés à figurer dans le rang sur le champ de bataille seront, à mesure des vacances produites par le départ des titulaires actuels, confiés à des ouvriers, employés et fonctionnaires permanents.

Ceux-ci seront recrutés de préférence parmi d'anciens militaires libérés du service.

Ils recevront des salaires ou traitements en rapport avec leurs capacités et leurs fonctions.

Ils ont droit, à un âge déterminé, à une pension en rapport avec leurs salaires ou avec leur nombre d'années de service.

Ils acquièrent la qualité de militaire par le fait de leur acceptation au service et de la lecture qui leur est donnée des lois militaires.

Disposition additionnelle.

Chaque année, dans toutes les communes du pays et aux frais de l'État, les dispositions de la présente loi relatives aux volontaires ainsi que les dispositions des arrêtés d'exécution seront affichées. Elles seront en outre distribuées à tous les jeunes gens en âge de milice.

Bij gelijke verdienste in eene zelfde soort, wordt de voorkeur gegeven aan den candidaat wiens werkelijke dienst bij het leger het langst heeft geduurd.

Voorkeur ontslaat niet van de voorwaarden vereischt om tot het aangevraagde ambt te worden toegelaten.

Dit geldt echter niet ten aanzien van den leeftijd bepaald als uiterste grens. Deze mag, tot een maximum van tien jaar, worden overschreden met zooveel tijd als de werkelijke dienst van den candidaat bij het leger heeft geduurd.

ART. 8.

De bestuurdiensten van het leger en, in 't algemeen, de ambten waarvan de titularissen niet gehouden zijn in het gelid te staan op het slagveld, worden, naarmate er plaatsen openvallen door aftreding der tegenwoordige titularissen, toevertrouwd aan bestendige werklieden, bedienden en ambtenaren.

Dezen worden bij voorkeur genomen onder van den dienst vrijgestelde oud-militairen.

Zij ontvangen een loon of eene jaarwedde in verhouding tot hunne bekwaamheid en hunne bedieningen.

Op een bepaalden leeftijd, hebben zij recht op een pensioen in verhouding tot hun loon of tot hun getal dienstjaren.

Zij hebben de hoedanigheid van militair van 't oogenblik hunner toelating tot den dienst en de hun gedane voorlezing van de militaire wetten.

Toegevoegde bepaling.

Elk jaar worden de bepalingen van deze wet die betrekking hebben op de vrijwilligers, alsmede de bepalingen van de besluiten tot uitvoering, in al de gemeenten van het land en op de kosten van den Staat aangeplakt. Zij worden bovendien uitgedeeld aan al de jongelingen die den leeftijd voor de militie hebben bereikt.

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
Difficultés que présente en Belgique la solution du problème militaire. Situation politique internationale du pays	1
Le patriotisme ne fait pas défaut chez les Belges, ni l'esprit militaire	4
Manque de confiance dans les déclarations des autorités militaires	10
Insuffisance des garanties morales et religieuses offertes aux familles	16
Propositions soumises à la Section centrale. Examen en sections	19
Propositions de la Section centrale	21
Art. 1 ^{er} . — Mode de recrutement de l'armée	22
Art. 2. — Volontaires déduits du contingent annuel	ib.
Suppression progressive du tirage au sort	ib.
Art. 3, 4 et 6 (§ E). — Maintien du remplacement	24
Mesures en faveur des classes inférieures. Rétablissement de la substitution.	31
Art. 5. — Réduction du temps de service	37
Art. 6. — Encouragements au volontariat	55
Art. 7. — Préférence pour l'admission aux fonctions publiques	67
Art. 8. — Remplacement par des agents permanents des soldats distraits du service militaire proprement dit.	69
Vote sur l'ensemble des conclusions de la Section centrale	72
Texte des propositions de la Section centrale	74



(82)

(1)

(N° 161)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 MEI 1904.

1° Wetsvoorstel tot vermindering van dienstdtijd bij 't leger ⁽¹⁾. — Wetsvoorstel tot wijziging der militiewet ⁽²⁾. — Wetsvoorstel tot wijziging van zekere wetsbepalingen in zake van militie en tot inrichting van vrijwillige dienstneming ⁽³⁾. — 4° Voorstel tot wet op vrijwillige dienstneming ⁽⁴⁾. — 5° Wetsvoorstel voor plaatsvervanging van de miliciens ⁽⁵⁾. — 6° Wetsvoorstel om ten voordeele van de lagere standen de krijgslasten te verlichten ⁽⁶⁾. — 7° Wetsvoorstel tot uitbreiding van vrijwillige dienstneming ⁽⁷⁾. — 8° Wetsvoorstel tot inrichting van vrijwillige dienstneming ⁽⁸⁾. — 9° Wetsvoorstel tot wijziging van de militiewet en inrichting van 't leger ⁽⁹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽¹⁰⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HULLEPUTTE.

MIJNE HEEREN,

BEZWAREN VOOR HET OPLOSSEN VAN HET MILITAIRE VRAAGSTUK IN BELGIË.
INTERNATIONALE STAATKUNDIGE TOESTAND DES LANDS.

Drie omstandigheden maken het oplossen van het militaire vraagstuk in België moeilijker dan in meest alle andere landen : onze internationale toestand; het gemis van vertrouwen, vanwege Kamers en land, in de

(1) Wetsvoorstel, n° 13.

(2) Wetsvoorstel, n° 39.

(3) Wetsvoorstel, n° 59.

(4) Wetsvoorstel, n° 60.

(5) Wetsvoorstel, n° 62.

(6) Wetsvoorstel, n° 72.

(7) Wetsvoorstel, n° 73.

(8) Wetsvoorstel, n° 83.

(9) Wetsvoorstel, n° 142.

(10) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer HEYNEN, bestond uit de heeren DELBEKE, VERSTEYLEN, DE COCQ, CARTUYVELS, HULLEPUTTE, VANDEWALLE.

verklaringen der krijgsoverheden, ten opzichte der behoeften van 's lands verdediging; de ontoereikende zedelijke en godsdienstige waarborgen door het leger verschaft aan de gezinnen wier zonen worden opgeroepen.

* * *

België leeft en ontwikkelt zich onder de bescherming van de verdragen, die zijne onafhankelijkheid erkennen, de geheelheid van zijn gebied waarborgen, en het eene bestendige onzijdigheid opleggen.

De Mogendheden, die, tegenover België, deze beschuttende taak op zich namen, bleven tot hiertoe niet aan hare verbintenissen tekort, en niets laat de verzekering toe dat zij voortaan anders zouden handelen.

Op regelmatige wijze kan België dus in geen buitenlandsch geschil worden betrokken : de verdragen ontzeggen het alle deelneming daaraan.

Slechts door de Mogendheden beraamde oorlogsbedrijven, die buiten en zelfs ondanks haren wil voorkomen, kunnen, op zeker oogenblik, het Belgisch leger verplichten tot verdediging van 's lands grondgebied tegen vreemden aanval.

Dat is de eenig mogelijke gebeurtenis, die het leger eene andere taak kan opleggen dan die om in 't binnenland de rust te handhaven.

Zij volstaat om het in stand houden te wettigen van een leger, op zulke wijze ingericht, dat het zich van al zijne plichten kan kwijten.

Doch dat geeft aan onzen militairen toestand eenen bijzonderen aard, die in zijne inrichting moet doorstralen.

Sommigen houden volstrekt geen rekening met de verbintenissen, door de Mogendheden aangegaan. Zonder acht te geven op de gevolgen, die dergelijke houding voor België's toekomst kan medebrengen, beweren zij dat de Mogendheden zich over de verdragen in geen deele bekreunen; dat zij, zonder gewetensbezwaar, het door haar zelf in zijne geheelheid gewaarborgd grondgebied zullen doen overrompelen, zoodra haar belang zulks medebrengt. Doch vermits ze moeten bekennen dat wij aan geen oorlogvoeren mogen denken, zonder daartoe door schending van 's lands grondgebied rechtstreeks uitgedaagd te zijn, verklaren zij zelve dat ons leger zijne reden van bestaan vindt in de verplichting om den Mogendheden alle lust te benemen tot het uitvoeren van de snoode ontwerpen, die zij deze in staat achten ten onzen opzichte te koesteren.

Ze willen eenvoudig, zeggen ze, dat de Mogendheden er belang bij hebben hare legerbenden niet door België te laten trekken, uit vrees dat wij, ze moetende bestrijden, de meerdere sterkte zouden leveren, die de overwinning doet overslaan.

Naar luid van het officiëel verslag der jongste vergadering van de Militaire Commissie, besloot kolonel Ducarne, nadat hij de gevolgen van de door hem aanbevolen krijgsinrichting had uiteengezet, in dezer voege : « Nooit zal een nabuur er op bedacht zijn den voet op ons grondgebied te zetten. »

Zij die geloof slaan aan de verdragen, evenals zij die ze voor niets achten, zij die meerdere getalsterkte verlangen, zoowel als zij die deze sterkte willen handhaven of verminderen, geraken dus tot dezelfde gevolgtrekking : *niet strijden is de lotsbestemming van 't Belgisch leger.*

Wat meer zegt, zij die onze krijgsmacht willen uitbreiden, achten zulks het zekerste middel om iederen bloedigen strijd te vermijden.

Het Belgisch leger is een schildwacht aan de grens, doch terwijl een gewone schildwacht ieder oogenblik in den strijd betrokken kan worden, geeft bewaking van de grens door het Belgisch leger ons de zekerheid dat het ze niet zal hoeven te verdedigen.

De bewering als zou ons leger *moeten bestaan om geenen oorlog te voeren* is eene in schijn paradoxale bevestiging, die niettemin volkomen nauwkeurig blijft.

't Is het gevolg van onzen internationalen toestand. Zijn in België allen het niet eens over de inrichting van 't leger, dezès getalsterkte, de vestingen, over het opvatten van de taak van 't Belgisch leger kan geen verschil van meening bestaan.

Alleen zij, die van de onzijdigheid willen afzien, kunnen daarover anders denken, doch zouden het te nauwernood durven bekennen.

In andere, niet tot bestendige onzijdigheid gehouden landen, heeft het leger eene gansch andere taak te vervullen, omdat het land eene andere staatkunde is toegedaan.

Sommigen denken aan het terugkrijgen van verloren provinciën; anderen beoogen nationale eenheid, huishoudkundige ontwikkeling, staatkundige hegemonie, koloniale uitbreiding, en ze weten op voorhand dat zij voor de verwezenlijking van dergelijk programma weerstand ontmoeten zullen.

Die eischen moet het leger steunen, die vorderingen staven en desnoods met geweld doordrijven.

Geen dergelijk denkbeeld kan in België de gemoederen aanlokken.

Zoo staan de zaken, al betreure men zulks of verheuge men zich daarover.

Worden wij aangevallen, zoo hebben wij het recht ons te verdedigen, en daarmee uit.

Doch juist vanwege hen die onze onzijdigheid waarborgen, zouden wij het meest te duchten hebben.

En bevinden wij ons in staat ons te verdedigen, dan hoeven wij het niet, omdat we niet aangevallen zullen worden.

Kinderachtig ware 't, zich te ontveinzen dat daaruit voor ons veel erger bezwaar dan elders voorspruit, om de openbare meening al te zware krijgslasten te doen aannemen.

Dat brengt ook noodzakelijk eene bijzondere inrichting mede, overeenstemmend met eenen insgelijks bijzonderen staatkundigen toestand. Ten onrechte wordt zulks over het hoofd gezien.

Sedert 1840 besteedde België drie milliards voor het leger.

Dat cijfer, door ons achtbaar medelid den heer Delbeke in de Militaire Commissie opgegeven, werd niet betwist.

Doch dat is slechts een gedeelte van de aan 't land opgelegde lasten.

Ook met het door onze soldaten verbeurde loon dient rekening gehouden.

Aangenomen dat het gemiddeld loon van de bij 't leger ingelijfde jongelingen niet meer dan 2 frank per dag zou bedragen, zoo geeft dat, berekend naar drie honderd werkdagen, voor het tegenwoordige contingent een jaarlijksch verlies van 24 millioen frank.

Welnu, sedert de Omwenteling — de bespottelijke domme streek van Risquons-Tout mag buiten rekening blijven — werd door ons nog geen enkel kanonschot gelost.

Is het dan te verwonderen dat het noodzakelijke van zoo overgroote uitgaven in twijfel wordt getrokken?

Dat de verplichting tot krijgsdienst in ons land zwaarder schijnt dan in andere landen?

Dat iedere verzwareing van uitgaven of van persoonlijke lasten eenen geduchten tegenzin ontmoet?

DE BELGEN HEBBEN GEBREK AAN VADERLANDSLIEFDE NOCH KRIJGSGEEST.

Dien tegenzin heeft men willen uitleggen door gemis van vaderlandsliefde en krijgsgesest bij de Belgen

Dergelijke uitlegging kan geen onderzoek doorstaan en wordt door gansch onze geschiedenis tegengesproken.

Luitenant-generaal Brialmont is een van hen, die, in de jongste twintig jaren, het meest bijdroegen om daaraan voedsel te geven.

« Al moest men ons » — zoo zegt hij ⁽¹⁾ — « verwijten dat wij ons land » kleineeren en geene burgerdeugd bezitten, toch zullen we bewijzen dat » echte vaderlandsliefde, zij die zich uit in mannelijke daden en vrije opof- » fering, in België zeer gering is en dat onze landgenooten met voorliefde » op hoedanigheden en deugden bogen, die zij in geenen aanzienlijken » graad bezitten.

» De Belgen, eeuwenlang onder vreemd juk gekromd, namen slechts de » wapenen op om de voorrechten en vrijheden van hunne gemeenten te » verdedigen. »

Zonder den minsten twijfel aan de uitmuntende inzichten van den achtbaren generaal, moeten wij zijne onrechtvaardigheid betreuren en in verzet komen tegen dergelijke belediging van 's lands eergevoel.

De heer Leon Chomé, bestuurder van de *Belgique militaire*, valte de stelling van luitenant-generaal Brialmont in onderstaanden volzin samen :

« 't Is omdat onze voorouders steeds krijgsinstellingen hebben versmaad » en nooit de hun door vaderlandsliefde opgelegde plichten vervuld, dat zij » acht eeuwenlang onder den hiel van vreemde dwingelanden ten bloede » werden getrapt. »

Op deze drieste bevestiging antwoordde de heer Pergameni, professor aan de Brusselsche hoogeschool :

« Welk eene aaneenschakeling van overgroote dwalingen! En hoeveel » beter ware 't voor den heer Chomé, die uit den heer Vanderkindere eene » brok aanhaalt, welke gansch iets anders betreft, hoeveel beter ware »

(¹) *Situation militaire de la Belgique*, 1882, blz. 5.

» 't geweest, zoo hij de merkwaardige redevoering hadde herlezen, die de
 » heer Pirenne, een van 's lands beste geschiedschrijvers, op 1 October 1899,
 » bij de prijsuitreiking voor den wedstrijd onder hoogeschole, de geschie-
 » denis van ons land toewijdde. Daarin hadde hij gevonden dat België steeds
 » een zelfstandig land was gebleven, en dat de Belgen, verre van « geknield
 » voor de voetzolen van uitheemsche bedwingers te hebben gelegen »,
 » en « eeuwenlang onder den hiel van vreemde dwingelanden ten bloede te
 » zijn getrapt », nooit anders werden bestuurd dan door hunne wettige
 » vorsten, wier gezag door charters en privilegiën was beperkt.

» Het is volstrekt onnauwkeurig van vreemde overheersching in België
 » te spreken, voordat het land bij de Fransche Republiek werd ingelijfd »,
 bevestigt de heer Pirenne. « Duizendmaal heeft hij gelijk. Sedert de verste
 » tijden der middeleeuwen, was iedere onzer provinciën een klein, zelf-
 » standig vorstendom, dat zichzelf bestuurde. Zelfs te beginnen met Keizer
 » Karel, zelfs onder den Spanjaard en den Oostenrijker, duurde die toestand
 » voort. De vorst moge koning van Spanje of keizer wezen, in elke Belgische
 » provincie heeft hij enkel de macht hem door de Grondwet en de privi-
 » legiën gegeven, zooals hij ze bij zijne aanstelling beëedigde.

.
 » Zoo is de waarheid. 't Is goed ze te verkonden, want ze bewijst dat
 » België geene kunstmatige mogendheid is, in 1830 uit het toeval van de staat-
 » kunde voortgesproten, maar wel een *vaderland*, zooals de heer Pirenne
 » verkondigt, en dat « wij het van onze voorouders van in de vroegste tijden
 » overerfden.

» Dat de militaristen ons dus gerust laten met hun vertelsel van vreemde
 » overheerschers ⁽¹⁾. »

.

Geen volk heeft eene heerlijker geschiedenis dan die van onze provinciën
 en welke gewag maakt van zulken aanhoudenden en moedigen weerstand
 aan allerhande verdrukking.

Na te zijn blootgesteld aan zooveel vreemden invloed, — we zeggen niet
 overheersching, — behielden zij haren volksaard ongeschonden, en verre
 van te verslappen, werd de band, die ze aan elkander hechtte, steviger
 doorheen alle beproevingen, tot zij onafscheidelijk werden verbonden om
 het tegenwoordige België uit te maken.

« ... De Belgen, zegt J.-B. Nothomb ⁽¹⁾, bezitten eenen bijzonderen en
 » onuitwisselbaren aard, die ook wordt aangetroffen onder de grofheid in
 » de barbaarsche tijden, in den geestdrift voor de Kruistochten en voor den
 » strijd der gemeenten, in den welstand door nijverheidsvoorspoed en onder
 » de verfijnde beschaving. Volgens de geschiedenis, zijn ze met geene andere
 » volken vereenigbaar; konden zij zich niet *tot volk maken*, mits behoud van

(1) *Messenger de Bruxelles*, 4 Maart 1900.

(2) *Essai historique et politique de la Révolution belge*, 4^e uitgave, 1876, deel I, blz. 386

- » hunne oorsprongstrekken, zoo moeten ze tegengehouden zijn door hinder-
- » palen, die dienen vastgesteld. »

* * *

Wat den militairen geest betreft, moet daardoor worden verstaan vergoding van 't geweld tot rechtvergetelheid toe gedreven; dorst naar verovering, zelfs ten koste van onrecht; roemzucht, zelfs met minachting van een andermans vrijheid, welnu, neen, dergelijken geest bezitten de Belgen niet, en dat strekt hun tot eer.

Doch geldt het moed of wil om in gevaar verkeerende openbare vrijheden, den bodem van het overrompeld vaderland te verdedigen; toewijding aan eene vrijwillig verkozen partij, zoo verkondigt iedere bladzijde onzer jaarboeken, van Cesar tot de helden van den Boerenkrijg, dat de Belgen dien moed bezaten.

Dient hun weerstand aan de Romeinsche legerbenden, hun aandeel in de Kruistochten, hun strijd voor zelfstandigheid der gemeenten, reeds toen andere, thans zeer machtige volken van Europa nauwelijks voor de beschaving waren opgewassen, dient dat alles herinnerd?

Ze leverden veldheeren als Tilly, de evenknie der beste legerhoofden.

« ... Weinige volken hebben zooveel krijgsroem behaald als de *Walen* ⁽¹⁾. »
 » Het volstaat de ordonnansbenden te noemen, die zoo schitterende als
 » geduchte ruitery, geruimen tijd de kracht en roem der laatste hertogen
 » van Burgondië, van Keizer Karel en zijne opvolgers; het Waalsche voetvolk,
 » dat ruim eene eeuw lang, als 't ware op alle oorlogsvelden van Europa
 » den scepter zwaaiden en bijdroeg tot het in stand houden van Spanje's
 » macht en heerlijkheid; de Waalsche wachten; de nationale regimenten van
 » de Nederlanden, die onder het bewind van het Huis van Oostenrijk, op
 » vreemden boden stroomden edel bloed vergoten... »

Zoo schrijft een gewezen minister van oorlog, luitenant-generaal baron Guillaume, in zijne *Histoire des régiments nationaux des Pays-Bas*.

Dit gansche boek ademt geestdriftige bewondering voor de dappere soldaten, wier bestaan hij van vergetelheid redde.

't Is eenen Belg, graaf de Clerfayt, een der koenste veldheeren van zijnen tijd, die zich beroemd maakte in de oorlogen tegen de legermachten van de Fransche Republiek, wien de stad Weenen een gedenkteeken oprichtte met dit opschrift :

« Vlaanderen beweene eenen medeburger, die het tot roem verstrekte, de
 » keizer van Oostenrijk den steun van zijnen troon, het leger een aangebeden
 » opperhoofd, en de godsdienst een zijner ijverigste aanhangers. »

Dank aan een Belgisch regiment, de dragonders van Ligne, zegevierde Oostenrijk te Collin op Frederik-den-Grooten, en door een Belgisch regi-

⁽¹⁾ De naam van *Waal* werd gegeven aan krijgskorpsen, in Vlaamsche en Waalsche Belgische provinciën geworven.

ment werd te Marengo een oogenblik de krijgskans van Napoleon in gevaar gebracht.

Er bestaat een te weinig bekend, in 1833 verschenen werk, onder den titel *Fastes militaires des Belges*.

't Is de geschiedenis der krijgsdaden, waarbij onze landgenooten roem inoogstten.

Die feiten zijn van ouden datum; om ze te kennen, moet men zich de moeite getroosten te lezen.

Doch bewijst de pas verloopen eeuw, te midden waarvan wij hebben geleefd, die onze ouderen zagen opdagen en welker aanvang zij ons hebben verhaald, bewijst zij dat de militaire dapperheid der Belgen verzwakte?

Pas eindigde de heer Cruyplants, eere-majoor van de burgerwacht, in de *Belgique militaire*, de geschiedenis der *Conscrits* van 1813. Zij is uiterst vereerend voor de Belgische soldaten en officieren. Op ieder slagveld, waar ze zich vertoonden, dwongen zij hunne strijdmakkers bewondering af.

Na 't Keizerrijk, namen talrijke Belgen deel aan den veldtocht in Nederlandsch-Indië, waar ze zich met roem overlaadden.

Ze vonden navolgers. In 1882 telde het leger in Nederlandsch-Indië meer dan tweeduizend vijfhonderd Belgen (¹).

Kort na de Omwenteling, trok een Belgisch korps naar Portugal, om tegen Don Miguel de rechten van Dona Maria op den troon van dat land te verdedigen (²).

In 1840 nemen Belgische officieren in Afrika deel aan de krijgsverrichtingen van het Fransche leger, en worden om hun moedig gedrag door den hertog van Orleans geluk gewenscht.

Eenige jaren later vergezelt het *Mexikaansch legioen* eene onzer prinsessen over zee. Andere Belgen gaan de Pauselijke Staten verdedigen, gehoor gevende aan den oproep van eenen Belgischen kerkvoogd, M^r Xavier de Mérode, oud-leerling onzer militaire school en promotiemakker van generaal Brialmont.

In Mexico, evenals te Rome, strijden zij naast het Fransche leger. De vergelijking viel niet ten hunnen nadeele uit.

Toch had toen het Fransche leger het toppunt van zijne krijgsfaam bereikt, en de rampen van de nederlaag deden nog den glans niet tanen van de lauweren, in de Krim, in Afrika en in Italie geplukt.

Eenige maanden geleden, kwam een comiteit tot stand, om in China de Belgische belangen te verdedigen. Meer dan drieduizend man waren bereid naar het Verre-Oosten te trekken.

Nooit faalde het den Congo-Vrijstraat aan manschappen voor zijne openbare macht, ofschoon hier de Kriegsgevaaren gepaard gaan met de nog meer neerdrukkende gevaren van het klimaat.

En moest het Belgisch leger ten strijde worden opgeroepen, zoo mag

(¹) EUG. CRUYPLANTS, *Histoire de la participation des Belges aux campagnes des Indes Orientales Néerlandaises*.

(²) J.-J.-TH. TIMMERMANS, *Les tirailleurs belges au service du Portugal en 1832 et 1834*. Brussel, 1900.

niemand in twijfel trekken of soldaten en officieren zich hunner voorgangers waardig zouden toonen.

Nooit werd de krijgsszin der Belgen betwist, tenzij in de jongste tijden, en — wat zonderling mag heeten — door Belgen, die beweren zelf deze hoedanigheid in den hoogsten graad te bezitten.

Niet vreemdelingen, maar Belgen ontzeggen den Belgen allen krijgsszin!

Is het omdat die Belgen hunne landgenooten slechts in vreedstijd kenden, terwijl vreemdelingen ze in oorlogstijd konden beoordeelen?

Vaderlandsliefde noch dapperheid ontbreekt den Belgen. Doch de praktische geest van ons volk, die doorgaans de inspanning afmeet naar het gevolg, vat bezwaarlijk de overgrootte offers aan geld en manschappen, die van 't land worden gevegd om een leger in stand te brengen, door het lot tot niet strijden bestemd.

Dat is voorwaar geene reden om geen leger te bezitten, en het door ons aangeteekend onbetwistbaar feit mag tot geene gevolgtrekkingen leiden, die tot onze bedoeling noch tot den logischen toestand behooren.

Toen onze soldaten in 1870 verhinderden dat ons grondgebied werd overrompeld door het Fransch, vervolgens door het Duitsch leger, bewezen zij het land eenen uitstekenden en nuttigeren dienst dan menige overwinning.

Evenmin mag de dapperheid des legers in twijfel worden getrokken. We zijn volkomen overtuigd dat, moest het ons land verdedigen, het op de hoogte zou staan van de beste legers der wereld, en dat de faam van den Belgischen naam dergelijke proef zegevierend zou doorstaan.

Doch feiten zijn feiten. Daar valt niets aan te veranderen. Verplicht als we zijn een leger te bezitten om binnen het land de rust te handhaven en in voorkomend geval onze grens te bewaken, beweren wij dat er, voor het inrichten van dat leger, rekening met die feiten dient gehouden.

Dat wilde men nooit. De hedendaagsche Belgen, zoo vaderlandslievend als hunne voorouders, verwerpen, zoo schreef een jaar geleden de *Bien public*, « niet de « bloedbelasting », waar geen spraak van is, zoolang België niet in » gevaar verkeert, maar de *tijdsbeslating*, gevegd van hen, die drie of vier » jaar in de kazerne worden gehouden, tot meerdere schade voor hunne roeping en groot gevaar voor hunne ziel; en dat droomt men algemeen te » maken ».

Moeten dezelfde regelen gelden voor werving, inrichting en omvang der getalsterkte van een leger dat onfeilbaar naar 't slagveld zal oprukken en een dat er zich hoogst waarschijnlijk nooit vertoonen zal?

Op zijn minst genomen, valt dat te betwijfelen.

Niemand betwist dat er een leger noodig is om de inwendige orde te verzekeren.

Niemand betwist, dat zulk leger op een gegeven oogenblik, — zooals in 1870, — geroepen kan worden onze grens te bewaken, om te verhinderen dat een legerhoofd, teneinde een al te dringend gevaar te ontsnappen of voordeel uit eene stoute beweging te trekken, op ons grondgebied kome, daar de vijandelijke troepen medelokt en het krijgstooneel, dat wij als louter toeschouwer moesten zien, naar onzen bodem overbrengt.

Over beide punten is alleman het eens.

't Verschil van gevoelen geldt de wijze om het leger in staat te stellen deze dubbele taak naar behooren te vervullen.

Welnu, het dient erkend dat het programma der krijgsoverheden steeds was zooveel manschappen mogelijk te vragen, bij middel van gedwongen dienst, van conscriptie.

Is het wel redelijk, het gevoelen des volks gansch over het hoofd te zien en het een stelsel op te dringen, waartegen het zich steeds verzette?

« De loting, zoo schrijft lieutenant-generaal Brialmont, werd in 1798 in » België ingevoerd. Deze maatregel maakte de maat vol van de ontevreden- » heid, verwekt door andere willekeurige of geweldige daden, waarvan de » hoofdsakelijkste waren het heffen van zware belastingen, het rooven » van klokken en het verkoopen van kerkgereedschap (¹). »

En in nota voegt hij daarbij :

« De conscriptie had in België slechts van 1702 tot 1703 bestaan. Gedu- » rende dien korten tijd, dwong Lodewijk XIV de steden miliciens te » leveren, door het lot aangeduid : ze moesten drie jaar dienen.

» Onder het Oostenrijksch bewind, had men slechts vrijwillige soldaten, » levenslang of voor bepaalden tijd verbonden. »

Ziedaar dus een stelsel, dat dagteekent van de slechtste tijden onzer geschiedenis.

Dat stelsel wordt opgehemeld, als onontbeerlijk uitgeroepen; het wordt gestadig uitgebreid en dient tot onaanroerbaren grondslag voor gansch onze legerinrichting.

Iedere verzachting, als daar zijn plaatsvervanging, nummervervisseling, wordt hatelijk verklaard en dient te verdwijnen!

Zij die ze voorstaan, gelden als landsvijand, terwijl zij eigenlijk de wezenlijke verdedigers van burgervrijheid zijn en het hun te doen is om 't leger bij het volk meer geliefd te maken.

« De heer De Lantsheere geeft in bedenking, » — zoo luidt het officiëel verslag van de jongste vergadering der Militaire Commissie, — « dat men » eigenlijk aan de conscriptie eene verzachting wil ontnemen, die sedert het » jaar VI tot het einde van 't Keizerrijk als onontbeerlijk gold, » en, voegt er bij « hij, kleinzoon van een als « *brigand* » verbannen en gevangen- » gezet man, acht zich gedwongen als gunst het behoud te vragen van die » omwentelingswet van 't jaar VI, voor welker bestrijding de Belgische » boeren hun bloed vergoten. »

Die vergelijking is welsprekend, niet waar?

Het vrijwilligersstelsel, zoozeer in overeenstemming met 's lands overleveringen, gaf men zich zelfs de moeite niet ernstig te onderzoeken, en er werd hardnekkig geweigerd daar eene eerlijke proef mede te nemen.

De uitdrukking van den vasten wil, bijna een bevel van de openbare denkwijze, was noodig om daaraan eindelijk eenige aandacht te wijden. De

(¹) *Situation militaire de la Belgique*, 1882, blz. 16.

bestrijders van vrijwillige dienstneming, gedwongen daarvoor in ruimere mate de rangen des legers open te stellen, willen dadelijk den verloren grond herwinnen.

Vrijwillige dienstneming gaat gepaard met verhooging van contingent, zoodat de conscriptie er niets bij verliest, en op den duur door afschaffing van plaatsvervanging verzwaaard wordt.

Is dat eene weddenschap of is 't verblindheid? En zou men het anders kunnen aan boord leggen, om het leger bij 't volk in onmin te brengen?

Het Belgisch programma op legergebied moet zijn : vrijwillige dienstneming als grondslag tot werving; zoo weinig mogelijk dienstplicht opdringen; zoo zwak mogelijke getalsterkte op voet van vrede; toereikende sterkte in oorlogstijd.

In stede daarvan, werd vrijwillige dienstneming tot hiertoe bestreden; onafgebroken vroeg men toenemende getalsterkte, wat de persoonlijke lasten verzwaarde, want deze getalsterkte moest door conscriptie worden geleverd.

GEBREK AAN VERTROUWEN IN DE VERKLARINGEN DER KRIJGSOVERHEID.

Het ongeliefde van die maatregelen kwam het misnoegen stijven, dat was verwekt door de wijze om ze te verwezenlijken.

Tot hiertoe gold als politiek : het Parlement achtereenvolgens toegevingen afpersen, ieder als de laatste voorgesteld, doch, nauwelijks gedaan, gevolgd door eene nieuwe vraag. Zoodat het legervraagstuk voor de Kamers eene Sisypus-rots is, die ze sedert haar bestaan moeten voortrollen.

In zake van leger, evenmin als in andere, mogen de in onze omgeving verwezenlijkte wijzigingen buiten rekening blijven.

Geen oogenblik zouden de vurigste bestrijders van krijgsuitgaven berusten in het denkbeeld dat onze soldaten bewapend zouden worden met keigeweren, terwijl alle andere legers het repetitiegeweer bezitten.

Ook gelden de klachten niet vraagstukken van dien aard, maar wel een stelsel, met opzet en door niets te ontmoedigen volharding uitgevoerd.

Dat stelsel is, het beoogde einddoel voor het Parlement verbergen, opzettelijk de werken onderschatten, waartoe men doet besluiten, verkondigen dat met de gevraagde opoffering het tijdvak der verhoogingen gesloten moet worden, ofschoon zeer goed wetend dat dit niet het geval is.

't Ligt buiten onze bedoeling hier de geschiedenis van de Begrooting van oorlog of van 's legers getalsterkte te herhalen. Slechts twee feiten willen wij onder de jongste en meest kenmerkende aanhalen.

Iedereen weet tot welke misrekening het bouwen van de Maasforten aanleiding gaf.

Thans kan onmogelijk nog worden beweerd dat de misraming vermeden kon worden.

Gansch het land door weerklinken die klachten. De bladen van iedere partij herhaalden ze. De *Gazette*, die nooit voor antimilitarist doorging, schreef onlangs daarover als volgt :

« Best mogelijk ging de krijgsgenie voort zonder te rekenen. Dat ligt

» zoowat in hare gewoonte. Onder voorwendsel dat de Kamers stelselmatig
 » het geld aan het leger betwisten, is men er aan gewoon geraakt haar nog
 » slechts de rekening van de gedane kosten voor te leggen, ten einde ze tot
 » toegeven te dwingen. Zoo deed men met de Antwerpsche vestingwerken.
 » Dat stelsel is af te keuren; doch ongelukkiglijk is het door lang en wel-
 » geslaagd gebruik in den geest onzer generalen geprent. Wij hebben hier
 » ministers van oorlog gekend, echte meesters in de kunst om de Kamers
 » te bedotten, en ze maakten daar eene landsinstelling van. »

Doch dergelijke misrekening beteekent niets, in vergelijking met wat voor de getalsterkte geschiedde.

Toen was voorgesteld de Maasforten te bouwen, dacht de Kamer er eerst en vooral aan of de getalsterkte des legers geene verhooging vergde.

Op de vraag : « Hoe moet, met het ontworpen stelsel, de macht, waarover we kunnen beschikken, worden verdeeld? », kreeg zij onderstaande antwoord, dat in zijn geheel dient aangehaald :

« Op oorlogsvoet, wordt het leger verdeeld in veld- en in vestingtroepen.

» Het Verdedigings-Comiteit kende in 1848, voor 't verdedigen van de toen bestaande vestingen, 61,790 man toe.

» Door de Commissie van 1851, werd dat cijfer op 71,000 man bepaald.

» De Commissie van 1859 achtte raadzaam eene groote verdedigende stelling te Antwerpen te bezitten, doch stemde ook voor 't behoud van de vestingen Diest, Dendermonde, Oostende, Charleroi en van de citadellen te Gent, Doornik, Namen en Luik. — Volgens bescheiden van dien tijd, mag de getalsterkte voor de verdediging geraamd worden op nagenoeg 60,000 man.

» Toen (1 Januari 1859), bedroeg de algeheele getalsterkte des legers 97,089 man.

» Thans beloopt zij meer dan 125,000 man, voor de tien jongste militie-klassen, inbegrepen de ongehuwde manschappen der 11^e, 12^e en 13^e klas.

» Sedert 1859, werden Gent, Doornik, Charleroi en Oostende gesloopt, en de verdediging van Dendermonde, Diest, Namen, Luik en den versterkten post Hoei zou 20,000 man vergen, waaronder 12 tot 13,000 voor de Maasforten.

» Gezien de uitgestrektheid die de brughoofden Namen en Luik moeten krijgen, dient het garnizoen der fortten aangevuld door eene mobiele macht, bestemd om de eenheden die ze bezetten af te lossen, onvoorziene aanslagen te weren, tot in- en uitwendige bewaking bij te dragen.

» Namen en Luik zouden in hunnen tegenwoordigen toestand dezelfde infanterie-garnizoenen vergen. Daarentegen, enkele batterijen artillerie meer.

» Uit vorenstaande volgt dat, na aftrek van de 20,000 man, wier bestemming hierboven werd aangegeven, de getalsterkte des legers veroorloven zou het veldleger samen te stellen en Antwerpen in betere voorwaarden te verdedigen, dan tot hiertoe mogelijk ware geweest.

» Verder volgt daaruit, dat het oprichten van nieuwe fortten aan de Maas onze macht te velde geenszins moet verzwakken. Tengevolge van die oprichting, zal het leger integendeel meer vrij en veilig in zijne bewegingen zijn, en hetzij het op zichzelf alleen handele of op vreemde hulp mag rekenen, het zal

zich in staat bevinden 's lands verdediging op meer gevorderden afstand te verzekeren, zonder 't beginsel van samentrekking te laten varen en mits behoud van zijne gemeenschap met de vesting Antwerpen. »

Dit antwoord kon op geene tweeeërlei wijze worden opgevat : de Maasforten moesten geene hoegenaamde vermeerdering van contingent medebrengen.

Thans geldt de noodige verzekering van de verdediging dier fortén als hoofdzakelijke, we zouden mogen zeggen als eenige bewijsreden voor verhooging van getalsterkte op oorlogsvoet.

Te nauwernood waren de fortén gebouwd, of luitenant-generaal Brialmont legde eenen opsteller van *Le Matin* deze verklaring af :

« Volstrekt nauwkeurig is het dat ons leger thans niet volstaat om de » Maasforten gansch te bezetten en tevens de tot werkdadigen krijg » benoodigde troepen vrij te laten. Van dat gevoelen hoef ik geen geheim » te maken, vermits ik er luidop voor uitkwam, en eerlang zal ik het » nogmaals en, hoop ik, met goed gevolg, verdedigen.

» Mijns erachtens, zijn er 246,000 man noodig, en we bezitten er slechts » de helft. Om doelmatig onze onzijdigheid te verdedigen, hebben wij de » fortén en tevens de soldaten noodig. Dat is immers de geschiedenis van » elke hervorming, die niet op éenen dag geschiedt. Hoe zouden de Kamers » de noodige soldaten tot verdediging van de citadellen hebben toegestaan, » zoo wij geene citadellen te verdedigen hadden? Er diende, zooals » gewoonlijk wordt gezegd, aangevangen aan één eind, en we begonnen » met de citadellen. Thans hoeft men haar wel garnizoenen te geven, 't is te » zeggen persoonlijke dienstplicht in te voeren, en naar mijne overtuiging » geraken wij eerlang daartoe. »

Het Parlement was gefopt.

Wat het geval van hen, die het in dwaling brachten, erger maakt, is dat thans wordt verkondigd — in de Militaire Commissie steunde men zich op deze bewijsreden — dat, « zooals Moltke tot kolonel Lahure zegde, » « de inrichting der verdediging van de Maas zonder merkelijke versterking » » van 't veldleger, eene onvolledige, ZOONIEt GEVAARLIJKE OPLOSSING IS ». »

Dus had men zonder aarzelen, voor 't land de gevaren vermeerderd, welke men verklaarde te willen weren! Welken naam kan aan dergelijke houding worden gegeven?

En wie kan 't het Parlement tot grief aanrekenen, zoo het weinig geloof hecht aan de meest uitdrukkelijke verklaringen van de krijgsoverheden?

Gereedelijk willen wij aannemen, dat het gedrag van generaal Brialmont was ingegeven door de zuiverste vaderlandsliefde. En vermits het geenén mensch gegeven is eens anders geweten te peilen, gelooven we volgaarne dat de achtbare generaal enkel gehoor gaf aan de ingeving van zijn geweten, dat hem vooral tot plicht maakte het land te redden.

Doch wien ontgaat het, dat dergelijk stelsel voor het Parlement verneederend is?

En hoe kan het verwondering baren, dat het, in krijgszaken, geen geloof

meer hecht aan hoegenaamd welke verklaring, al werd zij afgelegd door eene regeering, die zijn volle vertrouwen geniet?

't Is dat de ministers eigenlijk niet meer meester zijn van hunne eigene woorden.

Ze zijn slachtoffers, gebracht op het altaar van eene verkeerd opgevalte vaderlandsliefde.

* * *

Toen over de wet op de burgerwacht werd gestemd, beleefden wij eene dergelijke tactiek.

Terwijl het ontwerp werd voorbereid, verklaarde men dat de heringerichte burgerwacht in oorlogstijd nuttig dienst kon bewijzen. Ze moest een gedeelte van den vestingdienst verzekeren en meer soldaten voor 't leger te velde beschikbaar stellen. 't Moest een leger in tweeden rang zijn.

Zoo wordt het onnoodig het legercontingent te verhoogen.

Nauwelijks was men verzekerd dat het ontwerp er zou doorgaan, of het nut der burgerwacht in oorlogstijd werd betwist.

Welnu, op 15 Februari laatsleden, hield kolonel Wouters, de uitstekende algemeene bestuurder van de burgerwacht, ten Gentschen stadhuize eene voordracht over de rol der burgerwacht, in geval van mobielmaking des legers. Ziehier, volgens het verslag van dagbladen, zijne slotrede :

« In een land, zegde hij, waar 40,000 burgers met een geweer zijn bewa-
» pend, zou ik het als misdaad beschouwen er geen gebruik van te maken
» op 't oogenblik dat het land in gevaar verkeert.

» Voor de verschillende wetten op de burgerwacht, gingen de Kamers
» steeds uit van dit beginsel, dat de burgerwacht de orde moet verzekeren
» en ondergeschikte diensten waarnemen, waarvoor het leger in al te veel
» afdeelingen gesplitst zou moeten worden.

» Spreker onderzocht de rol van de burgerwacht ingeval van verdedi-
» ging des lands, van mobielmaking des legers. Achtereenvolgens nam hij
» twee onderstellingen in overzicht : 1^o Dat het leger mobiel is gemaakt en
» geroepen kan worden om min of meer geruimen tijd aan de grens de
» gebeurtenissen af te wachten. Die onderstelling werd bewaarheid in 1870,
» toen het op zeker oogenblik te duchten was dat de Fransche en Duitsche
» legers den oorlog op ons grondgebied zouden komen voortzetten ; 2^o het
» geval waarin, de grens overschreden zijnde, de toestand zich afteekent
» en het leger weet wat het te doen heeft. In het eerste geval, moet de
» burgerwacht in de steden blijven, waar ze zich bevindt, zonder mobiel te
» worden gemaakt; trouwens, daardoor zou alle maatschappelijk leven
» vanzelf gestremd zijn.

» Tot het tweede geval overgaande, bewees spreker hoe legers worden
» mobielgemaakt en samengetrokken, alsmede wees hij op den sedert 1870
» gedanen vooruitgang, dank zij de gestadige verhooging van getalsterkte en
» andere omstandigheden, die toenemende snelheid veroorloven.

» Voor de Mogendheden is het hoofdzaak de eersten te komen.

» Men voorziet het gebruik van massa's ruitery, om het mobielmaken en
» samentrekken van den vijand te verstoren.

» Vervolgens duidt hij de onderscheidene versterkte punten aan, die, zoo in Frankrijk als in Duitschland, voor België een gevaar zijn

» Moesten op zeker gegeven oogenblik ruiterbenden België overrompelen, de telegraafdraden doorsnijden, de spoorbanen vernietigen. zoo ware mobielmaking onmogelijk.

» In weinige uren tijds zou de Fransche ruiterij van Rijsel tot Gent of van Maubeuge tot Brussel geraken.

» Terwijl het leger mobiel wordt gemaakt, zou de burgerwacht eenen uiterst ernstigen dienst moeten verrichten, door geene andere macht in hare plaats te vervullen, en, — zegde spreker, — bestond er geene burgerwacht, men zou ze moeten uitvinden.

» Den dag waarop het land op het punt zou staan overrompeld te worden, zal men, dank aan goed op de grens ingerichte diensten, verwittigd worden van elke ernstige poging om ons grondgebied te schenden. De korpsen burgerwacht zullen de steden verdedigen: de goede wil van de burgerwacht volstaat om te verhinderen dat ruiterij inval doet in eene stad en deze allerhande afpersing oplegt.

» Volgens hem, dienen de steden in afdeelingen gesplitst, voor iedere compagnie of bataljon, en, nadat alle voorbereidselen zijn gemaakt, zou men zich zonder bezwaar naar de voorzienene posten begeven, van 't oogenblik dat de grenzen worden bedreigd.

» Spreker betreurt dat er slechts door eene wet, tot mobielmaking kan worden bevolen. Trouwens, de stelling kan verloren zijn, zelfs voordat het wetsvoorstel in de Kamers is overgelegd.

» Kortom, de burgerwacht moet strekken om 't leger veiligheid bij mobilisatie te geven, en den eersten schok te ondergaan. »

Dus is de burgerwacht, wier nuttige rol in geval van oorlog werd betwist, een leger geworden, dat den eersten schok moet doorstaan.

We vragen niets beters. Doch waarom is het dan noodig het contingent te vermeerderen? Toch hield de heer Wouters, in den schoot der Militaire Commissie, het noodzakelijke van dergelijke verhooging staande.

Wat dient nu eigenlijk gedaan en wien moet men gelooven? Wie zal ons eens en vooral uiteenzetten welk militair stelsel men tot stand wil brengen? Men vraagt dat het Parlement zich blindelings zou laten leiden naar eenen toestand, die niemand nader bepalen wil. Daarin zal het niet toestemmen.

*
* * *

De Militaire Commissie, heeft onlangs hare conclusiën uitgebracht. Vóór haar, had de Ondercommissie de hare bekend gemaakt.

Volgens officieële mededeelingen aan de drukpers, vraagt die Sub-commissie eene getalsterkte van 180,000 man op oorlogsvoet en een jaarlijksch contingent van 18,500 man.

En wat gebeurt er? Nauwelijks zijn deze cijfers bekend gemaakt, en zelfs heeft de Commissie er nog niet eens over gestemd, of reeds rijzen klachten op vanwege de voorstanders van onbepaalde vermeerdering des legers!

Moest de Kamer ze aannemen, zij zou zich voorwaar eene nieuwe teleurstelling berokkenen.

Veel is geroemd op het gematigde van die beslissingen. Wellicht zou die lof verdiend zijn, zoo men die voorstellen vergeleek met vroegere eischen, vooral zoo men ze mocht beschouwen als eindformule van een stelsel.

Doch veeleer komen ze voor als eene toegeving aan noodlottige omstandigheden.

Op 5 Februari 1900, zond het besturend Comité van den Bond der Maatschappijen van gewezen militairen een adres aan de Maatschappijen van oudgedienden.

Dat besturend Comité bestaat uit de heeren :

BRIALMONT, luitenant-generaal, voorzitter.

FALIZE, luitenant-generaal, voorzitter der Algemeene maatschappij van gepensioneerde officieren (Brussel).

KRAUS, luitenant-generaal, eerevoorzitter van de Vereeniging der gewezen Belgische soldaten van 1870-1871 (Gent).

VAN KERCKHOVE, generaal-majoor, voorzitter van den Kring der gewezen officieren (Bergen).

DESCHÉPPER, generaal-majoor, vertegenwoordiger van den Kring der gewezen officieren (Luik).

FOURCAULT, generaal-majoor, voorzitter van de Vaderlandslievende Maatschappij van gepensioneerde officieren (Antwerpen).

GOEDERT, voorzitter van den Bond der Maatschappijen van gewezen onderofficieren.

MALEVÉ, advocaat, voorzitter van den Nationalen bond der Maatschappijen van gewezen militairen (onderofficieren, korporaals en soldaten).

LÉON CHOMÉ, bestuurder van de *Belgique militaire*.

Welnu, 't zijn geene 180,000, maar wel 245,000 man die dat Comité vraagt. Heeft het voorgoed van zijn cijfer afgezien?

En staan de generalen van 't besturend Comité alleen onder de militaire overheden? Hebben zij geene aanhangers in den schoot zelve van de Militaire Commissie?

Twée generalen, lid van de Commissie, de heeren Hellebaut en De Ruydts, onthielden zich bij de stemming over het behoud van de tegenwoordige getalsterkte op voet van vrede. Zij beschouwen ze als volstrekt ontoereikend. Hunne vrijmoedigheid verdient lof, doch voortaan hoeft er rekening gehouden met hunne verklaring.

De *Belgique militaire* oordeelt als volgt over het ontwerp der Ondercommissie :

« We zullen er ons wel voor hoeden dit ontwerp af te keuren, want, werd » het aangenomen, het zou eigenlijk 's lands verdediging versterken. Men » moet meer en beters verlangen : vooralsnu kan er niet méér worden » gevraagd. Het land, ingeblazen en bedrogen door vaderlandslooze politieke » mannen, geeft geen blijk van eenen vurigen wensch om versterking en » verzekering van 's lands verdediging. »

Van nu af aan, mag men verzekerd wezen dat, zoo de Kamer de voorstellen van de Commissie goedkeurt, er in 't kort nieuwe verhooging gevraagd zal worden. En vermits de Minister van vandaag voor dien van morgen geene verbintenis mag aangaan, en de bestaande Commissie binnen eenige maanden de plaats kan ruimen voor eene andere, bestaat er geene reden om te denken dat wij de eindoplossing van het vraagstuk nabij zijn.

Dat alles is te betreuren, en niets schaadde het leger meer in de openbare denkwijze en in den schoot van 't Parlement.

Heel goed begrijpen wij dat iemand voor algemeenen dienstplicht kan zijn.

Dergelijk stelsel is te verdedigen; voor hen die meenen geene rekening hoegenaamd te moeten houden met de verdragen, is dat het meest redematige en tevens het meest radicale stelsel.

Zelfs verstaan we dat de militairen naar dat stelsel overhellen.

Bij hen is dat natuurlijk. Tot hiertoe kende niemand een bestuur, dat niet steeds zooveel mogelijk uitbreiding betrachtte.

De aard van 't bestuur komt daarin overeen met dien van den afzonderlijken mensch; het bestuur tracht zijne macht en bevoegdheid, het gebied van zijne bedrijvigheid uit te breiden.

Daarom mag men, in krijgssaken, voor zeker houden dat sommige eischen eerst dan zullen bevredigd zijn, wanneer alles wat voor werven vatbaar is, geworven zal wezen.

Dat droombeeld ligt in ieders hart besloten.

Het hoeft niet verloochend. Welnu, men bekenne zulks.

Doch het strijdt met de waardigheid van 't Parlement, tot maatregelen te besluiten, waarvan de wezenlijke strekking verborgen wordt gehouden, en zich te wagen op eenen weg, waarvan het uiteinde verborgen wordt.

De al te vaak misleide openbare meening, stelt op den duur hoegenaamd geen vertrouwen meer in de afgelegde verklaringen, en de genegenheid jegens het leger maakt plaats voor eenen onverdienden weerzin ten opzichte van de instelling, die er door wordt getroffen. Die weerzin is goed uit te leggen, zoo men nadenkt op de oorzaken die hem verwekten.

ONTOEREIKENDE ZEDELIJKE EN GODSDIENSTIGE WAARBORGEN VOOR DE FAMILIEN.

Zoo dan nog het leger, voldoende zedelijke en godsdienstige waarborgen opleverde voor hen die er gedwongen bij ingelijfd worden! Nietalleen worden dezen van hunne vrijheid beroofd, wordt hunne loopbaan belemmerd, ook in gemoederen en harten richt het vaak onherstelbare schade aan.

Dat is eene van de redenen, waarom conscriptie het land zoozeer tegen de borst stoot.

We vragen aan onze politieke tegenstrevers en aan alwie onze geloofsbelijdenis niet deelt, zich voor een oogenblik in de plaats te stellen van de ouders, wier zonen voor 't leger worden opgeëischt.

Op honderd recruten ten plattelande, vervullen voorwaar negen-en-negentig hunne kerkelijke plichten.

Dienen ze zes weken bij 't leger, dan treft men er geene tien meer aan.

Zagen ze van hun geloof af? Werd hunne overtuiging gewijzigd?

Bij sommigen, ongetwijfeld; die zijn voorgoed verloren.

Doch de groote menigte komt terug tot vroegere godsdienstige gebruiken, zoodra zij uit het leger ontslagen en in hun gezin zijn wedergekeerd.

Is het niet zonnklaar dat invloed, bij 't leger ondergaan, ze tijdelijk of bepaald van hunne plichten verwijderde?

En wien kan het verwondering baren, zoo de ouders bang zijn dat de conscriptie hen hunne kinderen ontrukken zal?

Bij dat godsdienstig nadeel komt, als noodlottig gevolg, zedelijke ondergang.

Er is over geklaagd dat soms in katholieke sferen het leger scherp wordt beoordeeld.

Is dat oordeel tegen de instelling gericht? 't Ware verkeerd zulks te denken.

In een land als België, waar 't leger slechts bestaan kan om de orde te handhaven en onschendbaarheid van den geboortegrond te verzekeren, waar het onmogelijk tot veroveringen kan aangewend worden en macht boven recht te doen staan, verdient het leger de toegenegenheid der katholieken, en zonder voorbehoud kennen zij het ze toe.

In eene redevoering ter Spaansche Kamer van afgevaardigden, sprak op 30 Januari 1830, bij de beraadslaging over de begrooting, een doorluchtig katholieke spreker de volgende woorden uit :

« Ik weet niet, Mijne Heeren, of, zooals met mij het geval was, uwe aandacht werd getroffen door de gelijkenis tusschen, de bijna gelijkaardigheid » van twee personen, die op het eerste zicht het meest verschillend en tegenstrijdig worden geacht, de gelijkenis tusschen priester en soldaat ?

» Priester noch soldaat leeft voor zichzelf; geen van hen leeft voor » zijn gezin; voor beiden ligt roem in zelfverloochening, opoffering.

» De soldaat is belast met het handhaven van de onafhankelijkheid der » burgerlijke samenleving. De priester waakt over de onafhankelijkheid » van de geestelijke samenleving. Voor den priester is het plicht te sterven, » en, zooals de goede herder, zijn leven ten beste te geven voor zijne » schapen. De soldaat heeft tot plicht als een brave broeder, zijn leven voor » zijne broederen op te offeren.

» Overweegt ge hoe lastig en smartelijk het geestelijk leven is, zoo zal het » priesterschap u voorkomen, — zooals het werkelijk is, — eene echte militie. » Beschouwt gij het geheiligde der zending van den soldaat, zoo komt de » krijgsveld dienst u als een wezenlijk priesterschap voor. »

Niemand denken wij, heeft ooit op heerlijker wijs de zending van het leger ingekleed, nauwkeuriger het ideaal van den soldaat weergegeven.

Een onzer geleerdste officieren, de artillerie-luitenant A. Colon, adjunct bij den Stal, kondigde onlangs in de *Revue de l'armée belge* eene studie af over veldmaarschalk Benedeck. Zij die willen weten hoeverre militaire zelfverloochening gedreven kan worden, hoeven die bladzijden te lezen.

't Is de geschiedenis van eenen soldaat, die, uit gehoorzaamheid aan zijnen vorst, eene door zijne rede verworpen zending aanvaardt; die, om het

vorstenhuis de volksongunst te besparen, welke door eene onvermijdelijke nederlaag moest verwekt worden, zich daarover zelf aansprakelijk maakt en, uit eerbied voor zijn gegeven woord, de stukken verbrandt, waaruit zijne rechtvaardiging moest blijken, en in zijn graf het geheim medeneemt, waarvan de enkele bekendmaking zijne nagedachtenis moest zuiveren.

Het te Blankenberge den heldhaftigen sergeant de Bruyne opgericht gedenkteeken bewijst dat ook wij soldaten bezitten, die de verhevenheid van dat ideaal beseffen, en burgers, die hen bewonderen, omdat zij hen begrijpen.

Hoe komt het, dat de katholieken, die zich een zoo grootsch denkbeeld vormen van 't leger, als beginsel beschouwd, feitelijk zijnen invloed op hunne kinderen duchten?

Die strijdigheid vindt hare uitlegging in het ontoereikende van den aalmoezeniersdienst bij ons leger, in de moeilijkheden voor den soldaat om zijne kerkelijke plichten te vervullen, alsmede in de houding van henzelf, die ons zouden dienen gerust te stellen.

Ongelukkiglijk beschouwen velen het leger als een werktuig tot propaganda tegen den godsdienst, naar het oordeel van het Antwerpsch blad *De Koophandel* :

« Bij 't leger wordt de geest der jongelingen mannelijker, de soldaten » vreezen hel noch duivel, en schudden het priesterjuk af. Werden alle jon- » gelingen tot krijgsdienst verplicht, dra ware 't gedaan met de heerschappij » der Kerk over onze landelijke bevolking. »

En die verklaringen worden soms bevestigd door krijgshoofden zelven.

Luistert naar deze redevoering van generaal Bouyet, op 29 Maart 1897 in de loge *Union et Progrès* uitgesproken :

« De ware drijfveer onzer meesters, tot in stand houden van de schreeu- » wend onrechtvaardige plaatsvervanging, ligt hierin, dat zoo de zonen van » rijke pachters, van grondeigenaars, hun dorp verlieten om een paar jaren in » onze groote garnizoensteden door te brengen, deze jongelingen wakker en » ontbolsterd zouden huiswaarts keeren, vastberaden om niet meer blinde- » lings het juk van hunnen pastoor te dragen, en volgens hun geweten, doch » nooit volgens het opgelegd bevel te stemmen.

» Bij gebrek aan beters, berust de geestelijkheid er in dat boerenknechts, » landarbeiders hun dorp verlaten om zich ter kazerne te begeven; keeren » ze tot het liberalisme bekeerd terug, dan is dit wel een verreweg geringer » kwaad dan zou zijn door rijkdom of opvoeding invloedrijke recruten tot » onze begrippen te bekeeren. »

We laten eenen anderen officier, generaal de Miribel, hoofd van den algemeenen Franschen staf, de hoop der legerscharen van de Republiek. wiens vroegtijdige dood zoo algemeen werd betreurd, de zorg over om daarop te antwoorden.

« Maar », zoo zegde hij tot eenen ambtenaar die dergelijke taal in zijn bijzijn voerde, « begrijpt ge dan niet, Mijnheer, dat die pogingen om gansch

» het leger godsloochening op te dringen eene tweevoudige misdaad zijn :
 » 1^o Eene misdaad op die soldaten, aan wie ge vooreerst hun bloed vraagt,
 » — wat billijk is, — doch wien ge vervolgens de ziel wilt ontrukken, —
 » wat afschuwelijk is; — 2^o Eene misdaad jegens het vaderland, dat ge,
 » door die zedelijke verminking van zijne zonen, het edelste van zijne
 » bestanddeelen aan leven, kracht en verdediging ontnemt? »

Sedertlang had de krijgsoverheid hare aandacht hierop moeten vestigen.

Wil zij het leger volksgeliefd maken, dan mag ze zich niet verzelten tegen 's volks gevoelens; om dat te begrijpen, is het geringste grein gezond verstand toereikend.

Onbetwistbaar werd vooruitgang verwezenlijkt, doch veel blijft nog te doen.

Te nauwernood hoeven wij te zeggen, dat men het leger noch tot eene school voor werkdadige godsdienstige propaganda mag vervormen, noch inbreuk maken op de door de Grondwet gewaarborgde vrijheid van godsdienst; eenvoudig dient gezorgd dat het leger geene school voor ongeloof worde, en dat de soldaat er kan leven volgens de ingeving van zijn geweten en 't verlangen van zijne ouders.

Geen enkel van de aan de Middenafdeeling onderworpen voorstellen laat zich in met den aalmoezeniersdienst bij 't leger.

Dus hebben wij niet uit te weiden over de veranderingen, die daaraan hoeven toegebracht.

Naar ons oordeel toch, was het op 't oogenblik dat de legerinrichting staat gewijzigd te worden, raadzaam op deze, niet de minst gewichtige zijde van het vraagstuk, de aandacht van Kamers, Regeering en land te vestigen.

AAN DE MIDDENAFDEELING ONDERWORPEN VOORSTELLEN. ONDERZOEK IN DE AFDEELINGEN.

Negen wetsvoorstellen werden tot onderzoek aan de Middenafdeeling onderworpen; acht waren te voren in de afdeelingen onderzocht.

Het voorstel n^o 13, *tot vermindering van den krijgsdienst*, gaat uit van de heeren Colfs, Maenhaut, Mabilie, Levie, Van Brussel, Victor Delporte.

In de

1^oafdeeling werd het aangenomen met 9 stemmen tegen 2 en 2 onthoudingen.

2 ^o	»	»	»	»	8	»	»	1 en 7	»
3 ^o	»	»	»	»	10	»	»	1 en 5	»
4 ^o	»	»	verworpen	»	8	»	»	3 en 6	»
5 ^o	»	»	aangenomen	»	9	»	»	2 en 1	»
6 ^o	»	»	»	»	10	»	»	0 en 7	»

Het voorstel n^o 59, *tot wijziging der militiewet*, gaat uit van de heeren Lorand, Berloz, Malempré, François, Felix Cambier, Vandewalle.

In de

1^o afdeeling werd het aangenomen met 7 stemmen tegen 0 en 4 onthoudingen.

2 ^o	»	»	»	9	»	»	0 en 7	»
3 ^o	»	»	»	15	»	»	1 en 4	»
4 ^o	»	»	»	8	»	»	7 en 2	»
5 ^o	»	»	verworpen	8	»	»	5 en 1	»
6 ^o	»	»	aangenomen	7	»	»	0 en 10	»

Het voorstel n^o 59, *tot wijziging van zekere wetsbepalingen in zake van militie en herinrichting van vrijwillige dienstneming*, gaat uit van de heeren Verhaegen, Levie, Victor Delporte, Mabilie, De Ponthière.

In de

1^o afdeeling werd het aangenomen met 9 stemmen tegen 5.

2 ^o	»	»	»	5	»	»	1 en 8 onthoudingen.
3 ^o	»	»	»	5	»	»	1 en 10
4 ^o	»	»	verworpen	7	»	»	7 en 2
5 ^o	»	»	aangenomen	5	»	»	2 en 1
6 ^o	»	»	verworpen	4	»	»	4 en 5

Hier dient aangemerkt, dat de 6^o afdeeling ineens stemde over de ontwerpen n^o 59, 60, 62, 72, 73 en 83 in hun geheel. De uitslag van die stemming wordt hierboven opgegeven en herhaald voor ieder van de volgende ontwerpen.

Het voorstel n^o 60, *op vrijwillige dienstneming*, gaat uit van den heer Woeste.

In de

1^o afdeeling werd het aangenomen met 8 stemmen tegen 5 en 1 onthouding.

2 ^o	»	»	»	2	»	»	0 en 0	»
3 ^o	»	»	»	9	»	»	2 en 5	»
4 ^o	»	»	verworpen	7	»	»	7 en 2	»
5 ^o	»	»	aangenomen	7	»	»	2 en 1	»
6 ^o	»	»	verworpen	4	»	»	4 en 5	»

Het voorstel n^o 62, *op plaatsvervanging van den milicien*, gaat uit van de heeren Colfs, Degroote, Maenhaut, Vandenbogaerd en Van Brussel.

In de

1^o afdeeling werd het aangenomen met 8 stemmen tegen 6.

2 ^o	»	»	verworpen	2	»	»	0.
3 ^o	»	»	»	6	»	»	1 en 9 onthoudingen.
4 ^o	»	»	»	7	»	»	5 en 4
5 ^o	»	»	aangenomen	7	»	»	3 en 4
6 ^o	»	»	verworpen	4	»	»	4 en 5

Het voorstel n^o 72, tot verlichting van de krijgslasten voor de lagere standen, gaat uit van de heeren Hoyoïs, Nerinx, Visart de Bocarmé, Francotte, Snoy, Harmignie.

In de

1^o afdeeling werd het aangenomen met 10 stemmen tegen 3 en 1 onthouding.

2 ^o	»	»	»	»	1	»	»	0 en 1	»
3 ^o	»	»	verworpen	»	3	»	»	3 en 10	»
4 ^o	»	»	»	»	7	»	»	4 en 3	»
5 ^o	»	»	aangenomen	»	7	»	»	1 en 3	»
6 ^o	»	»	verworpen	»	4	»	»	4 en 3	»

Het voorstel n^o 74, tot uitbreiding van vrijwillige dienstneming, gaat uit van de heeren Hoyoïs, Francotte, Snoy, Harmignie, Segers en Nerinx.

In de

1^o afdeeling werd het aangenomen met 8 stemmen tegen 3 en 1 onthouding.

2 ^o	»	»	»	»	1	»	»	0 en 1	»
3 ^o	»	»	verworpen	»	3	»	»	3 en 10	»
4 ^o	»	»	»	»	7	»	»	3 en 4	»
5 ^o	»	»	aangenomen	»	3	»	»	2 en 3	»
6 ^o	»	»	verworpen	»	4	»	»	4 en 3	»

Het voorstel n^o 83, tot inrichting van vrijwillige dienstneming, gaat uit van den heer Hoyoïs.

In de

1^o afdeeling werd het verworpen met 7 stemmen tegen 7.

2 ^o	»	»	»	»	2	»	»	0.	
3 ^o	»	»	»	»	3	»	»	3 en 10 onthoudingen.	
4 ^o	»	»	»	»	7	»	»	7 en 2	»
5 ^o	»	»	aangenomen	»	3	»	»	2 en 3	»
6 ^o	»	»	»	»	4	»	»	4 en 3	»

In al de afdeelingen waren de leden het eens om slechts eenen enkelen verslaggever aan te duiden voor de onderscheidene voorstellen.

Tal van leden stemden enkel mits zeker voorbehoud, gegrond op het menigvuldige van de wetsontwerpen, en op de omstandigheid dat meerdere ontwerpen hetzelfde doel beoogden.

Ze drukten het verlangen uit, dat de Middenafdeeling de verschillende voorstellen derwijze zou samenvoegen om de Kamer een voorstel in zijn geheel te onderwerpen.

Het wetsvoorstel n^o 142, waarbij wijzigingen worden toegebracht aan de militiewet en de legerinrichting, gaat uit van de heeren de Broqueville en Van Der Linden, en werd rechtstreeks door de Kamer tot onderzoek verzonden naar de Middenafdeeling, belast met het onderzoek van de andere wetsvoorstellen op het leger.

Uwe Middenafdeeling onderzocht die voorstellen met het zeer vurig verlangen tot eene oplossing te geraken, die alle belangen bevredigt.

Het denkbeeld, waarvan zij uitging, kan als volgt worden uitgedrukt :

De aan de burgers opgelegde persoonlijke lasten verminderen.

Die vermindering vooral ten goede laten komen aan den arbeidersstand.

Voor oorlogstijd, en rekening gehouden met België's internationalen toestand, voldoende getalsterkte onder de wapens houden, om het land te beveiligen tegen gebeurtenissen in den aard van die welke zich in 1870 bijna voordeden.

Door geene overdreven verlaging van getalsterkte op vredesvoet, het handhaven van de binnenlandsche rust in gevaar brengen.

Zorgen dat het onderricht der troepen verzekerd is.

Vrijwillige dienstneming onder iederen vorm aanmoedigen.

Daaraan eene kern van stevige troepen met langen dienstdienst vragen, om in elke omstandigheid den samenhang des legers te waarborgen en de krijgsopleiding der soldaten met beperkten dienstdienst te vergemakkelijken.

Met dergelijk gezamenlijk plan bestudeerde de Middenafdeeling die verschillende vraagstukken. Ze staan, trouwens, blijkbaar met elkander in verband.

Zij hoopt dat de door haar voorgestelde oplossingen door allen kunnen aangenomen worden.

VOORSTELLEN VAN DE MIDDENAFDEELING.

Na ieder van de acht haar onderworpen voorstellen onderzocht en naar het oordeel der meerderheid van hare leden gewijzigd te hebben, valte de Middenafdeeling, om 't verlangen der afdeelingen te beantwoorden, den uitslag van hare verrichtingen samen.

Zoo onderwerpt zij aan de goedkeuring der Kamer een voorstel, als gevolg van de versmelting der onderscheidene gedeeltelijke voorstellen.

Achtereenvolgens zullen wij de verschillende deelen van dit voorstel onderzoeken, in dezelfde orde waarin ze zich voordoen, overigens die van de militiewet.

EERSTE ARTIKEL.

Wijze van werving des legers.

Door dat artikel wordt de tekst van artikel 1 der militiewet eenigszins gewijzigd. Laatstbedoeld artikel luidt aldus :

« De werving van het leger geschiedt door middel van vrijwillige dienst-
» verbintenissen en door middel van jaarlijksche oproepingen. »

Om beter te doen uitschijnen dat vrijwillige dienstneming voortaan de

hoofdzakelijke wijze van werving zal zijn, zou het nieuw artikel 1 aldus luiden :

« De werving van het leger geschiedt door middel van vrijwillige dienstverbintenissen.

» *Jaarlijksche oproepingen*, vullen, zoo daartoe reden bestaat, het ontoereikend getal van deze vrijwillige dienstverbintenissen aan. »

De heeren baron de Broqueville en Van Der Linden (voorstel n^o 142) hadden eenen tekst in denzelfden aard voorgesteld.

« Het leger wordt door vrijwillige dienstneming geworven en *desnoods* door jaarlijksche oproeping *aangevuld*. »

ART. 2.

Vrijwilligers, van het jaarlijksch contingent afgetrokken.

Thans worden twee reeksen vrijwilligers van het contingent afgetrokken :

1^o De zoogeheten vrijwilligers van het contingent, 't is te zeggen de voor de klas ingeschrevenen, die vóór de loting dienstverbintenis aangaan. Tot hiertoe waren er niet veel zulke vrijwilligers, omdat ze geen hoegenaamd voordeel genoten.

2^o De voor de klas ingeschreven vrijwilligers, die, reeds onder de wapens zijnde, een dienstplichtig nummer trekken.

Bij eenparigheid van hare leden, drukte de Middenafdeeling het gevoelen uit, dat al de in dienst zijnde vrijwilligers dienen afgetrokken van het contingent voor het jaar waarop zij den militieouderdom hebben bereikt.

't Is, trouwens, niet te beseffen waarom alleen vrijwilligers die een slecht nummer trekken, in het contingent worden medegeteld.

Daardoor wordt geene vrijwillige dienstverbintenis bevorderd.

Overigens is het onrechtvaardig een militiekanton, dat veel vrijwilligers opleverde, toch door de loting zooveel manschappen te doen leveren alsof het hoegenaamd geene vrijwilligers hadde geleverd.

Dus moet de sedert 1896 op al de vrijwilligers van het contingent toegepaste maatregel tot alle in dienst zijnde vrijwilligers worden uitgestrekt.

Trapsgewijze afschaffing van de loting.

De Middenafdeeling dringt aan op het aanzienlijk voordeel dat afschaffing van de loting zou opleveren.

Op zichzelf beschouwd, is die instelling slecht te rechtvaardigen. In de toepassing geeft zij aanleiding tot betreurenswaardige misbruiken.

In alle streken des lands rijzen ieder jaar klachten op over ongeregheden den dag der loting.

Twee jaar geleden, somde de heer Edg. de Ghélin, in een artikel der

Revue générale, de treurig welsprekende baldadigheden op, waartoe de loting aanleiding gaf.

Hij deelde onderstaande tabel mede :

Ingelmunster.	Een herbergier in doodsgevaar gebracht.
Ensival.	Vele Italiaansche werklieden erg verwond.
Lauwe.	Een recruit door talrijke messteken getroffen.
Ardoie	Verschillende gevechten. Twee boeren met messen gestoken, in doodsgevaar.
Swevezele.	Twee jongelingen erg verwond.
Mechelen.	In de voorsteden en ter Groote-Markt messteken. Een man gestoken.
Westerloo.	Een recruit lost revolvergeschoten op twee personen, die hij verwondt; een met messen gestoken man blijft op den slag dood.
Bergen.	Twist. Een jongeling erg verwond.
Carnières.	Een grij-aard zou geworgd zijn.
Edingen	Een man krijgt twee dolksteken.
Hérinnes.	Pieter Cochy afgrijselijk vermoord.
Waver.	Messteken. Een recruit erg verwond.
Bellem.	7 Februari, een recruit door eenen herbergier doodgeslagen.
Gilly.	Den 8 ⁿ steenigen recruten eenen bakker en verwonden hem erg.
Zoersel.	Den 10 ⁿ of 11 ⁿ de veldwachter doodgeslagen.
Marcinelle.	Den 12 ⁿ een jongeling met messen gestoken, heel bedenkelijke toestand.
Florenville.	Den 14 ⁿ of 15 ⁿ vele recruten verwond, een zeer erg.
Charleroi.	Den 14 ⁿ een voorbijganger aangerand en voor dood gelaten.
Schaarbeek.	Den 16 ⁿ of 17 ⁿ eene vrouw gevaarlijk verwond.
Bottelare.	Den 17 ⁿ een milicien met dolksteken vermoord.
Antwerpen.	Den 19 ⁿ moet de politie de wapens trekken; vele verwonden.

« En in onzen voorzeker onvolledigen arbeid, voegt schrijver er bij,
 » lieten wij onverlet de verwoeste herbergen en de twisten, waarin die
 » verschrikkelijke messen slechts flinkerden. En de akelige lijst, die wij
 » heden 18 Februari opmaken, is nog niet gesloten. En vele van die aan-
 » slagen werden gepleegd na het uitvaardigen van eenen omzendbrief,
 » waarin de heer Minister van Binnenlandsche zaken, behalve dat hij daarop
 » de aandacht der overheden vestigde, zich de moeite getroostte de door de
 » bestaande wetten geoorloofde voorzorgmaatregelen aan te duiden. »

.
 « Laat ons het leger herinrichten, zeggen sommigen. Ach! zoo wij, al-
 » vorens te ijveren om een of ander stelsel door te drijven, eerst de buiten-
 » sporigheden bestreden, die de gezinnen in rouw dompelen en het land
 » onteeren! Ziedaar de bloedbelasting, welke dient afgeschaft! »

Verschillende maatregelen werden voorgesteld, om die buitensporigheden te doen ophouden, doch ze zijn moeilijk toe te passen.

Afschaffing van de loting schijnt de jongelingen en hun gezin eene wezenlijke weldaad toe.

De Middenafdeeling hoopt dat de door haar voorgestelde maatregelen die afschaffing ten minste in zekere kantons mogelijk zullen maken.

Is in een kanton het getal vrijwilligers gelijk aan, of hooger dan het te leveren contingent, zoo hoeft er geene loting meer gehouden.

Het mogelijk teveel wordt aangrenzende kantons toegekend.

Deze kantons worden gerangschikt naar het getal tot aanvulling van het contingent ontbrekende vrijwilligers.

Het teveel wordt vooreerst toegekend aan het kanton dat het minst vrijwilligers mist, vervolgens aan het onmiddellijk daarop volgend kanton en zoo verder.

Gepaard met de aanmoediging voor vrijwillige dienstverbintenis, zal dat stelsel de bezwaren van de loting verminderen.

't Is te hopen, dat in vele kantons de loting afgeschaft zal wezen, en zoo vervalt dadelijk eene der voornaamste grieven tegen de bestaande legerinrichting.

ART. 3 EN 4.

Plaatsvervanging behouden

Onder de tegen ons krijgssstelsel ingebrachte bezwaren, is het ergste dit verwijt, dat de lasten hoofdzakelijk, en volgens sommigen uitsluitend de mindere standen drukken.

Derhalve wordt afschaffing van plaatsvervangings als eene noodwendige maatschappelijke hervorming gevraagd.

De hoogere standen kunnen, zoo wordt gezegd, zich voor geld vrijkoopen; dat kunnen de mindere niet.

't Is een onrecht, eene inbreuk op de gelijkheid die tusschen burgers van een zelfde land moet bestaan.

Dit bezwaar, tegen plaatsvervangings aangevoerd, werd twintigmaal weerlegd, en hier de daarover ontstane beraadslagingen herhalen, ware den tijd der Kamer nutteloos in aanspraak nemen.

Het beginsel zoowel als de wijze van toepassing van plaatsvervangings mag onderzocht worden.

In beginsel, kan ze door geene geldige reden worden bestreden.

Alleen de voorstanders van algemeenen dienst handelen logisch, wanneer zij ze aanvallen.

Zoolang niet iedereen soldaat moet zijn, is 't niet te beseffen waarom men hen die het wenschen te wezen, niet zou veroorloven het te worden in de plaats van hen die, om redenen waarover zij alleen te beslissen hebben, van den dienst ontslagen willen zijn.

Die redenen kunnen volkomen gewettigd zijn: soms geldt het een beroep

niet tegen te werken; de verplichting zijne familie te ondersteunen en twintig andere redenen, waarin 't gezond verstand berusten moet.

't Kan ook een onverwinnelijke afkeer voor den wapenhandel zijn.

Voorbeelden van vrijwillige verminking, om krijgsdienst te ontgaan, zijn niet zeldzaam. In Duitschland werd beslist dat verminkt zijn niet langer eene reden tot vrijstelling was. De verminkte vervult er ondergeschikte diensten, volgens zijnen lichamelijken toestand.

Op 19 December laatstleden, deelde de heer Minister van Oorlog den staat mede van de in 1900 vervangenen, volgens hunnen maatschappelijken stand.

De 1,720 vervangenen voor de militielichting van 1900 worden onderverdeeld als volgt :

Vrije beroepen	279	dus 16.22 %
Renteniers.	190	— 11.03 %
Nijveraars en fabrikanten	260	— 15.12 %
Koophandelaars	323	— 18.77 %
Landbouwers	440	— 25.57 %
Zeelieden en schippers.	46	— 0.93 %
Ambachtslieden	180	— 10.47 %
Loontrekkenden	32	— 1.87 %

Blijkt uit die cijfers dat alleen de hogere standen belang hebben bij het handhaven van plaatsvervanging?

In 1848 moest de Fransche Kamer — eene republikeinsche — uitspraak doen over plaatsvervanging; 663 leden stemden er tegen en 140 voor.

Victor Hugo, bij vergissing onder de afwezigen medegeteld, teekende met onderstaanden brief verzet aan :

« MIJNHEER,

» Bij vergissing, geeft de *Moniteur* mij op als afwezig, toen er gisteren » werd gestemd. Ik was aanwezig en droeg, bij middel van mijne stem, bij » tot onmiddellijke oplossing van 't vraagstuk der plaatsvervanging, dat het » land zoozeer beangstigde. Ik stemde tegen verdaging, zooals ik heden, » met leedwezen omdat mijne beurt van inschrijving mij niet veroorloofde » het woord te nemen, tegen 't verbieden van militaire plaatsvervanging heb » gestemd, welk verbod aandruischt tegen de vrijheid, de hogere belangen » der beschaving en die vruchtbare ontwikkeling van alle bekwaamheid » in iedere richting, wat Frankrijk's roem uitmaakt.

» 21 October 1848.

» VICTOR HUGO. »

Wij ontkennen niet dat het leger een openbare dienst is, die ten allen prijze verzekerd moet wezen.

Doch veelerlei diensten zou de samenleving niet kunnen derven, als daar

zijn politie, gerecht, gendarmerie, de talrijke openbare besturen; en toch werd er nooit aan gedacht den burgers die diensten op te dringen.

Nooit was er, anderzijds, gebrek aan burgers, die vrijwillig optraden om ze te verzekeren.

Bij 't leger worden geene officieren geworven door gedwongen dienst, en evenmin daar is gebrek aan candidaten.

De eenige beweeggrond die mogelijk kan aangevoerd worden tot verdediging van gedwongen dienst, ware onmogelijkheid daarin anders te voorzien.

Werden er niet genoeg plaatsvervangers gevonden, dan zouden de door het lot aangeduide ingeschrevenen moeten optrekken : nood breekt wet.

Doch tot hiertoe was er meer aanbod van, dan vraag naar plaatsvervangers.

En toch werden ze geruimen tijd bij 't leger als verworpingen behandeld.

Nu nog heeft de hun betoonde afkeer op verre na niet opgehouden.

Premietrekkend vrijwilliger geweest te zijn, geldt in de oogen van sommigen nog als een soort van vlek, waar men zich bezwaarlijk van zuivert.

Graden en ridderorden worden aan uitstekende soldaten ontzegd, enkel omdat zij als premietrekkend vrijwilliger dienden. Dat schijnt ongelooflijk, doch zoo is 't.

Sommigen willen wel plaatsvervanging in vreedetijd, doch verwerpen ze voor oorlogstijd.

Voor iederen burger, beweren zij, is het plicht zijn vaderland te verdedigen, zoodra het in gevaar geraakt.

En 't is niet aan te nemen dat men een andermans in stede van zijn eigen leven blootstelt.

Dat is de sterkste bewijsgrond, dien men aanvoeren kan, en toch houdt hij geen steek.

Eerst en vooral zouden wij in bedenking kunnen geven, dat sedert ons bestaan als mogendheid, geen enkel Belgisch soldaat ooit het leven liet voor 's lands verdediging.

Gendarmen, politiebeambten, pompiers, tolbeambten ja, stellen in België hun leven bloot.

Allen worden bij middel van vrijwillige dienstneming geworven, en nooit was er gebrek aan postulanten.

De waarde van dat feit is niet te betwisten, en toch hoeven wij het niet in te roepen.

Niemand betwist dat ieder burger zijn in gevaar verkeerend vaderland zelfs ten koste van zijn leven moet verdedigen, op voorwaarde dat het vaderland zijne medehulp inroepe.

In letterlijken zin, zou dit beteekenen dat iedereen soldaat moet wezen. Dat ware algemeene dienst, een redematig en houdbaar stelsel, doch in ons land toegepast noch gevraagd.

In België worden nagenoeg vijf-en twintig van de honderd lotelingen tot 's lands verdediging opgeroepen. Ze worden door het lot aangeduid, wat voor gevolg heeft dat de vijf-en-zeventig anderen aan die vijf-en-twintig de zorg opdragen zich desnoods voor 's lands verdediging te laten dooden.

Welnu, hier rijst de vraag op: Bestaat er iets meer ongehoord dan dat die vijf-en-twintig, of enkelen daarvan, vrij aanvaarden de oorlogskans te wagen, in stede ze door het lot te laten opdringen?

Is eene overeenkomst tusschen partijen na de loting meer te verwerpen dan vóór?

Is eene zonder dwang aangenome en rijpelijk overwogen overeenkomst meer in strijd met de zeden dan eene overeenkomst gegrond op de blinde gril van 't lot?

Dat is gansch de zaak.

Hij die zijn fortuin op eenen teerlingsworp waagt, die er om loot, gaat door als een gek en verachtelijk wezen.

Doch heel zedelijk wordt het geacht zijn leven op eenen teerlingsworp te wagen.

Dat spel wordt door de wet ingericht en opgedrongen. En men wil niet dat eene of andere verzachting de treurige gevolgen betere van een ongerijmd stelsel, enkel te dulden uit dringende noodzakelijkheid.

Men merke 't wel op: 't is voor het vaderland van belang, dat zij die het verdedigen, de krijgsmansroeping hebben, niet met tegenzin optrekken, zich niet onbekwaam voelen tot den van hen gevraagden dienst.

Vreesachtigen, luiaards, ja lafhartigen kunnen door het lot worden aangeduid.

Is 't niet beter dat dezen, zichzelf hunne gebreken bewust, zich door moedige lieden doen vervangen? Zouden leger en vaderland daar niet bij winnen?

In dat opzicht is plaatsvervangings een voor 't leger uiterst gunstig stelsel.

Wat zou men zeggen, moesten onze officieren bij uitloting worden aangeduid onder de studenten onzer hoogeschoolen?

Voorzeker behartigde Napoleon de belangen van 't leger. Toch had hij plaatsvervangings toegelaten. Taine zegt in *Les origines de la France contemporaine* ⁽¹⁾:

« Napoleon is een verstandig schuldeischer; hij weet dat die schuld voor
 » de familiën « de meest verschrikkelijke en verfoeide is », dat zijne
 » schuldenaars *wezenlijke, levende, bijgevolg onderscheiden mannen zijn,*
 » *dat een Staatshoofd rekening moet houden met hun verschil,* ik bedoel
 » hunnen stand, hunne opvoeding, gevoeligheid, roeping; dat ze niet enkel
 » in hun bijzonder belang, maar ook in het openbaar belang, niet enkel
 » uit voorzichtigheid, maar ook uit billijkheid, allen zonder onderscheid
 » niet mogen verplicht worden tot hetzelfde werktuigelijk ambacht, den-
 » zelfden handendienst, dezelfde verlengde en onbepaalde slavernij naar
 » ziel en lichaam
 »
 » machtigt of voert in, plaatsvervangings in der minne, bij private overeenkomst
 » gesloten tusschen eenen rekrut en zijnen vrijwilligen, gezonden en onder-
 » zochten plaatswaarnemer, voor wien de rekrut verantwoordt. Hebben zij

(1) *Le régime moderne*, deel I, blz. 292 en volgende

» ondereen zulken koop gesloten, zoo is het in volle vrijheid en met vol-
 » komen kennis van zaken, en omdat elke partij haar voordeel bij de over-
 » eenkomst vindt; de Staat heeft geen recht nutteloos den eenen of anderen
 » dat voordeel te onttrekken, en zich te verzetten tegen eene ruiling, waar-
 » door hij niets lijdt. Nietalleen lijdt hij er niet door, hij wint er soms bij.
 » Waut wat hij noodig heeft, is niet zekere Peter of Pauwel, maar wel een
 » man, zoo goed als Peter of Pauwel in staat om een geweerschot te lossen,
 » lange marschen af te leggen, guur weder te weerstaan, en zoo zijn de
 » door hem aanvaarde plaatsvervangers. Allen moeten « sterk van gezond-
 » heid, kloek van gestel » zijn en groot genoeg; vermits zij armer zijn dan
 » zij wie ze vervangen, zijn ze beter gehard tegen ontbering en vermoeinis;
 » vermits het meerendeel de mannenjaren hebben bereikt, zijn ze voor den
 » dienst beter geschikt dan bij voorbaat gelichte en te jonge aankomelingen;
 » sommigen zijn gewezen soldaten, in zulk geval is de plaatsvervanger twee-
 » maal zooveel waard als de vervangen splinternieuwe reeruit, die nooit
 » den ransel droeg noch in de open lucht legerde.

« Bijgevolg worden tot plaatsvervanging « toegelaten, alle in het lot
 »» gevallen jongelingen en de reeruten van elke klas, die geene krijgsver-
 »» moeinessen kunnen doorstaan, alsmede zij die voor den Staat van meer
 »» nut worden bevonden wanneer zij hunne studiën voortzetten dan wel
 »» wanneer zij van het leger deel uitmaken ». Napoleon is te verstandig
 » om zich te laten leiden door den blinden eisch van democratische
 » voorschriften. »

In nota voegt Taine daar deze voorwaar belangwekkende opmerking van Gebelin aan toe :

« Bijna in al de verslagen van den derden staat in 1789, wordt afschaffing
 » van de loting gevraagd, en nagenoeg al de verslagen van de drie orden zijn
 » voor vrijwilligen tegen gedwongen dienst; in het meerendeel wordt voor het
 » leger eene militie gevraagd van vrijwilligers, mits premie verbonden; die
 » premie of geldelijke betaling zou door de gemeenschappen van inwoners
 » worden geleverd, wat feitelijk voor vele steden reeds het geval was. »

Dat gevoelen van Napoleon had luitenant-generaal Brialmont getroffen. Toen hij nog voor plaatsvervanging was, schreef hij ⁽¹⁾ :

« De eerste Fransche Republiek had de plaatsvervanging afgeschaft, doch
 » zag zich verplicht ze terug in te voeren bij de wet van jaar VI, die de
 » conscriptie instelde.

» Napoleon, wien men niet verwijten zal in dergelijke zaken al te veel
 » toegevendheid te betoonen, erkende insgelijks dat plaatsvervanging nood-
 » zakelijk was : « In een land, waar gelijkheid van fortuin zou bestaan, zegde
 »» hij, zou iedereen in persoon moeten dienen; in een land waar 't fortuin
 »» ongelijk is, zou men de rijken vrij moeten laten eenen plaatsver-

(1) *Considérations politiques et militaires sur la Belgique*, 1852, deel III, blz. 224.

» vanger te stellen en daar enkel wat geld uit te trekken om bij te dragen
 » tot uitrusting van de reserve der recruten. »

» Wellicht zal men daar tegenoverstellen het voorbeeld van Pruisen, dat
 » plaatsvervanging uit zijne zeden heeft verbannen. Doch zulk voorbeeld is
 » weinig afdoende. Het Pruisisch stelsel was 't gevolg van uitzonderlijke
 » omstandigheden... »

Generaal Brialmont merkt aan dat in Pruisen sommige jongelingen door
 uitwijking den krijgsdienst trachten te ontkomen, en voegt daarbij :

« Doet iets dergelijks zich voor in een land, waar de geest van Frederik-
 » den-Grooten nog heerscht en waar de krijgsmansstand het hoogste aanzien
 » geniet, er valt niet te hopen bij minder gunstig gestemde volken ooit het
 » beginsel van afschaffing van plaatsvervanging of van dienstplicht voor allen
 » te doen aannemen, een bij uitstek rechtvaardig en theoretisch vrijzinnig
 » beginsel, doch weinig billijk, zelfs noodlottig in de practijk. De plicht van
 » staatslieden en militairen ligt dus hierin besloten : te zorgen dat plaatsver-
 » vanging zoo weinig mogelijk het eergevoel en de onbaatzuchtigheid weg-
 » neme, die het kenmerk zijn van den wapenhandel en hem tot schoonste
 » sieraad verstrekken. Daarop legde men zich sedert lang in België toe. »

En elders drukt hij zich uit in dezer voege :

« Nooit zal ik aannemen dat het de taak onzer eeuw zou zijn allen tot den
 » dienst geschikte burgers een geweer ter hand te stellen. Integendeel eischt
 » het openbaar belang dat ieder zijn beroep en bijzonder vak heeft; dat deze
 » recht wijst en een ander zijne gewijsden doet eerbiedigen; dat de eene
 » rijkdom verschaft en dat de andere hem beschermt.

» Ongetwijfeld verdient het beginsel dat allen burgers den plicht
 » oplegt tot de gezamenlijke verdediging bij te dragen, eerbied; doch dat
 » beginsel dient in zijne toepassing beperkt door 't belang van de samen-
 » leving, welk belang vereischt dat kunst, wetenschap, letteren, handel,
 » nijverheid, landbouw en vrije beroepen niet in hunne ontwikkeling
 » worden belemmerd en 's lands schatkist niet wordt uitgeput door uitgaven
 » als gevolg van nutteloos of overdreven vertoon van krijgsmacht (1). »

« Zoo Franklin's kernspreuk « *Time is money* » waar is, zoo moet ieder-
 » een bekennen dat het geenszins overdreven noch onrechtvaardig is *geld*
 » te geven in ruiling voor den *tijd*, door in 't lot gevallen burgers aan den
 » krijgsdienst besteed. Maar, zegt men wellicht, niet alleen vergt de Staat
 » van dezen burger zijnen tijd, in zekere omstandigheden eischt hij ook zijn
 » leven. Kan eene opoffering zooverre gedreven worden, dan is geene vergel-
 » ding mogelijk.

» Deze redeneering zou afdoende wezen, indien de *bloedbelasting* enkel
 » den militair drukte; doch niets is zoo onnauwkeurig. In een land, waar
 » ieder dienstbevoegd man, zoo hij geen soldaat is, tot de burgerwacht

(1) *Etudes sur l'organisation des armées et particulièrement de l'armée belge*, 1867, blz. 16.

» behoort, wordt de bloedbelasting door het algemeen gedragen en is
 » niemand onttrokken aan 't groot beginsel van gelijkheid voor de
 » opoffering.

» Dus is de vraag : kan *geld* den *verloren tijd* vergoeden?

» Op die vraag moet ieder mensch met gezond oordeel bevestigend ant-
 » woorden ⁽¹⁾. »

We weten dat generaal Brialmont sedertdien een beslist bestrijder van plaatsvervangings is geworden, ofschoon zij in België bestaat.

Doch met genoegen merkten wij op dat hij in de gansch jongste tijden in zekeren zin tot zijn eerste gevoelen terugkeert.

Ter vergadering van het besturend Comité van den Nationalen Bond van gewezen militairen, sprak hij onderstaande woorden uit :

« Afschaffing van plaatsvervangings, waarmede onze vereenigings zich
 » als 't ware uitsluitend inlieten, is overigens van minder belang en minder
 » dringend dan versterking des legers; want moet België zekeren dag zijne
 » onafhankelijkheid verliezen, dan zal dat niet zijn uithoofde van zijne
 » onrechtvaardige wervingswijze, maar wel omdat het de tot doelmatige
 » verdediging van zijne onzijdigheid benoodigde strijdkrachten niet heeft
 » aangewend. »

Dus is afschaffing van plaatsvervangings voor 's lands verdediging een ondergeschikt vraagstuk.

Die verandering van zienswijze bij generaal Brialmont is slechts de persoonlijke uiting van eenen wezenlijken ommekeer in de meening van de meest bekende voorstanders van persoonlijke dienst, ommekeer die door de pers werd in 't licht gesteld. Onlangs schreef de heer Hermann Dumont in de *Réforme* :

« Dat vraagstuk (persoonlijke dienst) kwam mij, wat daarover ook moge
 » gezegd zijn, steeds van ondergeschikt belang voor. Van een louter militair
 » standpunt, is de eene man zooveel waard als de andere, en zelfs in de
 » Pruisische opvatting van 't leger, — ook die van ons officierenkorps, —
 » moet een krachtig gespierd beest een beter soldaat zijn dan de burger die
 » genoeg verstand heeft om de kinderachtige ongerijmdheid van militaire
 » voorschriften te beseffen; en om te hopen dat zoo enkele rijkemanskinde-
 » ren zich onder 't vaandel bevinden, de strenge tucht zal verzachten voor
 » hen die geld noch invloed bezitten, moet men al heel onnoozel wezen. Zijn,
 » in dat opzicht, de Franschen beter bedeed dan wij?

» Tegen de instelling der plaatsvervangings kan nog enkel het beginsel van
 » gelijkheid van alle burgers worden ingeroepen. Doch met het oog op de
 » practische, waarlijk democratische gevolgen, zal die hervorming ons niets
 » aanbrengen, den geest des legers niet wijzigen, ons geene burgersoldaten
 » kunnen verschaffen. »

(1) *Études sur l'organisation des armées et particulièrement de l'armée belge*, 1867, blz. 127.

En de *Indépendance* :

« Een daarover door ons ondervraagd hoofdofficier legde deze duidelijke » verklaring af :

» « Persoonlijke dienst is een beginsel, waar we niet mogen van afzien, » » omdat het, allen partijgeest daargelaten, in een maatschappelijk en » » nationaal opzicht rechtvaardig is. Doch van een louter militair standpunt » » zouden wij ons tevreden toonen, zoo men ons, de zelfs enkel uit plaats- » » vervangers bestaande gefalsterkte gaf, die wij voor 's lands verdediging » » onontbeerlijk achten, want op het slagveld is de plaatsvervanger geen » » slecht soldaat. »

» Die bekentenis baarde ons verwondering, want we dachten dat ten » minste in militaire sferen plaatsvervangings in elk opzicht door iedereen » werd verworpen.

» Wij hadden het mis. Zelfs in 't leger zijn er nog voorstanders van » plaatsvervangings, doch — wellicht behalve één, generaal Bourlard, die » openlijk zijn gevoelen uitte toen generaal Brassine zijn ontslag nam — » bescheiden voorstanders, die zich voor een onrechtvaardig stelsel niet » graag in gevaar willen stellen.

» De eenen hebben clericale betrekkingen, die, zonder dat zij zulks » bekennen, niet zonder invloed op hunne meening in krijgssaken blijven.

» Daarentegen verwachten anderen, vooral militairen, niet veel van de » nieuwe recruten die door afschaffing van plaatsvervangings bij 't leger » ingelijfd zouden worden. Verbroedering onder de standen is voor hen » van geringer belang dan tucht, en ze schijnen te vreezen dat in de kazernen » gelijke tucht steeds een ijdel woord zal blijven.

» Dezer dagen hebben wij er zoo velen ontmoet, en verborgen zij ons » hunne zienswijze niet, toch bezwoeren zij ons hen niet te noemen. »

De Kamer weet dat ons betreurd medelid, graaf Leon Visart de Bocarmé — zijne gewezen wapenmakers kwamen op het gelukkig denkbeeld hem een gesteepte op te richten — in zijne laatste levensjaren bekende dat plaatsvervangings het leger geenszins schaadt.

En de onderstaande regelen ontsnapten de pen van den hoofdsteller der *Belgique militaire*, naar aanleiding van oefeningen in 't kamp van Beverloo. Denkelyk ligt er nog meer waarheid in dan schryver bedoelde

» Toch doorstaan onze sterke boerenjongens gemakkelijk de oefeningen en » marchen, die van hen worden gevergd. Als men nagaat wat er geschiedt, » dan vreest men voor invoering van persoonlyken dienst. Ja, lieve Hemel! » wat zal het zijn als rijkemanskinderen zich onder de wapens bevinden? » Men zal ze in de watte moeten wikkelen! »

Dus is het beginsel van plaatsvervangings, zoowel in 't opzicht van samenleving als van leger, onaanrandbaar.

MAATREGELLEN TEN VOORDEELE VAN DE MINDERE STANDEN. — HERINVOERING VAN
NUMMERVERWISSELING.

Nu blijft nog de wijze van toepassing.

Er is geld toe noodig om zich te doen vervangen. Zij die er thans geen bezitten, moeten dienen.

Dat is ongelijkheid.

Om ze weg te nemen, werden drie middelen voorgesteld.

Het eerste is afschaffing van plaatsvervanging en het invoeren van persoonlijk dienste.

Dat stelsel kan echter de bezwaren erger maken. Er zou eenvormigheid, geene gelijkheid bestaan, want zooals dikwijls werd gezegd, — en 't blijkt ook uit ondervinding, door legers van andere landen opgedaan, — bij het leger zelf zou in eene nog veel ruimere mate ongelijkheid voorkomen.

Het getal ordonnansen, dat is soldaten die knecht zijn, zou toenemen. Thans hebben alleen officieren eenen ordonnans; voortaan zou iedere gegoede soldaat eenen armen in zijnen dienst nemen. Ware dat gelijkheid?

En het blijkt niet waarin verplichting tot dienen, die morgen aan iedereen opgelegd zou worden, de lasten kan verminderen van hen die reeds nu dienen.

't Ware gelijkheid in zake van dwang. Wat dient betracht, is gelijke vrijheid.

* * *

Het tweede middel is alle burgers, die zulks verlangen, in staat te stellen zich te doen vervangen.

Thans kost plaatsvervanging 1,600 frank. Hij die geene 1,600 frank bezit, moet optrekken; hij die ze heeft, kan zich van den krijgsdienst afkopen.

Ziedaar de schreeuwende, onbetwistbare ongelijkheid, die zooveel mogelijk moet ophouden.

Daaraan heeft de Middenafdeeling gedacht. Met eenparigheid min ééne stem, sloot zij zich aan bij 't behouden van plaatsvervanging, doch zij trachtte dat niet meer als voorrecht aan gegoede standen te laten, maar wel ze voor een grooter aantal belanghebbenden toegankelijk te maken.

Het eerste door haar aangewende middel is verlaging van den prijs der plaatsvervanging.

Verkorte dienstdtijd vermindert de door den plaatsvervanger bewezen diensten en brengt redelijkerwijs eene daarmee overeenkomstige verlaging van de hem te betalen premie mede.

Anderzijds stelt de Afdeeling voor om aan plaatsvervangers dezelfde vergelding als aan miliciens te betalen.

Daarom achtte zij het thans op 1,600 frank bepaald bedrag van de som, die de vervangene betalen moet, tot 1,000 frank te mogen verminderen.

De premie, aan den plaatsvervanger te betalen, kan verschillen naar het wapen waaronder hij dient.

De Middenafdeeling drukte, trouwens, met eenparige stemmen min ééne, het gevoel uit dat plaatsvervangers tot ieder korps moesten toegelaten worden, naarmate van de behoeften der werving.

Een van de twee leden die *neen* stemden, hadde de plaatsvervangers bij

de cavalerie willen inlijven. Met zoo uitsluitend een stelsel dacht de Middenafdeeling niet zich te kunnen vereenigen. Ze meent dat aan de krijgsoverheid meer vrijheid dient gelaten.

*
* *
*

Toch was de Middenafdeeling, met eenparigheid min ééne stem, van gevoelen dat ontslaging van krijgsdienst voor weinig gegoede burgers nog gemakkelijker moest gemaakt worden. Op voorstel van den heer Woeste, voerde zij opnieuw nummervervisseling in.

« De wet van 8 Januari 1817, zoo drukt zich het achtbaar lid uit in de Toelichting van zijn voorstel, liet nummervervisseling en tevens plaatsvervanging toe. Nummervervisseling stelde hem die 't nummer ruilde, vrij van alle verantwoordelijkheid wegens de verplichtingen, die op den nemer van dat nummer overgingen; met plaatsvervanging was het anders gesteld. Doch de wet van 8 Juni 1870 maakte den vervangene vrij van verantwoordelijkheid voor den dienst van den plaatsvervanger, mits eenen geldelijken borgtocht, genomen van den prijs der plaatsvervanging; en zoo dacht zij nummervervisseling te kunnen afschaffen. Toch kon het ruilen van nummers, tusschen twee ingeschrevenen, vrijwillige dienstneming bevorderen. Daarom acht ik dat het opnieuw dient ingevoerd en ingevolge een reeds door de wet van 1817 gehuldigd beginsel, veroorloofd tusschen de ingeschrevenen van de vier laatste klassen. Zij die hun slecht nummer overlaten, moeten evenwel zekere waarborgen opleveren. Artikel 4, dat nummervervisseling veroorlooft, bepaalt echter de voorwaarden daartoe: deze zijn getrokken uit het koninklijk besluit van 4 October 1873, dat den toestand der vrijwilligers met premie regelde. »

Onderstaande tabel is ontleend aan de Toelichting van het voorstel van den achtbaren heer Colfs, betreffende plaatsvervanging in krijgszaken.

Zij geeft het getal nummervervisselaars op tot in 1870, alsmede de uitslagen van de wet van 3 Juni 1870.

Getalsterkte der manschappen met soldij.

	1840	1850	1860	1870	1880	1890	1895	1896	1897	1898
Vrijwilligers	11,547	9,727	8,574	8,319	7,415	11,149	11,236	10,860	10,592	10,562
Vrijwilligers met premie ⁽¹⁾ . .	»	»	»	»	6,278	5,086	6,707	5,048	4,599	4,561
Nummervervisselaars ⁽¹⁾ . . .	2,558	2,500	6,152	7,707	»	»	»	»	»	»
Plaatsvervangers ⁽²⁾	2,972	2,658	4,891	4,487	823	73	73	71	79	69
TOTAAL	16,877	14,685	19,597	20,513	14,516	16,508	18,036	15,270	15,270	15,192
Miliciens	14,483	15,050	18,251	26,498	28,491	28,015	29,325	34,074	34,074	27,616
ALGEMEEN TOTAAL	31,360	29,715	37,848	47,011	43,007	44,323	47,361	49,344	49,344	42,808

⁽¹⁾ Ingericht door de wetten van 3 Juni 1870 en 18 September 1873.

⁽²⁾ Afgeschaft bij de wet van 3 Juni 1870.

⁽³⁾ Plaatsvervangers van broeders of voorgesteld door miliciens wien het Departement van Oorlog geen plaatsvervanger kon leveren.

Nummerverwisseling kan geene erge bezwaren opleveren, mits ze gepaard zij met de noodige voorzorgen.

Volgens het stelsel der Middenafdeeling, met vijf stemmen en ééne onthouding aangenomen, mag hij die in 't lot valt, zijne plaats doen innemen door eenen loteling van hetzelfde jaar of van eene der vier vorige jaren, die niet tot den dienst is opgeroepen.

Het lid dat neen stemde, is niet tegen nummerverwisseling, maar zou ze liefst enkel veroorloven tusschen lotelingen van hetzelfde kanton.

De Regeering bemoeit zich niet met overeenkomsten tusschen hem die het nummer overneemt en hem die het afstaat, tenzij om te onderzoeken of eerstgemelde aan de noodige vereischten beantwoordt.

De nummerovernemer ontslaat hem die het nummer afstaat van allen dienst. Hij trekt de vergelding in dezelfde voorwaarden als de nummerafstaande ze zelf zou trekken.

Plaatsvervanging veronderstelt eene overeenkomst tusschen den voor den dienst aangewezen jongeling en de Regeering. Deze levert den plaatsvervanger. Plaatsvervanger en vervangene zijn elkander volstrekt vreemd : ze kunnen en moeten elkander niet kennen. De onderlingen toestand tusschen nummerovernemer en nummerafstaande is gansch iets anders. Hier bestaat de overeenkomst onder hen.

Vaak zal nummerverwisseling 't gevolg zijn van verwantschap, vriendschap, wederzijdsch goedvinden. Daardoor zelf zal ze kunnen geschieden tusschen lotelingen uit alle standen. 't Is, zooals de heer Woeste het zegde, plaatsvervanging in een democratischen vorm.

*
* * *

De achtbare heer Colfs, het daarin eens met eenige onzer medeleden, stelde daarenboven voor, den prijs der plaatsvervanging te verhoogen volgens 't fortuin van den vervangene, vermits de premie, aan den vervangene te betalen overigens gelijk blijft.

Zijn stelsel (voorstel n^o 62) kan als volgt worden samengevat :

Hij die de Regeering eenen plaatsvervanger vraagt, moet eene som storten naar gelang van zijn fortuin. Het minste bedrag mag niet hooger zijn dan 300 frank, het hoogste bedrag het tiendubbel van 't minste.

Een koninklijk besluit bepaalt de tusschenklassen, in verhouding tot het bedrag der rechtstreeksche belastingen, door de ouders van den loteling of door hem zelve betaald. Grondbelasting wordt, voor die berekening, den eigenaar steeds aangerekend.

Zij die geene rechtstreeksche belastingen betalen, alhoewel ze bemiddeld zijn, moeten aangeven in welke klas zij willen gerangschikt worden voor het bepalen van den prijs van hunnen plaatsvervanger.

In de Middenafdeeling deden verschillende leden opmerken hoe moeilijk dat stelsel practisch kan toegepast worden. Men zou ten minste moeten beginnen met de belasting op het inkomen in alle strengheid in te voeren.

Thans zou het dit zonderling gevolg hebben : Hij wiens fortuin is gekend, zal niet alleen voor eigen rekening betalen, maar ook voor rekening van

zijn rijkeren gebuur, wiens fortuin wellicht aan belasting ontsnapt. De achtbare voorsteller besefte zelf die moeilijkheid. Hij vraagt dat zij die van valsche verklaring worden overtuigd, slechts plaatsvervangings kunnen genieten mits het bedrag te betalen van de klas waarbij zij moeten ingeschreven worden, verhoogd met het driedubbel van de ontdoken premie.

In den loop der beraadslaging, wijzigde een der medeondertekenaars het voorstel als volgt :

- » De prijs, door de Regeering voor plaatsvervangers betaald, is onveranderlijk. De prijs, door den vervangene aan de Regeering te betalen
- » verschilt volgens de klas waarin hij gerangschikt is. De lotelingen die een
- » slecht nummer trekken, worden in dat opzicht in drie klassen gerangschikt.
- » De 1^{ste} klas betaalt als plaatsvervangingsprijs ten hoogste 3,000 frank.
- » De 2^{de} klas, een middenprijs tusschen dien der 1^{ste} en dien der 3^{de} klas.
- » De 3^{de} klas een prijs niet hooger dan 300 frank.
- » Een koninklijk besluit bepaalt jaarlijks den prijs der plaatsvervangings,
- » derwijze dat de prijs der 1^{ste} klas het tiendubbel en die der 2^{de} klas het
- » vijfde van den prijs der 3^{de} klas bedraagt.
- » De belanghebbenden zullen zich in eene der klassen rangschikken, mits
- » binnen de acht dagen na de loting, bij den burgemeester hunner gemeente
- » aangifte te doen.
- » Acht het schepencollege de verklaring onnauwkeurig, zoo rangschikt
- » het den belanghebbende in eene andere klas. De belanghebbende mag
- » zich aansluiten bij de meening van 't schepencollege.
- » Zijn de belanghebbende en 't schepencollege het niet eens, dan wordt de
- » beslissing overgelaten aan eenen door de Regeering per provinciale
- » omschrijving aangestelden raad. Deze zal den belanghebbende hooren, die
- » alle bewijsmiddelen mag aanvoeren
- » Bedoelde raad beslist in laatste beroep.
- » Neemt de belanghebbende den prijs der plaatsvervangings, in laatste
- » beroep vastgesteld. niet aan, dan wordt hij als milicien ingelijfd. »

In zulken vorm vond het stelsel evenmin toegang bij uwe Middenafdeeling.

Deze was van meening dat tegen het ingewikkelde van 't stelsel de voordeelen niet opwegen en verwierp het bij eenparigheid der zeven aanwezige leden.

*
* *

Twee der aan de Middenafdeeling onderworpen voorstellen lossen op vollediger wijze 't vraagstuk der verlichting van de krijgslasten ten voordeele der lagere standen op.

Hel eerste, uitgaande van den achtbaren heer Hoyois, stelt voor, de vrijwilligers af te trekken van het contingent, doch ten voordeele van de tot den dienst aangeduide ingeschrevenen die tot de minst goeude standen behoren.

Met de wijziging vanwege de Middenafdeeling, wordt dat voorstel artikel 3 van de voorstellen der Middenafdeeling.

Een ander voorstel, uitgaande van onze achtbare collega's, de heeren baron Ch. de Broqueville en Van Der Linden, gaat veel verder.

Dat voorstel schaft de loting af. Is er geene voldoende vrijwillige dienstneming om de getalsterkte van 't leger uit te maken, zoo wordt het tekort aangevuld bij middel van oproeping, zonder loting, van de jongelingen uit de meest gegoede familiën.

Zooals men ziet, gaan beide voorstellen volkomen van hetzelfde beginsel uit : de krijgslasten voor de lagere standen verminderen.

Dit van den achtbaren baron de Broqueville bereikt volkomen zijn doel.

Dit van den achtbaren heer Hoyoïs bereikt het slechts in gedeeltelijke en volgens de omstandigheden veranderlijke mate.

Daar het lot de jongelingen aanduidt, die voor den dienst moeten optrekken, en daar de loting geschiedt onder al de ingeschrevenen, buiten de vrijwilligers, kan het gebeuren dat de door het lot aangewezen jongelingen niet tot de gegoede klassen behoorren.

In dat geval, blijven deze vrij van allen dienst, en worden niet gegoede jongelingen slechts gedeeltelijk ontslagen.

Zoo verre als de heeren de Broqueville en Van Der Linden voorstelden, wilde de Middenafdeeling niet gaan. Zij verwierp hun stelsel met drie stemmen tegen drie en ééne onthouding. Daarentegen werd het voorstel van den achtbaren heer Hoyoïs aangenomen met vier stemmen tegen twee en ééne onthouding.

Het lid dat zich onthield en twee der leden die tegen het voorstel des achtbaren heeren de Broqueville stemden, verklaarden, dat alhoewel zij het beginsel van 't voorstel niet bestreden, de maatregel hun in elk geval voorbarig scheen en voorsnu weinig overeenkomende met de openbare denkwijze.

Tegen het voorstel der heeren baron de Broqueville en Van Der Linden werd ingebracht dat het eene ongelijkheid huldigt, een overdreven voorrecht ten bate van de mindere standen.

De loting, zegde men, stelt iedereen op denzelfden voet : van die gelijkheid mag niet zonder ernstige reden afgeweken worden.

Het voorstel handhaaft wel is waar de plaatsvervanging. Maar juist dat maakt het des te gevaarlijker, want nagenoeg alle gegoede burgers zullen zich doen vervangen, en we zullen ten slotte in 't leger nog slechts plaatsvervangers hebben, wat een misbruik ware en de instelling der plaatsvervanging zelve gevaar zou doen loopen.

Daarenboven is de verkozen grondslag tot het vaststellen van den meerderen of minderen welstand, het bedrag der rechtstreeksche belastingen, patenten inbegrepen.

Roerende waarden zijn vrij van belasting; 't gevolg daarvan zal wezen dat vooral grondeigenaars zullen getroffen worden. Dienvolgens zal het eene schreeuwende onrechtvaardigheid zijn, ten nadeele van het platteland.

De voorstanders van den maatregel antwoorden dat de loting niet feitelijk gelijkheid verwezenlijkt, dat dit zelfs niet met algemeenen dienst het geval zou zijn.

Krijgsdienst is eene belasting, ja de zwaarste van alle belastingen.

De loting, evenals de algemeene dienst, heft die belasting in gelijke mate op alle burgers.

Dat gebeurt met geene enkele andere belasting, en 't is ook recht.

Gelijkheid ligt niet in het toepassen van denzelfden maatregel op allen; gelijkheid bestaat in de verhouding tusschen de opgelegde lasten en den toestand der burgers die er door worden getroffen.

De belastingen bedragen in België nagenoeg 233,000,000 frank.

Wat zou men zeggen, indien ieder burger met eene gelijke belasting van 34 frank per jaar werd getroffen?

Dergelijke zware last voor den arme, ware bespottelijk voor de rijken.

De belasting moet in verhouding staan tot het fortuin der burgers.

Daarenboven legt het bezit van goederen, dezer bezitters plichten op jegens de samenleving.

't Is billijk dat de rijkdom zekere maatschappelijke lasten drage.

't Ware gezonde democratie en verstandige politiek, zekere openbare ambten toe te vertrouwen aan rijke burgers, die ze kosteloos zouden waarnemen.

De eenige ambten die in België daaraan beantwoorden, zijn die van Senator en van lid van zekere commissiën.

Doch redelijkerwijs zouden de krijgslasten op dezelfde lijn moeten geplaatst worden.

Behalve dat gegoede lieden ze beter dan anderen kunnen dragen, hebben dezen er meer belang bij de orde en 's lands verdediging te handhaven.

Hun plicht en hun belang, beide, wettigen dus den last welken men hun wil opleggen.

Op 30 December 1893 schreef de achtbare heer Bertrand in *Le Peuple* :

« Voorheen, terwijl de boer het land beploegde, en de ambachtsman » werkte, waren het de vorsten, de kasteelheeren die de taak op zich namen » het land te verdedigen tegen aanvallen van vreemden. Toen waren de » edellieden nuttig; zij stelden hun leven desnoods te pand. Thans mist de » burgerstand den moed van de edellieden van voorheen. 't Is op den arme, » wij herhalen het, dat hij zich ontlast van zijne allereerste plichten. »

Mag de hulde, door ons achtbaar medelid aan den alouden adel gebracht, verdiend heeten, hetzelfde kan niet gezegd worden van zijnen aanval tegen den hedendaagschen burgerstand.

Doch het voorstel der achtbare heeren de Broqueville en Van Der Linden zou zelfs de gelegenheid tot die aanvallen doen verdwijnen.

Het zou insgelijks al de bezwaren wegnemen, die namens de mindere standen, tegen plaatsvervanging worden ingebracht, vermits die standen van allen dienst vrij zouden zijn.

Tezelfder tijd ware het gedaan met de loting en heel haren nasleep van ellende.

Wat den buiten betreft, vergete men niet dat landbouwers geen patent betalen; zoo is het evenwicht ten hunnen voordeele ruimschoots hersteld.

Overigens, zou de verdeeling van het contingent per militiekanton geschieden ; in ieder kanton zullen de burgers nagenoeg tot dezelfde reeks behooren.

Zullen voor den dienst aangeduid worden, de rijkste boeren, en de rijkste stedelingen.

Dus kan er geen voorrecht bestaan voor stedelingen noch boeren.

Het gemak, verleend voor 't vervullen van den krijgsdienst, die tot drie maanden verminderd zou zijn, met drie binnenroepingen voor zes en dertig dagen, zullen vele jongelingen doen afzien van plaatsvervanging.

Dus zal deze niet den gevreesden omvang nemen, terwijl integendeel een aantal rijkemanszonen zich er op zullen toeleggen in voorkomend geval te kunnen bijdragen tot handhaving van de orde of tot 's lands verdediging.

Die beweegredenen konden de afdeeling niet overhalen om dat voorstel toe te treden : zooals we reeds zegden, werd het afgewezen met drie stemmen tegen drie en ééne onthouding.

ART. 5.

Vermindering van dienstdtijd.

Vermindering van aanwezigheidstijd onder de wapens is een der meest algemeene eischen des lands.

Dat wordt niet alleen in België gevraagd.

Men mag zeggen dat de openbare meening in alle landen er zich mede inlaat.

Hier dient aangemerkt, dat naarmate de getalsterkte der legers aangroeit en het jaarlijksch contingent vermeerderd, met meer aandrang ook vermindering van dienstdtijd gevraagd wordt.

Vermindering van dienstdtijd schijnt een onvermijdelijk gevolg van vermeerdering der legers, en wel van den algemeenen dienst.

Het kan ook niets anders, als men denkt aan de stoornis, in het land verwekt door het jaarlijksch binnenroepen van een zoo groot getal jongelingen, wier loopbaan aldus wordt belemmerd, zooniet verbroken.

Op aanvraag van de Middenafdeeling, deelde de Regeering de volgende tabel mede van den dienstdtijd bij Europa's verschillende legers.

Diensttijd bij de verschillende

STATEN.	Duur van den krijgspligt.	DUUR VAN DE		
		Toelichting.	Infanterie.	Cavalerie.
DUITSCHLAND.	Werkdadig leger . . . 7 jaar. Landwehr 1 ^{ste} ban . . . 3 " (3 jaar voor hen die 3 jaar bij 't werkdadig leger dienden) Landwehr 2 ^{de} ban . . . 7 " Landsturm 2 ^{de} ban . . . 6 " TOTAAL . . . 25 jaar.	Eerste opleiding. Terugroeping. .	2 jaar. 2 van 8 wek (werkdadig leger) 2 van 8 tot 14 dagen (Land- wehr 1 ^{ste} ban)	3 jaar. Zooals de infanterie.
		TOTAAL . . .	2 jaar 16 weken en 16 tot 28 dagen.	3 jaar 16 weken en 16 tot 28 dagen.
ENGELAND.	Lange dienst 12 jaar. Korte " 7 " Bij uitzondering. . . . 3 " De vrijwilligers gaan nadien, vol- gensde gevallen, over naar eene der afdeelingen A, B, C of D der reserve. AFDEELING A — Vrijwilligers met korten dienst, die zich verbinden om dienst te doen buiten 't land. Ze gaan vervolgens over naar de afdeeling B of C. AFDEELING B. — Vrijwilligers van 3 en van 7 jaar; de eersten blijven er ingeschreven gedurende 9 jaar, de anderen gedurende 5 jaar. AFDEELING C. — Vrijwilligers met korten dienst die 't werkdadig leger vóór 't einde van hunnen tijd ver- lieten. Zij blijven er tot het einde van het twaalfde jaar. AFDEELING D. — Vrijwilligers die 12 jaar werkdadigen dienst hebben uitgedaan en voor 4 jaar dienst nemen bij de reserve.	Eerste opleiding. Terugroeping .	12, 7 of 5 jaar De manschappen der reserve zijn gemiddeld verplicht tot 1 schietoefening en 2 oefeningen van een halfuur.	12 of 7 jaar. "
OOSTENRIJK- HONGARIJE.	Werkdadig leger . . . 10 jaar. Landwehr 2 " (12 jaar voor de man- schappen die recht- streeks bij de Landwehr zijn ingelijfd.) Landsturm 1 ^{ste} ban . . . 5 " " 2 ^{de} " . . . 5 " TOTAAL . . . 22 jaar.	Eerste opleiding. Terugroeping. .	5 jaar; 2 jaar voor de man- schappen rechtstreeks bij de Landwehr ingelijfd. 5 van 4 weken (werkdadig leger). 1 van 4 weken (Landwehr) 4 van 5 weken voor de recht- streeks bij de Landwehr ingelijfd. 5 van 5 wek voor de Honveds	Zooals de infanterie. Id.
		TOTAAL . . .	3 jaar, 16 weken en 2 jaar, 20 weken voor de recht- streeks bij de Landwehr ingelijfd, 2 jaar, 25 weken voor de Honveds.	Zooals de infanterie.
BULGARIJE.	Werkdadig leger . . . 10 jaar Leger van 2 ^{de} linië . . . 7 " Nationale militie 1 ^{ste} ban. 4 " " 2 ^{de} " 4 " TOTAAL . . . 25 jaar.	Eerste opleiding. Terugroeping. .	2 jaar. 5 wek (res van werk leger) 5 wek (leger van 2 ^{de} linië) 1 wek (nat. mil 1 ^{ste} ban) 3 dagen (— 2 ^{de} ban).	3 jaar. Zooals de infanterie.
		TOTAAL . . .	2 jaar 7 weken en 3 dagen	3 jaar 7 weken en 3 dagen.

legers van Europa.

AANWEZIGHEID ONDER DE WAPENS.				Opmerkingen.
Veldartillerie	Artillerie te voet.	Genie.	Trein.	
2 jaar, bereden artillerie 2 jaar, artillerie te paard Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie. Id.	Zooals de infanterie. Id.	1 jaar. Zooals de infanterie.	
2 (5 artill. te paard) jaar 16 wek. en 16 tot 28 d	Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie.	1 jaar 16 weken en 16 tot 28 dagen.	
7 jaar "	7 jaar. "	7 of 5 jaar. "	3 jaar. "	
Zooals de infanterie. Id	Zooals de infanterie. Id.	Zooals de infanterie. Id.	Zooals de infanterie. Id.	
Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie.	
Zooals de cavalerie. Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie. Id.	Zooals de infanterie Id.	Zooals de infanterie. Id.	
Zooals de cavalerie.	Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie.	

STATEN.	Duur van den krijgspligt.		DUUR VAN DE		
			Toelichting.	Infanterie.	Cavalerie.
DENEMARKE	Militie Versterking	8 jaar 8 "	Eerste opleiding. Terugroeping	6 m. bij uitzond. 2 en 14 m 2 oefeningen van 25 d (militie)	13 m bij uitzond 19 m Zooals de infanterie
	TOTAAL.	16 jaar	TOTAAL	7 (bij uitz 3 of 15) m 20 d	14 (bij uitzond 20) m. 20 d
SPANJE	Werkdadig leger. 1ste reserve 2de "	3 jaar 5 " 6 "	Eerste opleiding Terugroeping	1 1/2 en 2 jaar. "	3 jaar "
	TOTAAL	12 jaar			
FRANKRIJK	Werkdadig leger Reserve van het werk- dadig leger Territoriaal leger Reserve van het territo- riaal leger	3 jaar 10 " 6 " 6 "	Eerste opleiding Terugroeping TOTAAL	3 jaar (1 of 2 jaar voor zekere klassen van ont- slagenen) De manschappen die maar 1 jaar of liever 10 maan- den dienen, maken de 2/3 uit van het contin- gent der infanterie. 2 tijdv. van 28 dagen (res- werkdadig leger) 1 tijdv. van 14 dagen (territo- riaal leger)	3 jaar Zooals de infanterie
	TOTAAL	25 jaar.		3 jaar (2 m) 2 maand en 10 d of 1 jaar en 10 d	3 jaar, 2 maanden, 10 dagen
GRIEKENLAND	Werkdadig leger Reserve van het werk- dadig leger (12 jaar voor de ont- slagenen) Territoriaal leger Reserve van het territo- riaal leger	2 jaar. 10 " 8 " 10 "	Eerste opleiding Terugroeping TOTAAL	20 maanden 2 van 40 dagen (reserve werkdadig leger)	Zooals de infanterie "
	TOTAAL	30 jaar		22 maanden 20 dagen.	Zooals de infanterie.
NEDERLAND	Werkdadig leger Reserve Voorloopig 6 jaar TOTAAL Voorloopig 7 jaar A B Dan nemen zij met al de jongelieden die 25 jaar oud zijn deel aan eene nieuwe loting, krach- tens welke zij al of niet worden ingelijfd bij de schutterij De getal- sterkte dier schutterij bedraagt 2 % van de bevolking Schutterij Reserve van de schutterij TOTAAL	1 jaar 4 " 5 jaar 5 jaar 10 jaar	Eerste opleiding Terugroeping TOTAAL Overblijvend ge- deelte	8 maanden De manschappen, aange- wezen voor het indienst blijvend gedeelte (1), worden vervolgens be- houden gedurende 4 1/2 maanden 2 van 30 tot 35 dagen Vesting-bat 1 van 30 tot 35 dagen 10 maanden tot 10 maanden 10 dagen. 14 1/2 maand tot 14 maand 27 dagen 1 maand minder voor de vesting-batterijen	1 jaar Al de manschappen worden vervolgens gedurende 6 maanden in het indienst blijvend gedeelte behou- den 1 van 30 tot 35 dagen en 1 van 21 dagen 19 maanden, 21 dagen tot 19 maanden, 26 dagen voor gansch het contin- gent
ITALIE	Werkdadig leger (2 jaar voor de helft van het contingent) Reserve van het werk- dadig leger. (6 jaar voor de helft van het contingent) Mobiële militie Territoriale militie TOTAAL	3 jaar 5 " 4 " 7 " 10 jaar.	Eerste opleiding Terugroeping TOTAAL	30 maanden (18 maanden voor de manschappen van den dienst van 2 jaar) 1 van 20 d (res werk leg) 1 van 20 d (mobiële militie) 31 1/2 maanden; 19 1/2 m. voor de manschappen van den dienst van 2 jaar.	33 maanden (21 maanden voor de manschappen van den dienst van 2 jaar). 33 maanden; 21 maanden voor de manschappen van den dienst van 2 jaar.

AANWEZIGHEID ONDER DE WAPENS.				Opmerkingen.
Veldartillerie.	Artillerie te voet.	Genie.	Trein.	
12 m. bij uitzond. 9 en 5 m. 1 oefening van 15 d. (linië).	4, 6 of 17 maanden. Zooals de veldartillerie.	5 of 14 maanden. Zooals de veldartillerie.	Daarin wordt voorzien door de artillerie	
12 (bij uitz. 9 of 5) m. 25 d.	4 (6 of 17) m. 25 dagen.	5 (of 14) maand. 25 dagen	"	
Zooals de cavalerie.	Zooals de cavalerie.	Zooals de cavalerie.	Bestaat niet.	
"	"	"		
3 jaar (1 of 2 jaar voor zekere klassen van ontslagenen). De manschappen, die maar 1 jaar of liever 10 maanden dienen, maken de $\frac{2}{3}$ uit van het contingent der veldartillerie.	Zooals de veldartillerie. De manschappen, die maar 1 jaar of liever 10 maanden dienen, maken de $\frac{2}{3}$ uit van het contingent der ar- tillerie te voet.	Zooals de veldartillerie. De manschappen, die maar 1 jaar of liever 10 maanden dienen, maken het $\frac{1}{4}$ uit van het contingent der ge- nie.	Zooals de veldartillerie. De manschappen, die maar 1 jaar of liever 10 maanden dienen, maken de $\frac{1}{3}$ uit van het contingent van den trein.	
Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie	
Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie.	
Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie.	
"	"	"	"	
Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie	
1 jaar. Al de manschappen wor- den vervolgens gedu- rende 6 maanden in het indienstblijvend gedeelte behouden.	Zooals de infanterie. De manschappen, aange- wezen voor het in- dienstblijvend gedeel- te, worden vervolgens behouden gedurende 5 $\frac{3}{4}$ maanden.	9 maanden (6 maanden voor de vesting-tele- grafisten De man- schappen aangewezen voor het indienstblij- vend gedeelte, worden vervolgens gedurende 2 $\frac{1}{2}$ maand ¹⁾ behouden. 2 van 30 tot 35 dagen.	Maakt deel uit van de veld-artillerie.	(¹⁾ Contingent dat onder de wapens wordt behouden, tot de manschappen der volgende lichterij voldoende gedruild zijn. Bij de infanterie, op enkele uitzonderingen na, wordt de gansche klas in 2 reeksen verdeeld : de 1^{ste} wordt gedurende 4 $\frac{1}{2}$ maanden in dienst behouden, na het tijdvak van eerste opleiding; de 2^{de} wordt terug binnengeroepen voor 4 $\frac{1}{2}$ maanden na 't vertrek der 1^{ste} reeks. Bij de bereden troepen worden de miliciens voor den werkdadigen dienst opgeroepen, de eene helft rond 1 Maart — tijdstip bepaald voor de miliciens der troepen te voet — de andere helft rond 1 September. Zij dienen allen gedurende 18 maanden : 12 maanden voor de 1^{ste} opleiding en 6 maanden bij het indienstblijvend gedeelte.
1 van 30 tot 35 dagen.	1 van 30 tot 35 dagen.			
19 maanden tot 19 m., 5 dagen voor gansch het contingent.	9 maanden tot 9 maan- den, 5 dagen 12 $\frac{3}{4}$ maanden tot 15 maan- den.	11 (8) m. tot 11 (8) m., 10 dagen. 13 $\frac{1}{2}$ m. tot 13 m. 25 d.		
Zooals de cavalerie.	Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie.	Maakt deel uit van de veldartillerie en van de genie De duur van de eerste opleiding is dezelfde als bij de in- fanterie.	
Zooals de infanterie. Id.	Id. Id.	Id. Id.	Wordt niet terug binnen- geroepen.	
33 m 20 d ; 21 m. 20 d voor de manschappen van den dienst van 2 j.	Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie		

STATEN	Duur van den krygsplicht	DUUR VAN DE		
		Toelichting	Infanterie	Cavalerie.
NOORWEGEN	Linie 6 jaar.	Eerste opleiding .	73 dagen	117 dagen
	Landvaern 6 "	Terugroeping . .	3 van 24 dagen (linie)	Zooals de infanterie
	Landstorm 4 "	TOTAAL . . .	145 dagen	189 dagen
PORTUGAL	TOTAAL . . . 16 jaar.			
	Werkdadig leger . . . 3 jaar (*)	Eerste opleiding .	2 jaar.	Zooals de infanterie
	Eerste reserve . . . 5 " (*)	Terugroeping . .	" . . .	" . . .
RUMENIE	Tweede " 7 jaar			
	TOTAAL . . . 15 jaar			
RUSLAND	Staaude leger	Ferrit leger.	Staaude leg	Territ leger.
	Werkd leg 7 jaar	7 jaar.	50 maand.	2 tot 3 m.
	Reserve 2 "	2 "	1 van 15 dag	1 van 15 dag
RUSLAND (1)	Militie 6 "	6 "	(res van het	1 van 10 dag
	Landstorm 10 "	10 "	werkd leg.)	(militie)
	TOTAAL 25 jaar	25 jaar.	30 maanden	2 tot 3 maand
RUSLAND (1)			en 25 dag.	en 25 dag.
RUSLAND (1)	Werkdadig leger	5 jaar	5 jaar	Zooals de infanterie
	Reserve van het werk-	15 "	2 van 6 weken (reserve).	Id.
	dadig leger			
RUSLAND (1)	(15 jaar voor de manschappen			
	die 3 jaar dienden)			
	Opolitchenie 4 "			
SERVIE	TOTAAL	22 jaar.	5 jaar en 12 weken	5 jaar en 12 weken.
SERVIE	Werkdadig leger . . . 2 jaar.	Eerste opleiding	8 maanden	15 maanden.
	Reserve van het werk-	8 "	1 maand (res. werkd leg).	Zooals de infanterie
	dadig leger	8 "	1 maand (nat. mil , 1 ^{ste} ban).	
SERVIE	Nationale milit 1 ^{ste} ban.	7 "	1/2 maand (id id , 2 ^{de} ban).	
	" " 2 ^{de} " 7 "			
	TOTAAL	24 jaar	10 1/2 maanden	17 1/2 maanden.
ZWEDEN (1)				
ZWEDEN (1)	Bevaring 1 ^{ste} ban	8 jaar	68 dagen	90 dagen.
	" 2 ^{de} " 4 "	Terugroeping . .	22 dag (bevaring 1 ^{ste} ban)	" . . .
	Landstorm 8 "	TOTAAL . . .	90 dagen	Zooals de infanterie.
ZWITSERLAND				
ZWITSERLAND	Keurleger 12 jaar.	Eerste opleiding .	45 dagen	80 dagen
	(Cavalerie 10 jaar.)	Terugroeping . .	4 van 16 dagen (keurleg.)	10 van 10 dagen (keurleg)
	Landwehr 12 "		2 van 5 dagen (Landwehr)	
ZWITSERLAND	(Cavalerie 14 jaar)			
	Landsturm 6 "	TOTAAL . . .	119 dagen	180 dagen
	TOTAAL . . . 30 jaar			
TURKIJE				
TURKIJE	Nizam (werkdad. leger)	5 jaar.	Eerste opleiding .	5 jaar, 5 maanden voor hen
	Ichtuat (reserve van het	3 "		die eene taxe betalen van
	werkdadig leger)	3 "		1,100 frank, 6 of 9 maan
TURKIJE	Rédif (Landwehr) . . . 8 "			den voor zekere klassen
	Moustahfiz (Landsturm).	6 "		van ontslagenen
	TOTAAL	20 jaar.	Terugroeping .	" . . .

AANWEZIGHEID ONDER DE WAPENS.				Opmerkingen.
Veldartillerie.	Artillerie te voet.	Genie.	Trein.	
80 dagen. Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie. Id.	60 dagen. Zooals de infanterie.	18 dagen. 2 van 24 dagen (linie).	(1) Feitelijk 2 jaar. (2) 6 jaar voor hen die maar 2 jaar werkelijken dienst doen.
152 dagen.	145 dagen.	152 dagen.	66 dagen.	
Zooals de infanterie. .	Zooals de infanterie. .	Zooals de infanterie. .	Zooals de infanterie. .	
Staande leg. Territ. leg. Zooals de infanterie. Id.	Staande leg. Territ. leg. Zooals de infanterie. Id.	Staande leg. Territ. leg. Zooals de infanterie Id.	Staande leg. Territ. leg. Zooals de infanterie. Id.	(4) De dienstdtijd is ver- minderd tot 4 jaar bij de infanterie en de bereden artillerie. Voor alle wape- nen, worden de manschap- pen, die aan zekere voor- waarden van algemeen onderricht beantwoorden, naar huis gezonden na 4, 3 en 2 jaar aanwezigheid. De dienstdtijd wordt, ten slotte, tot 1 jaar vermin- derd voor een klein ge- deelte van het contingent, ingeval de noodwendig- heden der begrooting dien maatregel vergen, evenals voor zekere vrijwilligers die dienst namen vóór de loting.
Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie.	
Zooals de infanterie. Id.	Zooals de infanterie. Id.	Zooals de infanterie. Id.	Zooals de infanterie. Id.	
Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie.	
Zooals de cavalerie Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie. Id.	Zooals de infanterie Id	Zooals de cavalerie. Zooals de infanterie.	
Zooals de cavalerie.	Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie	Zooals de cavalerie.	
Zooals de infanterie. .	Zooals de infanterie. .	Zooals de infanterie. .	Zooals de infanterie. .	
Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie.	Zooals de infanterie.	
55 dagen. 4 van 18 dag. (keurleg.). 2 van 6 dag. (Landwehr).	Zooals de veldartillerie. Id. Id.	50 dagen. Zooals de infanterie. Id.	42 dagen. 4 van 14 dag (keurleg.).	
130 dagen.	Zooals de veldartillerie.	124 dagen.	98 dagen.	
Zooals de infanterie. .	Zooals de infanterie. .	Zooals de infanterie .	Zooals de infanterie. .	(1) In het ontwerp tot herinrichting van 't leger in Zweden. wordt de duur van aanwezigheid onder de wapens bepaald op 365 dagen verdeeld als volgt : 1 ^o infanterie 240 dagen het 1 ^{ste} jaar, 35 da- gen gedurende het 3 ^e , het 4 ^e en het 5 ^e jaar, en 15 dagen het 9 ^e jaar, 2 ^o cavalerie, artillerie en genie : 281 dagen het 1 ^{ste} jaar, 42 dagen het 2 ^e en het 4 ^e jaar.

Voor de infanterie, en enkel lettende op de eerste opleiding, komen de landen in zake den duur van dienstdiur in de volgende orde :

Zwitserland	45 dagen.
Zweden.	68 —
Noorwegen	73 —
Denemarken	6 maanden.
Nederland	8 —
Servië	8 —
Griekenland	20 —
Portugal	2 jaar.
Spanje	2 —
Duitschland	2 —
Bulgarië	2 —
Italië.	30 maanden.
Rumenië	30 —
Oostenrijk-Hongarië	3 jaar.
Frankrijk	3 —
Turkië	3 —
Rusland.	5 —
Engeland	12, 7 of 3 jaar.

Dat overgroot verschil van land tot land is treffend.

't Is omdat de duur van den dienstdiur een vraagstuk is dat niet afzonderlijk kan beschouwd worden.

De aard der van 't leger geveerde diensten, de rol door 't leger te vervullen in vredes- en in oorlogstijd, de wijze van werving, de geschiktheid der miliciens op 't oogenblik hunner inlijving, het getal van het jaarlijksch contingent, al die omstandigheden oefenen merklijken invloed uit op den duur tot welken de krijgsmiddeelen kan worden verminderd.

In België moeten de volgende hoofdpunten in aanmerking komen :

De tijd, tot opleiding van den soldaat geveerd, de noodzakelijkheid om in vredetijd voldoende getalsterkte te behouden, teneinde de orde binnen het land te handhaven en de opleiding van het officierenkader te veroorloven.

..

Laat ons eerst en vooral opmerken dat de getalsterkte in oorlogstijd niet afhangt van den duur van den werkelijken dienst.

Eens het getal van het jaarlijksch contingent bepaald, zal de binnenroeping van een zelfde getal klassen, dezelfde getalsterkte in oorlogstijd opleveren, welke ook de duur weze van den werkelijken dienst.

Zoo is het voorzeker niet gesteld met de getalsterkte in vredetijd; de duur van den dienstdiur oefent hier eenen invloed uit, die niet hoeft bewezen.

't Ligt niet op den weg van de Middenafdeeling het vraagstuk van 't contingent te behandelen.

De Grondwet legt jaarlijksche goedkeuring van het contingent op. Het contingent mag niet door de militiewet vastgesteld worden.

Moest uit de ondervinding blijken, dat de door de Kamer gestemde maatregelen de getalsterkte in vredetijd te veel verminderen, dan ware 't voldoende bij de eerste stemming na dat dit is uitgewezen, het contingent te verhoogen.

Moest het daarentegen bewezen zijn dat de getalsterkte de behoeften te boven gaat, dan ware 't toereikend het contingent te verminderen.

Overigens mag niet uit het oog worden verloren, dat zoo het bedrag van het contingent werd geweigerd, ook de getalsterkte in oorlogstijd daarvan den invloed in eenen of anderen zin zou ondergaan.

De Middenafdeeling achtte raadzaam uit te gaan van de veronderstelling dat het contingent zou blijven wat het thans is.

Twee voorstellen werden haar onderworpen : een door den achtbaren heer Lorand; een tweede door den achtbaren heer Colfs.

De heer Lorand stelt voor, de lotelingen, ingelijfd bij de infanterie, de vesting-artillerie en de genie, niet langer dan een jaar onder de wapens te houden, ten ware zij niet voldoende beantwoordden aan een examen over krijgskbekwaamheid, bij koninklijk besluit te regelen en in te richten.

Zij die meer dan zes maanden onder de wapens bleven, mogen vragen dat examen af te leggen en worden met onbepaald verlof gezonden, zoo zij door dat examen geraken.

Cavalerie, bereden artillerie en trein zouden bij vrijwillige dienstneming geworven worden. Is die vrijwillige dienstneming ontoereikend, zoo kunnen de bij die wapens ingelijfde lotelingen worden aangenomen voor dubbele termijnen als de hiervoren opgegeven.

In vredetijd, mag de Minister van Oorlog de met onbepaald verlof gezonden soldaten terug binnenroepen voor eene maand om de twee jaar, tot het vijfde jaar na hunne inlijving.

Met dat stelsel vereenigde de Middenafdeeling zich niet. Verschillende leden zegden niet te kunnen aannemen dat de dienstdtijd zou afhangen van een examen. Of dat examen zal heel gemakkelijk zijn, en dan zal ook iedereen het gemakkelijk afleggen, of het zal moeilijk wezen, en dan wordt daardoor de dienstdtijd verlengd.

En daar het onmogelijk is, in eene wet de bijzonderheden van een examen te bepalen, en vooral niet de wijze waarop het moet worden afgenomen, zoo zal eigenlijk de duur van den aan de lotelingen opgelegden dienstdtijd afhangen van den Minister van Oorlog, die het programma opmaakt, en van de ondervragers die het toepassen.

Onmogelijk te veronderstellen dat al de miliciens hun examen voor eene zelfde jury zullen afleggen; 't ware niet doenlijk.

Evenmin ook is het te veronderstellen dat de verschillende jury's de candidaten volstrekt op dezelfde wijze zullen onderzoeken.

Dat zou leiden tot verschillende behandeling, die schreeuwend onrecht kan verwekken en in elk geval aanleiding geven tot talrijke en hevige klachten.

In ons land, krijgen de examens eene overdreven en tot misbruik leidende uitbreiding.

Past men ze toe op onze soldaten met onbepaald verlof gezonden, dan zullen ze niets dan moeilijkheden verwekken.

In een zeer belangwekkend artikel over de Begrooting van oorlog in Frankrijk voor 1900, wordt door *Le Bulletin de la presse et de la bibliographie militaires* een debat weergegeven, uitgelokt door een stelsel van examen in den aard van wat de heer Lorand voorstelt.

Ziehier wat daarin te lezen staat :

» Om de kredieten van 't leger niet te buiten te gaan en de zware lasten » van den krijgsdienst te verlichten, stelt de *France militaire* voor, na twee » volle jaren al de soldaten die, drie jaar moetende dienen, 't bewijs leveren » van eene ernstige militaire opleiding, vooral in het schieten, bij de reserve » in te lijven. Dit vooruitzicht op vroegere ontslaging zou voor gevolg hebben, » zegt het blad, den goeden wil en de oppassendheid aan te prikkelen, en de » legerkorpsen zouden daar in ruime mate nut uit trekken.

» Wat betreft de vrijgestelden krachtens artikel 33 (redenen van studiën), » zij zouden na een jaar slechts ontslagen worden voor zooveel ze tot korpo- » raal bevorderd en, na examen, bekwaam bevonden werden onderofficier » en officier te worden, na verloop van den opleidingstermijn.

» Bij gemis van gelijken duur van dienstdtijd, zou er gelijke waarde zijn.

» Het voorstel van *La France militaire* werd reeds meermalen vooruit- » gezet, en met name door den heer afgevaardigde Berry, tijdens de beraad- » slaging over de Begrooting van oorlog voor 1898.

» Toen werd het bestreden door luitenant-kolonel Guerin en den heer » Jourde, die inbrachten dat landbouwers en werklieden het examen niet » zouden aandurven en dat de maatregel dus maar geldig zou wezen voor » klerken en boekhouders, 't is te zeggen halfgeleerden.

» Aldus zou men eene nieuwe klas van bevoordeelden tot stand brengen » en de kaders nog meer ontredderen, want 't is onder die halfgeleerden dat » niet weinig korporaals, sergeanten en foerriers worden geworven. De » heer Jourde voegde er bij dat het door den heer Berry aangeprezen stelsel » voor gevolg zou hebben in de kazern slechts de minst ervaren soldaten en » de slechte kerels te behouden, en men nieuwgekomen soldaten aan die » lieden van geener waarde zou moeten toevertrouwen om ze op te leiden en » in krijgsdeugden in te wijden.

» Dezelfde verwijten werden, in 1891, door generaal von Boguslawsky » uitgebracht tegen een gelijksoortig stelsel, dat in Duitschland onder den » naam manschappen « door den koning in verlof gezonden » bestond. Man- » schappen van slecht gedrag en toch voldoende opgeleid, moesten het derde » jaar in dienst blijven. Dat derde jaar kreeg dan den schijn van eenen straf- » tijd, wat slechten invloed had op de manschappen die, hoewel zich goed » gedragende, niet met verlof konden gezonden worden. Van laatstgemelde » maakte men daardoor ontevreden, en die kern manschappen van » 3^{de} klas, waarop men rekende om tot de militaire opleiding van de nieuw » gekomenen bij te dragen, leverde aldus geene duurzaamheid op. 't Is eene » van de bijzonderste redenen waarom generaal von Boguslawsky van den » beginne af voor het invoeren van den dienstdtijd van twee jaar was. Toen in » 1887, de legerhoofden in Duitschland over het gepaste van die hervorming

» werden geraadpleegd, was hij de eenige kolonel die bevestigend antwoordde, en 't is geweten dat zijn in 1891 ten voordeele van den dienst van twee jaar uitgegeven vlugschrijft zegevierde op de tegenovergestelde bewijsvoering van generaal von Falkenstein en op de laatste tegenkanting, welke de instelling in Duitschland nog ondervond. De dienst van twee jaar werd hetzelfde jaar nog beproefd en in de wet van 3 April 1893 opgenomen. »

Verondersteld — wat het doel van het voorstel is — dat de dienst tot zes maanden is verminderd voor alle miliciens, dan volgt daaruit onvermijdelijk eene overgrootte vermeerdering van het contingent.

Door de Middenafdeeling geraadpleegd over wat de getalsterkte in vredes-tijd, met de voorstellen Colfs en Lorand zou worden, antwoordde de Regeering als volgt :

BEREKENING

1^o Van de gemiddelde getalsterkte aan manschappen met soldij ingeval van toepassing der stelsels Colfs en Lorand, zonder verhooging van het bestaande contingent ;

2^o Van de noodige verhooging van het jaarlijksch contingent, om op te wegen tegen 't verlies aan getalsterkte door toepassing van die stelsels.

OPMERKINGEN.

1^o Het getal vrijwilligers met soldij wordt verondersteld hetzelfde te zijn met de stelsels Colfs en Lorand als met het bestaande stelsel ;

2^o Met het stelsel Lorand werd als gemiddelde werkelijke diensttijd, terugroepingen inbegrepen, 14 maanden gerekend voor de troepen te voet en 23 maanden voor de troepen te paard.

I.

Gemiddelde getalsterkte aan manschappen met soldij (1899).

WAPEN .	Louter-vrijwilligers.	Miliciens. V m P. ⁽¹⁾ Vrijwilligers van het contingent.	TOTAAL.
Linië-infanterie en jagers	4.822	15.878	20.700
Grenadiers, karabiniers	523	2.644	3.164
Cavalerie	1.130	4.083	5.213
Veld-artillerie	860	2.737	3.597
Vesting-artillerie	786	3.814	4.600
Genie	205	1.379	1.584
Trein	97	287	384
Bataljon van Beheer	277	779	1.056
ALGEMEENE TOTALEN . . .	8.400	51,000	40.000

(¹ V. m. P. = vrijwilligers met premie.)

II.

*Werkelijke dienstdtijd (bestaande stelsel, stelsels Colfs en Lorand).**Indeeling van het jaartijksch contingent.*

13,300 manschappen.

Indeeling van het contingent :		7,956	1,044	1,208	800	1,348	45	527	240	132
		Infanterie.								
Werkelijke dienstdtijd (¹⁾ (maanden).	Bestaande stelsel, gemiddeld 33 ¹ / ₂ maanden.	Linie en Jagers.	Karabiniërs en Grenadiërs.	Cavalerie.	Veld- artillerie.	Vesting- artillerie.	Pontonniers en werklieden.	Genie.	Beheer- bataljon.	Trein.
		20	36	48	48	36	36	36	36	29
		18		30		24		18		18
		14		25		14		25		25

(¹) Terugroepingen inbegrepen.

III.

Tabel der gemiddelde getalsterkte aan manschappen met soldij, volgens de stelsels Colfs en Lorand. (Zie tabel I voor de bestaande getalsterkte.)

WAPEN.	STELSEL COLFS.	STELSEL LORAND.
Infanterie	16,530	13,900
Cavalerie	3,680	5,220
Veldartillerie	2,270	1,960
Vestingartillerie	3,350	2,250
Genie	1,120	730
Trein	270	350
Beheer-bataljon	800	650
TOTAAL	28,000	23,000
Verskil met het bestaande stelsel	12,000	17,000
	40,000	40,000

IV.

Berekeningen voor 't opmaken van tabel III.

A. — Algemeene getalsterkte.

$$\text{Stelsel Colfs : } 8,400 + \frac{31,600 \times 21}{33,5} = 28,000 \text{ (afgerond getal).}$$

$$\text{Stelsel Lorand : } 8,400 + \frac{31,600 \times 15,5}{33,5} = 23,000 \text{ (afgerond getal).}$$

8,400, getal vrijwilligers met het bestaande stelsel.

31,600, getal miliciens, V. m. P., vrijwilligers van het contingent met het bestaande stelsel.

33,5, gemiddelde dienstdtijd, bestaande stelsel.

21,0, — — — stelsel Colfs.

15,5, — — — Lorand.

B. — Getalsterkte per wapen (zie tabel I).

Voorbeeld : cavalerie (stelsel Colfs), vrijwilligers :

$$1,130 + \frac{4,085 \times 30}{48} = 3,680 \text{ (afgerond getal).}$$

1,130, getal vrijwilligers, bestaande stelsel.

4,085, getal miliciens, V. m. P. en vrijwilligers van het contingent, bestaande stelsel.

48, werkelijke dienstdtijd, cavalerie, bestaande stelsel.

30, — — — stelsel Colfs.

V.

Berekening van de noodige verhooging van het jaarlijksch contingent met de stelsels Colfs en Lorand.

$$\text{Stelsel Colfs : } \left(12,000 + \frac{8}{100} 12,000 \right) \frac{12}{21} = 7,400 \text{ (afgerond getal).}$$

$$\text{Stelsel Lorand : } \left(17,000 + \frac{8}{100} 17,000 \right) \frac{12}{15,5} = 14,200 \text{ (afgerond getal).}$$

12,000, verlies aan getalsterkte in vredestijd door 't stelsel Colfs.

17,000, — — — Lorand.

21 0, gemiddelde werkdadige dienstdtijd, stelsel Colfs.

15,5, — — — Lorand.

$\frac{8}{100}$, afval op het contingent (vrijwilligers niet medegerekend) na 21 of 15,5 maanden (1).

(1) Het % is nagenoeg hetzelfde, daar het verlies bij den aanvang van den dienstdtijd alsmede dit ondergaan gedurende het eerste jaar, aanzienlijk is, tengenover 't wederzijdsch verlies van 12 tot 21 maanden en van 12 tot 15,5 maanden (zie tabel IV).

VI.

Berekening van 't verlies % van het jaarlijksch contingent, ongeminderd de vrijwilligers die er voor 't bepalen van 't getal zijn inbegrepen (Art. 5. der Militiewet) of die er zijn van afgetrokken (vrijwilligers die een nummer trokken dat binnengeroepen kan worden).

GRONDSLAGEN. — Contingent van 1898.

13.300 — 489 vrijwilligers die tot het contingent behooren — 12.841 man.

A. — Aanvankelijk verlies vóór de eerste binnenroeping.	{	achterblijvers	253	}	452
		ontslagenen	192		
		vervangen niet aangevuld	5		
B. — Verlies na binnenroeping voor werkdadigen dienst.	{	na een jaar	: 482		692
		na twee jaar	692		

Dus :

Algeheel verlies na 21 maanden :

$$452 + 489 + \frac{692 - 489}{12} \times 9 = 1,085$$

Algeheel verlies na 13.5 maanden :

$$452 + 489 + \frac{692 - 489}{12} \times 3.5 = 997$$

Of nagenoeg $\frac{8}{100}$
van 12.841.

VII.

De gemiddelde getalsterkte aan maatschappen met soldij bestaat uit :

loutere vrijwilligers	8.400
andere soorten	31.600
	40.000

STELSEL COLFS. — Gemiddelde getalsterkte. 8.400 vrijwilligers
en andere bestaande soorten, of 31.600 verminderd
in de verhouding van $\frac{21}{33.5}$, gemiddeld getal maanden
dienst. 19.600

28.000

STELSEL LORAND. — Gemiddelde getalsterkte 8.400 vrijwilligers
de 31.600, verminderd in de verhouding van $\frac{15.5}{33.5}$ 14.600

23.000

*
* *

In die berekening wordt verondersteld dat met het stelsel Lorand al de miliciens 14 maanden zullen dienen bij de troepen te voet en 25 maanden bij de troepen te paard.

Dat is eene gunstige veronderstelling, welke niet zal verwezenlijkt worden, want, in elk geval, zullen een zeker getal miliciens hun examen na 6 of na 12 maanden afleggen.

En toch daalt de getalsterkte in vreedstijd tot 23,000 man.

Dienen de miliciens slechts 8 maanden en 14 maanden (met inbegrip van terugroeping), wat het voorstel ook beoogt, dan zal de afval zoo groot zijn dat het thans bestaande contingent onmogelijk behouden kan blijven.

De ondertekenaars van het voorstel houden zich bij die tegenwerping niet op.

Zij erkennen dat zij, voorstanders van gewapende natie, volgaarne algemeenen dienstplicht zouden zien invoeren. Zelfs met den dienstdtijd tot 6 maanden verminderd, zou hij ruim toereikende getalsterkte geven.

Overigens betwisten zij dat de thans bestaande getalsterkte noodig is tot het handhaven van de orde.

De meerderheid der Middenafdeeling toonde zich al heel weinig gunstig gestemd voor eene zoo grondige en gewaagde hervorming van onze legerinrichting.

Als voorstander van vermindering en betere verdeling der krijgslasten, wil zij de verantwoordelijkheid niet dragen van maatregelen die het leger kunnen ontredderen en tot eenen militairen warboel zonder samenhang, tucht, noch weerstandsvermogen maken.

Terwijl het gansche land opkomt tegen dienstplicht en een vrijwilligersleger vraagt, wil zij zich evenmin aansluiten bij een stelsel dat dienstdwang voor alle burgers zonder onderscheid zou zijn.

Met vijf stemmen tegen éene en éene onthouding, verwierp zij dan ook het voorstel van den achtbaren heer Lorand.

*
* *

Het voorstel van den achtbaren heer Colfs beantwoordt beter aan 't verlangen der openbare meening en de vereischten des legers.

Het krimpt den werkelijken dienstdtijd in tot 15 maanden, benevens driemaal terugroeping voor 1 maand, voor linie-infanterie, jagers te voet, karabiniers, grenadiers en trein.

Tot 24 maanden, voor vesting-artillerie, genie, pontonniers, vuurwerkers, en beheersbataljon.

Tot 30 maanden, voor batterijen te paard, bereden batterijen en eskadrons cavalerie.

Het eerste punt waarop de aandacht der Middenafdeeling viel, is, na te gaan of die dienstdtermijnen volstaan om onze soldaten bij de verschillende wapens op te leiden.

Reeds zal het in 't oog zijn gevallen dat ze langer duren dan bij vele legers in Europa.

De ondertekenaar van 't voorstel heeft die termijnen gerechtvaardigd in de Toelichting van zijn voorstel n^o 73 van 22 Februari 1898, waaruit zijn thans aanhangig ontwerp enkel de verschillende bepalingen overnam.

* * *

Haar onderzoek echter verder uitstrekkende, wilde de Middenafdeeling weten in welke mate het voorstel strookt met de wijze waarop thans de soldaat wordt opgeleid.

Over 't algemeen, wordt aangenomen dat de opleiding der manschappen derwijze moet geschieden, dat de jonge soldaten in de maand Maart te velde kunnen trekken; daarom worden zij in October of November ingelijfd.

Die datums leveren verschillende voordeelen op :

Lichaamsoefeningen, marschen, behandeling van wapenen, manoeuvres, enz., geschieden aldus op een tijdstip van 't jaar dat de jongelingen gemakkelijker de vermoeienis verdragen dan, bij voorbeeld, in den zomer;

Des winters, zijn de legers weinig in staat eenen oorlog vol te houden. 't Is te voorzien dat er vóór de maand Maart geene vijandelijkheden zullen aanvangen; dus dan zijn de manschappen der laatste lichting in staat om te velde te trekken.

De afwezigheid der recruten uit behoeftige familiën, gedurende den winter, op 't oogenblik dat er geene arbeiders voor veldarbeid gevergd worden, en tevens het onderhoud in werkmansgezinnen het duurst kost, vermindert de lasten van den armen stand.

Hoeveel tijd is er noodig om een *goed* soldaat te vormen?

Er mag gezegd, dat negen maanden voldoende zijn voor de infanterie en den trein; twaalf maanden voor vesting-artillerie en genie; achttien maanden voor cavalerie en veld-artillerie.

Dat zijn geene willekeurige cijfers, ze zijn gegrond op de volgende beschouwingen :

Bij alle volken geldt het dat jonge soldaten, na zes maanden opleiding *bercid zijn om te velde te trekken*, en het tijdstip voor de werving wordt naar dat beginsel bepaald, doch op voorwaarde dat de recruten in de kaders zijn opgenomen en ondersteund door volkomen opgeleide troepen.

Feitelijk vergt thans de opleiding van de infanterie nagenoeg negen maanden tijds.

Het eerste tijdvak, October tot Januari, wordt besteed aan het *drillen der recruten*, 't is zeggen lichaamsoefening, marschen, gymnastiek, behandelen van de wapens en oefening in het schermen;

Het tweede tijdvak, Januari tot Maart, wordt gewijd aan schietoefeningen op korten afstand in de kazernen en op schietbanen, gezamenlijke bewegingen (compagnieschool en heel dikwijls bataljons- en regimentsschool;

Het derde tijdvak, Maart tot Juli dient tot het voleinden van de opleiding, schietoefeningen in de kampen, garnizoen-maeneuvres en werk te velde.

De opleiding van bijzondere korpsen (artillerie, genie, pontonniers) vergt het aanleeren van aan die korpsen eigene werken. Deze bijzondere opleiding duurt van Maart tot October. Dus zal de soldaat eerst na afloop van twaalf maanden ten volle zijn opgeleid.

De thans aan de cavalerie opgedragen taak de mobielmaking te dekken, evenals zekere diensten tot inrichting, vergen bij de manschappen bijzondere geschiktheid en langere opleiding. Na achttien maanden, zijn de miliciens gevormd; vervolgens is een jaar toereikend om hunne opleiding te voleinden.

Tot staving van bovenstaande beschouwingen, kan men de opleidingswijze inroepen, in Frankrijk's militaire verordeningen vermeld en weinig verschillend van de bij het Duitsche leger toegepaste.

In Frankrijk worden de soldaten halfnovember ingelijfd. Tot 15 Maart, krijgt de recruit persoonlijk onderricht, en dan moet hij in staat zijn te velde te trekken.

Van 15 Maart tot de herfstoefeningen, onderricht men de verschillende groepen, compagniën, bataljons, regimenten. Die groepen moeten oefeningen kunnen doen in aangesloten gelid en op afgewisseld terrein en bedreven zijn in elke toepassing van den velddienst, zoowel bij nachte als overdag.

De cavalerie wordt derwijze opgeleid dat de recruten rond 1 April te velde kunnen trekken.

Dus wordt bij de beste legers aangenomen dat, behalve de gezamenlijke oefeningen van groote eenheden, veeleer tot opleiding van officieren dan van troepen behorende (groote manœuvres in den herfst op afgewisseld terrein), de opleiding van den soldaat voor de infanterie negen maanden na de inlijving voleind is.

Voor de genie en de vesting-artillerie zijn twaalf maanden noodig, en achttien voor de cavalerie en de batterijen te paard der artillerie.

*
* *
*

Daaruit mag echter niet afgeleid worden dat de duur van aanwezigheid onder de wapens wederzijds moet verminderd worden tot negen, twaalf en achttien maanden.

Er dient rekening gehouden met de behoefte aan toereikende bestendige getalsterkte tot het bewaken van de grenzen, het onderricht der kaders en het handhaven van de orde binnen het land.

Moest de dienstdaag tot het hierboven opgegevene worden ingekrompen, dan zou het land gedurende drie maanden, van Juli tot October, alle infanterie-troepen missen.

Slechts gedurende drie maanden, zou het leger beschikken over infanterie-troepen die te velde kunnen trekken en de orde handhaven.

Dat is niet aan te nemen.

Om die bezwaren te verhelpen, zou men wellicht de soldaten op verschillende tijdstippen van 't jaar kunnen inlijven; doch wordt een langere dienst-

tijd bepaald, dan hoeft dat middel niet aangewend : in Frankrijk wordt het sterk afgekeurd, omdat dit het onderricht van kaders en manschappen moeilijker maakt.

Zijn er zes maanden noodig tot het onderricht van eenen soldaat, derwijze dat hij 's lands verdediging of het handhaven van de orde dienstig is, en is de algeheele duur van den dienstdtijd bij de infanterie $12 + 6 = 18$ maanden, met slechts ééne binnenroeping per jaar, zoo is er bestendig ten minste eene onderrichte klas, zelfs alle vrijwilligers buiten rekening gelaten. Dezer aanwezigheid — en wij denken dat zij aanzienlijk in getal zullen zijn — zal binnenroeping voor ééne maand veroorloven, op 't oogenblik dat zij het meest nut kan opleveren om den soldaat in krijgsverrichtingen in te wijden.

Voor de genie leiden dezelfde beschouwingen tot eenen dienstdtijd van $12 + 12 = 24$ maanden en voor de cavalerie $18 + 12 = 30$ maanden.

Derhalve veroorloven de door de Middenafdeeling voorgestelde termijnen het onderricht van troepen en kaders in de beste voorwaarden.

* * *

Blijft nog het vraagstuk van getalsterkte in vreedstijd, gewichtig met het oog op het handhaven van de orde.

Het stelsel der Middenafdeeling vermindert de getalsterkte in vreedstijd, volgens de berekening der Regeering, tot 28,000 man.

Dus 12,000 man min dan de thans bestaande getalsterkte.

Om deze getalsterkte, met den door de Middenafdeeling voorzien dienstdtijd te behouden, dient, volgens de Regeering, het jaarlijksch contingent 7,400 man hooger te zijn.

In haar antwoord op de zesde vraag der Middenafdeeling van 1900, belast met het onderzoek van 't voorstel des heeren Colfs en van dit des heeren Lorand, achtte de Regeering eene vermindering van getalsterkte in vreedstijd onmogelijk.

Die verklaring was door geen enkel bewijs gesteund. De Middenafdeeling dacht ze niet van aard om eene vermindering van dienstdtijd te verwerpen.

Ziehier wat dienaangaande werd geschreven door den achtbaren Verslaggever den heer Delbeke :

* *Het handhaven van de orde in het land.* — Er kan niet ontkend worden » dat er, met het oog daarop, een wezenlijk verband bestaat tusschen » dienstdtijd en contingent. Zoo inderdaad het handhaven van de inwendige » orde het thans bestaande getal soldaten onder de wapens vergt, zoo » moet dezer aanwezigheid gewaarborgd zijn door den duur van den dienst » of door het bedrag van het contingent.

» Doch de meerderheid uwer Middenafdeeling neemt die noodzakelijkheid niet aan. Zij vindt dat, zelfs in ons land, met zijne dichtbevolkte » nijverheidscentrums en in de meest netelige omstandigheden, de Regeering » voor de orde kan instaan met de 28,000 man welke het voorstel van den » heer Colfs zou geven, gepaard met de 45,000 man der heringerichte bur-

» gewacht, met de 2,800 manschappen der gendarmerie, en vooral met de
 » mobielgemaakte klassen, welke mobielmaking, volgens de gevallen, kan
 » geschieden binnen de twaalf tot acht en veertig uren. Revolutionnaire
 » bewegingen ontstaan niet zoo plotseling dat de onder de wapens zijnde
 » macht er het hoofd niet kan aan bieden, in afwachting tot de klassen zijn
 » binnengeroepen. »

De voorstellen, welke wij de eer hebben aan de Kamer te doen, schenken de Regeering ruim voldoening.

Zij vergen vervanging door bestendige werklieden, bedienden of ambtenaars, van alle militairen die in bestuursambten zijn, of aan werken die hen van den dienst van 't leger afhouden.

Hoeveel zijn die soldaten in getal?

Volgens uitleggingen in den schoot der Militaire Commissie, 22% van het totaal der manschappen met soldij. Dit totaal 40,000 man zijnde, zoo zouden er wezenlijk 8,800 man meer in legerdienst zijn dan thans.

De afval van 12,000 man is daardoor in ruime mate vergoed.

Het blijkt dat de vergoeding volkomen zal wezen, indien in rekening komt :

- 1^o De verhooging van 't getal vrijwilligers;
- 2^o De vermindering van verlofdagen.

Bijgevolg, verondersteld dat de thans bestaande getalsterkte wezenlijk noodig zij voor het handhaven van de orde, dan zal die getalsterkte verworven zijn.

Er dient overigens niet vergeten, dat het leger slechts bij uitzondering optreedt ingeval van wanorde.

In 't meerendeel der gevallen, zijn politie, gendarmerie en burgerwacht daartoe voldoende.

Een aantal onzer collega's ter Kamer vragen met aandrang eene talrijkere gendarmerie. Daarin kan eene niet te verwerpen meerdere veiligheid worden gevonden.

Eindelijk, zou het binnenroepen van de klassen in uiterst dringende gevallen aan 't leger de ontbrekende noodige getalsterkte verschaffen.

Het blijkt dus niet dat het contingent dient verhoogd om het handhaven der orde in vreedetijd te waarborgen.

Overigens, iedermaal tot hiertoe eene verhooging van contingent werd gevraagd, wilde men hoogere getalsterkte op oorlogsvoet. Daarom klom het contingent van 10,000 tot 12,000 en tot 13,300 man. Daarom ook werd er machtiging verleend om een grooter getal klassen terug binnen te roepen.

En in den schoot der Militaire Commissie, werd verhooging van contingent gevraagd, zelfs vóór er spraak was van vermindering van dienstdtijd. Ze werd gevraagd voor 's lands verdediging, niet voor het handhaven van de orde.

In de voorstellen der Commissie, is vermindering van dienstdtijd eene vergoeding om de lasten eener verhooging van contingent te verlichten.

De gevraagde verhooging van contingent is hoegenaamd geen gevolg van korteren dienstdtijd.

't Behoort niet tot de roeping der Middenafdeeling het vraagstuk van de getalsterkte in oorlogstijd te onderzoeken.

Geen van de voorstellen, welke haar zijn onderworpen, spreekt daarvan, en daarenboven, zooals wij hiervoren deden opmerken, doet de Kamer ieder jaar uitspraak over 't bedrag van 't contingent.

Voor de Middenafdeeling volstaat het te hebben bewezen dat de voorgestelde vermindering van dienstdtijd niet overdreven is, en evenmin, zooals 't geval ware met minder gematigde voorstellen, verhooging van contingent medebrengt.

ART. 6.

Aanmoediging tot vrijwillige dienstneming.

Kort na de Omwenteling, stelde Bernier de Valanthiennes, een militair gelukzoeker, den Regent de inrichting van een vrijwilligerskorps voor.

In eenen brief aan den adjudant van den Regent, ontwikkelt hij als volgt zijne opvatting :

MIJNHEER,

« Den heer Markgraaf de Chasteler, den heer Minister van Oorlog en den » heer generaal Mellinet, heb ik het plan onderworpen voor 't inrichten van » een vrijkorps, waartoe eene *helsche compagnie* zou behooren, die, onder » den kiel, de vijandelijke kleedij zou dragen, teneinde, zoowel bij nacht als » overdag, binnen de liniën en de rangen van den vijand te kunnen dringen, » er dood en vernieling aan te richten, het geschut te bemeesteren of te vernagelen; de mond- en krijgsbehoefden te begeleiden of te stroopen; zendingen te volbrengen; den vijand te omsingelen; kortom, den vijand op alle » mogelijke wijze, zonder inachtneming van gevaar, al het mogelijke kwaad » te berokkenen — en dat korps in den aard van dat van mijn ouden vriend, » kolonel de Chambure, tijdens het beleg van Dantzig, zou het grootste nut » aan het vaderland kunnen bewijzen. Ik maak het kort, om den heer Regent » niet te vermoeien. »

Hoe zonderling ook dergelijk ontwerp was en hoe weinig vertrouwen de ontwerper verdiende, toch nam de Regent het beginsel er van aan.

Op 8 April 1831, kondigde het *Bulletin officiel* een besluit van den Regent af, tot inrichting van de bataljons vrijwilligers.

Een bataljon vrijwilligers, ieder met vier compagniën van 140 man en 4 officieren, werd in iedere provincie van België ingericht.

Ieder bataljon moest den naam voeren van de provincie waar het tot stand kwam, onder de benaming « vrijshutters ».

Kolonel Cuvelier schreef de geschiedenis van die bataljons in een in 1894 verschenen werk⁽¹⁾; bovenstaande inlichtingen zijn dat boek ontleend.

De uitslagen waren betreurenswaardig.

(1) *Histoire des bataillons des tirailleurs francs en Belgique*, door Alph. Cuvelier, majoor bij de infanterie. Brussel, Deprez, 1894.

Het 10^e bataljon Luxemburgsche vrijeschutters, onder bevel van majoor Petithan, onderscheidde zich door zijne dapperheid in het gevecht van 7 Augustus te Kermpt. Een vrijwilliger van dat bataljon plantte 't vaandel op den kerktoeren van dat dorp.

Meer dan zeventig man van het bataljon werden buiten gevecht gesteld, en majoor Petithan verloor er bijna 't leven.

Doch de *Vrijeschutters* gaven, over 't algemeen, 't voorbeeld van tuchteloosheid en pleegden betreurenswaardige geweldenarijen.

In zijn verslag aan den Koning, drukte generaal Daine zich uit als volgt :

« Het decreet van 8 April zal, behalve de tranen van zooveel ten onder gebrachte familiën, het land meer goud kosten dan er noodig ware geweest om twintig linie-bataljons in te richten, met wapens en uitrusting, zooveel materiëel ging verloren en zooveel werd in elken zin verkwist. »

Reeds den 19ⁿ Augustus, werden de *Vrijeschutters* ontbonden door den nieuwen minister van oorlog, generaal de Brouckere.

De voor den dienst geschikte mannen, die eene verbintenis wilden aangaan in de rangen der regelmatige infanterie, voor eenen termijn van ten minste twee jaar, werden ingelijfd bij het 12^e linie-regiment en bij andere korpsen.

De *Vrijeschutters* hadden slechts vier maanden bestaan.

Deze kortstondige proefneming schijnt grooten indruk te hebben gemaakt op ons leger, waar de voorstanders van vrijwilligersdienst weinig talrijk zijn.

« Deze hoofdgeneraal (generaal Daine) », zegt kolonel Cuvelier, « in zijn » verslag aan den Koning, heeft een tafereel opgehangen van de tooneelen » van ongehoorzaamheid, waaraan de *Vrijeschutters* zich overleverden. Hij » brandmerkte ze in onteerende bewoordingen, welke wij met tegenzin » aanhalen, doch het paste ze hier te herinneren, om eens te meer de » voorstanders van een uitsluitend uit vrijwilligers samengesteld leger, tot » zwijgen te brengen. »

De bewijsgrond is niet afdoende. De wijze waarop de *Vrijeschutters* waren aangeworven en ingericht, liet geene andere uitslagen verwachten.

De Regeering had bedoeld : « 1^o al de gevaarlijke bestanddeelen, die de » orde in de steden in gevaar brachten, te verwijderen; 2^o de openbare » zienswijze te bevredigen, die versterking vroeg van het leger om de » dringende voorbereidselen der Hollanders te keer te gaan » (bladz. 186).

't Was dus het schuim der bevolking, dat men bij 't leger had willen aanwerven.

Luitenanten, onderluitenanten, onderofficieren en korporalen werden door de vrijwilligers verkozen !

De vrijwilligers werden slecht gevoed, gehuisvest en uitgerust.

Toen de Regeering den misslag erkende door de zonderlinge stichting der *Vrijeschutters* begaan, trachtte zij niet langer de inrichting er van te verbeteren, maar integendeel die te belemmeren, « door alle middelen, en » bleef ongunstig werkeloos tegenover de aanvragen en voorstellen der

» hoofden, die de verantwoordelijkheid hadden op zich genomen, deze vrijwilligers te onderwerpen, te onderrichten en af te richten » (bladz. 99).

Hoe kan er eenig ernstig besluit uit zulke proefneming getrokken worden?

Niettemin is het waar dat de militaire overheden met een minachtend stilzwijgen of eene stellige weigering tot onderzoek ieder voorstel bejegenden, in het Parlement of elders gedaan, om volontariaat aan te moedigen als middel tot werving van het leger.

Verwarde krijgsbent, slecht onderrichte troepen, nuttelooze benden, zonder zedelijkheid in vreedstijd, zonder samenhang in oorlogstijd, dit waren, wanneer men zich bij uitzondering gewaardigde een antwoord te geven, de uitdrukkingen, die als bewijsreden golden.

De voorstanders van vrijwilligersdienst lieten den moed niet zinken.

Door minachting noch vooringenomenheid waren zij uit het veld te slaan.

Thans zegevieren zij volkomen over de openbare denkwijze.

Van de negen voorstellen, aan het onderzoek der Middenafdeeling onderworpen, betreffen vijf de inrichting van vrijwilligersdienst; onder de vier andere is er geen enkel dat hem bestrijdt en door alle wordt het bestaan er van ondersteld.

Diegenen onzer achtbare medeleden, die dat beginsel in de afdeelingen bestreden, behooren tot de socialistische linkerzijde.

Zij bestreden het, omdat, zoo het de voornaamste grief tegen het leger deed verdwijnen, de socialistische propaganda in het leger moeilijker zou maken.

Trouwens, spreekt het vanzelf dat de man, die vrijwillig in krijgsdienst is getreden, het zich niet kan beklagen dat hij zich daar bevindt.

Hoe minder gedwongen soldaten, hoe korter de dienst, hoe minder zullen onze soldaten gevaar loopen den invloed van socialistische aanhitsingen te ondergaan.

Het geldt hier niet ontreddering, maar betere inrichting van het leger. De vrijwilligers dienen met zorg geworven, goed onderricht, volledig gevormd, ten einde geene uitschotsoldaten, maar wel de kern van het leger te zijn, eene bestendige en hechte kern, die de africhting der recruten vergemakkelijkt en meer samenhang onder de troepen verzekert, op 't oogenblik van terugroeping.

De inrichting der hedendaagsche legers is van zulken aard dat er geene oude troepen meer bestaan.

Naast sommige gebreken, boden die oude troepen veel voordeelen aan, en overal worden ze zoowat betreurd.

Het tot stand brengen van vrijwilligers van beroep zal aan het leger soldaten met langen dienstdtijd verstrekken, en het de hoedanigheden wedergeven, welke door 't gemis van oude troepen verloren gingen.

De inrichting van de vrijwillige dienstneming, zooals dat door de Middenafdeeling wordt begrepen, kan niets in gevaar brengen.

Er is geen sprake van afschaffing der werving door middel van loting. Deze zal worden behouden voor zooveel zij noodig is tot verzekering van toereikende contingenten.

De Middenafdeeling stelt enkel voor, dat er eindelijk eene eerlijke en

ernstige proef worde genomen met wat het volontariaat voor België kan opleveren.

Mislukt de proefneming, zoo is daaraan niets verloren. Slagen wij er in, — en dat vertrouwen koesteren wij, — dan zal daardoor het leger zijn verbeterd en de toegenegenheid versterkt, welke het in 't land genieten moet.

* * *

Zooals wij zegden, behouden de voorstellen der Middenafdeeling, de *vrijwilligers van het contingent*.

Thans genieten de vrijwilligers van het contingent geen voordeel boven de miliciens : hunne bezoldiging is dezelfde.

Met vijf stemmen tegen ééne en ééne onthouding, stelt de Middenafdeeling voor, hun eene bezoldiging te verleen, 10 frank hooger dan die van den milicien.

Daarenboven stelt zij met dezelfde meerderheid voor, als vrijwilligers van het contingent aan te nemen, niet alleen de ingeschrevenen der klas, maar ook de ingeschrevenen der vier voorgaande klassen, mits zij geene militaire verplichting hebben.

Men ziet althans niet in, om welke reden de vrijwilligers van het contingent niet dienen aangeworven onder de ingeschrevenen der klas.

Een jongeling, die dit jaar verhinderd is eene dienstverbintenis aan te gaan, kan in staat zijn zulks toekomend jaar te doen.

Alleenlijk mogen de als vrijwilligers van het contingent aangenomen jongelingen niet te oud wezen.

Wordt het getal klassen, waaruit zij kunnen geworven worden, tot vier beperkt, dan blijft de Afdeeling binnen zeer matige grenzen, vermits van nu af, vrijwilligers eene verbintenis kunnen aangaan tot 35 jaar en zelfs tot 40 jaar, zoo zij reeds dienden.

* * *

De voornaamste nieuwigheden, door de Middenafdeeling voorgesteld, betreffen vooral de vrijwilligers van beroep, thans zuivere vrijwilligers geheeten, alsook een bijzonder en nieuw soort van vrijwilligers, welke wij betitelen met den naam : vrijwilligers voor twaalf maanden.

Dit gedeelte van de voorstellen der Middenafdeeling is vooral ingegeven door het wetsvoorstel n^o 60, van den achtbaren heer Woeste, en verder door de voorstellen n^o 83 van den achtbaren heer Hoyois, n^o 89 van den achtbaren heer Verhaegen en n^o 142 van den achtbaren heer de Broqueville.

Onder het thans bestaande stelsel, bedraagt het getal vrijwilligers van beroep 8,400 of eene getalsterkte (in vreedstijd) van 40,000 man die soldij trekken.

Nochtans wordt vrijwillige dienstneming weinig aangemoedigd.

De vrijwilligers trekken niet de bezoldiging der miliciens.

Hunne verbintenis bedraagt acht jaar werkelijken dienst, behoudens dat zij na verloop van vijf jaar met verlof kunnen gezonden worden.

Onder hen wordt bijna uitsluitend het kader der onderofficieren geworven. Doch dezer toestand is zoo weinig benijdenswaardig, dat de werving moeilijk wordt en dat de meesten het leger verlaten, zoodra zij kunnen, zoodat het kader der onderofficieren bestaat uit te jonge mannen, die op de troepen het noodig gezag niet kunnen hebben, noch voldoende ondervinding om goede onderrichters te worden.

Dit gebrek bestaat in vele legers. Het spruit voort uit vermindering van dienstdienst, vermeerdering van het contingent en ontoereikendheid der voordeelen verstrekt aan hen, die een minderen graad bekleeden. Overal tracht men ook dit te verhelpen en wendt men dezelfde middelen aan.

In het *Bulletin de la Presse et de la Bibliographie militaires* (30 April 1900) vinden wij vermeld wat onlangs in Duitschland werd gedaan.

« Tijdens de beraadslaging over de wet van 23 Maart 1899 deed de » Minister van Oorlog uitschijnen dat beperkte dienstdienst aan de onder- » richters overdreven vermoeiis oplegt en dat daarenboven het werven » van onderofficieren en van *Gefreite* der reserve en der Landwehr, in staat » om kleine detachementen te leiden, schier onmogelijk was geworden. »

Gefreite bestaan niet in België. Dit zijn soldaten met eenen graad die het midden houdt tusschen onze eerste soldaten en korporalen.

« Om de taak van het personeel te vergemakkelijken en gegradeerden » voor te bereiden voor de nieuwe korpsen, die in tijd van mobielmaking » (reserve en Landwehr) mochten worden aangesteld, werd in voormelde » wet een artikel opgenomen, naar luid van hetwelk de oud-soldaten, die » een derde jaar onder de wapenen willen blijven, slechts deel uitmaken van » de reserve gedurende drie jaar in plaats van vijf.

» Daar dit middel de gewenschte uitslagen niet opleverde, werd eene som » van 1,075,000 frank op de Begroeting van 1900 uitgetrokken, teneinde » eene premie voor dienstverbintenis en verhoogde soldij te kunnen toe- » staan aan soldaten die er in toestemmen een derde jaar onder de wapens » te blijven. Zoodoende, hoopt men gedurende drie jaar een voldoende » getal soldaten te behouden, om de taak der onderrichters te vergemakke- » lijken en de werving te veroorloven van gegradeerden van minderen rang » voor reserve en Landwehr.

» Door een kabinetsorder werd de toekenning dier verhoogde soldij en » dier premien voor dienstverbintenis geregeld als volgt :

» a) De manschappen van het voetvolk, van de bereden artillerie en van » den trein, die vrijwillig een derde jaar dienen, krijgen eene premie voor » dienstverbintenis van fr. 62 50 en eene verhoogde soldij van fr. 3 75 in de » maand. Die der ruitery, welke vrijwillig een vierde jaar dienen, trekken » slechts de verhoogde soldij van fr. 5 75. Verhoogde soldij wordt toegekend » te rekenen van den dag dat de klas, waartoe de opnieuw dienst nemenden » behooren, met verlof gaat;

» b) De mannen van alle wapenen, die zich onmiddellijk voor vier » jaar verbinden en vrijwilligers voor vier jaar, genieten eene premie

» van 125 frank en, te rekenen van het derde jaar, — die der ruitery
 » te beginnen na het vierde, — eene verhoogde soldij van fr. 3 75 per
 » maand.

» De premie voor dienstverbintenis wordt maar éénmaal betaald, en wel
 » bij de eerste dienstneming. De manschappen die de premie van fr. 62 50
 » trokken, kunnen die van 125 frank niet meer genieten.

» Ontvangen premie noch verhoogde soldij, de opnieuw in dienst getreden
 » manschappen der navolgende reeksen :

» a) Hulp-muzikanten en bezoldigde muzikanten, alsook trompetters
 » boven het volledig getal (zij trekken eene bijkomende soldij van fr. 4 87
 » in de maand);

» b) Ordonnansen van officieren;

» c) Manschappen die het beroep van wapenmaker aanleeren;

» d) Werklieden buiten rang;

» e) Werklieden van de afdeeling der militaire bakkerij;

» f) Ziekendieners.

» De opnieuw voor drie jaar verbondenen, met premie, mogen geen
 » dienst doen buiten hunne eenheid (compagnie of batterij) en kunnen niet
 » tot onderofficier worden benoemd tenzij er gebrek is aan dienstmennenden
 » voor vier jaar. »

In België zou zulke geringe aanmoediging zonder gevolg blijven.

De door de Middenafdeeling voorgestelde maatregelen bevorderen den
 dienst met langen termijn en verbeteren den toestand der onderofficieren.

Vrijwilligers van beroep trekken, bij hunne dienstverbintenis, dezelfde
 bezoldiging als miliciens.

Het staat hun vrij slechts voor éenen militietermijn dienst te nemen. Doch
 de bezoldiging van hen die, op het oogenblik dat ze met onbepaald verlof
 worden gezonden, in werkelijken dienst blijven, wordt verhoogd met
 15 frank, wanneer zij dertig maanden werkelijken dienst tellen. Onderofficier
 geworden vrijwilligers van beroep, trekken 15 frank meer in de maand dan
 niet bevorderde vrijwilligers.

Deze vergoeding wordt toegekend als volgt :

Voor de dertig eerste maanden dienst, wordt ze verdeeld tusschen het
 gezin van den vrijwilliger en den vrijwilliger zelven.

Voor den daaropvolgenden werkelijken dienst, wordt de vergoeding heel
 en al toegestaan aan den vrijwilliger.

De vrijwilliger, die wees is, heeft recht op de gansche vergoeding.

Door de Middenafdeeling wordt met eenparigheid bepaald dat de vrij-
 williger van het contingent, die ouderloos is, recht heeft op de geheele
 vergoeding. Dit zou ook met den ouderloozen milicien het geval moeten
 zijn. Den weesjongen, die helft der vergoeding toekennen, is blijkbaar in
 strijd met den geest der wet van 1896, zooals blijkt uit de toelichting dezer
 wet en het verslag der Middenafdeeling.

Om zich juist rekenschap te geven van den toestand onzer vrijwilligers
 van beroep en onzer onderofficieren, onder deze voorwaarden, mag

niet uit het oog verloren worden, dat zij, boven de opgegeven vergoeding, bij voortduring hunne soldij trekken.

Deze bedraagt ongeveer, en per week (geld door den soldaat getrokken), de sommen opgegeven in de volgende tabel :

GRADEN.	Cavalerie	Artillerie te velde	Trein.	Infanterie.	Genie.	Vesting- artillerie.
Adjutant onderofficier	14 50	14 50	14 50	14 50	14 50	14 50
Hoofdkwartiermeester of sergeant- majoor	12 "	12 "	12 "	9 "	10 "	10 "
1 ^e sergeant of 1 ^e kwartiermeester.	8 50	—	8 50	6 50	—	8 50
Sergeant of kwartiermeester.	7 40	7 40	7 40	5 40	7 40	6 50
Adjutant van batterij of 1 ^e sergeant- majoor	12 65	12 65	12 65	10 60	10 60	10 60
Brigadier of korporaal	5 55	5 55	5 55	2 50	5 50	5 50
Soldaat van 1 ^e klas	1 95	1 95	1 95	1 75	1 95	1 95
Soldaat van 2 ^e klas	1 75	1 90	1 90	0 75	1 10	1 10

Eindelijk, bepaalt de thans bestaande wet op de militaire pensioenen, dat soldaten en onderofficieren, 55 jaar oud, en met ten minste 30 jaar werkelijken dienst, een pensioen genieten dat het maximum bereikt voor veertig jaar werkelijken dienst. Het bedrag dezer pensioenen wordt in onderstaande tabel opgegeven :

GRADEN.	PENSIOEN VOOR DIENSTJAREN.		
	Medium voor 30 jaar werkelijken dienst.	Vermeerdering voor ieder jaar dienst, krijgstochten inbegrepen.	Maximum op 40 jaar, krijgstochten inbegrepen.
Adjutant-onderofficier; klerk bij het bataljon van administratie; conducteur der artillerie, 1 ^{ste} klas; meester vuurwerker; onderofficier der gendarmerie; kapelmeester, ten minste tien jaar graad tellende.	566 "	28 40	850 "
Onderofficier; infirmerie-majoor; magazijnier-uitgever; portier; kok; drankbereider; gaggist; meester wapenmaker, kleermaker, schoenmaker, laarzen- en zadelmaker; sergeant wapenmaker; conducteur der artillerie, 2 ^{de} klas; brigadier en soldaat der gendarmerie	429 "	14 "	560 "
Korporaal; brigadier; brigadier van het bataljon van administratie	528 "	8 20	410 "
Soldaat; klaroeshlager-trommelaar; trompetter; ziekenverpleger en werkmans bij 't bataljon van administratie; meester-gast der pontonniers; brigadier vuurwerker; eerste werkmans en werkmans; hoefsmid; leerling muzikant; pupil van het leger, meer dan 16 jaar oud	274 "	6 80	342 "

Door den achtbaren heer de Broqueville was voorgesteld aan vrijwilligers van beroep, op den ouderdom van 50 jaar, en na ten minste dertig jaar dienst, een pensioen toe te staan « dat niet minder zou bedragen dan 1 frank daags ».

De Middenafdeeling is van gevoelen dat aan de pensioenen verbeteringen dienen toegebracht, doch zij achtte dit punt, in verband staande met de wet op de militaire pensioenen, te moeten voorbehouden.

Overigens zijn andere maatregelen noodig ten voordeele der onderofficieren : de Middenafdeeling hoeft die enkel aan te wijzen. Deze zijn namelijk :

1° Aan gehuwde onderofficieren, eene behoorlijke huisvesting of vergoeding voor huisvesting verstrekken.

Thans hebben de woningen der militairen, wanneer er beschikbaar komen, over 't algemeen, maar twee kamers, zelden drie en eenen kelder.

Zij zijn te eng. De woningen, thans door talrijke maatschappijen voor werkmanswoningen gebouwd, zijn alle veel ruimer.

2° Een pensioenfonds stichten voor weduwen en weezen van onderofficieren, in werkelijken dienst gestorven.

Fondsen van dien aard bestaan in de meeste Staatsdiensten. 't Ware billijk dat er ook een tot stand kwam voor weduwen en weezen van onderofficieren.

Werden deze verschillende verbeteringen verwezenlijkt, dan zouden voorzeker talrijke jongelingen eene dienstverbintenis aangaan, als vrijwilliger van beroep, en in het leger blijven uit neiging, verzekerd dat zij er tot eenen behoorlijken stand kunnen geraken, en aldus zou het zoo netelig als gewichtig vraagstuk van goede werving van onderofficieren opgelost zijn.

*
* * *

Vrijwilligers voor twaalf maanden waren voorzien in de voorstellen van den achtbaren heer Hoyoïs.

De achtbare heer baron de Broqueville stelt eenen dienstdtijd voor van drie maanden, met drie terugroepingen van zes en dertig dagen, dus in het geheel zes maanden en half.

Deze voorstellen gaan uit van hetzelfde beginsel : daar het leger is samengesteld uit eene kern vrijwilligers van beroep, naar gelang van de behoeften aangevuld door binnenroeping van miliciens, moet men jongelingen die, zonder eenigen tegenzin voor den krijgsdienst, zelfs verlangen, ingeval van gevaar, hun land dienstig te zijn, en zich in hunne loopbaan belemmerd vinden door een te langen dienstdtijd, in staat stellen op den kortst mogelijken tijd volleerd te wezen.

Hunne opleiding moet niet noodzakelijk volledig zijn; zij kan dat niet voor allen, op zoo korten tijd.

Doch allen zullen genoegzaam onderricht bezitten om overgestort te worden in het leger, gevormd door vrijwilligers van beroep en miliciens met langeren dienstdtijd.

Vrijwilligersdienst met korten dienstdtijd komt overeen met de roeping van het Belgisch leger.

In België bestaat zeer weinig waarschijnlijkheid van oorlog, bijna geene. Maar toch bestaat zij, en moest ze werkelijkheid worden, dan diende de getalsterkte voldoende te wezen, opdat het leger de grens zou kunnen bewaken en desnoods het land verdedigen.

Dank zij den korten dienstdtijd, kunnen alle burgers — en gelukkiglijk zijn ze talrijk — die, in zoo erge omstandigheden, willen bijdragen tot 's lands verdediging, gelegenheid vinden om dit doelmatig te doen.

Talrijke legers hebben reserves, aanvullingsreserves geheeten, bestaande uit jongelingen die ingeschreven zijn, maar geen dienst deden.

Ingeval van oorlog, moeten zij den mogelijken afval, de mogelijke verliezen aanvullen. Dan krijgen zij een vlog en noodzakelijk onderricht en worden naar het leger gestuurd.

Vrijwilligers met korten dienstdtijd, zooals de Middenafdeeling ze voorstelt, zullen voorzeker meer en betere diensten bewijzen dan die aanvullingsreserves.

Nu blijft nog over, den duur van hunnen dienstdtijd te bepalen.

Twee bedenkingen werden tegen het voorstel der heeren de Broqueville en Van Der Linden ingebracht.

De eerste op grond van den te korten dienstdtijd. Als antwoord, haalden die heeren de zienswijze aan van verschillende hoofdofficieren van het leger, aan wie zij hun ontwerp hadden voorgelegd.

Een dezer officieren deed opmerken dat het werktuigelijk, theoretisch en practisch onderricht der minst begaafde miliciens zes maanden tijds vergt, met gemiddeld vier uren daags werkelijken arbeid.

.

» *Het Departement van Oorlog zelf is van oordeel dat, na dien tijd, een zeker getal manschappen, onmisbaar om plaatsen te bekleeden of in het leger bijzondere werken uit te voeren, gansch aan den dienst in de rangen onttrokken kan worden. Men acht ze in staat om, ingeval van gevaar voor 't land, behoorlijk in de gelederen te dienen.*

.

» Onbetwistbaar is het, dat zoo het onderricht hun wordt gegeven in het schoone seizoen, bij zomerdag, wanneer de dagen zeer lang zijn, en wel in de heerlijke vlakten van Beverloo, in de nabijheid van woningen, de duur van den werktijd op drie tot vier uren 's morgens en op zooveel 's namiddags kan gebracht worden, theorie inbegrepen. Dit wil zeggen, dat de duur van het werkelijk dagelijksch onderricht zonder bezwaar kan verdubbeld worden.

» Zoo, daarenboven, rekening wordt gehouden met de verstandelijke en zedelijke hoedanigheden, alsook met den prikkel, ontslagen miliciens door hunne maatschappelijke belangen gegeven, dan mag men beweren dat *na drie maanden* verblijf in 't kamp, te Beverloo, bij zomertijd, die miliciens, *ten minste*, den graad van onderricht zullen bezitten welken het gemiddeld gedeelte der andere recruten van hun contingent in zes maanden verwerven. »

De tweede tegenwerping luidt als volgt :

Een zoo korte dienstdtijd is verleidelijk. Zoo het wenschelijk is een aantal vrijwilligers met korten dienstdtijd te hebben, toch zal men moeilijk nog een toereikend getal vrijwilligers en miliciens met langen dienstdtijd kunnen werven. En daar een minimum van getalsterkte voor vredesdijd moet verzekerd worden, zal men rechtstreeksch tot algemeenen dienstdplicht geraken.

Doch van 't oogenblik dat een ieder moet dienen, zal iedereen verkiezen het slechts zes maanden en half te doen, en zoo zal onrechtstreeks de gewapende natie bestaan

Er werd geantwoord, dat het natuurlijk en tegen dit bezwaar gemakkelijk aan te wenden redmiddel, ligt in 't bepalen van het in vredesdijd noodige minimum getalsterkte, en dat niets kon beletten deze getalsterkte te verkrijgen, vooreerst door middel der vrijwilligers van beroep, en verder door 't binnenroepen van de miliciens met langen dienstdtijd.

Bijgevolg zou het recht om zich op zes maanden en half vrij te maken van den krijgdsdienst, enkel bestaan voor hen die zich voor korteren dienstdtijd lieten inschrijven, en dus niet tot den dienst met langen termijn zouden opgeroepen worden. Doch men mag zich afvragen of het getal vrijwilligers wel zoo aanzienlijk zal zijn en aldus de gedane onderstelling kans heeft wezenlijkheid te worden.

Ziehier overigens de bezwaren tegen gewapende natie :

1° Zij verstrekt alleen slecht afgerichte troepen, tengevolge der uiterste vermindering van dienstdtijd ;

2° Zij legt alle burgers krijgdsdienst op.

Het eerste bezwaar kan zich niet voordoen, wanneer een minimum vrijwilligers met langen dienstdtijd wordt gehandhaafd.

En het tweede zal evenmin voorkomen, wanneer de dienst vrijwillig is.

De Middenafdeeling verkoos echter den duur van den dienstdtijd niet beneden twaalf maanden te laten dalen. Die twaalf maanden zouden aldus worden verdeeld : negen maanden het eerste jaar en ééne maand gedurende ieder der drie volgende jaren.

Het voorontwerp tot herinrichting van het leger, opgesteld door generaal Brassine, Minister van Oorlog, voorzag een reserve-contingent, waarin de duur van den dienst was verminderd tot zes maanden (drie maanden het eerste jaar, twee maanden het tweede jaar en ééne maand het derde jaar).

Het voorzag ook het toelaten van vrijwilligers voor één jaar.

De voorstellen der Middenafdeeling blijven dus beneden hetgeen het Departement van Oorlog geneigd was aan te nemen. Zoo gematigd zijn ze, dat het aannemen daarvan geenen twijfel kan lijden.

*
* * *

Thans. worden vrijwilligers tot het leger toegelaten van den ouderdom van 16 jaar, doch zij doen ten minsten vijf jaar werkeliijken dienst.

De voorstellen, aan de Middenafdeeling onderworpen, voorzien dat de dienstdtijd van twaalf maanden ook zal kunnen aanvangen op den ouderdom van 16 jaar.

Een lid opperde twijfel over deze vraag, of, op den ouderdom van 16 jaar, de lichamelijke ontwikkeling des jongelings toereikend is om hem zonder gevaar de vermoeinissen te laten doorstaan, die die eene sterk doorgedreven militaire vorming kan medebrengen.

De afdeeling deelt dien twijfel en bepaaldt den ouderdom voor het aanvangen van twaalfmaandelijkschen dienst op 18 jaar.

Om de volgende bedenking, stelde zij hem niet hooger :

Voor jongelingen, die hooger onderwijs genieten, is de gunstigste tijd voor den dienst van twaalf maanden het oogenblik waarop zij de inrichtingen van middelbaar onderwijs verlaten en in de Hoogeschool treden. Zij zullen hunnen dienst doen gedurende den tijd tusschen de humaniora en de hogere studien, of wel het eerste jaar hunner universiteitstudiën.

De ijverigsten, de verstandigsten kunnen tegelijkertijd hunnen dienstdtijd ter Hoogeschool en hun eerste studiejaar doen en hun eindejaars-examen afleggen.

De anderen zullen dit examen tot het volgende jaar uitstellen.

Doch in ieder geval, schijnen op die wijze de studiën het minst belemmerd.

Welnu, een groot getal jongelingen treden in de Hoogeschool op den ouderdom van 18 jaar.

*
* * *

Vrijwilligers voor twaalf maanden zullen alle gemak genieten, opdat hunne studien en hunne beroepsvorming zoo weinig mogelijk belemmerd worden.

Daarom hebben zij de keuze hunner garnizoensstad, behoudens verblijf in het kamp en aanwezigheid bij de manoeuvres.

Zij mogen buiten de kazerne wonen, mits machtiging van hun korps-hoofd, welke machtiging steeds kan ingetrokken worden.

Zij die buiten de kazerne wonen, moeten zich uitsluitend op eigen kosten voeden en huisvesten.

Dit zal talrijke jongelingen veroorloven bij hunne familie te blijven wonen.

Eindelijk mag de terugroeping voor ééne maand met samenvallen met den tijd der examens.

Tegen die veelvuldige voordeelen zullen opwegen : het gonnis van soldij en bezoldiging, alsmede de verplichting, voor de vrijwilligers, zich op hunne eigen kosten uit te rusten.

Op het einde van hunnen werkelijzen dienst, mogen deze vrijwilligers vragen het examen van onderofficier of van officier der reserve af te leggen.

Nochtans geeft het met goed gevolg afgelegd examen hun niet het recht deze functie uit te oefenen.

Met reden, deed men in de Middenafdeeling opmerken dat het getal onderofficieren of officieren der reserve overdreven kan zijn.

Zij zullen dus enkel voorkeur hebben voor eene benoeming tot den graad van onderofficier of officier, ingeval de reserve in werkelijken dienst wordt teruggeroepen, daar de ouderen eenen voorrang genieten.

* * *

Vrijwilligers van allen rang mogen eene huwelijksverbintenis sluiten, onder dezelfde voorwaarden als miliciens. Voor diegenen hunner, die opnieuw dienst nemen, regelt de eerste dienstverbintenis de uitoefening van dit recht.

« Thans, zegt de achtbare heer Woeste, mogen, naar luid van artikel 1 » der wet van 16 Augustus 1887, soldaten slechts dan huwen, wanneer zij » met bepaald verlof worden gezonden, en daar dit bepaald verlof afhangt » van de willekeur van den Minister van Oorlog, kan hun recht tot huwen » worden geschorst tot na den termijn van het aan de miliciens opgelegde » celibaat. Voortaan zal dit zoo niet meer zijn. »

Men ziet niet in, om welke reden een vrijwilliger in dit opzicht anders dient behandeld dan een milicien.

Verbod om te huwen moet beperkt blijven tot het onmisbare, zoowel in zake van zijnen duur als van het getal militairen, waarop het van toepassing is.

* * *

't Is insgelijks met het oog op het getal vrijwilligers dat, ingevolge het voorstel van den achtbaren heer Woeste en dat van den achtbaren heer de Broqueville, de Middenafdeeling jaarlijks op kosten van den Staat, in alle gemeenten, de wetsbepalingen doet aanplakken, die de vrijwilligers betreffen, alsook de voornaamste bepalingen der besluiten, genomen tot uitvoering van de wet.

De Middenafdeeling stelt daarenboven voor, jaarlijks aan de ingeschrevenen der klas een exemplaar van die bepalingen over te maken.

Uit de ondervinding blijkt dat de beste wetten vaak en wel jarenlang, zonder uitwerksel blijven, omdat de belanghebbenden ze niet kennen

ART. 7.

Voorkeur voor het toelaten tot Staatsambten.

Het verlangen om de door vrijwilligers bewezen diensten te erkennen en daardoor vrijwillige dienstneming aan te moedigen, noopte verschillende leden, die voorstellen overlegden, vrijwilligers een recht van voorkeur te geven voor het toelaten tot zekere ambten.

In dit opzicht is het voorstel van den heer Verhaegen (N^o 59) het meest volledige. Het bepaalt dat :

« Voorkeur voor het toelaten tot een ambt, bezoldigd door Staat, » provincie of gemeente, wordt, bij gelijke rechten, verleend aan oud » vrijwilligers, miliciens en plaatsvervangers met onbepaald verlof en aan » burgers die, zich als vrijwilliger aangeboden hebbende, niet als zoo- » danig werden aangenomen.

» Toelagen op fondsen van Staat, provincie of gemeente of geldelijke
» aandeelen daarin kunnen niet worden verleend aan openbare inrichtingen,
» zooals weldadigheidsbureelen en godshuizen, watering en polders,
» kerkfabrieken, nationale maatschappij voor buurtspoorwegen, enz., zoo
» laatstgenoemde niet eerst en vooral het bewijs inleveren dat al de bezol-
» digde ambten, door hen sinds de afkondiging dezer wet begeben,
» werden toegekend op de wijze verordend voor Staat, provinciën en
» gemeenten. »

Eene lange bespreking ontstond daarover in den schoot der Middenafdeeling.

Verschillende tegenwerpingen werden gedaan.

De eerste raakt moeilijke toepassing. Of, zoo zegde men, de gemeenten, enz., zullen de werving harer beambten naar willekeur mogen regelen, en dan kan de maatregel niet anders wezen dan eene platonische verklaring ten voordeele der oud militairen.

Of, de hoogere overheid zal tusschen beide treden, en dan wordt de zelfstandigheid der besturen, in de zoo gewichtige vraag van de keuze hunner beambten, volstrekt aan banden gelegd.

Anderzijds, zijn er voor zekere ambten weinig kandidaten. Zal men onder de zich voorstellende oud vrijwilligers, kandidaten vinden die de hoofdzakelijke hoedanigheden vereenigen om deze functiën te bekleeden?

Hoe wordt dit recht van voorkeur geregeld, dit is : waarin zal de voorkeur bestaan? Hier kan het geen volstrekt recht van voorkeur gelden; natuurlijk moet de candidaat bekwaam zijn tot zijn ambt.

Welnu, laat ons onderstellen dat de toelating tot dit ambt door een examen geregeld zij. Moet de vrijwilliger hetzelfde getal punten behalen als de candidaat die geen vrijwilliger was. In dit geval zal het recht van voorkeur weinig uitwerksel hebben.

Is zijne hoedanigheid een titel van werkelijker waarde, hoe dit in de practijk toepassen?

Eindelijk werd het grondwettelijke van het voorstel in twijfel getrokken. Alle Belgen, zegt de Grondwet, kunnen gelijkelyk tot ambten worden toegelaten. Welnu, niet alle Belgen kunnen dienst doen in het leger. Men maakt dus tusschen de burgers een verschil, in strijd met den geest evenals met den tekst onzer Grondwet.

Op die laatste tegenwerping werd geantwoord dat iedereen zich kan voorstellen om eene dienstverbintenis aan te gaan en dat, volgens de opvatting van de aanbieders der voorstellen, kandidaten, die tot dergelyke dienstverbintenis niet mochten toegelaten worden, klaarblykelyk op denzelfden voet dienden gesteld als oud vrijwilligers zelven.

Het wordt goed verstaan, dat de niet toelating niet berusten mag op eene der redenen van onwaardigheid, bij artikel 34 der militiewet voorzien.

Zonder te ontkennen dat het regelen van de voorkeur in de toepassing tot zekere bezwaren kan leiden, achtte de Middenafdeeling die bezwaren toch niet onoverkomelyk. Reeds van nu af bestaat voorkeur voor een aantal ambten, zooals die van boschwachter, opzichter der visscherij, enz.

Die voorkeur bestaat in talrijke gevallen in het Ministerie van Spoorwegen, voor zonen van agenten, bij dit bestuur in dienst.

Aan voorbeelden tot slaving dezer zienswijze, mangelt het niet. Ieder betrokken bestuur zal volgens zijne bijzondere vereischen den regel bepalen.

Toch dient volstrekt rekening gehouden met de ouderdomsvoorwaarden. Er is eene ouderdomsgrens voor het toelaten tot schier alle ambten.

Er zou moeten verstaan worden dat voor miliciens-vrijwilligers die grens niet geldt gedurende gansch hunnen werkelijken dienst bij het leger.

Zonder deze bepaling, verkeert de vrijwilliger, verre van voorkeur te genieten, in eenen staat van ondergeschiktheid tegenover candidaten die niet bij het leger dienden.

Doch de Middenafdeeling was van gevoelen dat de voorkeur tot Staatsambten diende beperkt te blijven. Het voorstel (n^o 83) van den achtbaren heer Hoyois luidt in dien zin, met deze beperking dat het de besturen opsomt voor welke een recht van voorkeur bestaat.

De Middenafdeeling nam die beperkende opsomming niet aan. Met vijf stemmen tegen twee, besloot zij de voorkeur op alle Staatsambten toe te passen.

Zij stemde niet over het meer uitgebreid voorstel van den achtbaren heer Verhaegen, daar deze zich met het door de afdeeling aangenomen voorstel vereenigde.

Nochtans achtte de Middenafdeeling niet billijk niet vrijwilligers-oudgedienden alle recht tot voorkeur te ontfangen

Dus nam zij, met vier stemmen tegen drie, aan dat het recht van voorkeur zou uitgeoefend worden in de volgende orde :

1^o Oud vrijwilligers ;

2^o Oud militairen ;

3^o Candidaten die, zich hebbende aangeboden om eene vrijwillige dienstverbintenis aan te gaan, tot den dienst niet werden toegelaten om eene andere reden dan de bij artikel 34 der militiewet voorziene.

Met gelijke verdienste, wordt voorkeur verleend aan hen die den langsten tijd van werkelijken dienst in het leger deden.

ART. 8.

*Soldaten die aan den eigenlijken militairen dienst zijn onttrokken,
vervangen door bestendige beambten.*

Sedertlang wordt er vinnig tegen opgekomen, dat, onder de tot den krijgsdienst opgeroepen jongelingen, velen werkelijk eene gansch andere betrekking waarnemen. Dat is eene gegronde critiek, en ze mag niet onverlet blijven.

Uit de aan de Middenafdeeling verstrekte inlichtingen blijkt dat meer dan 10 t. h. van de getalsterkte in tijd van oorlog niet in het gelid staan.

Dus klagen talrijke hoofdofficieren over ontoereikende getalsterkte

op oorlogsvoet, wanneer het tiende gedeelte dier getalsterkte niet op het slagveld zou staan ingeval van oorlog.

Voor de getalsterkte in vrede-tijd geeft de volgende tabel de indeeling op van de troepen, in vrede-tijd aan werkdadigen dienst onttrokken, om technischen dienst en bestuursdienst te verzekeren.

TROEPEN, IN VREDE-TIJD AAN WERKDADIGEN DIENST ONTTROKKEN OM
TECHNISCHEN DIENST EN BESTUURSDIENST TE VERZEKEREN.

Bataljon van administratie.

	Manschappen.
a. Algemeene diensten en gerechtelijke dienst	37
b. Bakkerijen	204
c. Beenhouwerijen	131
d. Voeding	239
e. Gezondheidsdienst	308

Bestuursdiensten en technische diensten der korpsen.

	Infanterie	Cavalerie.	Artillerie.	Trein	Genie.	TOTAAL.
Secretarissen	19	8	9	1	1	38
Magazijnwachters	19	8	9	1	1	38
Muzikanten.	456	"	"	"	"	456
Meestergasten.	253	32	31	4	3	323
Onderofficieren-rekenplichtigen. . .	670	96	228	16	40	1,050
Hoefsmeden en batterij-werklieden.	"	88	425	22	"	535
Technische diensten (inrichtingen) .	"	"	128	"	"	128
Vuurwerkers	"	"	9	"	"	9
Bijzondere compagniën, werklieden.	"	"	174	"	115	289
— wapenmakers.	"	"	130	"	"	130
— vuurwerkers.	"	"	102	"	115	217
TOTAAL.						3,213

*Personeel der troepen in werkdadigen dienst, gebruikt voor
technischen dienst en bestuursdienst.*

Soldaten van de infanterie, de	van de intendantie . . .	180
artillerie, enz., gebruikt in de	van de artillerie . . .	450
inrichtingen	van de genie . . .	30

OVER TE DRAGEN. 660 4,152

OVERDRACHT.		660	4,152
Onderofficieren, korporaa's of soldaten.	secretarissen-archivisten	480	
	plantons.	220	
	ordonnansen van bere-		
	den officieren . . .	1,190	
	ordonnansen van niet		
	bereden officieren. .	2,220	
Soldaten werklieden (kleermakers, schoenmakers, enz.)			
van het korps		480	
Soldaten gebruikt voor bijkomende diensten (autogra-			
fische persen, waschhuizen, keukens, enz.)		1,020	
Troepen gebruikt in het ministerie		170	
Troepen gebruikt in de scholen (pro memoria).			
TOTAAL.		6,440	
ALGEMEEN TOTAAL op eene getalsterkte (in vreedstijd) van			
44,902 man.			10,562

Werden de nuttelooze bedieningen afgeschaft, en de thans in militecon-
tingent genomen mannen door bestendige werklieden en beambten vervan-
gen, dan ware de eigenlijk gezegde militaire getalsterkte grootelijks ver-
hoogd.

Bij de inlijving van een contingent van 15,500 man mogen 5,000 man
gerust zeggen dat zij naar het leger gaan voor heel wat anders dan om sol-
daat te zijn. Wel zullen zij er den uniform en den naam van dragen, doch
niet het ambt waarnemen.

Niet wij alleen gaan aan dat euvel mank : ook in andere legers bestaat het
en wil men het verhelpen.

In Frankrijk werden, tijdens de behandeling der Begrooting voor 1900,
door den verslaggever, den heer Pelletan, en verschillende afgevaardigden,
opnieuw de bewijsgronden aangehaald en de cijfers vermeld, die sedert
ettelijke jaren in het Parlement en in de bladen zijn ontwikkeld.

« De beschikbare getalsterkte van compagniën, eskadrons en batterijen
wordt aanzienlijk verminderd door de koks, kleermakers, schoenmakers,
kappers, enz.

» De bij de regimenten gebruikte drukpersen namen insgelijks in aantal
toe : er zijn er waarbij 1 officier, 2 onderofficieren en 7 of 8 soldaten werk-
zaam zijn. Nauwelijks hebben de compagniën 50 tot 60 manschappen
beschikbaar voor de oefeningen, van de 125 die in het register opgeschre-
ven staan; de eskadrons 45 of 46 (niet inbegrepen 46 recruten) op
151 onderofficieren en soldaten; de batterijen 53 op 103. De vierde
bataljons dezer compagniën, zegde een afgevaardigde, zijn nog slechts een
geraamte » (*Bulletin de la Presse et de la Bibliographie militaires.*)

Bij onze naburen in Nederland, verleent een koninklijk besluit van ver-
leden jaar, de korpsoversten machtiging om burgerlijke daglooners aan te
stellen voor karweien in de kazernen en dezer bijgebouwen

Maatregelen werden genomen om het getal der gebruikte en aan de oefeningen onttrokken militairen zooveel mogelijk te verminderen en den tot acht maanden beperkten dienst betere vruchten te doen afwerpen.

Ook in Duitschland zijn klachten opgerezen. Nochtans worden in dit land bestuursdiensten bijna uitsluitend verricht door burgerlijke ambtenaren : daaruit volgen twee hoofdzakelijke voordeelen :

1^o De officieren der troepen kunnen zich geheel bezighouden met militaire onderrichting en opvoeding der manschappen;

2^o Het bestuur kan meer tot één punt worden samengetrokken en het beheer der diensten vereenigvoudigd.

Het Departement van het beheer des legers bevat *de kassenafdeeling* (Kassenabtheilung); *de verplegingsafdeeling* (Verpflegungsabtheilung); *de kleedingafdeeling* (Bekleidungsabtheilung); *de huisvestigingsafdeeling* (Unterkunftsabtheilung); *de bouwafdeeling* (Bauabtheilung).

Het personeel van de beheersdiensten bevat ambtenaars en beambten, met eene gansch andere hierarchie dan die des legers.

*
* *

De pseudo-militairen door bestendige beambten vervangen, ziedaar een maatregel, die zich zoo in het belang der bestuursdiensten als in dat des legers opdringt.

Gebruiken de beheersdiensten bestendige werklieden, beambten en ambtenaars, zou hebben wij inderdaad een minder talrijk, een vaster en bijgevolg ondervindingrijker personeel

Het leger wordt versterkt door al de bestanddeelen die het thans mist.

De Middenafdeeling is overigens van gevoelen dat men de beheersdiensten zoozeer mogelijk moet inkrimpen en, voor zooveel het kan, zich tot de private nijverheid wenden, zonder de diensten zelven te schaden.

De thans in dienst zijnde militairen zouden door bestendige werklieden, beambten en ambtenaren vervangen worden, naar gelang er plaatsen openvallen, door ontslag van titularissen die thans den dienst verrichten.

Dit personeel zou bij voorkeur worden gekozen onder oud-vrijwilligers en gewezen militairen. In het opzicht van loon, jaarwedde en pensioen, zouden zij beschouwd worden als werklieden, beambten en ambtenaren van andere Staatsdiensten.

Alhoewel werklieden en beambten niet op het slagveld in 't gelid moeten staan, kunnen enkelen onder hen, in gegeven omstandigheden, in den strijd worden betrokken.

De Middenafdeeling verlangt hun getal te kennen.

Ziehier het antwoord van het Departement van Oorlog :

VRAAG.

Een in verhouding aanzienlijk getal militairen (10 t. h. in ronde cijfers van

de getalsterkte in oorlogstijd) moeten niet « in tijd van oorlog in 't gelid staan ».

Zijn er nochtans onder deze militairen geene die, in voorkomend geval, in den strijd kunnen betrokken worden, wanneer anderen, uit den aard van hunne ambtsbetrekking zelve, niet in dat geval kunnen geraken?

Hoeveel bedraagt, in dergelijke omstandigheid, de getalsterkte van elke dier reeksen?

ANTWOORD.

Van de 13,585 militairen beneden den graad van officier, niet geroepen om op het slagveld in 't gelid te staan, kunnen 10.701 desnoods in den strijd worden betrokken en 2,884 niet, uit reden van hun ambt.

Dit vraagstuk is niet van belang ontbloot Trouwens, moeten de manschappen die aan den strijd deel nemen, als regelmatige troepen worden gerekend.

De Middenafdeeling acht het beste middel tot het voorkomen van alle moeilijkheid, die bestendige werklieden, ambtenaren en beambten als militairen te beschouwen.

De hoedanigheid van militair zouden zij bezitten, wanneer ze tot den dienst zijn toegelaten en hun lezing van de militaire wetten werd gedaan.

Eene uitzondering kan gemaakt worden voor de 2,884 man die in geen geval, uit den aard zelve van hun ambt, kunnen opgeroepen worden om aan den strijd deel te nemen. Doch daar het niet in te zien is, welke voordeelen dit kan opleveren, acht de Afdeeling het beter slechts één en hetzelfde stelsel toe te passen op werklieden en beambten.

De Kamer gelieve in aanmerking te nemen, dat wanneer de Middenafdeeling voorstelt de miliciens door bestendige beambten te vervangen, niettemin artikel 85 der militiewet (art. 5 van 't ontwerp der Middenafdeeling) derwijze doet luiden, dat het inlijven van een zeker getal manschappen in het bataljon van administratie, den trein, enz., wordt voorzien.

Dit moet het geval zijn voor zulke dezer diensten waarvoor het leger op oorlogsvoot een aanzienlijker getal manschappen vergt dan in vredetijd. Dus dient de vorming mogelijk gemaakt van een aantal bijkomende manschappen die, benevens de bestendige beambten, de noodige getalsterkte in oorlogstijd aan de hand kunnen doen.

Stemming over de gezamenlijke besluiten der Middenafdeeling.

Ziedaar, Mijne Heeren, de voorstellen, welke uwe Middenafdeeling de eer heeft u te onderwerpen.

Zij hoopt dat de Kamer zich er wel zal willen bij aansluiten. Zij zullen voor gevolg hebben de door het leger verdiende toegenegenheid te versterken.

bij het Parlement, door alle misverstand te doen verdwijnen over het in krijgssaken te verwezenlijken programma;

in het land, door het leger derwijze in te richten, dat het beter beantwoordt aan 's lands overleveringen en aan onzen historischen aard.

Daardoor wordt een einde gesteld aan een te lang tijdperk van wantrouwen en aarzeling. De achting voor het leger zullen ze bij de burgers vermeerderen en daardoor de banden nauwer toehalen, tusschen het land en de instelling die daaraan, benevens onafhankelijkheid, orde en vrede moet verschaffen.

De voorstellen der Middenafdeeling worden met eenparigheid door de zes aanwezige leden in haar geheel aangenomen.

De Verslaggever,
G. HELLEPUTTE.

De Voorzitter,
W. HEYNEN.

VOORSTELLEN DER MIDDENAFDEELING.

ARTICLE PREMIER.

L'article 1^{er} de la loi sur la milice est modifié comme suit :

ART. 1^{er}. — Le recrutement de l'armée a lieu par des engagements volontaires. Des *appels annuels* suppléent, s'il y a lieu, à l'insuffisance du nombre de ces engagements.

ART. 2.

L'article 5 § 1^{er} de la loi sur la milice est modifié comme suit :

ART. 5. — Le contingent est réparti par le Roi entre les provinces et par le Gouverneur de la province entre les cantons de milice composés soit d'une, soit de plusieurs communes voisines appartenant à un même arrondissement administratif. Les volontaires en service astreints par leur âge à l'inscription de la milice, sont comptés numériquement dans le contingent de leur canton.

Sont également comptés numériquement dans le contingent à fournir par le canton, les volontaires du contingent visés par l'article 6 littéra B.

Si dans un canton de milice le nombre de volontaires à déduire du contingent égale ou dépasse le contingent à fournir par le canton, le tirage au sort est supprimé.

L'excédent éventuel viendra en déduction du contingent à fournir par les cantons limitrophes.

Ceux-ci seront rangés suivant l'ordre

EERSTE ARTIKEL.

Het eerste artikel van de militiewet wordt gewijzigd als volgt :

EERSTE ARTIKEL. — De werving van het leger geschiedt door middel van vrijwillige dienstverbintenissen. *Jaarlijksche oproepingen*, vullen, zoo daartoe reden bestaat, het ontoereikend getal van deze vrijwillige dienstverbintenissen aan.

ART. 2.

Artikel 5, § 1, van de militiewet wordt gewijzigd als volgt :

ART. 5. — Het contingent wordt verdeeld door den Koning onder de provinciën en door den Gouverneur der provincie onder de militiekantons, samengesteld hetzij uit ééne, hetzij uit verscheidene naburige gemeenten, die tot een zelfde bestuursarrondissement behooren. Vrijwilligers in dienst, door hunnen ouderdom tot de inschrijving voor de militie verplicht, worden opgenomen in het getal van 't contingent van hun kanton.

De vrijwilligers van het contingent, die zijn bedoeld in artikel 6, littéra B, worden eveneens opgenomen in het getal van 't contingent, dat het kanton leveren moet.

Is, in een militiekanton, het van het contingent af te rekenen getal vrijwilligers even groot als het contingent dat het kanton leveren moet of is het hooger, dan wordt de loting afgeschaft.

Het mogelijke teveel zal van het contingent, dat de aangrenzende kantons leveren moeten, worden afgerekend.

Deze kantons worden gerangschikt naar

croissant du nombre de volontaires qui manquent pour parfaire le contingent.

L'excédent sera attribué dans cet ordre aux divers cantons.

ART. 3.

L'article 16 de la loi sur la milice est complété comme suit :

Les volontaires contribuant à la formation du contingent ne prennent point part au tirage au sort.

Celui-ci a lieu parmi tous les autres inscrits de la classe pour le total du contingent à fournir par le canton.

La déduction des volontaires se fait par priorité en faveur des inscrits qui, appelés au service, appartiennent à des familles qui ne sont pas dans l'aisance et auront réclamé avant le tirage le bénéfice de la présente disposition.

Les formalités à remplir par ces inscrits et l'ordre dans lequel ils seront exemptés seront déterminés par arrêté royal.

ART. 4.

L'article 64^{ter} de la loi sur la milice est modifié comme suit :

ART. 64^{ter}. — Le prix du remplacement est fixé chaque année par arrêté royal, trois mois avant le tirage.

Il ne peut dépasser 1000 francs.

ART. 5.

L'article 85 de la loi sur la milice est modifié comme suit :

ART. 85. — Les miliciens, les volontaires avec prime, les remplaçants et les substituants sont envoyés en congé illimité lorsqu'ils ont passé au service actif à partir du jour de l'appel sous les armes de leur contingent le temps ci-après déterminé :

Quinze mois, dans le cours des deux pre-

de orde van toeneming van het getal vrijwilligers die ontbreken om het contingent voltallig te maken.

Het teveel wordt naar deze orde aan de verschillende kantons toegekend.

ART. 3.

Artikel 16 van de militiewet wordt aangevuld als volgt :

Vrijwilligers, bijdragende tot de vorming van het contingent, nemen geen deel aan de loting.

Tot deze wordt overgegaan onder al de andere ingeschrevenen der klas voor het geheele bedrag van het door 't kanton te leveren contingent.

De afrekking van de vrijwilligers geschiedt bij voorrang ten bate van de ingeschrevenen die, dienstplichtig zijnde, behooren tot niet bemiddelde familiën en, vóór de loting, aanvragen om het voorrecht van deze bepaling te genieten.

De formaliteiten, door deze ingeschrevenen in acht te nemen, evenals de orde naar welke zij worden vrijgesteld, worden bij koninklijk besluit bepaald.

ART. 4.

Artikel 64^{ter} van de militiewet wordt gewijzigd als volgt :

ART. 64^{ter}. — De prijs der plaatsvervanging wordt elk jaar, drie maanden vóór de loting, bij koninklijk besluit vastgesteld.

Hij mag geen 1,000 frank overtreffen.

ART. 5.

Artikel 85 van de militiewet wordt gewijzigd als volgt :

De miliciens, vrijwilligers met premie, plaatsvervangers en nummervervisselaars worden met onbepaald verlof naar huis gezonden, wanneer zij, te rekenen van den dag waarop hun contingent onder de wapens werd geroepen, werkelijken dienst deden gedurende den hierna bepaalden tijd :

Vijftien maanden, in den loop van de twee

nières années s'ils appartiennent à l'infanterie de ligne, aux chasseurs à pied, aux carabiniers, aux grenadiers ou au train.

Vingt-quatre mois, pendant les trois premières années, s'ils appartiennent à l'artillerie de siège ou au génie, aux pontonniers, aux artificiers ou au bataillon d'administration.

Trente mois, pendant les quatre premières années, s'ils appartiennent aux batteries à cheval, aux batteries montées ou aux escadrons de la cavalerie.

Les miliciens, les volontaires avec prime, les remplaçants et les substituants dont le service actif est de quinze mois peuvent être rappelés en outre, pour un mois au plus, pendant trois années.

Ils ont droit à six semaines de congé au cours de leurs quinze mois de service.

Les miliciens, les volontaires avec prime, les remplaçants et les substituants dont le service actif est de vingt-quatre ou de trente mois auront droit à douze semaines de congé.

ART. 6.

Les deux premiers paragraphes de l'article 100 de la loi sur la milice sont modifiés comme suit :

Les engagements volontaires se font dans les conditions suivantes :

A. — *Volontaires de carrière.*

Des engagements peuvent être contractés pour une durée d'au moins un terme de milice par tout Belge âgé de 16 ans au moins et de 33 ans au plus s'il n'a pas encore servi, de 40 ans au plus s'il a déjà servi.

Ces volontaires sont assimilés aux miliciens au point de vue du service actif des rappels et des congés.

A l'expiration du terme pour lequel ils se sont engagés, ils peuvent s'engager pour

eerste jaren, zoo zij behooren tot de infanterie, de jagers te voet, de karabiniers, de grenadiers of den trein ;

Vier en twintig maanden, gedurende de drie eerste jaren, zoo zij behooren tot de vestingartillerie of de genie, de pontonniers, de vuurmakers of het bataljon van administratie ;

Dertig maanden, gedurende de vier eerste jaren, zoo zij behooren tot de rijdende batterijen, de bereden batterijen of de eskadrons der ruitery.

Miliciens, vrijwilligers met premie, plaatsvervangers en nummervervisselaars, wier werkelijke dienst vijftien maanden belooft, kunnen daarenboven, gedurende drie jaar, voor ten hoogste ééne maand opnieuw onder de wapens worden geroepen.

Zij hebben recht op een verlof van zes weken gedurende hunne vijftien maanden dienst.

Miliciens, vrijwilligers met premie, plaatsvervangers en nummervervisselaars wier werkelijke dienst vier en twintig of dertig maanden belooft, hebben recht op twaalf weken verlof.

ART. 6.

De twee eerste paragrafen van artikel 100 der militiewet worden gewijzigd als volgt :

De vrijwillige dienstverbintenissen worden aangegaan onder de volgende voorwaarden :

A. — *Vrijwilligers van beroep.*

Dienstverbintenissen kunnen worden aangegaan, voor een duur van ten minste één militietermijn, door elken Belg die den leeftijd heeft bereikt van ten minste 16 jaar en van ten hoogste 33 jaar zoo hij nog niet diende, van ten hoogste 40 jaar, zoo hij reeds diende.

Deze vrijwilligers worden met de miliciens gelijkgesteld, wat betreft den werkelijken dienst en het verleen van verlof.

Na afloop van den termijn voor welken zij eene dienstverbintenis aangingen, mogen

un nouveau terme, qui doit être de deux ans au moins.

A l'époque de leur envoi en congé illimité, les volontaires peuvent rester en activité de service.

La rémunération des volontaires de carrière est réglée comme suit :

Pendant les trente premiers mois de service actif, ils reçoivent une rémunération égale à celle des miliciens; pour les mois suivants, leur rémunération est augmentée de 15 francs par mois.

Les volontaires promus au grade de sous-officier reçoivent en plus 15 francs par mois.

La rémunération est répartie conformément à l'article 4 de la loi du 30 juin 1896 pendant les trente premiers mois de service actif.

Pour le service actif subséquent, l'indemnité est accordée entièrement au volontaire.

Le volontaire orphelin a droit à l'indemnité entière.

Les miliciens, les volontaires du contingent, les volontaires de douze mois, les volontaires avec prime, les remplaçants et les substituants peuvent, à l'expiration de leur service actif, rester en activité de service dans les conditions stipulées ci-dessus; ils sont dès lors assimilés aux volontaires de carrière. Il leur est tenu compte, dans ce cas du service actif déjà effectué.

B. — *Volontaires du contingent.*

Les jeunes gens en âge de milice peuvent, avant la date du tirage au sort, s'engager pour un terme de milice. La même faculté est accordée aux jeunes gens des quatre classes précédentes qui n'ont pas été désignés par le sort ou qui se sont fait remplacer ou substituer. Ces volontaires sont assimilés aux miliciens au point de vue du service actif, des rappels, des congés et de l'envoi en congé illimité.

zij eene verbintenis aangaan voor eenen nieuwen termijn, die ten minste twee jaar moet bedragen.

Vrijwilligers kunnen, wanneer zij met onbepaald verlof naar huis worden gezonden, in werkelijken dienst blijven.

De bezoldiging van de vrijwilligers van beroep wordt bepaald als volgt :

Gedurende de dertig eerste maanden van werkelijken dienst, ontvangen zij dezelfde bezoldiging als de miliciens; voor de volgende maanden wordt hunne bezoldiging verhoogd met 15 frank per maand.

Vrijwilligers, die den graad van onder-officier bekomen, verkrijgen daarenhoven 15 frank per maand.

De bezoldiging wordt verdeeld overeenkomstig artikel 4 der wet van 30 Juni 1896 gedurende de dertig eerste maanden werkelijken dienst.

Voor den werkelijken dienst die daarop volgt, wordt den vrijwilliger het geheele bedrag der bezoldiging toegekend.

De vrijwilliger, die wees is, heeft recht op het geheele bedrag der bezoldiging.

Miliciens, vrijwilligers van het contingent, vrijwilligers voor twaalf maanden, vrijwilligers met premie, plaatsvervangers en nummervwisselaars mogen, na afloop van hunnen werkelijken dienst, onder de bovenvermelde voorwaarden in werkelijken dienst blijven; van dat oogenblik af, zijn zij gelijkgesteld met de vrijwilligers van beroep. In dit geval, komt de reeds afgedane werkelijke dienst voor hen in aanmerking.

B. — *Vrijwilligers van het contingent.*

Jongelingen, die den leeftijd voor de militie hebben bereikt, mogen, vóór den dag der loting, eene dienstverbintenis aangaan voor een militietermijn. Hetzelfde recht wordt toegekend aan de jongelingen van de vier vorige klassen die door de loting niet werden aangewezen of zich deden vervangen of van nummer verwisselden. Deze vrijwilligers worden, in 't opzicht van werkelijken dienst, van terugroepingen, van verlofdagen en van onbepaald verlof, gelijkgesteld met de miliciens.

Leur rémunération est supérieure de 10 francs à celle des miliciens.

Elle est répartie conformément à l'article 4 de la loi du 30 juin 1896.

Le volontaire orphelin a droit à l'indemnité entière.

C. — Volontaires de douze mois.

Les jeunes gens âgés de 18 ans au moins peuvent, jusqu'à l'âge du tirage au sort, s'engager pour douze mois de service actif, à répartir neuf mois pendant la première année, un mois pendant chacune des trois années suivantes.

Ils sont libérés par là de tout autre service militaire, sauf les rappels avec leur classe en temps de trouble ou de guerre.

Ils ne reçoivent pas de rémunération ni de solde.

A la demande de leurs parents ou tuteurs, ils peuvent, moyennant l'autorisation de leur chef de corps, loger hors de la caserne, à condition de se nourrir et de se loger à leurs frais.

Ils doivent s'équiper à leurs frais. Les armes leur sont fournies.

Ils peuvent choisir leur ville de garnison, sauf pour les périodes de camp ou de manœuvres.

Toute facilité, compatible avec leur apprentissage militaire, leur sera donnée pour leurs études scientifiques ou leur formation professionnelle.

Les rappels d'un mois ne peuvent coïncider avec la période des examens.

Au bout de leurs douze mois de service actif, ils sont autorisés à se présenter à un examen pour le grade de sous-officier ou d'officier de réserve. Ils peuvent obtenir ainsi un droit de préférence par ancienneté pour l'exercice de ces fonctions.

Hunne bezoldiging bedraagt 10 frank meer dan die der miliciens.

Zij wordt verdeeld overeenkomstig artikel 4 der wet van 30 Juni 1896.

De vrijwilliger, die wees is, heeft recht op het geheele bedrag der bezoldiging.

C. — Vrijwilligers voor twaalf maanden.

Jongelingen, die ten minste 18 jaar oud zijn, mogen, tot den ouderdom waarop zij moeten loten, eene dienstverbintenis aangaan voor twaalf maanden werkelijken dienst, aldus te verdeelen : negen maanden gedurende het eerste jaar, ééne maand gedurende elk van de drie volgende jaren.

Daardoor zijn zij van elken anderen militairen dienst vrijgesteld, behoudens de terugroepingen met hunne klas in tijden van onlusten of oorlog.

Zij ontvangen noch bezoldiging noch soldij.

Op aanvraag van hunne ouders of voogden mogen zij, met machtiging van hunnen korpsoverste, buiten de kazerne gehuisvest zijn, mits zij zich op hunne kosten voeden en huisvesten.

Zij moeten zich op eigen kosten uitrusten. De wapens worden hun geleverd.

Zij mogen hunne garnizoensstad uitkiezen, behalve wanneer zij de oefeningen van het kamp of manœuvres moeten bijwonen.

Voor zoover dit met hunne militaire opleiding overeenstemt, wordt hun genoegzame tijd verleend voor hunne wetenschappelijke studiën of de opleiding in hun beroep.

De terugroepingen voor ééne maand mogen niet geschieden binnen den tijd waarop er tot de examens wordt overgegaan.

Na afloop van hunne twaalf maanden werkelijken dienst, zijn zij gemachtigd een examen af te leggen voor den graad van onder-officier of van officier der reserve. Op die wijze kunnen zij een recht van voorkeur, naar diensttijd, verwerven tot het waarnemen van die ambten.

D. — Volontaires avec primes et remplaçants.

Les volontaires avec prime et les remplaçants sont assimilés aux miliciens pour la durée du service actif, les rappels, les congés, la rémunération et l'envoi en congé illimité.

La rémunération visée à l'article 75^{bis} § 2 est une rémunération supplémentaire. Elle variera d'après l'arme dans laquelle servira le volontaire avec prime.

E. — Substituants.

Tout inscrit d'une classe de milice désigné pour le service a le droit de se substituer un inscrit de la même classe ou de l'une des quatre classes précédentes, à condition que le substituant réunisse les conditions énumérées aux 2^o, 3^o, 4^o et 5^o de l'article 63.

Le substituant est assimilé en tout et pour tout au milicien.

F. — Les volontaires de toute catégorie peuvent contracter mariage dans les mêmes conditions que les miliciens. Cette faculté sera réglée exclusivement par le premier engagement, sans qu'on puisse avoir égard, pour en suspendre l'effet, à des engagements successifs.

ART. 7.

L'article 103 de la loi de milice relatif à l'admission aux emplois de l'Etat est complété comme suit :

La préférence pour l'admission aux emplois de l'Etat est accordée :

1^o Aux anciens volontaires ;

2^o Aux anciens miliciens ;

3^o Aux candidats qui, s'étant offerts à contracter un engagement volontaire n'y ont pas été admis ou qui, ayant été désignés par le sort, n'ont pas été admis au service pour une cause autre que celles prévues à l'article 34 de la loi sur la milice.

D. — Vrijwilligers met premien en plaatsvervangers.

Vrijwilligers met premie en plaatsvervangers worden met miliciens gelijkgesteld, wat betreft den duur van den werkelijken dienst, de terugroepingen, de verlofdagen, de bezoldiging en het bekomen van onbepaald verlof.

De bij artikel 75^{bis} § 2 voorziene bezoldiging, is eene aanvullende bezoldiging. Het bedrag daarvan verschilt volgens het wapen bij hetwelk de vrijwilliger met premie dient.

E. — Nummervervisselaars.

Elke tot den dienst aangewezen ingeschrevene van eene militiekلاس, heeft het recht een ingeschrevene van dezelfde klas of van eene der vier vorige klassen in zijne plaats te stellen, mits de nummervervisselaar voldoet aan de vereischten van n^o 2, 3, 4 en 5 van artikel 63.

De nummervervisselaar wordt in alles en voor alles met den milicien gelijkgesteld.

F. — Vrijwilligers van elke soort kunnen een huwelijk aangaan in dezelfde voorwaarden als miliciens. Deze bevoegdheid wordt uitsluitend geregeld door de eerste dienstverbintenis, zonder dat men, tot schorsing van de uitwerking daarvan, de opvolgende verbintenissen in aanmerking moge nemen.

ART. 7.

Artikel 103 van de militiewet betreffende het toelaten tot Staatsambten, wordt aangevuld als volgt :

De voorkeur voor het toelaten tot Staatsambten wordt verleend :

1^o Aan gewezen vrijwilligers ;

2^o Aan gewezen miliciens ;

3^o Aan kandidaten die, eene vrijwillige dienstverbintenis willende aangaan, niet werden toegelaten, of, na door de loting aangewezen geweest te zijn, tot den dienst niet werden toegelaten om eene andere reden dan die voorzien bij artikel 34 der militiewet.

A mérite égal dans une même catégorie, la préférence est accordée au candidat qui a fourni le service actif le plus long dans l'armée.

La préférence ne dispense pas des conditions d'admission à l'emploi sollicité.

Exception est faite cependant pour la limite d'âge. Celle-ci pourra être dépassée, jusqu'à un maximum de dix années, de toute la durée du service actif fourni à l'armée par le candidat.

ART. 8.

Les services d'administration de l'armée et, en général, les fonctions dont les titulaires ne sont pas appelés à figurer dans le rang sur le champ de bataille seront, à mesure des vacances produites par le départ des titulaires actuels, confiés à des ouvriers, employés et fonctionnaires permanents.

Ceux-ci seront recrutés de préférence parmi d'anciens militaires libérés du service.

Ils recevront des salaires ou traitements en rapport avec leurs capacités et leurs fonctions.

Ils ont droit, à un âge déterminé, à une pension en rapport avec leurs salaires ou avec leur nombre d'années de service.

Ils acquièrent la qualité de militaire par le fait de leur acceptation au service et de la lecture qui leur est donnée des lois militaires.

Disposition additionnelle

Chaque année, dans toutes les communes du pays et aux frais de l'Etat, les dispositions de la présente loi relatives aux volontaires ainsi que les dispositions des arrêtés d'exécution seront affichées. Elles seront en outre distribuées à tous les jeunes gens en âge de milice.

Bij gelijke verdienste in eene zelfde soort, wordt de voorkeur gegeven aan den candidaat wiens werkelijke dienst bij het leger het langst heeft geduurd.

Voorkeur ontslaat niet van de voorwaarden vereischt om tot het aangevraagde ambt te worden toegelaten.

Dit geldt echter niet ten aanzien van den leeftijd bepaald als uiterste grens. Deze mag, tot een maximum van tien jaar, worden overschreden met zooveel tijd als de werkelijke dienst van den candidaat bij het leger heeft geduurd.

ART. 8.

De bestuurdiensten van het leger en, in 't algemeen, de ambten waarvan de titularissen niet gehouden zijn in het gelid te staan op het slagveld, worden, naarmate er plaatsen openvallen door aftreding der tegenwoordige titularissen, toevertrouwd aan bestendige werklieden, bedienden en ambtenaren.

Dezen worden bij voorkeur genomen onder van den dienst vrijgestelde oud-militairen.

Zij ontvangen een loon of eene jaarwedde in verhouding tot hunne bekwaamheid en hunne bedieningen.

Op een bepaalden leeftijd, hebben zij recht op een pensioen in verhouding tot hun loon of tot hun getal dienstjaren.

Zij hebben de hoedanigheid van militair van 't oogenblik hunner toelating tot den dienst en de hun gedane voorlezing van de militaire wetten.

Toegevoegde bepaling

Elk jaar worden de bepalingen van deze wet die betrekking hebben op de vrijwilligers, alsmede de bepalingen van de besluiten tot uitvoering, in al de gemeenten van het land en op de kosten van den Staat aangeplakt. Zij worden bovendien uitgedeeft aan al de jongelingen die den leeftijd voor de milicie hebben bereikt.

(84)

INHOUDSTAFEL.

	Bladz.
Bezwaren voor het oplossen van het militaire vraagstuk in België. Internationale staatkundige toestand des lands	1
De Belgen hebben gebrek aan vaderlandsliefde noch krijgsgesest.	4
Gebrek aan vertrouwen in de verklaringen der krijgsoverheid	10
Ontoereikende zedelijke en godsdienstige waarborgen voor de familiën	16
Aan de Middenafdeeling onderworpen voorstellen. Onderzoek in de afdeelingen . . .	19
Voorstellen van de Middenafdeeling	22
ART. 1. — Wijze van werving des legers	ib.
ART. 2. — Vrijwilligers van het jaarlijksch contingent afgetrokken	23
Trapsgewijze afschaffing van de loting	ib.
ART. 3, 4 en 6 (§ E). — Plaatsvervanging behouden.	25
Maatregelen ten voordeele van de mindere standen. Herinvoering van nummervervisseling	33
ART. 5. — Vermindering van dienstdijd	39
ART. 6. — Aanmoediging tot vrijwillige dienstneming.	58
ART. 7. — Voorkeur voor het toelaten tot Staatsambten	69
ART. 8. — Soldaten die aan den eigenlijken militairen dienst zijn onttrokken, vervangen door bestendige beambten	71
Stemming over de gezamenlijke besluiten der Middenafdeeling	75
Tekst van de voorstellen der Middenafdeeling.	77
